



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13050 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 13 JANVIER 1987

## Le gouvernement face aux difficultés monétaires et sociales

### Pour combien de temps ?

La réévaluation du mark, la septième depuis l'entrée en vigueur du système monétaire européen (SME) en mars 1979, devrait mettre un terme à l'agitation qui, depuis Noël, régnait sur les marchés des changes. Mais pour combien de temps ? Les mêmes causes produisant les mêmes effets, pour quoi, d'ici quelques mois, de nouvelles attaques contre le dollar, qu'on ne peut raisonnablement exclure, ne conduiraient-elles pas les détenteurs de capitaux à jouer une fois encore la revalorisation de la monnaie allemande ?

Contrairement à ceux qui l'ont précédé, l'ajustement auquel on vient de procéder peut-être être présenté comme un épisode normal, n'affectant pas le mécanisme de stabilisation des changes dont se sont dotés les pays de la Communauté, à l'exception notable du Royaume-Uni ? « Nous venons de vivre la phase la plus négative du SME : depuis quinze jours, il perdait tous ses attraits, au point qu'on ne voyait guère ce qui le différenciait d'un système de changes flottants », déclarait, dimanche, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors.

De fait, contrairement aux engagements, il est vrai bien vagues, souscrits en septembre par les ministres des finances des Douze à Ginepro, en Écosse, les Allemands n'ont rien entrepris pour atténuer les effets de la chute du dollar sur la cohésion des monnaies de la CEE.

L'ajustement du 12 janvier sanctionne la coupure en deux de la Communauté : d'une part, la RFA et les Pays-Bas, mais aussi la Belgique, qui — pourquoi l'en blâmer ? — entend faire de la force de sa monnaie le symbole de sa politique d'assainissement ; d'autre part, les autres pays membres qui, tels la France — même si en l'occurrence elle a réussi à sauver la face en ne dévaluant pas sa monnaie — le Danemark, l'Italie, pour des raisons diverses ne parviennent pas à suivre. Et l'on a vu une fois de plus, de la manière la plus crue, à quel point la construction européenne manquait de dynamisme.

Voici un an que la Communauté vivote, incapable de mettre en œuvre le programme de relance conquis dans cet Acte unique adopté en décembre 1985 par les chefs d'État et de gouvernement, et que vient de ratifier l'Assemblée nationale.

L'Allemagne, parce qu'elle croit parfois pouvoir jouer seule ; la Grande-Bretagne, qui n'est pas encore convertie aux vertus de l'action commune ; la France, pour des raisons d'autant plus difficiles à saisir qu'elle a plus que quiconque besoin de l'Europe pour sauvegarder son autonomie, sont les principaux responsables de cette paralysie. Leur stratégie européenne se limite aujourd'hui à s'opposer à toute nouvelle dépense.

Ce « front du refus », qui ne correspond pas aux sentiments profonds des opinions publiques, peut-il être renversé ? « Le verre est à moitié plein », répond M. Delors, qui met en relief certains acquis des derniers mois, et en particulier les mesures courageuses prises pour réduire la production de lait. Mais le président de la Commission ne montre-t-il pas un optimisme excessif lorsqu'il suggère que les ministres des finances, conscients des dégâts, seraient disposés, RFA en tête, à faire repartir le SME d'un bon pied ?

## ● Réévaluation du deutschemark sans dévaluation du franc ● Les conflits dans le secteur public en voie d'apaisement

Les ministres des finances des Douze réunis à Bruxelles ont décidé, le lundi 12 janvier, après onze heures de négociations, un réajustement des parités au sein du système monétaire européen.

Le deutschemark et le florin néerlandais qui lui est étroitement lié, sont réévalués de 3 % et le franc belgo-luxembourgeois de 2 %. Après cette opération une détente teintée

d'inquiétude et de scepticisme s'est produite sur les marchés des changes, où la poursuite de la baisse du dollar a, de nouveau, poussé le mark à la hausse.

A Paris, les premières cotations de la devise allemande la plaçaient à 3,315 puis à plus de 3,32 F contre 3,303 F à la veille du week-end, c'est-à-dire bien au-dessus du nouveau cours plancher de 3,2792 F. A

Tokyo et à Francfort, on estime insuffisante la réévaluation du mark.

D'autre part, les conflits qui ont pesé, ces derniers jours, sur le cours du franc ont tendance à se résorber. A la SNCF, la reprise du travail est sensible ; à EDF, seule la CGT reste en grève mais elle a renoncé aux coupures de courant ; en revanche la situation dans les transports parisiens reste bloquée.

### La rançon d'un dollar faible

Il ne faut pas s'y tromper : c'est la baisse du dollar qui a provoqué le nouveau réajustement du système monétaire européen en poussant le mark à la hausse, au détriment des autres monnaies du système, qui, le florin et le franc belge exceptés, n'ont pu suivre.

Les tensions se sont accumulées au fil des mois, au point de contraindre les États de la CEE à modifier, une fois de plus, leurs parités.

Sans doute mettra-t-on en cause les conflits sociaux en France, mais ils n'étaient pas suffisants, à eux seuls, pour placer le franc dans un tel état d'infirmité par rapport au mark.

Il faut le répéter : aucun élément vraiment nouveau dans la conjoncture française ne justifiait une nouvelle dévaluation après celle d'Octomarsun il y a neuf mois. Simplement, à l'époque, le

dollar valait 2,40 DM ; aujourd'hui, il est tombé à 1,92 DM.

FRANÇOIS RENARD.  
(Lire la suite et nos informations page 41, ainsi que la chronique de PAUL FABRA page 40.)



### L'amère victoire des vaincus

« Il ne peut y avoir ni vainqueurs ni vaincus », affirmait M. Jacques Chirac au moment où le conflit de la SNCF commençait à prendre le chemin de la sortie. Paradoxalement, cette imposante grève de vingt-quatre jours risque de laisser sur le carreau à

la fois des vainqueurs et des vaincus. Chacun des acteurs a des raisons de trouver dans l'issue de cette bataille sociale à la fois des brins de victoire et des brins de défaite.

Alors que dans le sud de la France la CGT entretient quelques derniers carrés d'irréductibles, les grévistes de la SNCF rendent leurs dernières armes. Le plus souvent, ils ont la rage au cœur. Vainqueurs ou vaincus ? Ils reprennent sans avoir vraiment obtenu gain de cause sur les conditions de travail et sans avoir davantage d'assurances claires pour l'avenir. Le « contrat » de fin de grève ressemble, pour l'essentiel, à un chèque en blanc, la direction de la SNCF ayant surtout fait des promesses qui restent à concrétiser d'ici la fin mars.

MICHEL NOBLECOURT.  
(Lire la suite page 42 et nos informations pages 43 et 44.)

## Un entretien avec le roi Hussein de Jordanie en visite officielle en France

### « Il existe actuellement une chance de relancer le processus de paix au Proche-Orient »

Le roi Hussein de Jordanie devait commencer, ce lundi 12 janvier, une visite d'État de trois jours en France. Arrivé dans l'après-midi à Paris, il devait être accueilli par M. Mitterrand, dont il est l'hôte à dîner à l'Élysée. Mardi, le souverain rencontrera M. Chirac, qui offrira ensuite un dîner en son honneur.

« Majesté, ce n'est pas précisément la première fois que vous vous rendez dans notre pays, mais c'est la première fois d'État que vous y faites depuis l'élection de notre actuel président, c'est-à-dire depuis six ans. De quoi comptez-vous parler ?

— De tout, comme c'est l'habitude avec des amis très proches ; et tout d'abord, naturellement, du problème arabo-israélien et de nos efforts incessants pour parvenir à un règlement global. Nous passons en revue également toutes les autres affaires du Proche-Orient, ainsi que les rapports internationaux en général. Je suis très fier que nous maintenions un étroit contact avec la France et ai beaucoup d'estime pour son action en faveur d'une paix juste.

— Vous n'avez guère cessé, depuis que vous êtes roi, de rechercher une issue à ce problème palestinien. Les gens, dans l'ensemble, sont très pessimistes à ce sujet.

Croyez-vous donc vous-même que les chances d'y parvenir se soient accrues ?

— Je pense, et même je sais, qu'il existe une chance. Elle résulte du sentiment qui se répand que si quelque chose n'est pas fait rapidement, on se trouvera dans une situation psychologique telle qu'il apparaîtra que tout est perdu. Toute la région s'enfoncerait alors dans un profond abîme, avec des risques d'éruptions qui ne seraient pas facilement circonscrits.

— Constatez-vous un changement dans l'attitude des deux superpuissances dans la région, car il n'y a pas grand espoir de règlement durable sans leur concours ?

— Je crois très franchement que le seul moyen de s'en sortir est de parvenir à un règlement global intervenant sous les auspices des cinq membres permanents du Conseil de sécurité avec la participation de tous ceux qui sont concernés par le problème, ce qui implique, bien entendu, les Palestiniens. Je crois que cette manière d'aborder le problème est très proche de celle de la France. Il faut dès maintenant encourager le dialogue entre les membres permanents du Conseil en vue de préparer le terrain pour la conférence de la paix.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE.  
(Lire la suite page 4.)

## Cinquante-deux villes équipées, les autres attendront

### La fin du plan câble

Cinquante-deux villes auront leurs réseaux câblés, les autres devront attendre de nouvelles règles du jeu. Avec l'appui de M. Gérard Longuet, ministre des P et T, la direction générale des télécommunications a réussi à casser le plan de 1982, qui prévoyait le câblage de la France en vingt ans pour un investissement de 50 milliards de francs. Un plan jugé trop dangereux pour les finances et l'avenir de la DGT.

Politiquement, l'opération n'est pas facile. Pour les cinquante-deux villes qui s'étaient engagées avant l'alternance, l'État tient ses promesses et construit les réseaux. Les accords qui viennent d'être signés entre la DGT et les principaux opérateurs privés donnent le feu vert à l'exploitation commerciale. Pour tous les autres, la porte

est close momentanément. Le ministre se donne désormais six mois de réflexion, au terme desquels on évoque déjà au cabinet de M. Longuet des « solutions moins coûteuses et limitées à la réception de la télévision » : réseaux d'immeubles, antennes communautaires ou simple parabole pour les satellites, mise en place par les PTT ou des concurrents privés. Bref, des réseaux publics et performants pour treize millions de Français et, pour les autres, un équipement au rabais.

Les élus — on s'en doute — grincent des dents. De Strasbourg à Clermont-Ferrand, en passant par Le Havre ou la plus grande partie de la banlieue parisienne, la liste est longue des villes restées sur la touche. Mais l'aigreur n'épargne pas les élus des

cinquante-deux municipalités privilégiées. Invoquant des difficultés industrielles, la Direction générale des télécommunications annonce déjà des retards importants dans le câblage. Tous les réseaux — loin de là — ne seront pas ouverts en 1989, date des élections municipales. Le ministre assure que la gestion des files d'attente ne se fera pas en fonction de critères politiques, mais certains élus se heurtent déjà au « fait du prince ». Ainsi les communes de la Seine-Saint-Denis verront le réseau en fibre optique qu'elles ont commandé remplacé par du coaxial. M. Pierre Mauroy hérite in extremis à Lille d'un lot de consolation de trente mille prises en fibre optique.

(Lire page 16 l'article de JEAN-FRANÇOIS LACAN.)

# smalto

du jeudi 15 au samedi 17, de 9 h 30 à 19 heures

## SOLDE

DE 30 A 50 %

HOMME : 44, RUE FRANÇOIS-1<sup>er</sup> - HOMME ET FEMME : 5, PLACE VICTOR-HUGO et 275, RUE SAINT-HONORÉ

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$ ; Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 170 pes. ; Grèce, 140 dr. ; Inde, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 13 sh. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$.

150







Les développements de l'« Irangate »

Les « fuites » sur le rapport du Sénat américain ne font pas la clarté sur le financement des « contras »

WASHINGTON  
de notre correspondant

Jour après jour, les « fuites » se succèdent, à Washington, dans l'affaire de l'« Irangate ». En fait de révélations, l'Amérique n'est guère, depuis le milieu de la semaine dernière, que de développements progressifs du rapport établi par la commission des affaires de renseignements du Sénat après les auditions qu'elle avait organisées en décembre. Ce rapport avait la Maison Blanche, puisque pas un de ses paragraphes ne pourrait laisser penser que M. Reagan ait jamais été au courant de l'utilisation des bénéfices des ventes d'armes à l'Iran au profit de la guérilla antisandiniste.

La raison en est peut-être que ce pourrait être la réalité. Mais cela est certainement dû aussi au fait qu'aucun des deux seuls collaborateurs censés avoir présidé à ce détournement, l'amiral Poindexter, successeur de M. McFarlane à la tête du Conseil national de sécurité et le lieutenant-colonel North, n'a accepté de témoigner devant la commission. L'un et l'autre ont invoqué, pour refuser de répondre aux questions des sénateurs, le cinquième amendement de la Constitution qui

permet de refuser de témoigner contre soi-même. Ainsi, le chapitre concernant le financement illégal des « contras » reste, jusqu'à présent, totalement obscur.

Désormais contrôlé par les démocrates, le Sénat a, en conséquence, refusé de publier un rapport qui semblerait innocenter, à peu de frais, M. Reagan. Mais ce rapport, par un cheminement qui n'a rien de mystérieux, n'en finit pas de filtrer. Un jour, c'est une chaîne de télévision qui en publie de larges passages. Un autre, c'est la Maison Blanche qui en publie directement deux extraits. Un autre, samedi 10 janvier, c'est un correspondant de la radio israélienne à Washington qui en diffuse l'essentiel, et les détails s'accumulent à la fois fascinants et dérisoires.

Pressions  
sur le Portugal

Quelques exemples : en novembre 1985, l'ambassadeur américain au Portugal protestait à Washington contre les pressions directes exercées sur le gouvernement portugais par le lieutenant-colonel North pour que soit autorisé le transit d'armes américaines à destination

de l'Iran ; début février 1986, en même temps que les Etats-Unis procédaient à leur première livraison directe d'armes au régime de Téhéran, en vertu d'un décret signé en janvier par M. Reagan, ils remettaient également à l'ambassadeur iranien à Bonn des renseignements militaires ; dès le début de l'été 1985, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, protestait contre les livraisons d'armes à l'Iran, en écrivant que leur révélation causerait aux Etats-Unis de sérieuses difficultés dans le monde arabe, pro-occidental et que l'infatigable à affaiblir l'Irak n'était pas forcément celui de Washington.

Le rapport de la commission sénatoriale a même l'avantage de citer des témoignages attribuant aux Israéliens non seulement l'idée même de traiter avec l'Iran, mais aussi celle de financer les « contras » grâce à cette opération. Bref, la Maison Blanche apparaît en l'affaire totalement influençable, mal contrôlée et complètement dépourvue d'une vision propre, mais au moins le président ressort lavé du soupçon d'avoir organisé une action illégale, en l'occurrence le soutien militaire aux « contras » à une époque où le Congrès y était opposé.

Les « fuites » organisées créent de cette manière une actualité à la fois fracassante et vide, puisque derrière les multiples précisions sur la chronologie du développement des liens avec l'Iran, le brouillard demeure complet sur qui savait quoi et quand à propos du versement de fonds aux « combattants de la liberté » nicaraguayens.

Subtile, la partie va durer plusieurs mois — le temps que progressent les enquêtes parlementaires et judiciaires qui commencent à peine. Avant toutefois qu'on ne progresse vers la vérité, on passera sans doute par d'autres nombreuses indications de valeur essentiellement anecdotique et néanmoins savoureuses. Ainsi, au bout de quatre jours passés à Téhéran en vaines discussions, en 1985, M. McFarlane s'appretait à repartir vers les Etats-Unis. Hélas ! les réservoirs de son avion étaient vides. Il lui fallut négocier. Pour un peu d'essence.

BERNARD GUETTA.

● Une accusation du New York Times. — Le New York Times a affirmé, dimanche, que la CIA avait « violé » les limites imposées par le Congrès pour l'assistance aux « contras » antisandinistes en 1986.

Israël tient les « allégations » de Washington pour une « rupture de la confiance »

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Pour Israël aussi, l'« Irangate » risque de s'éterniser en un mauvais feuillet. Tant que l'affaire des ventes secrètes d'armes au régime des ayatollahs n'aura pas été totalement libérée au clair — si elle l'est un jour — le gouvernement de Jérusalem devra rester sur le qui-vive.

On s'en est encore aperçu le dernier week-end, lorsque MM. Shamir, premier ministre, et Pérès, ministre des affaires étrangères, ont aussitôt balayé la dernière en date des allégations venues de Washington, selon laquelle Israël aurait joué un rôle décisif dans la relance de l'opération au début de 1986.

L'ennui pour Jérusalem, c'est qu'il ne s'agit plus cette fois de s'in-

scrire en faux contre une simple information de presse, mais de contester le contenu d'un document on ne peut plus officiel, le mémorandum présenté, le 17 janvier 1986, à M. Reagan par son conseiller de l'époque pour les questions de sécurité, M. Poindexter.

Ce document affirme que c'est M. Pérès, alors premier ministre, qui a déposé secrètement à Washington son conseiller en matière de terrorisme, M. Nir, pour proposer un plan susceptible, moyennant une « aide américaine limitée à l'Iran », premierement, de favoriser l'achèvement d'un « gouvernement plus modéré » à Téhéran ; deuxièmement, d'obtenir de précieuses informations sur les intentions de Téhéran dans la guerre du Golfe et sur les risques d'un renforcement de la position soviétique dans la région ; troisièmement, de faciliter la libération des otages américains détenus au Liban.

Pas l'ombre  
d'une vérité

Comme il semble, dans cette affaire, qu'une accusation ne vienne jamais seule, la presse américaine — en l'occurrence le Washington Post — a repris de nouveau, mais cette fois en citant des « fuites », s'appuyant sur le rapport d'enquête non publié de la commission du renseignement du Sénat américain, l'information selon laquelle l'idée de détourner une partie des fonds vers les « contras » aurait été suggérée par le même M. Nir, un homme décidément fort intrépide.

Jérusalem a donc réitéré, dimanche 11 janvier, ses précédents démentis : le gouvernement israélien, en servant d'intermédiaire dans l'affaire des ventes d'armes, n'a fait que répondre à une demande d'aide américaine ; il ignorait tout des trac-

tations financières au profit des antisandinistes. « Ces allégations », avait déclaré la veille M. Shamir, ne contiennent pas l'ombre d'une vérité ». Et M. Pérès, en visite à Rome, a affirmé : « Nous sommes approchés en tant qu'amis, nous donnâmes une réponse d'amis. Nous n'avons pas eu besoin de faire beaucoup d'efforts pour convaincre les Etats-Unis de livrer des armes à l'Iran ».

On n'apprécie guère à Jérusalem l'insistance avec laquelle certains milieux politiques américains et la presse reviennent à la charge en jetant le blâme sur Israël. On tient pour une « rupture de la confiance » la manière dont ces officiels, pour des raisons de politique intérieure, montrent du doigt Israël en espérant détourner un peu l'attention du la Maison Blanche est l'objet. M. Pérès et Shamir, tout en s'affirmant prêts à collaborer à une éventuelle enquête américaine, assurent vouloir éviter de poursuivre la controverse publique. Y réussira-t-il ? Le directeur du ministère des affaires étrangères, M. Yossi Beilin, devait tenter à Washington, à partir de lundi, de mettre les choses au net avec ses interlocuteurs du département d'Etat.

Dernière révélation, venue celle-là d'Israël : selon le journal *Davar* (travailliste), l'ayatollah Rafsanjani, président du Parlement iranien, aurait participé en personne, à Londres, au printemps de 1985, aux premières discussions américano-iraniennes. Au cours d'une rencontre au domicile du marchand d'armes israélien, M. Nimrod, l'ayatollah aurait remis à M. McFarlane une liste de quatre-vingts personnalités iraniennes ayant, selon lui, des « inclinations pro-occidentales ». Sur cette liste, aurait figuré le nom de M. Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam.

J.-P. LANGELLIER.

Les négociations sur le désarmement

M. Vorontsov va diriger la délégation soviétique à Genève

L'Union soviétique a informé, à la fin de la semaine dernière, les Etats-Unis de la nomination de M. Youli Vorontsov, premier vice-ministre des affaires étrangères, à la tête de la délégation de l'URSS aux négociations de Genève sur le désarmement, indiquant, samedi 10 janvier, un haut responsable du gouvernement américain. Les négociations de Genève doivent reprendre jeudi.

Selon la chaîne de télévision CBS, citant une source gouvernementale américaine, Washington s'attend que la nomination de M. Vorontsov soit suivie « par de nouvelles propositions soviétiques pour faire avancer les discussions actuellement enlées ». M. Vorontsov remplacera à Genève M. Viktor Karpov. — (AFP).

[Il est encore bien tôt pour apprécier la signification d'une mutation qui

apparait pour le moment peu surprenante. Si M. Vorontsov conserve le titre de premier vice-ministre des affaires étrangères et M. Karpov sa fonction de chef du département du contrôle des armements au ministère, on pourra conclure que Moscou a, en effet, cherché à relever le niveau de représentativité de sa délégation à Genève, peut-être pour donner plus de relief à de nouvelles propositions et ramener une négociation en panne depuis Reykjavik. Si, en revanche, ces deux personnalités changent de statut, le changement pourrait faire partie du remaniement de plus grande ampleur dont il est question depuis quelque temps et qui affecterait à la fois, selon certaines rumeurs, MM. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, Dobrynine, secrétaire du parti chargé des relations internationales et Tchekikhov, président du KGB. Rappelons que M. Vorontsov, ancien ambassadeur à Paris, a été promu numéro deux du ministère des affaires étrangères en mai dernier seulement.]

La visite du ministre des affaires étrangères au Brésil et en Argentine

M. Raimond explique les changements de la politique française en Amérique centrale

M. Jean-Bernard Raimond, ministre français des affaires étrangères, est arrivé dimanche 11 janvier à Buenos-Aires pour une visite officielle de deux jours. « La France souhaite développer son capital de sympathie en Argentine », a-t-il déclaré. La coopération commerciale et technique sera particulièrement à l'ordre du jour, nous signale notre correspondante Catherine Derivery. Le ministre devait rencontrer, outre le président argentin et son collègue, M. Dante Caputo, les patrons des entreprises françaises établies en Argentine. Un accord impliquant un investissement de 100 millions de dollars devait être signé ce lundi entre Total, la Compagnie française des pétroles et la Société nationale argentine des pétroles. D'autres projets sont en cours dans les télécommunications et pour l'aménagement du port de Bahia-Blanca (à 600 kilomètres au sud-ouest de la capitale). En ce qui concerne les droits de l'homme et particulièrement les procès de la dictature, il n'est pas dans les intentions du ministre d'aborder le sujet. « Nous n'avons pas de leçon à donner », a déclaré M. Jean-Bernard Raimond, qui s'était auparavant rendu au Brésil pour son premier voyage officiel en Amérique latine.

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Entre la France et le Brésil, il n'y a pas de grandes querelles. Aussi le voyage que M. Jean-Bernard Raimond a fait au Brésil du 8 au 10 janvier s'est-il déroulé dans la plus grande sérénité. « On a parlé politique », s'est borné à dire le ministre français des affaires étrangères, qui estime que pour resserrer les liens avec un pays (telle est l'ambition du gouvernement Chirac à l'égard de l'Amérique latine), « il faut parler politique avec les gens ».

M. Raimond a fait part à ses interlocuteurs du scepticisme français à propos des efforts du groupe de Contadora en Amérique centrale. Il n'escompte guère de résultats étant donné « le fort contenu idéologique » du régime sandiniste, « qui rend difficile un accord » dans la région. La politique française en Amérique centrale, a changé depuis l'arrivée de M. Chirac au pouvoir (elle s'était déjà infléchie avant), et M. Raimond s'en est expliqué auprès de son homologue brésilien, M. Abreu Sodre. La France socialiste avait ses préférences : elle accordait, par exemple, au Nicaragua une aide technique et culturelle supérieure à celle dont bénéficiaient les pays voisins. « Tandis que le régime de Managua recevait 12 millions de francs par an, le Honduras, lui, n'en avait plus que 200 000. Alors, j'ai décidé de redéployer cette aide. La moitié de ce qui était attribué au régime sandiniste, soit 6 millions, sera répartie entre les pays démocratiques de la région. »

Autre sujet d'intérêt commun entre Paris et Brasilia : le Surinam : « Nous avons des positions assez proches », dit M. Raimond. La France est prudente dans son analyse des troubles qui agitent les voisins de la Guyane. Les Brésiliens, quant à eux, considèrent que le chef des rebelles, M. Ronnie Brunswijk, « n'est pas porteur d'avenir ».

Au cours des entretiens, il a été évidemment question de la dette extérieure brésilienne. Le président, M. Sarney, a souligné le rôle que le gouvernement français pouvait jouer

au sein du Club de Paris pour aider au réajustement de la dette contractée avec les gouvernements et les organisations gouvernementales. La France a déjà manifesté sa « compréhension », estime M. Raimond : les Brésiliens doivent aussi « faire des efforts », mais le ministre préfère ne pas dire lesquels.

M. Raimond a noté que ses interlocuteurs attachaient « beaucoup d'importance » aux accords entre la France et le Brésil destinés à renforcer la coopération culturelle entre les deux pays. « Nous souhaitons le maximum d'initiatives de caractères scientifique et technologique », dit-il. Selon lui, les 70 millions de francs qui entrent chaque année au Brésil au titre de la coopération culturelle « sont déjà une bonne base de départ ». L'ambassadeur de France à Brasilia, M. Bernard Dorin, a donné une bonne nouvelle au ministre : le français est redevenu à la mode au Brésil, comme l'attestent les progrès spectaculaires depuis trois ans des cours de l'Alliance française. « Nous allons même manquer de professeurs en mars, à la prochaine rentrée, ce qui ne s'était jamais vu », affirme M. Dorin.

CHARLES VANHECKE.

Le Brésil « n'a pas les moyens » de faire face à son endettement

Le Brésil « n'a pas les moyens de rembourser 12,5 milliards de dollars » de sa dette extérieure en 1987, a déclaré le ministre des finances brésilien, M. Dilson Funaro, dans une interview publiée dimanche 11 janvier par le quotidien *Journal de Brasilia*. Selon M. Funaro, les négociations qui débuteront le 19 janvier pour le rééchelonnement de la dette brésilienne vis-à-vis des pays membres du Club de Paris (quelque 8 milliards de USD) « seront très difficiles ».

Détérioration des relations entre les Pays-Bas et le Suriname

AMSTERDAM  
de notre correspondant

Les relations entre les Pays-Bas et le Suriname, leur ancienne colonie, peuvent difficilement être plus mauvaises après les péripéties diplomatiques du week-end. Les Pays-Bas ont, en effet, protesté énergiquement contre la décision du Suriname annoncée samedi 10 janvier à Paramaribo d'expulser l'ambassadeur néerlandais « en raison de son ingérence intolérable dans les affaires intérieures surinamiennes ».

L'ambassadeur, M. Van Houten, doit avoir quitté le territoire du Suriname avant le 25 janvier. Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans van den Broek, a récusé « totalement la motivation » du renvoi de l'ambassadeur. En représailles, La Haye a décidé de renvoyer le chargé d'affaires du Suriname, l'ambassadeur ayant été déjà rappelé en 1985.

Ces derniers mois, le régime de M. Desi Bouterse avait fait entendre plus d'une fois sa détermination de renvoyer l'ambassadeur. Celui-ci avait irrité le régime de Paramaribo en rédigeant une liste des victimes des « négres de la brousse » après les opérations de l'armée dans l'est du pays contre les guérilleros de Ronnie Brunswijk, ancien garde du corps de M. Bouterse.

Le Suriname, indépendant depuis 1975, intéresse vivement les Pays-Bas, d'autant plus que près de la moitié des Surinamiens ont préféré s'installer dans l'ex-métropole. L'ambassadeur néerlandais était sans cesse convoqué, ces dernières semaines, au ministère des affaires étrangères à Paramaribo pour répondre de l'accusation selon laquelle les Pays-Bas « soutiendraient activement les bandits » de M. Brunswijk. Accusation nite vigoureusement par La Haye où, en même temps, on s'efforçait de ne pas jeter de l'huile sur le feu.

Les accusations de Paramaribo sont-elles vraiment sans fonde-

ment ? A la chambre des députés de La Haye, un membre du Parti socialiste (opposition) a suggéré d'aider les guérilleros de M. Brunswijk en leur envoyant des armes modernes. Le député en question fut désavoué par son propre parti et par deux partis gouvernementaux, le CDA, chrétiens démocrates et les libéraux conservateurs. Les journalistes néerlandais qui ont rencontré les combattants de M. Brunswijk font tous état d'un armement assez élémentaire consistant principalement en fusils de chasse achetés à Cayenne et en armes légères pillées dans les postes de l'armée ou de la police.

L'opposition surinamienne installée aux Pays-Bas ne cache pas son désir d'envoyer des armes aux combattants. Le mois dernier, l'ancien président M. Henk Chin A Seng a visité les guérilleros dans la jungle. A son retour aux Pays-Bas, l'ancien président s'est déclaré favorable à l'envoi de bazookas à M. Brunswijk, « mais non pas à partir du territoire néerlandais, bien entendu ».

La Haye a simplement laissé entendre d'une part qu'un plan d'évacuation a été préparé au cas où les vies de quelque 6 000 ressortissants néerlandais au Suriname seraient en danger.

Cette possibilité semble être la principale raison pour laquelle La Haye souhaite éviter tout ce qui pourrait exacerber davantage les sentiments anti-néerlandais du régime de M. Bouterse.

En fait le régime de Paramaribo semble confondre l'attitude prudente favorable de la presse néerlandaise à l'égard de la guérilla avec la politique officielle de La Haye. Peut-être compte-t-il par le biais de l'expulsion de l'ambassadeur inciter La Haye à mettre un terme aux agissements de ses adversaires aux Pays-Bas. Quoiqu'il en soit, le départ de l'ambassadeur est une victoire pour les « durs » du régime dirigés par le ministre des affaires étrangères, M. Henk Herrenberg.

RENÉ TER STEEGE.

SAVOIR LOCAL, SAVOIR GLOBAL.

LES LIEUX DU SAVOIR

Par Clifford Geertz

A TRAVERS de subtiles évocations ethnographiques (Java, Bali, Maroc), Clifford Geertz nous livre dans une écriture exceptionnelle, ses dernières réflexions sur l'anthropologie.

puf

Collection "Sociologie d'aujourd'hui" dirigée par Georges Balandier 296 pages - 100 F

LES LIVRES DES PUE QUESTIONNENT LE MONDE



## Proche-Orient

## Un entretien avec le roi Hussein de Jordanie

(Suite de la première page.)

— Pensez-vous que les Soviétiques pourraient être mieux disposés à présent à l'égard d'un tel effort ?

— Je crois que c'est le cas, oui.

— Attachez-vous quelque importance au cessez-le-feu annoncé à Kaboul ? ou bien croyez-vous qu'il ne s'agit que d'un piège ?

— Je pense que cette démarche est à étudier de près. C'est certainement un acte positif. Pour en revenir aux problèmes plus immédiats de notre région, compte tenu de leurs ramifications et de leur impact sur l'état général du monde, j'ai vraiment le sentiment que le moment est venu de faire le maximum d'efforts en vue de parvenir à un règlement négocié.

— Pourquoi avons-nous suggéré de réunir les parties en cause et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ? Pour cette bonne raison qu'un tel règlement ne peut évidemment être basé que sur les résolutions 242 et 338 du Conseil. Il doit être garanti par celui-ci et doit traiter la question palestinienne sous tous ses aspects.

— Des éléments existent, le tout est de les réunir en évitant toute polarisation autour des superpuissances. Des suggestions ont été faites récemment concernant notamment la convocation d'une réunion préparatoire et je pense que le dialogue entre les superpuissances devrait y contribuer.

— Croyez-vous que l'affaiblissement de la position personnelle du président Reagan diminue la capacité d'action des Etats-Unis dans la région ?

— Les Etats-Unis ont certainement subi un grand dommage. Ils ont deux problèmes : l'un est interne et ne regarde que les Américains. L'autre a trait manifestement à leur crédibilité. Devons-nous nous en tenir là, ou bien espérer que quelque chose

d'honnête et de sincère pourra être fait pour réparer les dégâts ?

— Vous avez naturellement mentionné les Palestiniens parmi ceux qui devraient prendre part aux négociations sur un règlement israélo-arabe. Mais de quels Palestiniens s'agit-il dans votre esprit ?

— En ce qui nous concerne, nous avons toujours estimé que l'OLP est le représentant légitime du peuple palestinien.

— Vous soutenez toujours ce point de vue ?

— Nous le soutenons toujours et nous espérons très vivement que l'OLP sera capable de refléter les espoirs, les aspirations et les sentiments du peuple palestinien. Les obstacles ne viendront pas de notre côté si les principaux éléments d'un règlement peuvent être réunis.

— Il y a un an, pourtant, vous avez rompu avec Yasser Arafat...

— Oui. Notre coordination sur le plan politique a pris fin. Cela n'exclut pas la possibilité que l'OLP sente qu'il y a quelque chose à faire, qu'on arrive à une situation dans laquelle elle représente le peuple palestinien de manière adéquate.

— La Jordanie a entrepris récemment un grand effort d'investissement dans les territoires occupés. Qu'attendez-vous de cet effort ?

— Nous avons engagé des actions de ce type depuis longtemps ; en fait, depuis 1968. Mais il est vrai que nous les avons récemment accrues. Nous pensons qu'il est nécessaire, dans toute la mesure du possible, d'encourager les habitants à demeurer sur place et à faire face à leurs besoins essentiels. Nous avons un plan de cinq ans à cet effet. Nous entendons faire le maximum en matière d'éducation, de santé, de services... Il

nous semble que c'est pour nous un devoir de demeurer très proches d'eux. A nos yeux, c'est l'un des moyens de leur faire garder confiance dans la possibilité d'un règlement.

— Croyez-vous que le gouvernement israélien, avec la bizarre coalition sur laquelle il repose, peut progresser beaucoup sur la voie de la paix ?

— Je ne crois pas m'avancer exagérément en estimant que le fait que les deux principaux partis sont associés au pouvoir a conforté en quelque sorte le peuple israélien. N'oublions pas le changement radical d'orientation à la suite du changement de premier ministre. La question des colonies juives dans les territoires occupés, bien sûr, nous occupe beaucoup. Une reprise de ce mouvement constituerait un sérieux obstacle sur la route d'un règlement. Mais, enfin, pour le moment, encore une fois, nous n'avons enregistré aucun signe majeur de changement.

« Nous avons été profondément choqués par les livraisons d'armes à l'Iran »

— Si nous passions à la guerre irano-iranienne... Je crois comprendre qu'il s'agit là d'une de vos préoccupations principales. Vous ne devez pas être très heureux des livraisons d'armes américaines à Téhéran par Israël interposé.

— Nous avons été profondément choqués, profondément troublés par cette affaire.

— Avez-vous une idée quant aux raisons qui ont poussé les Etats-Unis à s'engager sur cette voie ?

— Non, je n'ai pas d'explication. Ce que je constate, c'est que ce qui a été fait est en totale contradiction avec ce que les Américains nous ont toujours dit, et qu'ils venaient encore de nous répéter.

— Croyez-vous qu'ils avaient essentiellement pour but de récupérer leurs otages ?

— Non, le prix serait vraiment démesuré, puisqu'il s'agit de la fourniture d'armes à un pays engagé dans un conflit, et qui a repoussé jusqu'à présent toutes les tentatives de la communauté mondiale pour ouvrir des négociations de paix. Le seul résultat de ces fournitures est d'accroître le danger de voir se prolonger une guerre qui a déjà causé d'énormes pertes en vies humaines et accru l'instabilité dans la région.

— On rencontre des esprits cyniques pour qui cette guerre est devenue en quelque sorte un élément du statu quo régional et peut donc durer longtemps encore.

— Elle peut durer encore un certain temps, mais l'Iran doit comprendre qu'elle prendra fin un jour, et que la seule paix concevable est celle qui serait basée sur la non-ingérence de chacune des deux parties dans les affaires de l'autre. En ce qui concerne la question des frontières, l'histoire apporte beaucoup d'éléments qui devraient aider à la résoudre.

— Mais croyez-vous qu'il existe une chance que les hommes qui détiennent actuellement le pouvoir en Iran puissent accepter un règlement de cette nature ?

— S'ils sont encouragés par les fournisseurs d'armes, évidemment non.

— Et si nous parlions maintenant du Liban. Comment voyez-vous les choses évoluer ?

— Là aussi, je ne vois aucune solution immédiate. La vérité est que, comme dans le cas de la guerre entre l'Iran et l'Irak, le monde s'est habitué à une situation tout à fait inacceptable. Cependant, je crois très fermement que la recherche d'une solution au problème libanais serait facilitée par un accord global sur le Proche-Orient.



S. M. HUSSEIN

— Croyez-vous qu'une telle solution peut provenir des Libanais eux-mêmes ou qu'il faut de quelconque manière leur forcer la main ?

— Il faut persuader les Libanais de s'associer autour d'une même table et de s'interroger ensemble sur leur avenir.

« Si l'Islam devait se couper en deux... »

— Mais qui peut les persuader ?

— Beaucoup de gens qui sont en réalité des étrangers au Liban se trouvent impliqués d'une manière ou d'une autre dans le conflit qui le ravage. Incidemment, il existe un lien entre la guerre irano-iranienne et le Liban. Et nous voyons un nouveau danger dans l'apparition d'une division entre les sunnites et les chiites à l'intérieur du monde musulman. Si cela se produit, le résultat sera catastrophique. Grâce à Dieu, l'Irak a été capable jusqu'à présent de tenir tête à cette menace.

— Le courant fondamentaliste n'est pas limité aux chiites. Nous le voyons se manifester jusqu'en Algérie, et même en France.

— Eh bien, notre espoir est que les vrais musulmans seront capables de l'emporter : ce que nous voyons ici et là dans cette partie du monde est tellement étranger à la nature progressiste de l'Islam, à son véritable message. Si l'Islam devait se couper en deux dans cette région, l'effet en serait probablement désastreux.

— Croyez-vous à la possibilité d'une réaction dans le monde arabe contre cette évolution ?

— Bien sûr, car, encore une fois, ce message n'est pas celui de l'Islam.

— Ce sujet sera-t-il abordé lors du sommet islamique de Koweït, le 26 janvier prochain ?

— On en parlera sûrement. J'espère qu'on le fera de manière efficace.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE.

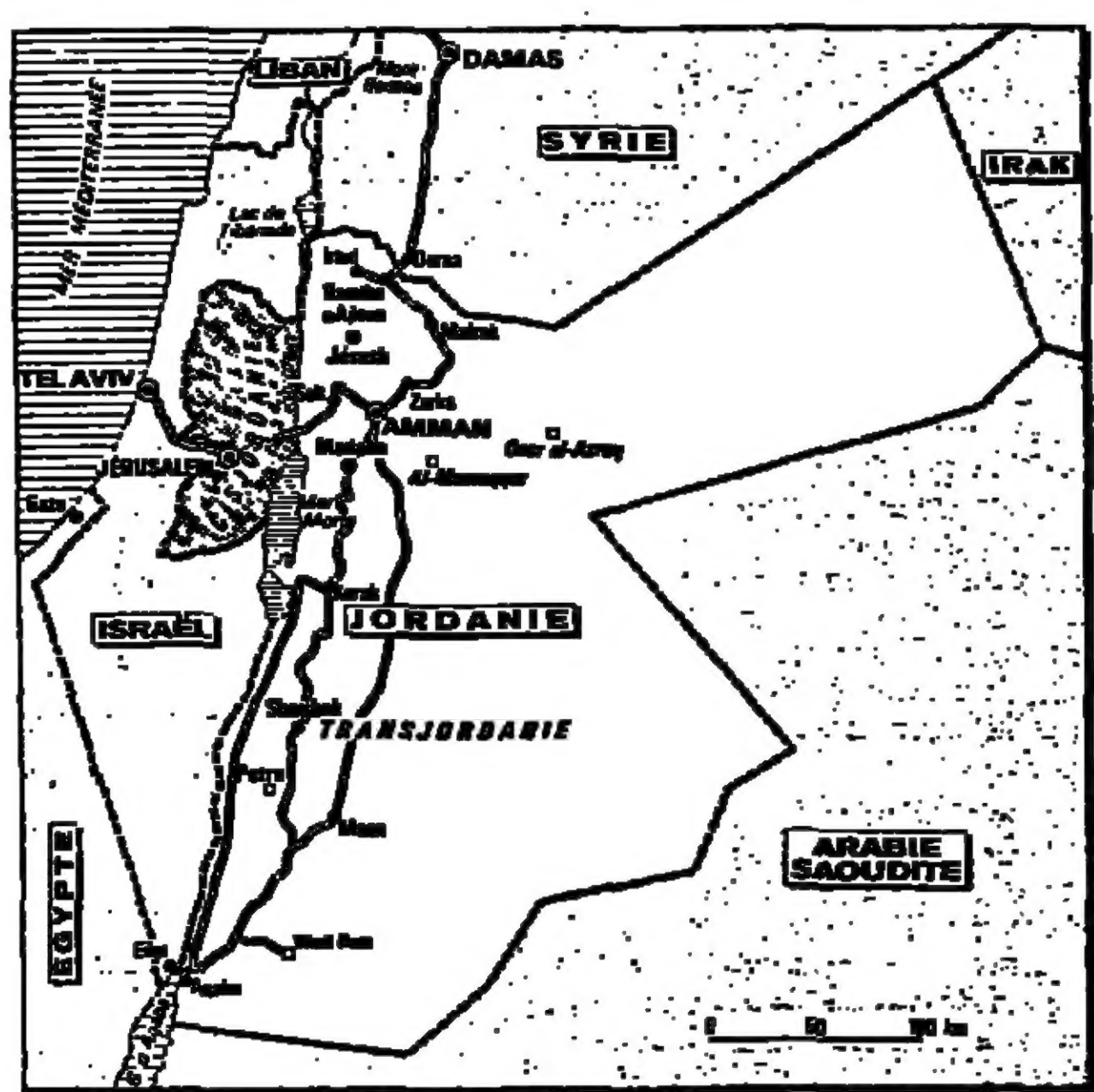
## Une oasis de paix

Dans l'Orient plus compliqué que jamais, où se succèdent les massacres les plus horribles et les renversements d'alliances les plus inattendus, le dernier en date étant celui qui a poussé les phalangistes à faciliter le retour au Liban de cette même OLP contre laquelle ils s'étaient entendus il y a cinq ans avec Israël, il subsiste pour le moment une oasis de paix : la Jordanie, même s'il peut paraître excessif de parler de paix, alors que la Cisjordanie vit, depuis près d'un quart de siècle, sous une occupation étrangère.

La malheur des uns faisant le bonheur des autres, le développement spectaculaire d'Amman, la capitale, qui habite à présent, répartie sur dix-neuf collines séparées par de profondes ravins, un bon million d'habitants, doit beaucoup au drame libanais. Le déclin de la place financière de Beyrouth a entraîné un afflux de capitaux qui se sont investis à plus ou moins bon escient. La Jordanie dispose, par exemple, d'une capacité de production de phosphates largement supérieure aux possibilités que lui offre la stagnation, pour ne pas dire plus, du marché mondial. Et Amman s'est dotée, à l'époque où affluèrent les Libanais en quête d'un toit, d'un nombre d'hôtels de premier ordre dont on a peine à imaginer qu'ils puissent être un jour vraiment remplis.

Mais, pour le moment, le royaume hachémite tire aussi avantage de la guerre entre l'Iran et l'Irak : 60 % du trafic du port d'Aqaba, sur la mer Rouge, qui s'est multiplié par seize en quinze ans, sont à destination ou en provenance de Bagdad. L'intérêt économique rejoint ici le dessein politique. Le roi Hussein ne se cache pas de considérer que l'Irak, quels que soient ses liens avec Moscou et ses inclinations progressistes, constitue un rempart essentiel contre la menace, capitale à ses yeux, du fondamentalisme des ayatollahs.

La Jordanie connaît indiscutablement aujourd'hui — qui n'en connaît pas ? — des difficultés économiques. Le chômage frappe une population qui, en un rien de temps, s'est sédentarisée au point que le nombre des bédouins demeurés nomades ne doit pas dépasser une vingtaine de milliers et que tous les enfants sont à présent scolarisés. Le visiteur étranger, pour peu qu'il soit un peu familier du tiers-monde, ne peut pas cependant ne pas être frappé par la propreté et la sécurité des rues, par l'efficacité, assez militaire, des services, par la qualité



— Population : quelque 3,5 millions d'habitants (dont 1 million installés à Amman, la capitale).  
— Superficie : 97 740 kilomètres carrés.  
— Ressources : dotée de peu de richesses agricoles et minières (phosphates et potasses), la Jordanie a principalement organisé son développement autour d'un secteur tertiaire dynamique.  
— PNB par habitant : il est estimé à près de 20 000 francs français et range la Jordanie dans la catégorie des « pays relativement riches », selon les organisations internationales.

d'un réseau routier vraiment impressionnant.

Si l'on ajoute que la Jordanie réunit sur son sol, sans même parler de Jérusalem et des territoires occupés, où l'on peut se rendre sans grandes difficultés, des merveilles de l'art et de la nature accessibles pratiquement en toutes saisons, on s'explique un peu qu'elle ne soit pas davantage fréquentée par les touristes.

Ceux-ci n'ont que l'embarras du choix. Ils retrouveront Rome à Amman et, surtout, plus au nord, dans l'immensité des collines de Jerash. Le temps des Séleucides et du retour des Hébreux, avec le charmant palais dont un Français, François Larcher, a relevé les ruines à deux pas de la capitale. Les croisés dans les forteresses d'Al Karak et de Shaubak, l'ombre et le rêve de Lawrence d'Arabie, Wadi-Rum, dans un paysage qui, de jour comme au clair de lune, est certainement l'un des plus grandioses de la planète.

Ils découvriront surtout l'un des plus beaux miracles qu'aient

inventés l'alliance de la nature et de l'homme : Pétra. La nature a fourni le matériau, ce grès que l'érosion prédestinait à devenir temples, tombes, lieux de réunion, mais elle a fourni aussi le pinceau : on a peine à croire que ce réseau de veines rouges, blanches ou bleues, ne soit pas l'œuvre d'un atelier de peintres surréalistes et ne soit dû qu'aux fantaisies de la sédimentation.

Le sens esthétique et l'ingéniosité des Nabatéens, au troisième siècle avant Jésus-Christ, ont fait le reste : cette merveille rose taillée dans le roc inopinément surnommée « Trésor » et que l'on ne peut apercevoir qu'en descendant d'un canyon, sans un soudain éblouissement : tous ces « hauts lieux » éparpillés dans le paysage auxquel on n'accède qu'en grimpant des centaines de marches avec la récompense de laisser le regard se perdre à l'infini dans de vertigineux défilés. Si loin de l'agitation des hommes, qui, ici comme ailleurs, n'ont guère cessé de s'entre-tuer, c'est une vision d'ététernité.

A. F.

## Le conflit du Golfe

## ● Poursuite des combats au sud du front ● Reprise de la « guerre des villes »

Pour la troisième journée consécutive, l'Iran a poursuivi, dimanche 11 janvier, son offensive au sud du front, tandis que les deux belligérènes relançaient ce week-end la « guerre des villes » : bombardements sur la cité sainte de Qom, en Iran, et tir de missile sur Bagdad, la capitale irakienne.

Les troupes iraniennes engagées jeudi soir dans une opération dite Kərbela 5 avaient progressé dimanche de 8 à 9 kilomètres en territoire irakien, à partir de la ville de Chah-lamcheh. Elles se trouvent maintenant sur la rive ouest du Chatt al Arab, le cours d'eau qui marque la frontière entre les deux pays, dans une région marécageuse où des lignes défensives formidables ont été érigées par l'Irak. Car ce secteur se situe à une vingtaine de kilomètres seulement de Bassorah, le grand port du sud de l'Irak, qui est aussi la deuxième ville du pays (avec un million d'habitants) et la véritable cible de toutes les offensives de l'Iran.

Comme à l'accoutumée, les deux parties ont publié des communiqués annonçant des milliers de morts : selon Téhéran, plus de 10 000 Irakiens ont été tués ou blessés depuis le début de Kərbela 5, 600 autres faits prisonniers, pendant que 16 avions de combat ennemis étaient abattus et une centaine de blindés saisis ; selon Bagdad, quelque 5 000 assaillants ont été tués et de nombreux autres blessés au cours des combats de ces trois derniers jours.

Bagdad assure que ses forces ont mené une contre-offensive efficace, même si le terrain marécageux ne permet pas une bonne utilisation de ses blindés. Selon l'état-major irakien, le gros des forces iraniennes qui se sont avancées au-delà de Chah-

lamcheh se trouve maintenant encerclé dans une « position étroite ». Les experts militaires occidentaux à Bagdad estiment que la « poussée irakienne » devrait rester limitée ; ce n'est pas encore la « grande offensive » promise par Téhéran, mais, selon l'un de ces experts, « on dirait un test destiné à trouver une faille dans la défense irakienne » (autour de Bassorah).

D'après un diplomate interrogé à Bagdad, « l'Iran essaie de renforcer sa présence stratégique sur le sol irakien ; il tente de susciter des pressions, politiques et psychologiques, qui affaibliraient le régime et conduiraient à sa chute ».

## De nombreuses victimes civiles

Mais ce n'est sans doute pas son plus grand succès si Kərbela 5 a été lancée à quelques jours du sommet de la Conférence islamique (OCI) devant se réunir le 26 janvier, à Koweït. L'Iran est catégoriquement opposé à la tenue de cette conférence à Koweït, un pays, selon Téhéran, qui a choisi le camp de l'Irak dans la guerre du Golfe. Les combats viennent à point nommé pour justifier les arguments avancés par l'Iran, selon lesquels il est impossible d'organiser le sommet dans un pays quotidiennement survolé par les chasseurs irakiens allant bombarder des villes iraniennes. C'est sans doute ce que les dirigeants iraniens ont répété, dimanche, au ministre palestinien des affaires étrangères, M. Sahabzada Yakoub Khan, venu s'entretenir de cette question à Téhéran.

Outre la poursuite des combats dans le secteur sud du front, le week-end a été marqué par une reprise de la « guerre des villes » entre les deux belligérènes. Tôt dans

la matinée de dimanche, un missile sol-sol s'est écrasé sur Bagdad. Téhéran a affirmé que l'engin avait touché le quartier général de l'armée de l'air, mais les correspondants de presse sur place ont pu constater qu'il n'en était rien. Le missile aurait, au contraire, frappé un quartier résidentiel, faisant de nombreuses victimes dans la population civile.

Il s'agissait de représailles après plusieurs opérations irakiennes. Samedi, l'aviation de Bagdad bombardait trois villes iraniennes — Dezful (sud), Isfahan et, surtout, la ville sainte de Qom (au sud de Téhéran), symbole de ce pouvoir chiite iranien qui cherche à renverser le régime laïc irakien. Le même jour, l'artillerie irakienne tirait quatre missiles sol-sol sur quatre villes iraniennes : Dezful, Rombormoz (sud-est de l'Iran), Navahand et Borajed (centre). Téhéran a confirmé que ces quatre villes avaient été touchées, indiquant que plusieurs personnes avaient été tuées, notamment à Navahand où le missile a frappé une école. — (AFP, Reuters.)

### Campagne de « désinformation » des Etats-Unis, selon le « New York Times »

Ces dernières années, les services de renseignements américains ont fourni délibérément des renseignements inexacts à l'Iran et à l'Irak pour tenter d'arriver les deux pays à renoncer à la poursuite de la guerre qui les oppose depuis six ans, écrit lundi 12 janvier le New York Times.

Citant des sources proches des services de renseignements américains, le journal donne des exemples de ce qu'il qualifie de « campagne de désinformation » : Donner à l'Iran une estimation exagérée des concentrations de troupes soviétiques à ses frontières, lui faisant croire à une menace plus importante qu'elle ne l'était.

— Fournir à l'Irak des photos par satellite maquillées, rendant les informations qu'elles contenaient tronquées ou incomplètes. — (Reuters.)

Michel Y. VIEGNES

LE MILIEU ET L'INDIVIDU  
DANS LA TRILOGIE DE J.-K. HUYSMANS  
(En Route, la Cathédrale, l'Oblat)  
Un volume 16x21, 176 pages : 128,40 F

LIBRAIRIE A.-G. NIZET

3 bis, pl. de la Sorbonne, 75005 PARIS



## Proche-Orient

### LIBAN

#### M. Berri menace de poursuivre la guerre si les Palestiniens ne réintègrent pas leurs camps

Damas (AFP). — Le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, a menacé, dimanche 11 janvier, les Palestiniens d'une guerre à outrance si la médiation irakienne pour mettre un terme aux affrontements au Liban entre Amal et les Palestiniens se terminait sans qu'ils aient réintégré leurs camps.

Dans une conférence de presse à Damas, le chef d'Amal, détenteur de cinq portefeuilles dans le gouvernement libanais, dont celui du Liban sud, a affirmé que « la fin de la médiation irakienne sans retrait palestinien mènera à une impasse sanglante ». « Si l'on n'a pas de solution politique, ce sera de nouveau la guerre », a-t-il dit.

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Hussein Cheikholslam, avait menacé samedi d'interrompre sa médiation si son plan de règlement de la « guerre des camps » ne connaissait pas radicalement un début d'application.

Le plan iranien stipule, par ordre de priorité, un cessez-le-feu, le retrait des combattants palestiniens des positions qu'ils occupent à l'est de Saïda, la levée du siège des camps de réfugiés et des négociations à Damas entre les belligérents. Les Palestiniens sont déployés depuis le 24 novembre hors des camps dans la région de Saïda, capitale du Liban sud, où le Hezbollah s'est interposé entre les belligérents dans le village stratégique de Magdouché.

M. Berri a affirmé avoir accepté cette interposition « momentanément » pour faciliter la médiation irakienne. « Cela ne peut pas durer. Amal n'acceptera aucune force-tampon à Magdouché, ni le Hezbollah ni les partis nationaux (pro-syriens), et reviendra à ses positions initiales à l'est de Saïda », a-t-il déclaré. « Nous nous battons alors contre tous les Palestiniens, non contre le peuple, mais contre tous ses dirigeants », a-t-il précisé.

« Je ne permettrai pas que le Liban sud soit de nouveau envahi par une force étrangère. Désormais, les Palestiniens doivent être au service de la cause libanaise, de la même façon que les Libanais soutiennent la cause palestinienne », a-t-il ajouté.

A Beyrouth, l'aéroport international (AIB) a rouvert samedi après deux jours de fermeture, et le palais présidentiel, situé en zone chrétienne à Baabda, a été bombardé, alors que deux émissaires du président Gemayel se rendaient à Damas pour poursuivre les entretiens visant à préparer la voie à un sommet entre le président libanais et son collègue syrien.

Le palais de Baabda a été bombardé moins d'une heure avant que les milices libanaises ne décrètent un cessez-le-feu à la suite de trois jours de bombardement entre chrétiens et musulmans qui ont fait dix tués et treize blessés.

### Au Sud

#### L'armée israélienne reconnaît avoir tué « par erreur » un « casque bleu » irlandais

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Israël a reconnu, dimanche 12 janvier, être responsable de la mort, la veille, d'un soldat irlandais de la force internationale des Nations unies (FINUL). Le capitaine Dermot McLoughlin a été tué lorsqu'un obus tiré, samedi soir, par un char israélien, endommagea un poste d'observation de la FINUL, près du village de Barashit, dans le nord de la zone de sécurité contrôlée par l'Etat hébreu.

Selon un porte-parole de l'armée israélienne, cette dernière ouvrit le feu après avoir identifié « un important commando terroriste ». La version du porte-parole de la FINUL, M. Timor Goksel, est totalement différente. L'incident a éclaté, affirme M. Goksel, lorsque les troupes israéliennes se sont mises à tirer des obus de char et de mortier à partir d'une position de l'armée du Liban du sud (ALS) qu'ils avaient prise en charge après qu'une attaque du Hezbollah y eut fait six morts dans les rangs de cette milice libanaise.

Selon M. Goksel, l'armée israélienne ne pouvait pas se tromper. La position irlandaise est occupée depuis 1978 par une unité de la FINUL. Des lettres géantes peintes en noir sur les murs blancs identifiaient clairement le bâtiment où flotte le drapeau de l'ONU. En outre, c'était le seul immeuble éclairé dans un secteur privé d'électricité la nuit depuis quatre mois. Après la chute du premier obus, a précisé M. Goksel, le commandant de la position a lancé deux fusées éclairantes à l'intention des Israéliens. Cela ne les a pas empêchés de

tirer un second obus qui explosa dans la chambre du soldat irlandais, tué sur le coup. Un troisième obus a frappé la position. Le bombardement dura au total une dizaine de minutes.

Le général Haglund, commandant en chef de la FINUL, a vigoureusement protesté auprès d'Israël et s'est dit « consterné par cette attaque non provoquée alors que le secteur était calme ». Le ministre irlandais de la défense, M. Paddy O'Toole, a exprimé « sa déception et son dégoût ». « Cette attaque délibérée », a-t-il ajouté, « aura de sérieuses implications ». Il ne s'est toutefois pas prononcé sur l'avenir de la participation irlandaise à la FINUL. Depuis la création de celle-ci, vingt et un soldats irlandais sont morts au Liban sur un total de cent trente-neuf tués.

M. Rabin, ministre israélien de la défense, et le général Moshe Lévy, chef d'état-major, ont exprimé leurs « regrets et leur peine » à leurs homologues irlandais. L'armée israélienne a ouvert une enquête sur cet incident qui survient une semaine avant le probable renouvellement pour six mois du mandat de la FINUL.

J.-P. L.

#### (Publicité) CHRETIENS ET MUSULMANS : CONFRONTATION OU CONCERTATION ?

Les « Gens du Livre » engagent le dialogue.  
Le Pape et les responsables musulmans décident de se battre ensemble pour créer un ordre nouveau basé sur la Paix, la Liberté et la Justice sociale.

Prêtre et écrivain, spécialiste des relations avec l'Islam, Michel LE LONG révèle les secrets de ces rencontres entre dignitaires des deux plus grandes religions du monde.  
Dans le numéro 1 d'ARABES, le mensuel du monde arabe et de la francophonie, en vente en kiosques et dans les librairies.

Collection Mondes en devenir  
**LE SYSTEME COMMUNAUTAIRE EUROPEEN**  
M. F. LABOUZ  
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F  
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE  
Editions Berger-Levrault

**EP ECOLE DE GESTION DE PARIS**  
SEMINAIRES PROFESSIONNELS  
GF et GM  
2 mois : 100 heures  
GF : Gestion Financière Comptable et Fiscale  
• GF1 : Comptabilité Générale Finance, Fiscalité  
• GF2 : Comptabilité analytique, gestion financière, contrôle de gestion  
GM : Gestion et Management  
• GM1 : Economie, Marketing  
• GM2 : Banque, Audit comptable et financier, comptabilité comparée  
Enseignements concrets, animés par des professionnels, compatibles avec des activités professionnelles et salariées.  
EGP - Ecole de Gestion de Paris : 3, impasse Royer Collard 75005 Paris - Tél. (1) 43 25 63 91  
Etablissement d'Enseignement Supérieur Associé au Collège de la rue de la Harpe.

## Afrique

### RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : nouvelles restrictions contre la presse

#### Reste le « téléphone de brousse »...

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Deux groupes de presse sud-africains anglophones, Argus et SAAN (South African Associated Newspapers) ont intenté, le samedi 10 janvier, une action en justice contre le ministre de la loi et de l'ordre et le chef de la police, afin que soient déclarées nulles les nouvelles restrictions prises, le 8 janvier (le Monde du 9 janvier), contre la presse. Celles-ci interdisent aux journaux de publier des informations visant « à amener ou à promouvoir l'image publique » d'organisations interdites, notamment de l'ANC (Congrès national africain).

Ces mesures avaient été prises le jour même de la publication dans vingt-deux journaux anglophones d'une page de publicité à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'ANC. Cet encart réclamait la légalisation des mouvements bannis.

Les deux groupes de presse estiment que la formulation de l'interdiction est vague et que le chef de la police a outrepassé ses pouvoirs. Le rédacteur en chef du Sunday Times, M. Tertius Meyburgh, constate que sa mission d'information est « virtuellement impossible », et M. Rex Gibson, rédacteur en chef du quotidien libéral The Star, ajoute que désormais « les Sud-Africains sont privés de nouvelles dont ils ont besoin pour décider de leur propre futur ». Des descentes de police ont eu lieu dans dix journaux afin de saisir les documents relatifs à la perturbation de cette publicité. Une enquête judiciaire a été ouverte par les autorités.

Les contrevenants risquent une amende de 20 000 rands (50 000 F) ou dix ans d'emprisonnement si des informations sont publiées « com-

ment, défendant, expliquant ou justifiant toute action, politique ou stratégie » d'une organisation interdite.

De ce fait, la presse sud-africaine a été dans l'impossibilité de rendre compte des cérémonies, à Lusaka (Zambie), du soixante-quinzième anniversaire de l'ANC et, bien évidemment, de publier les propos tenus par son président, M. Oliver Tambo, qui était déjà interdit de citation en Afrique du Sud. Dans un éditorial, Percy Qoboza, rédacteur de City Press, estime que ces nouvelles contraintes imposées à la presse affecteront surtout les

Blancs, car les Noirs disposent de ce qu'il appelle le « téléphone de brousse ».

A la fin du mois de novembre, selon le DPSC (Comité de soutien aux parents des détenus), vingt journalistes étaient emprisonnés en Afrique du Sud. Depuis, le rédacteur de l'hebdomadaire New Nation, Zwelakhe Sisulu, a été arrêté, ainsi qu'un reporter noir du quotidien économique Business Day, Sipho Ngcobo, détenu depuis la fin du mois de décembre.

La presse étrangère n'échappe pas aux foudres du gouvernement. Après l'expulsion, samedi, du correspondant du New York Times, Alan

Cowell, et le refus d'accorder un permis de travail à son successeur, le quotidien américain est le premier journal à se voir interdire la couverture des événements dans ce pays. Le correspondant du Los Angeles Times, Michael Parks, a bénéficié d'un délai de grâce jusqu'à la fin du mois de janvier et a obtenu la possibilité de faire appel de la décision d'expulsion le frappant, qui, dans tous les cas, n'est jamais motivée. Alan Cowell est le cinquième journaliste basé en Afrique du Sud à être prié de quitter le territoire depuis l'instauration de l'état d'urgence le 12 juin 1986.

MICHEL BOLE-RICHARD.

### La tournée du secrétaire d'Etat américain

#### M. Shultz réaffirme à Nairobi la politique d'« engagement constructif » à l'égard de Pretoria

NAIROBI  
de notre correspondant.

Pour M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, le Kenya, où il a séjourné les samedi 10 et dimanche 11 janvier (avant de se rendre au Nigeria), était une étape obligée de sa première tournée africaine, ce pays étant un allié sûr pour Washington, qui bénéficie, depuis 1980, à Mombasa, sur la côte de l'Océan Indien, de facilités militaires, aériennes et navales.

M. Shultz a trouvé, à Nairobi, des oreilles attentives à ses propos. Le Kenya a, en effet, choisi, pour son développement, un schéma de type libéral et semble bien s'en porter, même si la corruption gagne du ter-

rain et si le partage des fruits de la croissance est fort inégalitaire.

En politique étrangère, les Etats-Unis ne peuvent que se féliciter du rôle modérateur que joue le Kenya. Sans trop le manifester, celui-ci tient en piètre estime la Libye. D'autre part, les autorités de Nairobi entretiennent avec Israël des relations économiques qui, pour être officielles, n'en sont pas moins suivies. Nairobi, cependant, ne se décide pas à franchir le pas d'une reconnaissance formelle de l'Etat hébreu.

Reste le dossier brûlant de l'Afrique australe. Dans un éditorial de bienvenue, le Kenya Times, le quotidien de la KANU, avait invité M. Shultz à ne pas essayer de défendre la politique américaine d'« enga-

gement constructif » à l'égard du régime de Pretoria. Depuis quelque temps, en effet, les dirigeants de Nairobi hésitent plus à se montrer d'autant plus intransigeants sur cette question qu'ils n'ont pas, comme les pays de la « ligne de front », grand-chose à perdre.

Cette mise en garde n'a pas empêché le secrétaire d'Etat de réaffirmer le bien-fondé de cette politique, indiquant que son pays était « engagé » dans un dialogue avec toutes les communautés d'Afrique du Sud et d'exprimer l'espoir que ses actions seraient « constructives », mettant en doute, au passage, la sagesse des entreprises américaines qui ont décidé de se retirer du pays de l'apartheid.

JACQUES DE BARRIN.

**WINSTON**

20 CIGARETTES

Winston SUPER LIGHTS

LOW TAR SMOOTH RICH TASTE

Winston FILTERS

**PLEIN ARÔME, LÉGÈRE, SUPER LÉGÈRE**

NICOTINE 1,14 M.G., Goudron 14,0 M.G.      NICOTINE 0,86 M.G., Goudron 9,7 M.G.      NICOTINE 0,45 M.G., Goudron 4,5 M.G.



## Afrique

### Le conflit du Tchad

**« Nous ne nous interdisons pas d'intervenir encore au nord », déclare le général Jean Saulnier**

« Nous sommes intervenus au nord du 16<sup>e</sup> parallèle dans le passé, à plusieurs reprises, et, aujourd'hui, compte tenu de la situation nouvelle, nous ne nous interdisons pas d'intervenir encore au nord si cela nous semble utile », a déclaré, dimanche 11 janvier, à N'Djamena, le général Jean Saulnier, à l'issue d'un entretien avec le président Hissène Habré. Le chef d'état-major de l'armée française a regagné Paris, dimanche soir, au terme d'une mission de quarante-huit heures dans la capitale tchadienne. Cette mission, dont faisaient notamment partie le général Robert Gastaldi, chef de la mission de coopération au ministère de la coopération, le général Bernard Norlain, chef du cabinet militaire du premier ministre, et M. Jean-Marc Simon, membre du cabinet du ministre des affaires étrangères, devait « révéler » la situation militaire dans le nord du Tchad ainsi que la composition du dispositif français Epervier.

Celui-ci, a indiqué le général Saulnier, convient, pour le moment, à la situation, ajoutant : « Nous n'avons jamais interdit aux avions (français) d'intervenir au nord du 16<sup>e</sup> parallèle, cela dépend des gens d'en face ». Indiquant que la France envisageait d'accroître son aide militaire, il a précisé : « Une partie du Tchad est actuellement occupée par une force étrangère, mais nous pensons aussi que l'essentiel du travail de libération (du territoire national) doit être fait par les Tchadiens eux-mêmes, notre volonté à nous étant de les aider ».

Dans le nord du pays, dans le massif du Tibesti, de nombreux combats se sont déroulés samedi, dans les environs de Yebbi-Bou, à l'est de Bardai ; les autorités tchadiennes ont fait état de nombreux morts et blessés du côté libyen ainsi que de la

récupération d'un important matériel. A Tripoli, les « congrès populaires de base » se sont réunis dimanche sur la place Verte de la capitale, pour dénoncer « l'intervention militaire franco-américaine ». L'agence de presse libyenne Jana souligne que, « à moins que les forces impérialistes ne se retirent du Tchad, la grande Jamahiriya sera obligée d'intervenir directement pour son autodéfense ». Tripoli a, d'autre part, annoncé que la Libye approuvait la proposition algérienne de tenter de régler la crise tchadienne dans un cadre africain, sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Cette prise de position fait suite aux déclarations du ministre algérien des affaires étrangères, M. Taleb Ibrahim, qui, à l'issue d'un entretien, vendredi à Paris, avec M. Mitterrand, avait exprimé le souhait que la Libye accepte une « solution africaine au conflit » (le Monde daté 11-12 janvier).

En outre, après l'appel lancé par M. Goukouni Oueddei de Tripoli, pour un arrêt des hostilités, le porte-parole des Forces armées populaires (FAP), M. Malou Sahay, a estimé que cette initiative était « une classique et basse manœuvre à la sauce libyenne », qu'il fallait replacer dans « son contexte tout particulier ». M. Goukouni Oueddei, a-t-il estimé, « est tombé dans le piège des Libyens, qui ont utilisé son image et sa voix à des fins de propagande, et il n'a pas pensé qu'à sauver sa peau sans tenir compte des conséquences que son appel pourrait avoir sur des gens non avertis ». La volonté des FAP, a-t-il conclu, « est de continuer sans relâche, aux côtés des autres frères des Forces armées nationales tchadiennes (FANT), à bouter hors du Tchad l'envahisseur libyen ». — (AFP, Reuters).

### COTE-D'IVOIRE

**Annulation d'un sommet de réconciliation entre le Togo, le Ghana et le Burkina-Faso**

Le sommet interafricain qui devait avoir lieu, samedi 10 janvier, à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) pour tenter de réconcilier le Togo avec le Ghana et le Burkina-Faso (ces deux pays ayant été mis en cause lors de la tentative de coup d'Etat contre le président Eyadéma, le 23 septembre dernier), a été annulé à la dernière minute.

Bien qu'aucune explication officielle n'ait été fournie, il semble, selon des sources diplomatiques ivoiriennes, que l'annulation de ce sommet soit une conséquence des récentes déclarations du président du Burkina-Faso, le capitaine Thomas Sankara. Vendredi, celui-ci avait annoncé son intention de présenter à Yamoussoukro un « dossier explosif » concernant un complot « qui aurait pu tourner en un drame sanglant au sein de la communauté française au Burkina » et qui devait aboutir, lors de la visite de M. Mitterrand à Ouagadougou, le 17 novembre 1986. Selon le ministre burkinabé de l'information, des « explosions criminelles exécutées par des hommes préparés, équipés à l'extérieur et infiltrés dans le pays » devaient avoir lieu. Ce complot impliquait un « pays voisin » dont le nom n'a pas été révélé.

Le capitaine Sankara, indiquant qu'à Ouagadougou, avait seulement l'intention de montrer que son pays était lui aussi la cible de tentatives de déstabilisation. — (Reuters).

● MAROC : Mesures de grâce pour trois cent cinquante-dix détenus. — A l'occasion du quarante-troisième anniversaire du manifeste de l'indépendance, présenté le 11 janvier 1944 aux autorités du protectorat français par un groupe de nationalistes marocains, le roi Hassan II a pris des mesures de grâce, samedi 10 janvier, en faveur de trois cent cinquante-trois détenus. — (AFP).

## Asie

### CHINE

**A nouveau, une « lutte entre deux lignes... »**

PEKIN  
de notre correspondant

Pékin fourmille de rumeurs. Le premier véritable changement de ligne politique depuis la chute de la « bande des Quatre », et la première purge depuis plus de dix ans semblent bien amorcés. Une fois de plus, la Chine connaît une « lutte entre deux lignes ».

L'annonce, dimanche 11 janvier au soir, que M. Hu Yaobang, secrétaire général du PCC, « éprouvé par son travail », ne pouvait pas recevoir le dirigeant du Parti libéral-démocrate japonais, M. Takeshita, alors que, le matin même, l'agence Chine nouvelle avait indiqué que cette rencontre était officiellement inscrite au programme, a fait, en quelque sorte, l'effet d'une bombe. M. Hu n'est pas apparu en public depuis le 29 décembre, date à laquelle il avait reçu M. Jospin. Le lendemain, le Quotidien du Peuple

publiait sa photo à la « une » (le Monde du 31 décembre 1986).

En même temps, la rumeur circule que M. Hu aurait été personnellement critiqué par M. Deng Xiaoping lors d'une récente réunion du bureau politique, soit le 30 décembre, soit plus récemment. Son remplacement, toujours selon cette rumeur, aurait été envisagé au profit de M. Zhao Ziyang, le premier ministre. Dans cet échafaudage de suppositions, qui paraissent sérieuses mais qui, pour le moment, ne sont pas officiellement confirmées — et pour cause — le poste de chef de gouvernement reviendrait à M. Li Ruihan, maire de Tianjin, membre du comité central. Ancien ouvrier, il passe pour avoir fait beaucoup pour sa ville, qu'il dirige depuis mai 1982, et a bénéficié de nombreux reportages favorables dans les médias ces derniers temps.

**Campagne contre le « libéralisme bourgeois »**

M. Hu a toujours passé pour un « libéral ». M. Zhao aussi. Mais, contrairement à ce dernier, le secrétaire général du PCC n'a jamais réellement fait le poids face à M. Deng ; il n'a jamais pu non plus accéder à la direction de la commission militaire du parti, en raison principalement de l'opposition de l'armée. M. Zhao est responsable de la réforme économique, en ce moment pour le moins ralentie, et de la réforme politique, pratiquement vidée de son contenu en raison des événements de ces dernières semaines.

L'absence de répression du mouvement étudiant avait surpris. Mais

elle a été suivie d'une vigoureuse campagne contre le « libéralisme bourgeois » au sein du parti, qui a culminé avec la première purge de M. Deng. Trois ou quatre personnalités sont expulsées du parti, dont M. Fang Lizhi, vice-recteur de l'université de Hefei, et l'écrivain Liu Binyan, journaliste au Quotidien du peuple, vice-président de l'Union des écrivains. Déjà victime des purges antidémocrates de 1957 organisées par Mao Zedong après les débordements des « cent fleurs » et des « cent écoles », il tombe de nouveau « à droite » après six mois de campagne de libéralisation politique, une fois encore au nom des « deux cents ».

En outre, le directeur du bureau d'information du département de la propagande du PCC, M. Zhong Peizhang, vient d'être remplacé par son adjoint, M. Zhu Houze, également un des plus libéraux, n'a guère été mentionné ces derniers temps. Les modernistes, qui, au sein du comité central, semblaient avoir le vent en poupe au point de s'être vu rappeler à l'ordre par M. Deng lui-même lors de la conférence nationale du parti en septembre dernier, ont-ils choisi parmi les plus extrêmes d'entre eux des boucs émissaires pour se « couvrir » face à l'attaque des conservateurs, ou bien se sont-ils divisés ces derniers jours ? Toujours est-il que c'est M. Deng qui a lancé la campagne de rectification. Moins rigide que les précédentes, elle « reforme » quelque peu l'ouverture vers le monde extérieur.

PATRICE DE BEER.

## Europe

### ITALIE : le congrès du PSDI

**Le petit parti pivot d'un « pôle social-démocrate »**

ROME  
de notre correspondant

Le week-end politique italien a été marqué par le congrès du Parti social-démocrate italien (PSDI). Les principaux dirigeants des partis politiques de la péninsule s'étaient donné rendez-vous au Palais des sports de l'Eur, la ville nouvelle située au sud de Rome.

Un hommage qui souligne le rôle central de cette formation modeste (4,1 % des suffrages aux élections législatives de 1983), mais dont le rôle historique et politique est maintenant reconnu par tous.

Symboiquement tout d'abord, la direction du Parti avait fait coïncider la réunion avec le quarantième anniversaire de la scission du Parti socialiste qui, le 9 janvier 1947, avait donné naissance au PSIL, précurseur de l'actuelle formation social-démocrate. Le promoteur de cet événement historique, M. Giuseppe Saragat, ancien président de la République, était présent. Il a dû lire et entendre sans désemparer les hommages rendus à son « courage » et à son « esprit prophétique » que lui ont prodigués MM. Bettino Craxi et Giancarlo Pajetta au nom respectivement du PSI et du PCL.

JEAN-PIERRE CLERC.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Birmanie

**Lourde défaite des insurgés communistes**

Rangoon. — Les troupes birmanes ont repris récemment plusieurs zones tenues par les communistes dans l'Etat Shan (nord-est du pays), dont notamment la ville de Kyaukse, à la frontière chinoise, a affirmé, le samedi 10 janvier, un communiqué officiel. Les combats, qui durent depuis le 16 novembre ont fait en tout cinq cent quatre-vingt-cinq morts chez les rebelles armés du Parti communiste birman (PCB) et cent soixante-quinze parmi les parastatistes de l'armée.

L'armée a repoussé les mille cinq cents guérilleros occupant la zone de Siawar-Tarpan et a poursuivi son avantage, réoccupant sept zones rebelles, y compris la ville de Kyaukse, tenue depuis mars 1970 par les communistes, indique enfin le communiqué. — (AFP).

#### Pologne

**Interpellation et condamnation d'écologistes**

Varsovie. — Une trentaine d'écologistes qui tentaient de manifester pour la fermeture d'une aciérie particulièrement polluante ont été interpellés samedi 10 janvier à Wrocław. Treize d'entre eux ont été presque immédiatement condamnés à de lourdes amendes, représentant de deux à trois mois de salaire, selon la nouvelle procédure désormais presque systématiquement appliquée contre les contestataires de tous sexes.

A Varsovie, la police a interpellé dimanche six membres du Parti radical italien qui manifestaient contre la visite du général Jaruzelski à Rome, où il était attendu ce lundi matin (le Monde daté 11-12 janvier). Les six Italiens ont été expulsés de Pologne. — (AFP, Reuters).

#### LIVRES

**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-08

# LA PREMIERE...

### LA PREMIERE ÉCOLE DE GESTION A ENSEIGNER "LE MANAGEMENT COMPARÉ"

Successivement en EUROPE, aux USA, au JAPON, en CHINE et en CORÉE. Ses cycles multinationaux donnent aux étudiants la possibilité d'appréhender sur le terrain les caractéristiques de leur économie.

### LA PREMIERE ÉCOLE DE GESTION A ENVOYER CHAQUE ANNÉE 350 ÉTUDIANTS AU JAPON.

Depuis 1983, elle fait suivre à ses étudiants un cursus pédagogique à l'INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA (IMUA) de TOKYO alliant enseignement des techniques et apprentissage sur le terrain.

### LA PREMIERE ÉCOLE DE GESTION A S'EXPORTER EN CHINE.

Former des professeurs stagiaires chinois aux techniques françaises de gestion à PARIS. Former chaque année 150 de ses étudiants aux réalités économiques chinoises à PEKIN et à CANTON. Ce sont les termes des accords avec l'ULBE (University of International Business and Economics) et le GJFT (Guangzhou Institute of Foreign Trade).

### LA PREMIERE ÉCOLE DE GESTION A ENSEIGNER L'"ACTION TERRAIN".

Chaque étudiant complète ses études théoriques par une "action terrain" (étude de marché, d'implantation, de création d'entreprises, etc.). La nécessité de pénétrer le monde des affaires, l'obligation de franchir les barrières culturelles et linguistiques sont stimulées par la réalisation d'un projet exigeant une forte capacité d'adaptation.

### THE FIRST BUSINESS SCHOOL TO OFFER A "POST GRADUATE MANAGEMENT MULTINATIONAL PROGRAM" (3<sup>e</sup> CYCLE)

Graduate students and executives gathered from all over the world live, study and work together in the major economic centres of the world (Paris, New York, Tokyo, Peking) and thereby, learn first hand about the cultures, customs and business practices that exist today.

#### LA PREMIERE ÉCOLE DE GESTION A PROPOSER UN 3<sup>e</sup> CYCLE MULTINATIONAL

Des étudiants diplômés aussi bien que des cadres, de toutes nationalités, vivent, étudient et travaillent ensemble dans les principaux centres économiques du monde (Paris, New York, Tokyo, Peking). Ils se familiarisent directement avec les cultures, les coutumes et les techniques de management qui existent aujourd'hui.

# ...EST FRANÇAISE

**Institut Supérieur de Gestion**  
établissement libre d'enseignement supérieur  
8 rue de Lota 75116 Paris 47 27 95 99

## LE SENS DE LA REUSSITE





هكذا من الأملي

Le Monde • Mardi 13 janvier 1987 • 7

C'est pour  
ce sourire là  
que Strafor  
conçoit  
des bureaux.

Pour obtenir ce sourire-là sur le visage de ce chef d'entreprise, il a d'abord fallu l'écouter attentivement décrire en détail sa société et la nature de ses activités.

Il a fallu comprendre sa volonté d'améliorer le fonctionnement de son entreprise, et d'offrir à ses collaborateurs un cadre de travail fonctionnel et respectueux des budgets, qui soit aussi un espace de communication, d'intimité et de confort.

Quand nous lui avons présenté notre projet, nous avons constaté sur son visage que cela correspondait parfaitement à sa volonté.

Et quand il parcourt aujourd'hui ses nouveaux bureaux, il est heureux de reconnaître le même sourire sur le visage de ses collaborateurs.

Dans notre groupe, c'est pour voir ce sourire-là sur le visage de nos clients que chaque jour, dans toute l'Europe, nous établissons avec eux des relations approfondies, pour devenir mieux qu'un partenaire.

**Strafor**

groupe Steelcase Strafor

Mieux qu'un partenaire.

Strafor - 6, place de l'Iris, Tour Manhattan - PARIS-LA DÉFENSE 92095 CEDEX 21 - Tél. (1) 47.73.12.34

Event/Unies



# Politique

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

## M. Poperen : « compromis » et « contrepartie »

M. Jean Poperen, numéro deux du Parti socialiste, invité le dimanche 11 janvier du « Grand Jury RTL-le Monde », a précisé que la contribution du courant A (mitterrandiste), auquel il appartient et qu'il a signée après de longues négociations, est le fruit d'un « compromis ». Il s'est notamment dit satisfait que la notion de « contrepartie » dans les négociations sociales pour les travailleurs les moins protégés ait été reprise dans ce texte. Néanmoins, M. Poperen a jugé que, « tel qu'il est (...) le texte, à l'heure actuelle, [ne répond pas] à toutes les exigences de la création d'une grande dynamique et [ne répond pas] à la question que se posent les gens : Que feront les socialistes ? ». Pour le numéro deux du PS, c'est maintenant aux militants d'« amender, de débattre ».

M. Poperen a reconnu que les « approches » des problèmes par les différents courants du PS sont, telles qu'elles apparaissent dans leurs contributions, « assez comparables ». Evoquant le texte des rattachés, M. Poperen a ajouté : « Peut-être (...) avons-nous découvert (...) que les contributions (...) des autres courants du parti étaient moins éloignées qu'on ne pouvait l'imaginer au départ ».

A propos de son éventuel remplacement comme numéro deux du PS, M. Poperen a affirmé que, d'après ce que lui en a dit le premier secrétaire du PS, une telle proposition « n'est pas faite dans le parti ». Il a précisé : « Les décisions politiques, ce sont les militants qui les prennent, y compris celles concernant la direction ».

## Quel numéro deux pour le PS ?

L'assemblée qui a suivi, dans le courant A (mitterrandiste), le dépôt des contributions préparées par les courants du PS pour le congrès de Lille, sera peut-être de courte durée. L'« affaire Poperen » pourrait en effet rebondir. Comme il l'a indiqué, le dimanche 11 janvier lors du « Grand Jury RTL-le Monde », le numéro deux du PS n'est pas pleinement satisfait du compromis qu'il a conclu avec les autres dirigeants mitterrandistes pour la rédaction de la contribution du courant dominant du PS. M. Poperen pense que ce texte, tel qu'il est, n'est qu'un « point de départ » et souhaite qu'il soit enrichi dans son sens.

Surtout, M. Poperen reste très préoccupé par la volonté supposée de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui s'est refusé jusqu'à maintenant à tout commentaire sur ce point — de choisir un autre numéro deux à l'occasion du congrès. Un groupe de travail, à l'intérieur du courant A, animé notamment par M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national chargé des fédérations, devrait, selon toute vraisemblance, être constitué pour faire des propositions sur la nouvelle direction du PS, qui sera « renouvelée » et res-

sermée. Ce groupe de travail pourrait remettre ses propositions — celles, en tout cas, relatives au courant majoritaire — pour le 1<sup>er</sup> février, date d'une assemblée générale des mitterrandistes.

Dans l'entourage du numéro deux du PS, on juge qu'en tout état de cause la question devrait être tranchée avant le comité directeur dit « de synthèse » des 7 et 8 février. Si tel n'était pas le cas, ou si, à l'inverse, il apparaissait que M. Poperen ne conservera pas son poste de numéro deux, les proches du député du Rhône affirment que celui-ci pourrait ne pas signer la motion de son courant et, peut-être, déposer la sienne propre. Surtout si la motion mitterrandiste n'a pas reçu, d'ici là, les inflexions que M. Poperen souhaite lui voir apporter.

De même source, on affirme que, si les statuts du parti interdisent le dépôt d'une motion de congrès à quiconque n'a pas, auparavant, déposé une contribution, M. Poperen — étant signataire de la contribution du courant A — peut, aux termes des statuts, déposer sa propre motion.

J.-L.A.

M. Doubin réélu à la tête du MRG

## Au bord de la scission

Le congrès du MRG, réuni à Montpellier le samedi 10 et le dimanche 11 janvier, a reconduit M. François Doubin dans les fonctions de président auxquelles il avait accédé, il y a deux ans, au congrès de Marseille. Candidat unique, après le désistement en sa faveur de M. Alain Dutoya, maire d'Hagetmau (Landes) et le retrait pur et simple de M. François Gayet, maire de Saint-Leu-la-Forêt (Val-d'Oise), représentant les minoritaires, M. Doubin a ainsi confirmé son avantage enregistré au congrès extraordinaire des 25 et 26 octobre dernier à Avignon où sa motion (« A » comme autonome) l'avait emporté (1). Les minoritaires, derrière MM. Michel Crépeau et Roger-Gérard Schwartzberg, ont franchi, à Montpellier, le pas de la dissidence en annonçant leur décision d'étudier d'ici à quinze jours le lancement d'un nouveau mouvement.

Montpellier  
(de notre envoyée spéciale)

Radicalisme ne rime plus ni avec tolérance, ni avec fraternité : un comble dans une famille politique où le principe du dialogue et de l'ouverture était une raison d'être. De congrès en congrès, de comités directeurs en comités directeurs, les rivalités confortées et les inimitiés affirmées. Le summum avait été atteint au palais des papes il y a deux mois et demi. En se retrouvant pour leur congrès statutaire, au théâtre de Grammont, les radicaux de gauche ont achevé de se déchirer et de se diviser.

Après une première matinée, samedi, consacrée aux rapports des cinq commissions de travail censées élaborer des propositions que les congressistes n'ont pas eu, in fine, le temps d'adopter, les minoritaires d'Avignon se choisissent leur candidat à la présidence, en l'occu-

rence le président de la fédération des élus, M. Gayet. Le débat de politique générale de l'après-midi montrait à l'évidence que les points de vue étaient inconciliables.

D'emblée, M. Crépeau mettait en cause la direction de son parti pour son mutisme sur le gouvernement de l'après 16 mars, « l'un des plus réactionnaires » que la France n'ait jamais connus. Pour l'ancien ministre, « les idées radicales ne peuvent être défendues utilement par une structure dépassée ». Au nom d'une « stratégie d'ouverture », d'une « guerre de mouvement » et d'une « transformation pour répondre aux besoins de notre temps », il oppose la « stratégie du repli », la « guerre des tranchées » et le « maintien de structures anciennes » choisis par M. Doubin. Souponné par ses adversaires de préparer un ralliement au PS, le maire de La Rochelle ne manque pas de souligner le « déphasage » des socialistes qui organisent une convention sur l'emploi dont l'opinion ne retient que la mise en cause de M. Jean Poperen comme numéro 2 du parti... Quant au conseil national de la gauche (« bonne idée, idée juste »), il regrette de ne pas y avoir vu des hommes nouveaux et jeunes.

A défaut d'être candidat lui-même, M. Crépeau qui assure vouloir rester dans le parti, explique qu'il « se battra aussi à côté » de lui « pour le radicalisme et la gauche », au sein de « libertés pour demain », « mouvement destiné à rassembler (...) à jeter des passerelles, à développer les alliances indispensables pour gagner les batailles de demain », à réfléchir sur « la vraie question de la politique : la place de l'homme dans la société de demain » et à soutenir « sans faux fuyant, ni petites habiletés » le candidat de la gauche à l'élection présidentielle.

Ce qu'un club peut faire, un parti pourrait le faire aussi bien, sinon mieux. En prenant la tête de la contestation, et en proposant d'agir à côté du parti, M. Crépeau pouvait espérer endiguer le souhait exprimé dans les rangs de sa tendance de

quitter le parti, pour mille part... ou pour le PS. L'ultime matinée du congrès aura ouvert des voix d'eau dans ce fragile barrage.

### « Truquage »

Le ralliement de M. Alain Dutoya dès lors que M. Doubin ne voyant pas de désaccord avec son « challenger », lui proposait de participer à la direction du parti, n'a fait que conforter les minoritaires dans le refus du « truquage ». Ce qu'une triangulaire Gayet-Dutoya-Doubin pouvait révéler, un duel ne l'aurait pas permis : le président sortant ne pouvait qu'être réélu au premier tour à une forte majorité.

Réunis dans une salle voisine M. Crépeau, Schwartzberg, mais aussi M. François Luchaire, vice-président sortant et leurs partisans dénonçaient « le faux candidat » après les « faux mandats ». Il n'y avait plus qu'un pas à franchir, l'échauffement des esprits aidant : la décision était prise d'étudier le lancement d'un nouveau mouvement.

De son côté, le président du MRG, après avoir dénoncé « la relance par les riches » décidée par le gouvernement qui roule « en lanternes dans cette nuit qu'est la conjoncture internationale » et qui méconnaît la solidarité et la concertation, propose aux radicaux de « sortir des catéchismes » et de « se colleter à l'actualité ». Evoquant les minoritaires, ces « soldats perdus » il affirme : « ce n'est pas leur démarche qui peut nous empêcher de fonctionner, mais elle peut

les réduire définitivement au silence ».

A la sortie du congrès, M. Doubin confiait que son souci était de ne pas voir partir les contestataires. Le risque est en effet de se retrouver à la tête d'une formation n'ayant plus (...) qu'un seul député (M. Emile Zuccarelli), les six autres étant plus proches du maire de La Rochelle, et déserté par des élus qui, pour la plupart, tiennent leur mandat d'une alliance avec les socialistes. Reste que M. Crépeau, en s'engageant ailleurs, court le danger de ne se retrouver nulle part...

Chaque scission de la famille radicale s'est traduite par un rétrécissement du pré-carré de la gauche. Celle-là échappait d'autant moins à la règle que « la base » sur laquelle s'appuie M. Doubin est incontestablement perméable à certains discours entendus à droite. Jusque-là silencieux, M. Baylet (lui aussi ancien président du parti) espérait, de l'intérieur, préparer l'échec présidentiel. D'où son inquiétude : « Si les socialistes n'ont à proposer que des querelles de courants et les radicaux de gauche des querelles de chefs, les Français risquent de ne pas nous confier de nouveau le pouvoir ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) A Avignon, sur 1 052 inscrits et 938 votants, la motion défendue par M. Doubin l'avait emporté par 545 voix (soit 51,80 % des inscrits) contre 360 de celle de M. Crépeau. A Montpellier, sur 1 052 inscrits et 667 votants, M. Doubin a été réélu président par 628 voix (soit 59,69 % des inscrits).

## Des intellectuels discrets

Les socialistes s'étaient plaints, lorsqu'ils étaient au pouvoir, du « silence des intellectuels », qui auraient dû, selon eux, les soutenir. M. Jacques Chirac pourrait regretter la discrétion des écrivains et des artistes à son endroit. Huit d'entre eux avaient accepté une invitation à dîner à l'hôtel Matignon, mais certains des convives du premier ministre ont demandé que leur visite rue de Varenne ne soit pas rendue publique.

Aussi le service de presse s'est-il interdit d'annoncer que M<sup>me</sup> Christine de Rivoyre, Jacqueline de Romilly, Raphaëlle Billetdoux et MM. Jean-Marie Domenech, Philippe Sollers, Jérôme Lindon, Peter Brook et Francis Huster étaient de la fête. La conversation a porté sur les problèmes du théâtre, de l'éducation et de l'enseignement, ainsi que sur la littérature et la poésie.

P.J.

## DE GAULLE EST DANS VIDEOMAG

Téléphone et Coluche aussi !

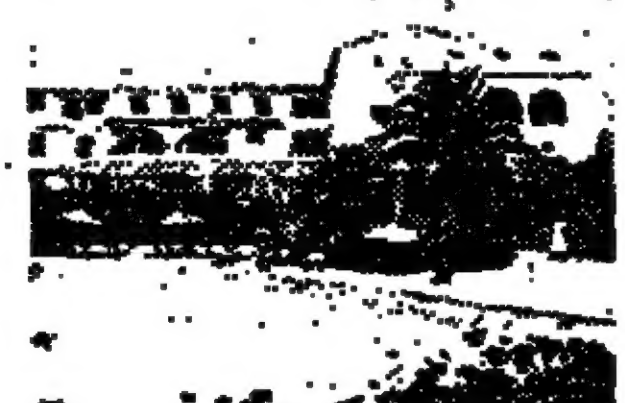
LE PREMIER MAGAZINE MENSUEL SUR CASSETTE VIDEO VHS DE 3 HEURES REUTILISABLE. GRANDES SURFACES, FNAC ET VIDEO-CLUBS. 57 F. PRIX MAXIMUM.

**En Italie, France, Espagne, Autriche et Suisse.**  
**18'000 lieux de villégiature attendent dès à présent votre choix dans votre agence de voyages.**



Cap d'Agde, Languedoc-Roussillon. Studio avec vue piscine, pour 2 personnes

**553.-**



Calpe, Costa Blanca, Espagne. Appartement de 3 pièces avec piscine en commune, pour 4 personnes

**1512.-**

Hôtels de vacances. Logements de vacances. Vacances.

## INTERHOME

Kirchberg, Tirol, Autriche. Appartement de 5 pièces pour 10 personnes

**2796.-**

Château, Haute Savoie. Appartement de 3 pièces pour 8 personnes

**1503.-**

Les prix indiqués sont valables par semaine (juin 87).

**INTERHOME**

Hôtels de vacances. Logements de vacances. Vacances.



Forêt Fousnant, Bretagne. Maison de 4 pièces sur 2 niveaux, pour 6 personnes

**2915.-**



Kirchberg, Tirol, Autriche. Appartement de 5 pièces pour 10 personnes

**2796.-**



Kirchberg, Tirol, Autriche. Appartement de 5 pièces pour 10 personnes

**2796.-**

Kirchberg, Tirol, Autriche. Appartement de 5 pièces pour 10 personnes

**2796.-**

Kirchberg, Tirol, Autriche. Appartement de 5 pièces pour 10 personnes

**2796.-**



OISE  
SCHOOL OF ENGLISH  
21 rue Théophraste Buzelin  
75005 PARIS Tél. (1) 45 23 13 02  
Acc. Ind 1981 - Lic. A 7189

**L'ANGLAIS A OXFORD**

Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toute durée, pour écrit et oral :  
BAC - HEC  
SCIENCES-PO  
DEUG - LICENCE  
CAPES



**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**

1629 PINE STREET, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA

**MBA Master of Business Administration**  
Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

**3<sup>e</sup> CYCLE** Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

**2<sup>e</sup> CYCLE Intensif**  
Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

**AMS American Management Studies**  
Sessions de deux mois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et les professionnels.

Informations et sélections : E.U.A.  
3 Imp. Royer Collard (M. Lescoube), Paris 75005 - (1) 46 34 66 06  
Centre pour l'Europe, 31 Galerie Montpensier, Paris 75001 France







# SERNAM

## *Cher client,*

Au lendemain d'une épreuve que vient de passer le SERNAM et au seuil de cette nouvelle année, je ressens le besoin de m'adresser à vous afin de faire le point.

Je me dois en effet de vous informer des conditions dans lesquelles nous avons pu travailler ces derniers jours et de nos principaux projets pour les mois qui viennent.

Il est évident que, compte tenu de son environnement, le SERNAM a été pris dans un conflit qui le dépassait et qui n'était pas le sien, comme l'a montré la participation réduite de notre personnel à la grève qui était significativement très différente de celle de la S.N.C.F.

Nos acheminements ferroviaires ont été bloqués à partir du 20 décembre. Nous avons eu, comme certains de nos confrères groupeurs, des wagons expédiés et bloqués. La moitié de ceux-ci ont pu être récupérés et transférés sur route dans les jours qui ont suivi. Le SERNAM a donc travaillé exclusivement par route pendant une quinzaine de jours et, si le trafic messagerie a commencé à décroître le 20 décembre comme chaque année, nous avons su faire face, en ce qui concerne l'express et juste avant Noël, aux jours traditionnellement les plus forts de l'année.

Notre système a pu fonctionner et j'ai pu vérifier, dans la nuit du 23 au 24 décembre sur le chantier express, que notre contrat avait été totalement respecté, les quelques retards étant dus essentiellement aux difficultés de circulation routière que la Région Parisienne a connues de façon dramatique les 23 et 24 plutôt qu'au mauvais fonctionnement du chantier ou à un manque de moyens de transport.

Vous nous avez conservé votre confiance puisque notre trafic express a été au niveau que nous attendions et très comparable à celui de l'an dernier.

En ce qui concerne la messagerie, nous avons dû utiliser exclusivement la technique routière. Nous avons toutefois rencontré quelques difficultés dans des Centres SERNAM bloqués par des éléments extérieurs pendant quelques jours et, même si nous avons pu traiter notre trafic par des chantiers de secours, notre service en a été quelque peu perturbé.

Peut-être avez-vous eu quelques difficultés à toucher vos interlocuteurs habituels. En effet, leur première mission était, à ce moment-là, de mettre la main à la pâte afin de traiter votre trafic. Pour ma part, j'ai été heureusement surpris par le dévouement que j'ai constaté - du cadre au chauffeur-livreur - et qui a permis de vous servir quand même. Je ne doute pas que tant d'attachement au fonctionnement du SERNAM soit un gage de confiance pour l'avenir.

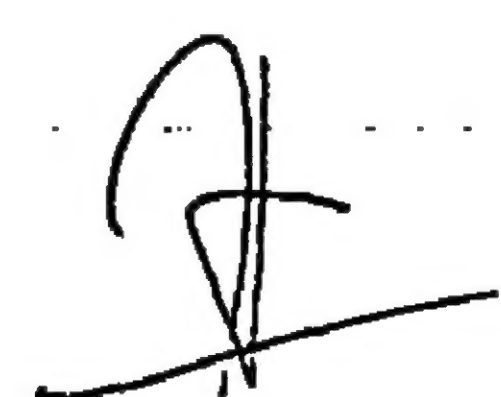
En arrivant à la tête du SERNAM le 1<sup>er</sup> novembre, j'ai senti de votre part et à l'intérieur du SERNAM un appel à une opération de qualité de service pour la période de fin d'année. Nous étions en bonne voie dans ce sens le 20 décembre. Il est certes regrettable que les récents événements aient perturbé les premiers résultats. Croyez que cela nous encouragera à persévérer et à continuer à améliorer nos méthodes, nos procédures, nos plans de transport pour vous servir mieux dans l'avenir.

Nous tirerons les conséquences des événements passés en aménageant nos chantiers de façon à avoir encore plus de souplesse pour utiliser la technique routière.

En conclusion, en vous présentant mes excuses pour tous les désagréments que vous avez pu éprouver, je vous remercie des témoignages de soutien que nous avons reçus ; ceux-ci ont été pour nous un encouragement très puissant.

Soyez persuadé que le dévouement et la combativité que j'ai pu constater pendant cette période très dure sont bien le signe qu'une communauté d'hommes veut faire vivre son entreprise en méritant votre confiance. Nous utiliserons cette motivation à meilleur escient en améliorant notre outil de travail et la qualité du service.

Au seuil de l'année nouvelle, je formule, cher client, des vœux pour le succès de votre entreprise et la capacité que nous aurons à vous accompagner dans vos réussites.



Jacques PETER  
Directeur Général



## MÉDECINE

Selon l'Institut Pasteur

### Un produit contraceptif vendu en pharmacie permet de tuer le virus du SIDA

Il suffisait d'y penser... L'utilisation de préservatif ou de tampon contenant du chlorure de benzalkonium permettrait de prévenir la transmission du SIDA par voie sexuelle. Ce constat très intéressant est le résultat d'une expertise faite à l'Institut Pasteur (1) par le docteur Jean-Claude Chermann, chef de laboratoire à l'unité d'oncologie virale, à la demande des laboratoires Pharmacia.

La recherche de l'activité du chlorure de benzalkonium (ou mieux du diméthyl-alkyl-benzalkonium), en contact avec le virus HIV, agent causal du SIDA, conclut le Dr Chermann dans son rapport d'expertise. « montre qu'un contact de dix minutes à 37° du spermicide Pharmax à une dilution de 1 % correspondant à 0,012 gramme % de chlorure de benzalkonium suffit à inactiver totalement le virus HIV (...) ».

Cela signifie que, pour la première fois, un produit non toxique lorsqu'il est employé par voie locale, permet de tuer le virus du SIDA. Pour autant, il ne s'agit pas d'un traitement de la maladie : il y a tout lieu de penser, en effet, que ce pro-

duit, même employé à de très faibles dilutions, du fait de sa très grande puissance d'action, tuerait non seulement le virus HIV et les lymphocytes infectés qui le contiennent, mais également toutes les autres cellules sanguines. Le chlorure de benzalkonium, soit intégré à des tampons spermicides ou à des préservatifs, soit administré sous forme de crème contraceptive locale, empêcherait la transmission du SIDA par voie sexuelle, et c'est loin d'être négligeable.

Le plus extraordinaire dans cette histoire est que ces produits sont en vente en France depuis plusieurs années. Le docteur Pierre Langlois, l'inventeur du tampon Pharmax spermicide, raconte : « En tant que simple gynécologue, j'étais persuadé de l'action non seulement spermicide mais également bactéricide et virucide de mon tampon. Mes clients ainsi traitées n'ont pratiquement jamais d'infection gynécologique. Grâce à ce produit, leur hygiène vaginale est devenue extraordinaire. Je me doutais bien que le chlorure de benzalkonium avait des propriétés antiseptiques intéressantes. Mais de là à ce qu'il tue le virus du SIDA... ».

Et pourtant ! Intrigués par l'action anti-infectieuse de son spermicide, les laboratoires Pharmacia décidèrent, comme cela se fait couramment, de le faire expertiser par un grand laboratoire, en l'occurrence celui du docteur Chermann, à l'Institut Pasteur. Et là, surprise, le chlorure de benzalkonium in vitro inactive totalement le virus du SIDA. « plus précisément, explique le docteur Chermann, il tue le virus, les lymphocytes infectés et les spermatozoïdes ». Pour la petite histoire, on remarquera que les propriétés virucides du chlorure de benzalkonium figurent en toutes lettres dans le Codex des pharmaciens. Seul le fait qu'il est actif contre le HIV n'y est pas mentionné.

#### « Le complément idéal du préservatif »

Il avait été établi qu'un autre spermicide, américain celui-là, le 9-Nonyl-Phénol, était capable de tuer le virus HIV. Mais ce produit est environ vingt-cinq fois moins puissant que le chlorure de benzalkonium, et, surtout, il est toxique : il traverse, en effet, la muqueuse vaginale et passe ainsi dans le sang, où il cause de sérieux dégâts.

« Il faut bien comprendre, explique le docteur Chermann, que le chlorure de benzalkonium ne remplace pas le préservatif ; au contraire, il en est le complément idéal. L'utilisation de préservatifs enduits de ce produit devrait en

Pour protester contre la vétusté de l'hôpital Salvador de Marseille

### Le professeur Montès décide de ne plus opérer à cœur ouvert

MARSEILLE  
de notre correspondant

Pour attirer l'attention sur l'état de vétusté et l'impossibilité d'assurer l'asepsie du service de chirurgie cardiaque de l'hôpital Salvador à Marseille, le professeur Jean-Raoul Montès, pionnier de la greffe cardiaque à Marseille (il fut l'assistant du professeur Henry, qui opéra en 1968 Emmanuel Vitria), a décidé de suspendre les interventions nécessitant une circulation extracorporelle (opération à cœur ouvert). « En tant que chef de service responsable des suites opératoires, affirme le chirurgien, j'ai estimé qu'il n'était plus possible de

continuer à opérer dans les conditions actuelles. »

Du côté de l'Assistance publique, on reconnaît que l'hôpital Salvador fait partie du secteur hospitalier qui n'a pas encore subi la modernisation nécessaire.

Selon M. Georges Merle, directeur général de l'Assistance publique à Marseille, l'administration avait proposé, en juin 1986, à l'équipe du professeur Montès d'utiliser une partie des installations du service de chirurgie cardiaque de l'hôpital voisin de Sainte-Marguerite, que dirige le professeur Baillie. Il semble que le professeur Montès ne se soit pas satisfait de cet hébergement. J. C.

Pour la première fois en France

### Greffe cardiaque sur un nourrisson d'un mois

Pour la première fois en France, un bébé âgé d'un mois a subi le 9 janvier une greffe cardiaque à l'hôpital Laennec à Paris. L'enfant, qui souffrait d'une cardiopathie congénitale particulièrement grave, a été opéré en moins de cinq heures par l'équipe des professeurs Jean-Yves Neveux et Jean Kachaner. Dans un communiqué publié dans la journée de dimanche 11 janvier, les

médecins indiquaient que l'état du bébé était « aussi satisfaisant que possible, aucun pronostic ne pouvant être encore porté ».

Faute de donneurs, aucune greffe cardiaque n'avait jusqu'à présent été réalisée en France sur un enfant de moins de six ans. Aux États-Unis, un nouveau-né de quatre jours a subi une greffe cardiaque en novembre 1985. Il est toujours en vie.

## ENVIRONNEMENT

Une réunion du Conseil de l'Europe sur la catastrophe de Tchernobyl

### Les parlementaires le bec dans l'eau

Les parlementaires européens réunis à Paris les 8 et 9 janvier à l'initiative du Conseil de l'Europe pour se faire expliquer les tenants et les aboutissants de la catastrophe de Tchernobyl, ont dû rentrer chez eux encore plus inquiets qu'avant. Le numéro deux du gouvernement soviétique chargé de l'énergie nucléaire, M. Boris Semionov, a d'emblée prévenu que les réacteurs du type RBMK mis en cause à Tchernobyl, non seulement ne sont pas démontés, mais seront encore augmentés de trois unités déjà en chantier. Seule consolation pour les parlementaires autrichiens ou scandinaves qui redoutent ce dangereux voisinage : à l'avenir, le plan prévoit la mise en route de réacteurs à eau pressurisée, comme en Occident.

Venant au secours de son collègue soviétique, le numéro deux de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Américain Morris Rosen, a souligné que, en marche normale, « les centrales nucléaires sont beaucoup plus sûres et plus propres que les centrales thermiques classiques ». Selon lui, il y aurait chaque année aux États-Unis quelque 10 000 morts par irradiation naturelle et plus de 2 000 cancers mortels dus à la radioactivité médicale. Ce qui est relativement faible si l'on compare ces chiffres aux 14 000 morts du cycle de la production électrique classique, aux dix-sept mille morts par arme à feu, aux cinquante mille morts de la circulation routière, aux cent mille victimes de l'alcool et aux cent cinquante mille morts « probables » tués par le tabac. « L'accident de Tchernobyl n'est pas acceptable, mais il est tolérable », a-t-il répété.

Les parlementaires européens n'ont guère apprécié ces comparai-

sons. Quant à ceux qui voulaient des réponses précises et pratiques, ils sont restés sur leur faim. « A quelle distance de l'accident les animaux de ferme meurent-ils ? », a demandé un parlementaire écossais préoccupé par le mouton. « Les Soviétiques ne nous ont rien dit là-dessus », a répondu l'expert. « Et la pollution de l'eau ? », demande un Anglais. « Impossible de donner une réponse générale, avoue l'expert espagnol. Certains éléments radioactifs sont absorbés par le sol, d'autres lessivés par la ruissellement. Tout dépend de l'écosystème et des radionucléides en cause... » Un parlementaire luxembourgeois s'étonne des disparités des zones d'évacuation prévues : « En France, c'est 10 kilomètres, aux États-Unis, c'est 10 miles (16 kilomètres), en Allemagne et en Suisse, c'est 20 kilomètres, et on a évacué sur 30 kilomètres à Tchernobyl... ».

Le représentant d'EDF — un des rares Français présents à cette réunion où les parlementaires de l'Hexagone ont brillé par leur absence — a précisé que l'on prévoyait en France un rayon de 5 kilomètres pour l'évacuation, les cinq autres kilomètres étant en principe soumis seulement au « confinement » — on reste calfeutré chez soi. « La zone d'évacuation n'a qu'une valeur indicative, a poursuivi l'espagnol. Ce qui compte, c'est la radioactivité observée, qui dépend du type d'accident... ».

Un parlementaire anglais insiste : « Mais quel est le taux de becquerels acceptable par kilo de viande ? » « Il n'y a pas de taux commun en Europe », avoue le directeur de l'Institut suédois de radioprotection, M. Bengtsson. « Il

est de 200 000 becquerels en Suède et de 2 millions en URSS. Nous ne pouvons que conseiller la modération aux consommateurs de viande », explique sans émoi le Suédois. Dans son pays, actuellement, la viande de renne est donnée aux vaches d'élevage, dont on ne prélève que la fourrure... »

ROGER CANS.

● Accident d'un camion militaire qui transportait du matériel nucléaire en Grande-Bretagne. — Un camion de l'armée britannique — qui, selon le mouvement antinucléaire CND, transportait vraisemblablement des charges nucléaires — a quitté la route samedi 10 janvier après avoir glissé sur une plaque de verges, près de Salisbury dans le sud de l'Angleterre. Le ministre de la défense a précisé que « pour des raisons de sécurité, il ne pouvait révéler ni l'origine, ni la destination, ni la nature du chargement du véhicule » et a affirmé qu'il n'y avait « absolument aucun danger pour la population ».

M. William Paden, un responsable du mouvement antinucléaire CND (Campegn pour le désarmement nucléaire) qui surveille systématiquement le déplacement des convois militaires en Grande-Bretagne, a indiqué que les camions venaient vraisemblablement de la base navale de Portsmouth. — (AFP.)

● Insecticide perdu en mer. — Un cargo ouest-allemand, le *Stoman Rieder*, s'est abîmé dans le port de Gijón (Espagne) après avoir été pris dans une tempête le 10 janvier. Le navire a perdu plusieurs barils d'insecticide du *Cygon* — destinés à l'Algérie. — (Reuters.)

## LE PLACEMENT PIERRE, C'EST LE MOMENT !

Et c'est facile avec CROISSANCE-IMMO

FACE à la baisse des taux d'intérêt, le placement pierre est redevenu d'actualité. Et surtout le placement dans la pierre d'entreprise. Seulement, pour investir il faut bien connaître le marché, avoir du temps et surtout disposer de fortes sommes d'argent. Croissance-Immo créée par la Financière Saint Georges vous permet d'investir facilement et sans souci dans l'immobilier d'entreprise en bénéficiant de tous ses avantages. Que vous disposiez de quelques milliers de francs ou de sommes plus importantes.

#### CROISSANCE-IMMO multiplie les avantages de la pierre

■ Vous êtes en sécurité avec les immeubles de Croissance-Immo soigneusement sélectionnés par les spécialistes de l'épargne de France qui gèrent aujourd'hui un patrimoine immobilier de plus d'un milliard de francs.

■ Vous accédez à l'immobilier pour 6270 F en achetant trois parts de Croissance-Immo. Un minimum pour accéder à ce type de placement ! Ensuite, vous pourrez acheter autant de parts que vous le souhaitez, une par une si vous le désirez (prix actuel : 2090 F). Et si vous désirez vendre, vous pouvez le faire plus vite et bien plus simplement que dans une transaction immobilière.

■ Votre capital augmente : le prix de vos parts progresse en suivant la valeur des immeubles. Aujourd'hui, dans un marché immobilier en pleine reprise, le prix des parts peut augmenter très vite. C'est maintenant qu'il faut acheter pour en profiter.

■ Vos revenus sont sûrs et réguliers : vous les recevez directement chaque trimestre. Et ils sont en progression constante grâce à l'indexation des loyers.

■ Vous êtes tranquille : vous êtes un propriétaire sans souci. Recherche des locataires, encaissement des loyers, entretien, réparation des bâtiments, tout est pris en charge par Croissance-Immo.

#### CROISSANCE-IMMO une S.C.P.I. pas comme les autres

Notre politique d'investissement tient compte des réalités économiques nouvelles : nous recherchons en priorité les immeubles situés aux centres villes ou dans des zones à forte activité commerciale. Dans les régions dynamiques, notamment là où les prix progressent fortement aujourd'hui.

NUMERO VERT 05 09 09 09

#### L'EPARGNE DE FRANCE - COMMERCIAL UNION La Double Garantie

La Financière Saint Georges appartient au Groupe Britannique Commercial Union. Ce géant de l'assurance affirme sa solidité dans 85 pays où il s'est développé depuis 125 ans. Ses actifs s'élevaient aujourd'hui à plus de 90 milliards de francs. La Financière Saint Georges bénéficie également d'une expérience de plus de 80 ans : celle de l'Epargne de France qui gère un patrimoine immobilier de plus d'un milliard de francs. La compétence, le sérieux et le savoir-faire de ces deux compagnies d'assurances sont des garanties de sécurité et de confiance.



33, rue de Prony 75017 PARIS

CROISSANCE-IMMO est une Société Civile de Placements Immobiliers dont le statut d'information a reçu de la C.O.B. le visa N° 86-61 du 25.11.86.

CROISSANCE-IMMO. LA PIERRE ACTIVE.

#### CROISSANCE-IMMO un service pas comme les autres

Un placement financier est toujours une décision importante. La Financière Saint Georges fait tout pour vous faciliter les choses. Vous pouvez nous joindre par courrier ou par téléphone (appel gratuit) au 05 09 09 09 tous les jours de 9 h 00 à 17 h 00 et même le samedi, de 9 h 00 à 17 h 00. A tout moment, vous pouvez donc vous renseigner avant de vous décider et sans vous déplacer. Enfin, vous serez toujours au courant des résultats de Croissance-Immo : en recevant tous les trimestres son bulletin d'information.

#### Vous avez 5 bonnes raisons d'acheter sans attendre des parts de CROISSANCE-IMMO

1. Au moment où les taux d'intérêt baissent, l'immobilier est redevenu compétitif.
2. Avec les parts de Croissance-Immo, votre capital est en sécurité, à l'abri des fluctuations boursières.
3. Croissance-Immo composée d'immobilier d'entreprise est un placement particulièrement rentable.
4. Vous touchez des revenus trimestriels.
5. Il faut investir maintenant dans l'immobilier avant que les prix ne s'envolent.

#### INFORMEZ-VOUS GRATUITEMENT !

Pour obtenir sans engagement une documentation détaillée, découpez ce bon et adressez-le sans affranchir à

FINANCIERE SAINT GEORGES  
libre réponse N° 4490-75  
75851 PARIS CEDEX 17

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Tél. Dom. \_\_\_\_\_ Tél. Bur. \_\_\_\_\_



## Société

Une chômeuse en fin de droits  
Comme une maladie...

C'est un souvenir heureux. Un souvenir de temps de paix, bien loin déjà au milieu des années 60. « J'avais passé une petite annonce pour trouver du travail : j'ai eu soixante-deux réponses positives. Vous vous rendez compte : soixante-deux ! ». Il y a de la gourmandise dans le voir de Paulette Dadoun, mais ses yeux sont tristes. A quarante-six ans, elle vit seule avec ses deux enfants, Johnny, vingt-deux ans, et Béatrice, seize ans. Depuis 1982, elle est, comme on le dit pudiquement, « sans emploi ».

Entrée comme dactylo dans une entreprise de prêt-à-porter, elle en est devenue la directrice salariée, avant de subir un licenciement économique dix ans plus tard. Avec un salaire brut de 13 720 francs par mois, plus un treizième mois, elle s'en allait à peu près, en faisant des extras de vendeuse et en vendant des articles de parfumerie à domicile. Alors, elle faisait des économies, et emmenait ses enfants en Espagne « dans une petite maison au bord de l'eau ». Elle avait une jolie garde-robe, allait chez le coiffeur toutes les semaines. Payait sans difficulté le loyer de son appartement de 60 mètres carrés dans la banlieue de Paris.

Et puis, comme une maladie, le chômage l'a prise, et jusqu'ici ne l'a plus lâchée. Aujourd'hui, elle n'a plus comme ressources que 63 francs par jour, son joli sourire et ses enfants qui sont « formidables ». Depuis 1982, aucun employeur n'a voulu d'elle. « Je suis trop vieille, disent-ils. Ou trop bien pour le boulot ». Trop vieille à quarante-six ans : avec sa silhouette d'adolescente, ses yeux en amande, une queue de cheval mi bon chic bon genre, mi années 50... Trop bien parce qu'elle a toujours travaillé, au sein d'un milieu où elle n'a jamais rien demandé à personne, même pas à son mari, dont elle est séparée depuis douze ans...

Au début, elle a « tenu » : 100 % de son salaire pendant un an, puis toujours 100 % le temps d'un long stage d'anglais. « Après, j'ai dégringolé ». Ses 250 000 francs d'économies ont fini de colmater les brèches. Elle vient de terminer un dernier stage de l'ANPE pendant trois « petits » mois, au cours duquel elle recevait encore 70 % de son salaire de base. Pompeusement intitulé « Carrière et développement », ce stage devait lui apprendre à « se vendre ». « On nous a expliqué que nous étions chacun une société indépendante, qui devait compter sur ses propres ressources pour trouver marchés et débouchés. On nous a initiés à l'informatique et appris à refaire notre curriculum vitae ». Et voilà.

Les journées sont à nouveau vides et trop pleines à la fois. Le matin, elle prépare les « gâteaux » de ses enfants qui n'ont pas les moyens d'aller à la

catine. Puis elle fait un tour à l'ANPE, au cas où... Parfois, elle descend au Sentier, tente de repérer les petites annonces collées directement sur les vitrines des grossistes de prêt-à-porter. Un supermarché cherche-t-il une caissière ? Elle entre, polie, souriante, propose ses services et comme d'habitude on l'éconduit. « Nous voulons des jeunes, que nous formons nous-mêmes. Plus des gens qui ont votre âge, votre expérience... ». Alors elle continue d'envoyer des CV. « J'ai appris à tricher. Je ne mets ni mon âge ni ma photo ». Sans plus de résultats.

Ses enfants doivent des cours à la fille est lycéenne, le fils étudie en maths à Jussieu. Eux aussi ont appris à tricher : ils cassent les prix, se font payer moins cher que d'autres et n'ouvrent jamais que leur mère est chômeuse. Ainsi, sur les formulaires de renseignements, au lycée, en face de « numéro de bureau », en cas d'urgence », Béatrice donne-t-elle le numéro de la maison. Les vacances en Espagne sont supprimées depuis longtemps : on va parfois à la campagne chez la marraine de Carpentras.

Paulette Dadoun, pour faire bonne figure devant les enfants, va chez le coiffeur de temps en temps. Les 500 francs qu'elle donnait à ses parents tous les mois, elle ne les donne plus.

Le regard  
des autres

Les sorties ? Supprimées totalement. Même une fête de famille : « Je n'y vais pas puisque je ne peux plus recevoir en retour ». Noël ? La fille se part animer une colonie de vacances. La fille a eu l'apprendissage. Quand la poisse s'en mêle... Un cambriolage a fait disparaître les derniers bijoux et quelques milliers de francs précieusement rangés dans la table de nuit.

Et puis, il y a le regard des autres : « Quand on est chômeur, on est transparent. Quant ils savent, les gens changent. Et pourtant, ce n'est pas honteux, je ne vole pas. » « Je préfère ne pas y penser ». Elle dort « avec des cachets ». De temps en temps, elle achète un journal, consulte les petites annonces, envoie quelques lettres. Une fois de plus, elle quittera l'ennui du courrier. « Surtout, ne vendez pas encore faut-il trouver un acheteur... »

AGATHE LOGEART.

## Mort du sociologue Raymond Ledrut

Le sociologue Raymond Ledrut est mort à Toulouse dans la nuit du 5 au 6 janvier, à l'âge de soixante-sept ans.

La disparition brutale de Raymond Ledrut est celle d'un sociologue chateaubriand, explorateur passionné de la réalité sociale contemporaine. Il a contribué avec efficacité au renouveau de la sociologie française, en fondant l'enseignement de la discipline à l'université de Toulouse, en y associant une activité de recherche dont il assure la direction pendant plus de trente années, en faisant naître une sociologie d'expression française au sein des revues et associations auxquelles il participait.

La pensée de Raymond Ledrut est indissociable des grandes préoccupations contemporaines. Dès 1966, avec sa thèse de doctorat, il a révélé le chômage en ses multiples aspects, insistant sur la prise de conscience de ceux qui le subissent et sur les images que la conscience collective en forme. Mais c'est à l'étude de l'homme dans la ville qu'il consacra principalement son activité : sa *Sociologie urbaine*, plusieurs fois éditée et traduite, est un ouvrage classique. Il a identifié, interprété, tout autant les signes exprimant la ville (sociologie urbaine) que les images dont elle est génératrice. Il a, dans une perspective anthropologique, défini l'espace social de la ville

et montré comment celui-ci est de plus en plus « en question » (*L'Espace social de la ville*, 1968, *L'Espace en question*, 1977).

Mais récemment Raymond Ledrut devint l'explorateur des territoires mal repérés constitués par les grandes transformations actuelles. Il a manifesté, selon le titre de l'un de ses derniers livres (1979), l'œuvre de la « révolution cachée ». Il a accompagné cette entreprise d'une réflexion théorique sur l'imaginaire social, sur les accords et les désaccords de la forme et du sens (*La Forme et le sens*, 1984). C'est dire que sa sociologie retrouvait la philosophie dont il repart sa première formation. Un homme de cette qualité n'est pas effacé sans que l'absence soit aussi une perte.

GEORGES BALANDIER.

[Né le 1<sup>er</sup> avril 1919 à Paris, Raymond Ledrut était agrégé de philosophie et a enseigné cette discipline de 1943 à 1959 aux lycées d'Angers, puis de Toulouse. De 1959 à 1966, il travaille au CNRS, et de 1966 à 1982, il est professeur de sociologie à l'université de Toulouse-Le Mirail. Il avait été président, de 1978 à 1982, de l'Association internationale des sociologues de langue française. Il a écrit *Sociologie du chômage* (1966), *L'Espace social de la ville*, *Sociologie urbaine* (1968), *Les images de la ville* (1973), *L'Espace en question* (1977), *La révolution cachée* (1979), *La Forme et le sens dans la société* (1984).]

**Le Monde**  
sur minitel  
**PARIS-DAKAR**  
Tous les classements. Gagnez une moto  
3615 TAPÉZ **LEMONDE**

## SÉCURITÉ

L'interdiction en France du journal *El Badil*Un gage de bonne volonté  
à l'égard de l'Algérie

Pour les responsables du mensuel *El Badil*, publication en français et en arabe des amis de MM. Ahmed Ben Bella et Hocine Ait Ahmed, anciens dirigeants algériens exilés en Europe, il s'agit presque d'une peine de substitution : depuis le 22 décembre 1986, leur journal est interdit en France (*le Monde* du 7 janvier).

Deux mois auparavant, treize militants du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), proche de M. Ben Bella, étaient arrêtés par la police française. Résidant depuis des décennies dans notre pays, pour la plupart mariés à des Françaises et dont certains ont plusieurs enfants français, les interpellés étaient promus à l'expulsion. Trois d'entre eux devaient même l'être vers l'Algérie. La sécurité du pays en dépendait, disait-on dans l'estomac de M. Faurand, ministre chargé de la sécurité. Il s'agissait en réalité d'une marque de bonne volonté à l'égard de l'Algérie du président Chadli Bendjedid, dont le chef de la sécurité militaire, le général Lakhal Ayat, avait joué un rôle au Liban pour faire cesser les attentats commis en France par les Fraternités révolutionnaires libanaises (*le Monde* du 23 octobre 1986).

Les protestations empêchèrent l'expulsion. Le 28 novembre, l'arrêté était abrogé aussi simplement qu'il avait été signé. Aussi simplement ? Pas tout à fait : pour montrer à l'Algérie qu'elle avait quand même été considérée, le service de la Parole et de l'Information, en échange de l'abrogation des arrêtés d'expulsion, qu'*El Badil* ne soit plus imprimé en France. De fait, le numéro de décembre 1986 d'*El Badil*, bien que largement distribué en France, fut imprimé à Charleroi, en Belgique.

Le surin n'aura duré qu'un mois. Le 31 décembre 1986, le *Journal officiel* a publié l'arrêté qui interdit *El Badil* non seulement de fabrication, mais également de vente et de distribution en France. Qu'est-ce qui motive une mesure aussi radicale ? Un portrait peu flatteur de M. Fan-

draud paru dans le dernier numéro ? Peut-être. Mais plus sûrement encore la liberté de tout à l'égard de la politique algérienne à laquelle pourraient s'ajouter quelques révélations scandaleuses, notamment sur les versements financiers faits par la païerie générale d'Algérie à Paris au profit de plusieurs hautes personnalités algériennes de passage dans la capitale, ou, encore à celui des partis politiques français.

Tiré à vingt-cinq mille exemplaires, dont, affirmant ses responsables, dix mille entrent clandestinement en Algérie, *El Badil* bénéficiait à l'évidence d'informations bien placées dans la haute administration algérienne.

G. M.

## JUSTICE

Après un meurtre à Ajaccio

M. Alain Orsini arrêté  
et transféré à Paris

M. Alain Orsini, arrêté à Ajaccio après le meurtre d'un commerçant de la ville, a été transféré, lundi matin 12 janvier à Paris à bord d'un avion militaire et mis à la disposition du parquet.

M. Orsini, qui est gérant du bar A Merenda, à Ajaccio, avait été interpellé avec un barman de l'établissement, M. Jean Nicoli, dans le cours de l'enquête sur le meurtre d'un commerçant d'Ajaccio, Marc Garguy, tué de deux coups de feu le vendredi 2 janvier.

M. Nicoli, au domicile de qui plusieurs armes ont été découvertes et qui a été écroué, devait comparaître lundi devant le tribunal d'Ajaccio. D'autre part, les policiers ont saisi

des documents relatifs à l'ex-FLNC lors d'une perquisition au bar A Merenda. M. Orsini avait été élu en mai 1986 à l'Assemblée régionale corse sur la liste unique Mouvement corse pour l'autodétermination-Union du peuple corse.

Le dossier a été confié à M. Jean-Claude Vuillemin, juge d'instruction à Paris.

● Le mari de Christine Onassis inculpé de banqueroute. — M. Thierry Roussel, trente-quatre ans, le mari de Christine Onassis, a été inculpé, jeudi 8 janvier, de « banqueroute par détournement d'actifs avec abus de biens sociaux et faux en écritures de commerce ».

## A nos clients

Toutes les équipes des différents secteurs de l'entreprise (transport, équipement, matériel, commercial voyageurs et marchandises...) se mobilisent pour assurer les meilleures conditions de reprise d'activité sur l'ensemble du territoire afin que vous retrouviez toute l'efficacité de notre service.

Nous tenions à vous en assurer et à vous remercier de votre compréhension.

Le Directeur  
commercial voyageurs,  
Jean-Marie METZLER

Le Directeur  
commercial marchandises,  
Maurice AUROY

SNEF

ECONOMIE  
ET  
LIBERTÉ

La Lettre de Pierre Bérégovoy ■ Liberté, égalité des chances, solidarité, ces mots sont au cœur du débat sur l'avenir de la société. L'économie n'est pas épargnée par la crise. L'actualité commande de réconcilier efficacité économique et justice sociale. Dire ce qui est, sans fard et sans démagogie, voir loin pour voir juste, tel est l'objectif d'*"Economie et Liberté"*. A bientôt ■



La lettre hebdomadaire... L'abonnement annuel à *"ECONOMIE ET LIBERTÉ"* pour la somme de 120 F (dont 100 F pour la lettre) est ouvert à tous les abonnés de *"ECONOMIE ET LIBERTÉ"* (abonnement 12 mois) et à tous les autres. S'adresser à l'éditeur, 12 rue de la Harpe, 75005 Paris. Tél. 01 42 33 11 11.



# Alcatel

**12 janvier 1987 : la Chine inaugure  
ses premiers centraux téléphoniques  
numériques Alcatel E10.**

**Dans le monde, 54 pays ont déjà choisi  
le système de commutation numérique  
Alcatel E10 et 15 000 000 d'usagers  
sont raccordés à ce système.**



**Alcatel, un temps d'avance.**



# Sports

AVENTURE : le rallye Paris-Alger-Dakar

## La caravane des femmes

Mi-temps pour le neuvième rallye Paris-Dakar, qui après dix jours de course, a offert aux 205 concurrents encore en compétition (sur près de 500 présents au départ), une journée de repos, dimanche 11 janvier à Agades (Niger). La veille, dans la neuvième épreuve spéciale disputée sur 702 kilomètres entre Dirkou et Anoumshé-ré, dans les dunes du Ténéré, Ari Vatman a réussi à doubler toutes les motos pour se

présenter seul à l'arrivée, avec vingt minutes d'avance sur Rigoal. Au classement général, le pilote de la Peugeot conserve la première place avec deux heures d'avance sur Zan-rouff, sur Land-Rover. Chez les motards, Cyril Nèveu (Honda), précédé de trente minutes Hubert Anriol (Cagiva) et Gaston Rahier (BMW).

La journée de dimanche a été consacrée par les organisateurs aux recherches

sérieuses des cinquante-cinq concurrents (41 autos et 14 motos) qui n'avaient pas rallié Agades au petit matin. En fin d'après-midi, Patrick Verdo, directeur de l'épreuve, indiquait que quatre autos et un camion n'avaient toujours pas été repérés mais devaient se situer dans le secteur nord du Ténéré, entre Arlit et l'Arbre perdu, sur le parcours de l'étape disputée jeudi.

AGADES  
de notre envoyé spécial

La quatrième ville du Niger semblait endormie, samedi 10 janvier. Au marché aux chameaux, les Touaregs palabraitent lentement sous le regard dédaigneux des quadripèdes. Les enfants s'installaient entre les tas de mil et les tentes basses ou disputaient des parties de football acharnées dans les terrains vagues entre les bêtises en pisé. Sous la protection du haut minaret de terre rouge, Agades paraissait calme.

La fièvre a commencé à monter dans la cité de quarante mille habitants lorsque les premières voitures ont enfilé les ruelles de terre en soulevant des nuages de poussière. Des voitures bariolées et souvent alambiquées mais qui avaient toutes en commun une barre noire sur leur numéro de course. Les éliminés préféraient toujours les concurrents. Ils sont les estafettes qui annoncent l'arrivée de la caravane et le signe qui indique aux hôteliers et restaurateurs qu'ils peuvent effacer leur ardoise pour afficher de nouveaux tarifs. D'un seul coup, tout possesseur de voiture devient chauffeur de taxi. Les enfants abandonnent leurs jeux pour courir derrière les Européens en leur demandant « un cadeau s'il te plaît ».

Le « Dakar » est là, la fête et les affaires commencent. La fête pour la communauté blanche qui se rend en convoi à l'arrivée de l'épreuve, appareils photo en bandoulière et enfants bien peignés. Les affaires pour les commerçants avisés qui ont pensé à faire venir de France des bouteilles d'eau minérale « spéciale biberon ». Applaudissements et bousculades pour saluer le passage de la voiture jaune sous la bannière d'arrivée. Les sponsors et les belles blondes fraîchement débarquées sont là. Le rallye singe les étapes du Tour de France.

En quelques heures, la ville s'empile des pétarades des motards et des bruits de démarrage de conducteurs qui n'ont pas bien vu le panneau indicateur. Les hommes se proposent pour laver le linge et les jeunes courent après les tee-shirts. Villas et garages sont pris d'assaut, la trentaine de chambres des trois hôtels réunis ne pouvant satisfaire les centaines de concurrents et de suivants harassés de fatigue et convertis de sable. La mi-temps arrive à point pour les hommes et les femmes, comme pour les machines.

Dimanche, Agades hésite entre son rôle de garage et celui de restaurant. Toutes les officines de mécaniciens ou de forgerons sont prises d'assaut par des concurrents en quête de la réparation indispensable. Derrière les murs des villas, les

« grosses écuries » soignent leurs engins. Les jets débarquent des caravans de VIP, patron de PSA en tête, qui se répandent dans la ville à la recherche de troupes à féliciter ou d'objectifs de caméra à qui sourire.

« J'ai prévu de nombreux repas et embouteilles des saisonniers », explique la Française, patronne de l'Hôtel Sahara, revenue exprès de Niamey. Un peu plus loin une sœur de la communauté du Père de Foucauld est descendue en compagnie d'une femme du campement touareg où elle vit depuis dix ans pour essayer de vendre quelques travaux artisanaux. « Avec l'argent nous pourrions acheter des chèvres », explique avec une simplicité bouleversante cette Française aux che-

panne d'essence et enregistre le numéro des conducteurs qui refusent de la ravitailler. « Ce sont finalement deux petits bleus sympas qui m'ont donné à boire, m'ont réchauffé et m'ont filé un peu d'essence ».

### La « pince de crabe »

Et les dunes du Ténéré où elle est tombée plusieurs fois, voilà encore un souvenir amer. « La crainte lorsque l'on chute au pied d'une dune, c'est qu'une voiture ou un camion surgisse en haut et ne puisse vous éviter. Plusieurs véhicules sont passés à quelques centimètres de moi. Une jeune fille passe sa main dans ses boucles blondes et, tout son-



Gilles Picard, dans la moto à l'arrêt. Sont partis des nombreux concurrents du rallye Paris-Dakar. Ici, on voit Agades.

veux blancs qui, loin des campagnes médiatiques, s'efforcent d'aider un peuple à trouver lui-même les moyens d'échapper à la disette.

Les femmes, peut-être les oubliées du monde, sont dans cette course de mûles. Et pourtant, certaines sont encore présentes, dix jours après le départ. Exemple, la fine Nicole Bassot, qui compte bien terminer son cinquième Dakar. A vingt-huit ans, cette infirmière du Perche possède une rage extraordinaire qui lui fait motiver dans les moments de déprime. Ainsi elle a pu surmonter le handicap constitué par la casse de cinq rayons de sa roue avant peu après le départ d'Aril. « Je me traînais, j'avais mal aux mains à cause des secousses », explique-t-elle. La nuit tombée, elle poursuit une route difficile sur sa grosse Honda 600 XLR, avec un compas mal éclairé. Elle se perd puis tombe en

rire, déclare qu'elle a été surprise lorsque l'équipe féminine Charlotte Verney-Nicolas de Belabre, qu'elle avait aidé à décoller son Toyota, est partie à toute vitesse sans lui rendre la pareille. « Chocou pour toi », constate Nicole qui semble accepter les lois de l'épreuve.

Sa compagne de la marque Pier-Import, Odile Girardou, estime comme elle qu'il vaut mieux rouler seul dans le désert. « C'est dur et j'ai peur que j'ai eu peur dans les dunes », reconnaît Odile en évoquant le lieu dit « La pince de crabe » où d'énormes blocs volcaniques enserment des dunes de près de trois cents mètres.

A Agades, les deux jeunes filles se reposent en traînant devant un petit déjeuner. « Mais je ne suis pas fatiguée », lance Nicole, la femme qui, lorsqu'elle est seule, parle à sa moto « parce que je l'aime ». En dehors

l'a pas empêchée de rater quelques passages. Mais même lorsqu'ils se sont retrouvés perdus à cinq heures au milieu d'un cirque de dunes, elle a trouvé le paysage « sublime ». « Monter au sommet d'un erg à pied pour essayer de retrouver son cap et voir sauter des gazelles du désert, voilà qui fait oublier bien des difficultés », assure Véronique.

Alors que des Africains étendent des chemises bariolées Teflon, les femmes du rallye évoquent leurs angoisses. Satisfaites d'avoir vaincu le Ténéré, elles parlent déjà des pièges du désert mauritanien.

Landi après-midi, avions et concurrents partis, Agades va retrouver sa quiétude, son cinéma « Le Sahel » qui affiche les Nuns et les morts, risque d'être un lieu de bousculade.

SERGE BOLLOCH.

Jeu à treize : la violence dans le championnat

## Les vieux démons du Midi

Une semaine après la mort sur le terrain du rugbyman carcassonnais Jean-François Duré, la journée de championnat a été marquée, dimanche 11 janvier, par une minute de silence au début de chaque rencontre. En signe de deuil et de protestation, Carcassonne n'est pas allé jouer à Saint-Estève, et

CARCASSONNE  
de notre correspondant

Longtemps discipline reine de l'Aude, des Pyrénées-Orientales et de quelques autres villes du Sud, le jeu à treize est dans l'œil du cyclone. Ce sport, si beau lorsqu'il est joué à un niveau supérieur, paraît avoir perdu, dans les derniers bastions catalans et occitans qui firent sa gloire, toute sa flamme. Il n'a pas su, comme l'a réussi si brillamment son grand frère quinziste, profiter de la télévision pour séduire la France entière. Il est, au contraire, au fil des ans, resté dans sa coquille et, détesté même par son propre public, n'a pu communiquer à l'extérieur que des images de mêles confuses et de brutalité. La fameuse finale du championnat de France 1981, Villeneuve-Perpignan, arrêtée pour cause de violence, avait bousculé ce qui fut un jeu de gentlemen dans la marginalité.

Avec un nombre de licenciés en chute libre, de moins en moins de spectateurs, un sport peut-il évoluer ? La réponse a été donnée au mois de décembre par les Autrichiens qui ont pulvérisé, à chaque rencontre, une équipe de France frappée d'impuissance.

Le XIII Catalan, mis en cause de toutes parts, a obtenu le report de son match contre Carpentras.

Réunis à Carcassonne pour étudier les modalités de création d'une ligue professionnelle en marge de la Fédération, les présidents de club n'ont pu que constater leur

impuissance face à la violence qui pourrit leur sport. Ils ont rendu leur projet sceptique à plus tard tout en réclamant

« l'indépendance des structures du jeu de France et le remodelage de son encadrement » après les récents échecs contre l'Australie.

ont décidé de ne plus disputer de matches contre Perpignan. « Nous ne reprendrons pas le championnat, disent-ils, tant que nous n'obtiendrons pas des garanties sur les points suivants : sécurité des joueurs sur les stades au niveau des secours de première urgence ; lutte contre la violence et le jeu dur dans notre championnat actuel. Nous demandons que des sanctions exemplaires soient prises à tous les niveaux ».

En somme, ils pressaient ainsi la balle à leurs dirigeants. L'occasion était bonne : les présidents de clubs de nationale se réunissent justement à Carcassonne samedi 10 janvier. Longtemps en veilleuse, sorte de structure parallèle à la Fédération française de jeu à treize, à l'occasion, dans les circonstances actuelles, de se faire entendre. A sa tête, le docteur François Mouragues, président du club de Villeneuve, met les points sur les i : « Nous ne sommes pas là pour torpiller la Fédération, mais pour travailler avec elle ».

Entre autres vœux, les présidents de clubs souhaitent que, « lors de chaque match, un organe de décision soit créé au bord de la touche,

organe constitué des deux présidents de clubs et du délégué. Ces trois hommes auraient le droit d'intervenir auprès de l'arbitre, et ce dernier, inversement, pourrait faire appel à leurs services pendant le match ». Ils demandent également que les entraîneurs retrouvent leur place sur le banc de touche, que la présence d'un véhicule d'urgence et d'un médecin soit obligatoire dans le stade ; que « tout joueur au-dessus des épaules soit sanctionné automatiquement par une expulsion ».

Le jeu à treize a sans doute besoin d'une autre médecine que quelques vœux pieux pour retrouver un niveau international et s'inscrire une nouvelle conduite. Ce dimanche, à quelques kilomètres de Carcassonne, une semaine seulement après la mort de Jean-François Duré, un arbitre a été violemment agressé sur le terrain de Pomas pendant une rencontre de promotion entre Le Languet et Palaja. L'arbitre, M. Cusé, venait d'expulser un joueur. Un dirigeant du club de Palaja est entré sur le pelouse et, avec l'aide d'un autre joueur, a frappé l'arbitre au visage. Ce dernier a déposé une plainte.

BERNARD REVEL.

CYCLO-CROSS : le championnat de France

## Triplé des « Guimard »

A Carcassonne (Morbihan), où se déroule traditionnellement la Ronde des Lorrains, un critérium d'après Tour de France, Yvon Madriot a remporté dimanche 11 janvier le championnat de France de cyclo-cross pour la troisième fois en quatre ans. Ce nouveau succès fait de lui le maître incontesté de la spécialité et la valorise dans la mesure où le coureur angevin est aussi champion de France des routiers professionnels depuis l'été dernier.

Au terme d'une course claire et sans histoire sur un parcours sec et roulant, Yvon Madriot a devancé Christian Lavaine de dix secondes, le tenant du titre 1986, Martial Gayant, prenant de son côté la troisième place.

Les trois premiers de l'épreuve appartiennent à l'équipe de Cyrille Guimard. Ce directeur sportif d'avant-garde a toujours été un partisan convaincu du cyclo-cross. Il estime que la discipline hivernale du cyclisme constitue une préparation méthodique à la saison routière. Reste à savoir comment les meilleurs cyclo-crossmen français, au nombre desquels Ronan Pensec, se situent lors des championnats du monde face à l'élite internationale.

J. A.

RUGBY : championnat de France

## Le coup de béret du Racing

Après trois semaines de trêve, le championnat de France de rugby a repris ses droits dimanche 11 janvier. Victorieux de Perpignan par 26 à 9, Toulon est d'ores et déjà assuré de sa qualification pour les huitièmes de finale. Dans l'autre poule, Brive, vainqueur de Graulhet (16-7), conserve la tête du classement devant Toulouse, qui a battu Romans (38-7), mais qui a un match en retard.

Les choses sérieuses ont donc commencé dans un championnat qui ne se prend pas forcément au sérieux. Ainsi à Bayonne, le folklore était au rendez-vous du stade Saint-Léon. En hommage aux attaquants du Pays basque, les joueurs du Racing Club de France avaient pris le temps de jouer avec un béret vissé sur la tête. Le pari, lancé sur fond de goliardie, a été tenu. Les six joueurs des lignes arrière se sont présentés au coup d'envoi avec le légendaire couvre-chef. Ils ne se sont pas contentés de cet accessoire pour signifier leur attachement au jeu offensif basque de négure. Ils ont pratiqué, marquant quatre essais aux Bayonnais au cours d'une partie spectaculaire (27-12), puis quittant le terrain sous l'ovation chaleureuse de trois mille Basques.

JUDO : le Tournoi de Paris

## Une famille en kimono

En inscrivant son nom pour la troisième année consécutive au palmarès du Tournoi international de judo de Paris, Jean-Pierre Hansen a fait aussi bien que Jean-Luc Rougé et Angelo Parisi avant lui. Ce résultat devrait enfin lui donner la possibilité d'être sélectionné aux championnats d'Europe, qui doivent avoir lieu cette année, du 7 au 10 mai, à Paris.

Marc Alexandre, qui le harait régulièrement dans la catégorie des moins de 65 kilos, est, en effet, monté dans la catégorie supérieure (moins de 71 kilos), où il s'est d'ailleurs brillamment imposé aux dépens du Japonais Totsuka.

Le passage dans la catégorie de poids supérieure a été favorable à deux autres Français. Après avoir longtemps régné chez les mi-moyens, Pierre Vachon a connu le succès pour son premier essai en moyens dans un tableau qui comptait pourtant le Gôtho mondial et olympique des moins de 86 kilos. Quelques semaines après avoir quitté les rangs juniors, Stéphane Traineau s'est imposé en seniors chez les mi-moyens en infligeant au champion national des moins de 95 kilos, Roger Vachon, sa première défaite face à un Français depuis sept ans.

Au total, un bon tournoi pour les judokas du directeur technique national, Jean-Luc Rougé, qui ont quelques peu éliminé les combattants étrangers en remportant, outre les quatre victoires, deux médailles d'argent avec Roux et Boirie et sept médailles de bronze avec Dibert, Gados, Caytan, Nowak, Berthet, Fournier et Besse.

Dans le stade Coubertin archicomble, les spectateurs trépident. C'est la dernière finale du Tournoi de Paris. Un jeune Français, dont le matin même presque personne ne connaissait le nom, Stéphane Traineau, affronte un mi-lourd britannique, Dennis Stewart. Il est fort comme un bœuf, ce Noir de Liverpool. Sûr de lui. Un peu trop. Il se laisse embarquer dans une course poursuite désordonnée. Il se fatigue. Il s'embrouille. Tout juste ce qu'il faut pour que le Français le cueille comme un fruit mûr. Un grand fangage de hanche bien exécuté : voilà Traineau au palmarès du Tournoi de Paris sur la même ligne que des champions comme le Belge Van de Walle, l'Allemand de l'Ouest Neureuther ou les Français Rougé et Parisi.

Et voilà qu'un petit bout de femme boudin dans les trébuches. Au comble du bonheur, cette brave dame aux cheveux gris ! Lunettes demi-lune sur le bout du nez, donnettes vêtements de laine sur ses épaules : par ce dimanche de glace, on l'aurait plutôt imaginée tricotant un chandail au coin de la cheminée ou faisant sauter des crêpes pour les petits-enfants qu'on milite des spectateurs à gros biceps d'un tournoi de judo. Et pourtant, sa place est bien là : c'est maman Traineau. Une drôle de maman-judo, en vérité.

Mme Andrée Traineau, épouse du directeur de l'école de Mortagne, en Vendée, a trente ans lorsqu'elle accouche de son cinquième enfant. C'est en 1960. Elle décide alors de s'initier à l'art de Jigoro Kano. La tocade devient une passion. Rapidement, elle va mettre toute sa petite famille en kimono. « Même ma vieille mère ! Elle est devenue casquette verte ». Puis, comme elle trouve que le dojo local est trop loin de son domicile, elle ouvre son propre club, dont elle devient professeur. Et, naturellement, son mari en est le président. C'est dans cette ambiance que grandit le petit Stéphane. « Il a fait ses premiers pas sur le tapis à cinq ans. Tout de suite, j'ai su qu'il deviendrait un champion. Il pleurait quand il perdait ».

A vingt ans, Stéphane, qui est devenu un beau gaillard de 93 kilos, prend la victoire avec le sourire. « Mon frère était si sélectionné pour les championnats de France,

ALAIN GRAUDU.



MUSIQUE

«Sémiramis» de Respighi à Palerme  
Pécheresse et repêchée

Opéra de la cruauté et de l'inceste, plus difficile à chanter que du Wagner, plus sulfureux que du Richard Strauss, cette Sémiramis révèle un Respighi ignoré, que l'Opéra de Palerme s'est donné le luxe et les moyens de réhabiliter.

Cela s'appelle «nouvelle création». Autrement dit, repêchage d'une œuvre tombée ou oubliée. On fouille dans les bibliothèques et on en sort la perle digne d'une seconde chance. De ces bonnes actions, qui coûtent moins cher qu'une création — pas de commande à passer et, accessoirement, pas de compositeur vivant à supporter — le Teatro Massimo de Palerme s'est, en quelque sorte, fait une spécialité. Revient ainsi le jour, ces dernières années en Sicile, par la grâce d'une équipe efficace et soudée — administrateur : Ubaldo Mirabelli; directeur artistique : Girolamo Arrigo; secrétaire général : Pietro Diliberto — la Femme serpent de Casella et la Favola del figlio cambiato, une histoire d'enfant échangé, écrite par Frangello et mise en musique par Malipiero. Mais la postérité ne s'était pas laissée amadouer.

L'Opéra de Palerme récidive néanmoins et, pour justifier sa seconde place au classement général des treize établissements lyriques italiens (derrière la Scala, avant Florence), œuvre sa saison 1987, année du centenaire de Respighi, par un bain de sang et de luxure : Sémiramis.

C'est le premier opéra, créé à Bologne en 1910 et jamais repris depuis, d'un Respighi à peu près ignoré. Pas l'impressionnisme sensuel du triptyque romain (Fontaines et Pins de Rome, Fête romaine), mais l'élève de Rimski-Korsakov (Respighi fut premier altiste à l'Opéra de Saint-Petersbourg entre 1900 et 1903), l'admirateur de Richard



Elena Maestri Nazzari

Strauss (la première italienne de Salomé eut lieu en décembre 1906, il est du mal à s'en remettre), le défenseur de Puccini (dirigé par Toscanini à la Scala en 1908 et quel que peu chahuté), italien pourtant (à preuve, ses onze opéras), mais décadent et électrique, moins homme de théâtre que maître de cérémonies déjà mussolinienne (il fut à la fin de sa vie le compositeur officiel du Duce), tragédien outrancier et morbide, médecin du peuple par des actions violentes et initiatiques, wagnérien donc, mais à rebours : pratiquant musicalement le mélange et ne vibrant dramatiquement qu'à l'impureté.

La complexité des imbroglios, la somptuosité du décor à la fois historique et mythique, la brutalité et la rapidité des faits, la noirceur implacable des âmes, tout concourt ici à brutalement le spectateur, à bloquer ses facultés d'analyse, à l'empêcher de s'identifier. La Flamma, seul

opéra de Respighi enregistré, et dans l'ensemble d'une beauté musicale magistrale (1), mène la surcléricalité à l'écritisme sur une toile de fond néobyzantine digne de la Théodora de Victorien Sardou. (Œuvre de jeunesse, œuvre coup de poing, inhumaine, Sémiramis est un hymne orgueilleux à la volupté du péché, dans le décor paradisiaque des jardins suspendus de Babylone. L'amour s'y scelle dans la mort, comme dans Tristan, mais d'une autre façon : on y fait l'amour sur un tombeau !)

Esclaves à demi-dénués et guerriers caparaçonnés, ors, damas et grandes escaliers, lions accroupis et vasques à tortillons, costumes rose bonbon et tentures à motifs géométriques, ne peuplent ni art nouveau : le metteur en scène Sandro Sequi et son décorateur Malatesta ont essayé de noyer dans le kitsch ces remugles empoisonnés. Mais ils n'ont pu empêcher l'impératrice de détourner de son devoir le chef de son armée, de sacrifier à sa haine des esclaves

par dizaines, d'écraser sa rivale comme une hyène, de cracher au visage de son ex-ami, ni d'ailleurs d'être trucidée par erreur de la main même de son triomphateur, son propre fils au demeurant, qu'elle s'apprêtait à épouser en toute conscience et s'écroule tentante, à même le tombeau de son défunt mari. De tels excès ne se prêtent pas à la plaisanterie. Ni de tels vices au rachat. Et quand la lionne de Babylone revient, exsangue, à des sentiments plus maternels et domme du figlio mio à son meurtrier, on ne croit qu'à un détournement particulièrement gracieux de sa perversité. Pour le second degré donc, il faudra repasser.

Carol Neblett, bien que puccinisme, mozartienne et wagnérienne, ne pouvait donc que prendre au sérieux ce rôle insupportable, pour lequel il faudrait à la fois une loquacité Turandot et une Donna Anna. La passion et le désir y semblent directement vocalisés dans un récitatif torturé, passant par les nuances et les intonations les plus opposées, luttant sans arrêt contre un orchestre déchaîné, cordes et cuivres superposés, motifs et instrumentation pittoresques comme dans Rimski, lourds accords parallèles comme dans Boris, progressions chromatiques comme dans Wagner, le tout enchaîné, écriture caméléonesque qui interdit à la voix le confort des airs et la prive du support d'une double instrumentation. Quelques divas, avant Neblett, avaient, paraît-il, déclaré forfait. Elle a simplement terminé fatiguée. Gageons que le jour où on trouvera une Sémiramis repêchée, l'œuvre gagnera, à coup sûr, l'immortalité.

ANNE REY.

(1) Hugaroton : SLPD 12591-93. Prochaines représentations : les 13, 15, 18, 21 et 24 janvier. Elena Maestri Nazzari à Sémiramis, Piero Vissani (le fils séducteur), René Massis (l'amant évincé), l'orchestre et le chœur du Teatro Massimo sont dirigés, avec la flamme nécessaire pour cette musique incandescente, par Massimo de Berrari.

THÉÂTRE

Deux jeunes compagnies à l'Athénée  
Les pieds dans la boue

Lettres aux soldats morts de la Grande Guerre. Tragédie paysanne chez les pionniers du Nouveau Monde.

Écrits de l'arrière, pendant la guerre de 1914-1918, les Lettres à des morts, publiées aux Éditions Borderie, ne sont jamais parvenues à leurs destinataires, les soldats du front. Elles portent la mention «tué», «disparu» ou «fusillé». Dans la petite salle Christian-Bénard, perchée en haut du Théâtre de l'Athénée, Jean-Louis Martinielli les met en scène, et Yann Collette les joue : un voyage d'une heure, vrai et fort, dans les mots, les peurs, les désirs de la France profonde.

Ces lettres, datées pour la plupart de 1916, sont souvent brèves. Elles ont chacune leur parfum : patriotisme enfié, égoïsme des petits tracas quotidiens, sordides histoires sexuelles, misère morale, amour aussi, authentique. Rédigées dans un brutal patois paysan, ou dans un style plus raffiné, peu importe. Car la même émotion court dans cette longue lettre d'un chateaubain à son fils déserteur et dans ces quelques mots d'une mère : «Fais ce qu'il faut, pas plus. Tu me comprends bien, dis ?»

Il y a aussi cette petite fille martyrisée par cette tante, qui écrit : «Papa, reviens, ou je me note dans la mare», et cette femme battue, dévouée, qui séduit les garnisons d'été pour les offrir à son époux lors de son prochain retour. Comme un trop-plein de réel, un «incroyable mais vrai», une accumulation de faits divers en puissance, assez sidérante.

Et pourtant, Jean-Louis Martinielli n'a pas retenu pour son spectacle les lettres les plus chahutées. Pas plus qu'il n'a appuyé le trait. On chercherait en vain dans Je t'embrasse pour la vie — fragment d'une lettre qui donne son titre au spectacle — trace d'un folklore «poilu» ou d'un pathos incontrôlé.

Dans un décor de Paul Hickin — une tranchée boueuse, hors du temps, cernée de silence, — Yann Collette joue, toujours simple et juste, quotidien sans affecterie, plusieurs perspectives : l'émotion de celui qui lit la lettre, ou de celui qui l'envoie ; le rire qui nous saisit parfois, lecteurs d'aujourd'hui. A moins qu'il ne soit un dernier survivant conjurant sa peur, apprenant par cœur ces missives.

Tout est tracé au cordeau. Avec délicatesse, sans fausse pudeur ni complaisance. Le dernier halo de lumière se referme sur une lettre blanche, en état d'apaisement, dans le noir de la scène et dans le grand silence noir qui s'est refermé sur ces mots.

A l'étage inférieur, salle Louis-Jouvet, les personnages de Désir sous les ormes, d'Eugène O'Neill sont, eux aussi, en guerre. Contre cette terre, belle et aride, de l'Amérique pionnière des années 1850, contre leurs désirs. Ils ne cessent de répéter, regardant le ciel : «Bon Dieu, que c'est beau». Et comptent les cheveux blonds des femmes à l'or, ou à la crinière des chevaux. Ça donne l'anne de leurs sentiments. Ici, la femme est utile : elle fait la cuisine et des enfants, des héritiers, qui reprendront la terre.

Le père patriarcal, Ephraïm Cabot, est autoritaire, solide comme un roc. Deux de ses fils, Simon et Pierre, rudes paysans un peu benêts, finiront par se révolter et partir à la conquête de l'Ouest. Le troisième, Eben, né d'une autre mère, est plus fin, plus retors aussi. Il ne songe qu'à venger sa mère, morte à la tâche. Et c'est par une femme, Abbie — la troisième épouse d'Ephraïm — que le scandale arrive. Pauvre femme, à vrai dire, toujours exploitée, fermement décidée cette fois à «posséder», à son tour. Curieux mélange d'arrivisme et de sincérité. Pour garder la forme, il lui faut un héritier. Son mari est trop vieux, elle séduit le fils, Eben, mais découvre l'amour et tue l'enfant né de cette union adultère.

À accentuer le côté primitif de ces personnages, la mise en scène de Claudia Morin n'évite pas toujours le schématisme. Mais dans le décor très simple d'Anne Surges, elle compose avec un sens pictural certain ses figures dans les ors du couchant et les heurs de l'aube. Une image, fulgurante, restée gravée en mémoire : celle de la première nuit d'amour entre Abbie (Hélène Vincent) et Eben (Thierry Rossel) à la lumière d'une bougie. D'un geste bref et rageur, Eben balaise la lumière, avec sa veste, sur ces mots : «Je t'aime.»

ODILE QUIROT.

Théâtre de l'Athénée. Je t'embrasse pour la vie, jusqu'au 13 février. (Mardi, 18 heures, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, 20 h 30.) Désir sous les ormes, jusqu'au 14 février. (Mardi, 19 heures, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : 20 h 30.)

PRÉCISION. — En nommant Joël Chosson directeur du Centre dramatique national des Alpes (Le Monde daté 11-12 janvier), le ministère a créé un précédent : c'est la première fois qu'un gestionnaire, plutôt qu'un metteur en scène, est nommé à la tête de ce type d'institution.

Barenboim et Siegfried

Au milieu du gué

Le patron de l'Orchestre de Paris ne dirigera la Tétralogie à Bayreuth qu'en 1988. Heureusement.

Poursuivant son entraînement en vue de la Tétralogie bayreuthienne de 1988, Daniel Barenboim, après le premier acte de Siegfried en octobre, vient de diriger le troisième avec un superbe Orchestre de Paris et quatre grands chanteurs : Behrens, Laurence, Jerusalem et McIntyre.

Sage précaution car, en dépit d'un succès délectant, Barenboim, comme le jeune héros wagnérien, doit encore poursuivre sa longue marche et franchir le cercle du feu pour atteindre à ce sommet du sublime amour qu'est le réveil de Brunnhilde. Sa maîtrise de l'œuvre et de l'orchestre, déjà éblouissante en octobre, ne fait aucun doute, mais seule l'épreuve du temps, de l'exécution en concert et de la méditation sur celle-ci en un commerce mystérieux

permet le travail de sculpteur qui polit les surfaces, dissout les opacités, pour obtenir la transparence du sentiment, le rayonnement de l'or pur.

Pourtant la première scène nous avait plongé au cœur de l'univers tétralogique, avec le dialogue entre le Voyageur, Wotan au bord du renouveau, et sa vieille complice, Erda, pendant peu à peu son pouvoir, égarée dans ses songes. La véridicité et la splendeur phrasé de Donald McIntyre, malgré un timbre un peu décoloré aujourd'hui que l'orchestre avait tendance à couvrir, donnaient le sentiment de cet ébranlement, tandis que la voix sombre d'Elizabeth Laurence, lovée au fond de son corps, jaillissant en un cri unique, sonnait peu à peu dans le nirvana, silhouette immobile enveloppée de sommeil comme une statue de Michel-Ange.

Mais la rencontre, le duel de Wotan avec son petit-fils n'atteignait pas à la même grandeur d'un tournant métaphysique, Siegfried Jerusalem, comme tant de hérauts, n'ayant plus d'éclat dans la voix que d'idées wagnériennes dans la tête. Et rien dans l'approche du rocher, dans la découverte de Brunnhilde endormie, ne faisait ressentir la présence du sacré, le temps suspendu d'un nouveau monde naît, monde d'une suprême beauté, fil-à-fil dans l'illusion.

Il y avait heureusement Hildgard Behrens, grande profératrice à la voix d'acier, heurtée, frémissante, bouleversée, majestueuse, pourtant presque trop tragique avec ses cheveux décolorés, sa robe noire frappée d'ailles blanches de walkyrie, déjà la Brunnhilde du Crépuscule plutôt que la jeune femme épanouie, rayonnante d'amour, de Siegfried.

Une belle soirée, certes, mais où tous les impératifs n'étaient pas encore maîtrisés.

JACQUES LONCHAMPT.

La mort de Serge Berthoumieux

Nous avons appris avec tristesse la mort d'un excellent confrère, Serge Berthoumieux, après une très longue maladie. Né en 1904 à Bordeaux, il voulait devenir violoniste, mais ses parents s'opposèrent à une vocation considérée comme trop aléatoire. Il se dirigea alors vers une carrière littéraire, rejoignant rapidement ses premiers amours. Il avait collaboré à l'Illustration, dirigé la Revue musicale de France et fait de nombreuses conférences, notamment dans les usines. Mais c'est surtout à la radio, où il donna des émissions régulières entre 1952 et 1975, qu'il avait entendu ce passionné de musique, d'une grande urbanité dans ses jugements. Une messe sera célébrée à sa mémoire le 17 janvier, à 11 heures, à Sainte-Clotilde.

J. L.

La semaine du mélomane

Pour bien commencer l'année Ravel, le mélomane ne manquera pas le concert de musique de chambre présenté lundi, à 20 h 30, à la Comédie des Champs-Élysées : une sonate de jeunesse pour piano et violon, le Trio, la Sonate pour violon et violoncelle, «L'Introduction et allégro», les «Poèmes» de Malmgren, les mélodies populaires grecques, «Don Quichotte», etc., par une pléiade d'interprètes bien choisis (tél. : 45-04-12-15). Si ce grand disparu, lui, est cher (180 F et 240 F la place), les vivants seront gratuits mardi à Radio-France : Malec, Reverbry, Bon, Mèche, Dao à 18 h 30 et une création de Gérard Grisey à 20 h 30, entre des œuvres de Milhaud, Koechin et Bartok.

Les vivants célèbrent aussi les morts. Ainsi, le Nouvel Orchestre philharmonique a-t-il choisi de jouer le Requiem de Ligeti après Et Expecto Resurrectionem Marturum, de Messiaen, jeudi 15 à

20 h 30 en l'église Saint-Louis des Invalides. Le théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis ouvre un cabaret Paris-Vienne-Berlin, avec, comme plat de résistance, le Pierrot lunaire, de Schoenberg, mis en scène par J. Gillibert, soliste Liliane Mazon, les 13, 14, 16, 17, 18 et 19 janvier à 18 h 30 (tél. : 42-43-17-17). Le mélomane sera curieux aussi d'entendre la musique de scène composée par Philippe Hersant (et jouée par le quatuor Enesco) pour Paysage sous surveillance, d'Heiner Müller, à la maison de la culture de Bobigny (lire page 16 l'article de Colette Godard).

Enfin, l'amateur prendra ses quartiers samedi au théâtre du Hamelegh pour la journée «Perspectives du vingtième siècle», intitulée «Orient-Occident» : récital de violoncelle à 15 heures, flûte coréenne à 17 heures et des créations de Yun, Essayad, Pagh-Pan et Mèche à 18 h 30.

G. C.

CINÉMA

«Emmanuelle 5», de Walerian Borowczyk

Le naufrage du mythe

Depuis 1974, où Just Jaeckin révélait le beau visage et le corps délectable de Sylvia Kristel en un film soft, un peu fauché, qui fit le tour du monde et entama sa troisième année d'exclusivité sur les Champs-Élysées, le personnage du roman d'Emmanuelle Arsan a connu en cinéma bien des avatars. Deux come-back forcés, un lifting en forme de érotisme (comme si on pouvait se débarrasser de l'ingélate Kristel), des mises en scène à la sauvette, et déjà une remplaçante, Mia Nygren, météorique. La demoiselle en piste aujourd'hui s'appelle Monique Gabrielle et ne risque guère de faire oublier la créatrice du rôle. Son regard vide, ses mimiques racoleuses dégageant autant de mystère que le bagout d'une entraîneuse un peu pompette. Cessons d'analyser le physique, ce serait déshabiller : elle a de beaux seins, mais le ribble tressaute dans les virages.

Censée être la star d'un film érotique faisant scandale à Cannes, elle s'échappe aux paparazzi qu'en tombant dans le canot (puis le yacht) de Charles Foster, un héritier présumé de Howard Hughes ; elle quitte l'héritier pour les beaux yeux du roi du Bengladesh, maître d'un harem vapoureux, et n'est, hélas, sauvée des griffes du despote que de justesse. Entre-temps, elle a poussé bien des soupirs, subi de fausses brutalités et de vrais brushings, chevauché sans génir des partenaires laborieux, au rythme d'une musique serrée sans vergogne, des plus navrantes, comme le dialogue et le scénario tout à fait erratiques.

Pour signer ce naufrage, on a exhumé Walerian Borowczyk (un des rares cinéastes à faire publier dans son dossier de presse sa nomination au grade d'officier des arts et lettres, on lui dit un grand bravo).

MICHEL BRAUDEAU.

SORTIE LE 14 JANVIER

LA MESSE EST FINIE

un film de NANNI MORETTI

Renseignements Réservation  
42.43.17.17  
Minitel : COM 21

LE TERRIER  
PARIS - VIENNE  
BERLIN  
Mise en scène de  
Jean Gillibert

SALLE JEAN-MARIE SERREAU  
LES ENSORCELÉS  
d'après Les Diaboliques  
de Jules Barbey d'Aurevilly  
Mise en scène de Maurice Attias

THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE 59 BOULEVARD JULES GUESDE 93207 SAINT DENIS



## Culture

## THÉÂTRE

Heiner Müller en français

## Le présent de la tragédie

Heiner Müller vit à Berlin-Est. Il travaille avec Bob Wilson de l'autre côté du mur. Il est à Paris : Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret montent à Bobigny Paysage sous surveillance.



Quartier par Hans Peter Cloos. Ces différences de titre ne sont pas arbitraires.

Le plus international des Berlinois de l'Est, Heiner Müller, est à Paris. CDD plissé, épaulettes, sourcil volontaire, cigare et scotch. A peine changé depuis le temps où le public le découvrait en même temps que Karpis et Langhoff, qui avaient amené de la Volksbühne au TNF, la Bataille, parodie de Brecht violemment teigneuse. « J'ai commencé, a-t-il coutume de dire, là où Brecht s'est arrêté ». Son théâtre est régulièrement monté en français — ainsi Hamlet Machine, par Jean Jourdeuil, Philoctète, par Bernard Sobel, Prométhée, par Guy Rétoré, la Mission, par Philippe Adrien, Quartier, par Patrice Chéreau... Pour Bob Wilson, il a écrit un épisode du grand opéra mondial, toujours inachevé, Civil Wars. Et il a traduit Bernard Marie Koltès en allemand.

Heiner Müller vient de temps en temps à Paris pour des rencontres franco-germaniques, ou quand on y donne ses pièces. Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret présentent à Bobigny, à la Maison de la culture, Paysage sous surveillance (1), court texte qui se trouvait — déjà à Bobigny pour le Festival d'automne — dans le spectacle de Bob Wilson Alceste. En anglais, le titre se traduit par Explosion d'une mémoire. En allemand, par Description d'une image, créé par Ginka Tscholkowa, et à Krefeld, en complément à

« Elles viennent, dit Heiner Müller, des différences de peur selon les cultures. Chacune a son centre de gravité ». Et, là encore, Müller paraphrase Brecht, à qui, d'ailleurs, le thème de Paysage sous surveillance ne doit rien. L'idée vient d'une image : « Le dessin assez maladroit d'une étudiante bulgare qui représente un rêve, avec des symboles freudiens, alors qu'elle ne connaît pas Freud. J'ai commencé à écrire. Tandis que j'avancais, l'image explosait. Bob Wilson m'a demandé un prologue pour Alceste, et je lui ai donné ce texte ».

Heiner Müller cherche la réalité en déconstruisant le processus mental

de l'écriture : Bob Wilson, dans le silence qui entoure les paroles, dans l'ombre qui cerne la lumière. Les deux hommes sont tellement opposés qu'ils semblent ne pas appartenir au même monde — au-delà même des questions d'Est et d'Ouest. En fait, c'est ce qui les rapproche. Chacun s'appuie sur son « centre de peur », et en joue — pour en déjouer les effets paralytiques. « Le désespoir est une force », a dit Heiner Müller. Et quand, à propos de Quartier, on se passe après la troisième guerre mondiale, on lui parle de pessimisme, il fonce de s'écrier : « Ce n'est pas pessimisme d'imaginer deux survivants, au contraire. » Le paradoxe est pour lui un terrain familier. Raison supplémentaire de collaborer avec Bob Wilson, ce qu'il fait actuellement.

Ensemble, ils travaillent à Berlin-Ouest, à la Schaubühne, sur la seconde partie de DDD. Bob Wilson, seul, avait composé la première partie en 1976, suite de tableaux passablement morbides, fantastiquement beaux, et qui lui avaient été inspirés par Rudolf Hess. La seconde partie est un « projet sur Kafka », précise Heiner Müller. Bob Wilson (qui n'a rien à lui envier dans le domaine du paradoxe) a découvert une similitude entre les deux : Kafka est quelqu'un qui ne peut pas vivre. Hess, quelque un qui ne peut pas mourir. Et lui, qu'en pense-t-il ? Il cite Walter Benjamin, qui a dit : « Kafka était le premier écrivain bolchevique, et moi je suis le dernier écrivain catholique ».

Bob Wilson, dit-il s'intéresse à Kafka en ce qu'il était le rédacteur en chef qui empêchait l'homme de vivre. L'un et l'autre se cherchent au-delà du monde animal. Mon travail avec Wilson n'a rien changé à ce que j'ai toujours fait, mais, en somme, l'a renforcé. Bob Wilson vit sur l'obsession de son enfouissement, et je lui ai donné ce texte ».

Heiner Müller cherche la réalité en déconstruisant le processus mental, à la Schaubühne, sur la seconde partie de DDD. Bob Wilson, seul, avait composé la première partie en 1976, suite de tableaux passablement morbides, fantastiquement beaux, et qui lui avaient été inspirés par Rudolf Hess. La seconde partie est un « projet sur Kafka », précise Heiner Müller. Bob Wilson (qui n'a rien à lui envier dans le domaine du paradoxe) a découvert une similitude entre les deux : Kafka est quelqu'un qui ne peut pas vivre. Hess, quelque un qui ne peut pas mourir. Et lui, qu'en pense-t-il ? Il cite Walter Benjamin, qui a dit : « Kafka était le premier écrivain bolchevique, et moi je suis le dernier écrivain catholique ».

Les raisons pour lesquelles Heiner Müller reste à l'Est — avec une situation à vrai dire privilégiée — varient selon les moments, son humour sarcastique. « La feuille d'impôt est plus simple à remplir ». « Pourquoi continuez-vous à écrire en France ? » Boutades. Il a dit aussi qu'il est incapable de s'intégrer à une société où l'argent est une valeur absolue, que passer d'un Berlin à l'autre, c'est changer de civilisation, de culture, traverser le mur du temps.

« Mais, aujourd'hui, il raconte une histoire de Berlin-Est : dans la rue, un policier s'efforce à calmer les gens. Passé un officier qui lui demande la raison de sa douleur. « Mon père est mort ».

« C'est très triste, mais normal, tu dois le comprendre, te calmer. Le policier se calme, en effet, mais, une heure après, l'officier le retrouve pleurant de plus belle. « Alors ? »

« Alors, explique le policier, je viens de rencontrer mon frère, son père aussi est mort ».

Propos recueillis par COLETTE GODARD. \* Paysage sous surveillance, Bobigny, MC 93, du 13 janvier au 12 février.

## La mort de Pierre Louis

Le comédien Pierre Louis est mort dans la nuit de samedi à dimanche à l'âge de soixante-dix ans. Il était hospitalisé depuis un mois à la clinique de Massy-Palaiseau (Essonne).

(Comédien, chanteur, animateur de télévision et de radio, producteur d'émissions de radio et de télévision, Pierre Louis, célèbre dans les années 50, collaborait encore ces dernières années à l'émission « Mardi cinéma », de Pierre Tchernin, sur Antenne 2.

Pierre Louis était né le 14 juin 1917 à Mâcon. En 1930, à treize ans, il joue son premier rôle, celui d'un mineur dans la Tragédie de la mine, un film du metteur en scène allemand, G.W. Pabst. L'année suivante, il quitte l'école et travaille successivement, du début de l'année, avec Pierre Blanchard et Charles Vanel, les Héros de la Marine, les Deux Jours, d'Yves Allégret, etc.

En 1939, Pierre Louis, devenu sous-officier, a pour sergent instructeur, Jean Legrand, qui n'est autre que Jean Volaire, et ensuite, successivement, Au bout du monde, avec Pierre Blanchard et Charles Vanel, les Héros de la Marine, les Deux Jours, d'Yves Allégret, etc.

A la fin des années 50, Pierre Louis, toujours sur l'initiative de Jean Volaire, fait ses débuts à la télévision, où il sera successivement animateur de spectacles, acteur et réalisateur.

## Communication

Feu vert pour cinquante-deux villes, feu rouge pour les autres

## Comment la DGT a réussi à casser le plan câble

Cinquante-deux villes auront donc droit à un réseau câblé. Les autres devront attendre, quelles que soient les promesses faites, M. Longuet ayant mis fin au câblage systématique de la France décidé par son prédécesseur, M. Mendeau. Les élus restés sur la touche ne cachent pas leur mécontentement : la DGT a cassé le plan câble.

Pour faire face à cette grogne politique, M. Longuet met essentiellement en avant trois arguments. Le premier sort tout droit du bréviaire libéral. Il consiste à nier le caractère de service public du câble sous prétexte qu'il ne distribue que des programmes « ludiques ». A quelques millions de téléspectateurs. Dès lors, conclut le ministre, il est injuste de le financer sur le dos de la totalité des abonnés au téléphone. Dange-reux arguments : le câble ne représente que 10 % des investissements de la DGT, qui ne présentent pas tous un intérêt évident pour l'ensemble des abonnés du téléphone. Le même raisonnement conduirait de proche en proche à remettre en question toute la logique du financement public.

La deuxième justification est d'ordre économique : l'investissement dans les réseaux câblés serait structurellement déficitaire. M. Longuet estime que le prix de location des réseaux demandés par la DGT aux opérateurs privés ne couvre pas le coût de câblage, sauf peut-être à Paris. Le grand coupable serait la fibre optique, qui se révèle plus chère que prévu. Le ministre rallie ainsi le point de vue traditionnel de la DGT, contesté pourtant par le Centre national d'études sur les télécommunications (CNET) et les industriels de la fibre. Vieille polémique dans laquelle il est difficile de trancher.

Mais tout cela n'explique pas le déficit du câble puisque la DGT est aujourd'hui pratiquement revenue au co-câble, trois fois moins cher, parait-il, que la fibre optique. Il semble bien que l'administration des PTT ait commis une surprenante maladresse en annonçant un retour massif à cette vieille technique : les industriels du co-câble ont brusquement augmenté leur prix de 15 % sur les derniers appels d'offres.

## Les comptes du « Point »

Le Point a réussi un joli coup. En lançant une grande campagne de promotion et de vente pour 1987, qui démarre ce lundi 12 janvier, l'hébdomadaire a mis sur deux valeurs sûres : le monde de l'audiovisuel et les vedettes. « On voulait un slogan aussi fort que celui de notre lancement, il y a quatorze ans : « Le Point n'a de comptes à rendre à personne », dit M. Olivier Raynaud, directeur du magazine. Et nous l'avons trouvé : « Le Point, je sais pourquoi je le lis ».

Un coup d'essai a en lieu le 5 janvier. Ce jour-là, dans un placard publicitaire paru dans cinq quotidiens (Le Monde, Libération, la Croix, le Figaro et le Quotidien du Méridien), Christine Ockrent a détaillé ce qui l'avait particulièrement intéressé cette semaine : dans le Point.

Elle sera rejointe par beaucoup d'autres stars du petit écran. Des affiches (3 m x 4 m) font leur apparition dans toute la France, nous montrant, trois par trois, les plus célèbres lecteurs du Point (Catherine Nay, Yves Mourousi et Claude Sérillon ; Christine Ockrent, Jean-Pierre Elkabbach et François-Henri de Virieu ; Anne Sinclair, Patrick Poivre d'Arvor et Bernard Rapp), qui expliqueront, enalte dans la presse pourquoi ils lisent l'hébdomadaire. Et l'on fera appel à des personnalités prises dans d'autres secteurs, à commencer, ce lundi, par Serge Danan.

Point de détail : toutes ces personnalités sans exception ont accepté de prêter leur concours à titre gracieux. ALAIN WOODROW.

## MEDIASPOUVOIRS

La crise mondiale des agences de presse

C'est à lire dans le N°5. Introuvable en kiosque. Pour le recevoir : Tél. (1) 47 23 61 88

A tel point que M. Marc Roulet, nouveau directeur de la DGT, a refusé, il y a trois semaines, de signer les engagements de commande.

Le dernier argument de M. Longuet concerne les incertitudes du marché. « On câble, on câble, explique-t-il, mais on ne sait pas quelle sera la réaction des téléspectateurs ». Il est vrai, comme le souligne le ministre, que la brusque profusion de chaînes hertziennes gratuites peut concurrencer dangereusement les réseaux qui, pour 150 F par mois, ne distribuent que des chaînes de télévision. Mais M. Longuet oublie que le plan de vidéocommunication de 1982 était conçu pour offrir de nouveaux services spécifiques, en particulier la télévision à la carte (pay per view) qui fait fureur aux Etats-Unis. Les réseaux en fibre optique permettaient justement de gérer avec une grande rentabilité la demande et la facturation de chaque abonné. Le cinéma français était fort intéressé par cette nouvelle forme de diffusion.

En choisissant le co-câble, la DGT a hypothéqué le lancement d'un service qui pouvait faire tout l'attrait du câble. Mieux encore, elle a exigé pour le pay per view des tarifs qui rendent son démarrage commercial pratiquement impossible. Tout se passe comme si l'administration des PTT s'était efforcée de saborder le plan de câblage en le rendant a priori déficitaire. Et ce dès avant l'alternance. Le prédateur de M. Roulet, M. Jacques Dardoux, n'apparait pas en 1984 à la multiplicité des chaînes hertziennes, au risque de se faire limoger par le gouvernement socialiste ? N'a-t-il pas refusé de dissoudre la délégation aux vidéocommunications — qui mettrait en cause la fibre optique — malgré les ordres de son ministre, M. Louis Mendeau ?

## La peur de la déréglementation

Cette surprenante résistance du corps des télécommunications au volontarisme du pouvoir politique a deux raisons. La première est d'ordre tactique. Imposée à la hussarde par le cabinet de M. Mendeau au conseil des ministres de novembre 1982, le plan câble n'a jamais été « négocié » avec la DGT. Elle y a vu très rapidement une ingérence du CNET et a développé une réaction de rejet typiquement corporatiste. La seconde raison est plus profonde. Pour la première fois avec le câble, la DGT n'exploite pas directement les réseaux qu'elle construit. Les arbitrages politiques l'ont obligée à partager le pouvoir avec les collectivités locales et des opérateurs privés. Il n'en faut pas plus pour que surgisse le spectre

## Bataille dans la presse australienne

## M. Rupert Murdoch contre-attaque

La bataille pour la prise de contrôle du plus grand groupe de communication australien, celui du Herald and Weekly Times, continue (le Monde du 7 janvier). M. Rupert Murdoch, propriétaire de la Fox aux Etats-Unis, du Times et de Sky Channel en Grande-Bretagne, avait déclenché la première OPA pour 1,8 milliard de dollars, le 3 décembre dernier. Il s'était fait contre quelques jours plus tard par le financier Robert Holmes à Court, qui proposait 2,1 milliard de dollars pour empêcher M. Murdoch, déjà propriétaire de journaux et de télévisions en Australie, de contrôler près de 75 % du marché. C'est aujourd'hui M. Murdoch qui contre-attaque en surenchérissant à 2,3 milliards de dollars.

Parallèlement, la lutte entre les deux hommes se porte sur le terrain juridique. M. Holmes à Court vient, en effet, de déposer un recours devant la Cour suprême de Melbourne. Selon lui, M. Murdoch, qui a pris il y a un an la nationalité américaine pour pouvoir racheter la compagnie audiovisuelle Twentieth Century Fox, ne peut plus acquérir plus de 15 % dans un groupe de communication australien.

Pendant que M. Murdoch livre bataille en Australie, il est attaqué sur ses arrières, à Hongkong. Un autre financier australien, M. Alan

de la déréglementation, la crainte de voir un jour le trafic du téléphone et du transport de données emprunter ces réseaux modernes et échapper aux PTT.

Sous couvert de libéralisme, M. Gérard Longuet ne fait, aujourd'hui, que cautionner le repli tactique de son administration. Soudain avant tout d'opérer sans heurt la transformation de la DGT en entreprise concurrentielle, le ministre veut d'abord rassurer. Le plan câble constituait un blocage sensible, on abandonnera donc le plan câble.

Reste à mesurer les conséquences de ce désengagement. Pour les cinquante-deux villes rattachées au nautrage, pas de problème. Au terme d'un long bras de fer et grâce à la médiation de l'Association des maires des grandes villes de France, la Caisse des dépôts et consignations vient de conclure le premier accord-cadre entre un opérateur et la DGT. Quatorze réseaux pourront ainsi démarrer, dont Rennes, dès le 21 mars. La Campagne générale des eaux devrait améliorer le pes, et la Lyonnaise des eaux — qui a déjà signé pour Paris — négocie des contrats pour ses autres sites.

Les opérateurs, qui se sont longtemps opposés à la DGT sur les conditions d'exploitation des réseaux, sont décidés à enterrer la hache de guerre. Leur objectif prioritaire est maintenant de réussir l'ouverture commerciale sur les prochaines sites, et ils ont besoin pour cela d'une collaboration active de l'administration des PTT sur le terrain. Mais il ne s'agit que d'une trêve provisoire. La polémique rebondira d'ici la fin de l'année avec le dépôt du projet de loi sur la concurrence dans les télécommunications. Il s'agira alors de se partager l'accès aux services à valeur ajoutée, véritable clé de la rentabilité des réseaux câblés.

Il est certain que se rouvrira alors l'ensemble du débat technologique, économique et politique sur le câble. En attendant ces nouvelles règles du jeu, ce sont surtout les industriels qui risquent de souffrir. Si les installations de co-câble (Portenseigne, Sat-Tonne, SPIE, etc.) peuvent compter jusqu'en 1989 sur un marché de 3 milliards de francs de commande publique, les industriels de la fibre optique devront se contenter des contrats existants (Rennes, Gennevilliers, Sèvres-Suresnes-Saint-Cloud, Massy, les douzième et vingtième arrondissements de Paris) sans pouvoir augmenter leur capacité de production. A l'heure où les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne se lancent à leur tour dans la fabrication de réseaux optiques pour leur besoin de télécommunications, la France risque de perdre toute son avance dans ce secteur.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

**EUROPE 1** présente

**A MARIGNY BELMONDO**

**KEAN**

**DUMAS SARTRE HOSSEIN**

**LOCATION: Théâtre Marigny et par téléphone: 42.56.04.41**

## MEDIASPOUVOIRS

Banquiers et producteurs face aux SOFICA

C'est à lire dans le N°5. Introuvable en kiosque. Pour le recevoir : Tél. (1) 47 23 61 88

**QUE CHOISIR ?**

JANVIER 87

**HORS SÉRIE**

**DÉJOUÉZ LES 20 PIÈGES DES ASSURANCES**



## théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LES CRACHATS DE LA LUNE.**  
 Théâtre de la Ville (42-74-22-77),  
 20 h 45.  
**LA VILLE BLEUE,** Arcasse (43-38-  
 19-70), 20 h 30.  
**LE DESIR SOUS LES ORMES,**  
 Ainhéart (47-67-67-27), 20 h 30.  
**JE FEMBRASSE POUR LA VIE,**  
 Assol (47-67-67-77), 18 h 30.  
**HOME,** Cartier, rue Timpette (43-26-  
 36-36), 20 h 30.  
**LA RELIGIEUSE,** Cité Galerie (45-  
 85-38-69), 20 h 30.  
**OU PAR CÔTÉ,** Lucernaire (45-44-  
 15-15), 21 h 15.  
**ANTIGONE,** Théologie, TEB (46-03-  
 60-44), 20 h 30.  
**LA POUDRE AUX YEUX,** Vin-  
 camos, Sorano (48-08-60-83), 21 h.  
**BÈVES INDIQUETTES,** Roucou  
 (46-11-11), 20 h 30.  
**ELECTRE,** Lièvre (45-86-55-83),  
 20 h 30.  
**SOS,** Théâtre 18 (42-26-47-47),  
 20 h 30.  
**LE MAÎTRE NAGEUR,** Petit Odéon  
 (45-27-13), 18 h 30.  
**LA GRANDE MAGIE** (en italien),  
 Odéon (43-25-70-33), 18 h 30.  
**BAUDELAIRE** (45-44-57-34),  
 19 h 30.  
**LES PÊCHES DE BAGNOLET,**  
 Bagnolet, ATEM (43-64-17-17),  
 19 h 30.  
**LA LEÇON DES TÉNÉRETES,** Cité  
 Resseur (45-85-38-69), 20 h 30.  
**LA GALIPETTE,** Petit Marigny (42-  
 56-77-01), 21 h.  
**LES SEINS DE LOLA,** Saint-Georges  
 (48-78-67-47), 20 h 45.  
**SUD, AR** (42-70-03-18), 20 h 30.  
**L'EFFET CLAPIRON,** Moderne (48-  
 74-10-75), 21 h.  
**LA NUIT DES ROIS,** Cité (45-85-  
 38-69), 20 h 30.  
**LES ENSORCELÉS,** Saint-Denis,  
 TOP (42-43-17-17), 20 h 30.

### Les salles subventionnées

**COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15)**  
20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme.  
**CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre :** relâche du 11 au 31 janvier.  
**BEAUBOURG (42-77-12-33), Cinéma Vidéo :** Cinéma et littérature au Japon (se reporter à la rubrique Films/Cinéma-thèque) ; Vidéo-Musiques : 16 h : Introduction à la musique contemporaine ; 19 h : Festaff. de Verdi.

### Les autres salles

**ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Adrienne Monti.**  
**COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.**  
**DAUNOU (42-61-69-14), 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?**

**100°**

**AUX DEUX ANES**  
PIERRE-JEAN VAILLARD  
MAURICE HORGUES  
et les chansonniers  
dans la mordante revue  
**APRÈS LA ROSE  
C'EST LE BOUQUET**

♣

**BIEN BRAIRE  
et LAISSER RIRE**

**LES DEUX ANES**  
ne s'en privent pas

OC 46-06-10-26 et agences

**ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 :**

**GRAND EDGAR** (47-03-09-09), 20 h 15 : Une femme en colère; 22 h : La Marée mène à sa perte des Océanographes, même.

**HUCHETTE** (47-03-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chapeau; 20 h 30 : La Lepon.

**LUCIENNAIRE** (45-04-57-54), 1 : Les Femmes de l'air; 21 h 15 : Koro par Koro - II; 22 h : On réplète Bagatelle.

**MARIGNY** (45-04-04-41), 21 h : La Gellipente.

**MICROPHONE** (47-03-95-22), 20 h 30 : Doux Moments.

**ŒUVRE** (48-74-02-52), 20 h 45 : Léopold le bleu-aimé.

**PALAIS DES GLACES** (46-07-09-93), Grande Salle, 20 h 30 : F. Choppi.

**PAIS-ROYAL** (42-97-59-81), 20 h 45 : La Fête de la Saint-Jean.

**RENAISSANCE** (42-08-18-10), 21 h : La Maison des Jeunes et de la culture.

**SAINT-GERGÈRES** (48-76-63-67), 20 h 45 : Les Soins de Lola.

**TEMPS** (47-07-81-11), 20 h 30 : Victor ou les enfants du siècle.

**TH. D'EDGAR** (47-02-11-02), 20 h 15 : Les Babes ducres; 22 h : Nos on fait ou les Babes du faire.

**TH. D'ESPEY** (45-53-33-08), 20 h 30 : Paris se comme ça tu fais du mal.

**THÉÂTRE DU ROND-POINT** (45-53-10-88), 20 h : Les Oiseaux.

**TH. DU ROND-POINT** (42-56-60-60), Grande Salle, 20 h : Les Salom.

**TRISTAN-SEBASTIAN** (45-22-08-04), 20 h : Les Tignes vivants.

### *Les cafés-théâtres*

**AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 :**  
J'assure à tes risques ; 22 h : Tous les  
plaisirs, en un seul coup.

**BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), L**  
20 h 15 : Arouh = MC2 ; 21 h 30 :  
Démones Loulous ; 22 h 30 : Bouffe des  
blancs... - IL 20 h 15 : les Sacris  
Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés  
Service.

**CAFE D'EDGAR (43-20-85-11), L**  
20 h 15 : T'es t'vu... wala... Zouline ;  
21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 :  
Orties de secours... - IL 20 h 15 : P. Sei-  
vadori ; 21 h 30 : le Chromosome cha-  
teau... 22 h 30 : Elles nous veulent  
toutes.

**PETIT CASINO (42-78-36-30), 21 h :** Les  
casseuses vaches ; 22 h 30 : Nous, on

***Jazz, pop, rock, folk***

(Voix aussi les interventions)

**RABIER SALÉ** (42-33-37-71), 23 h : Rem-  
cour.

**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (43-26-  
42-26), 21 h 30 : R. Guérin.

**DUNOIS** (45-84-72-00), 19 h 30 :  
Worked.

**PETTI JOURNAL SAINT-MICHEL**  
(43-26-28-59), 21 h : Alligator Jazz  
Band.

**PETTI JOURNAL MONT-PARNASSE**  
(41-56-70), 21 h : Marly Swing Col-  
lege.

**PETTI OPPORTUN** (42-36-31-36),  
23 h : R. Waters, S. Rahmerson, P. Bou-  
squet, E. Lander.

**SLOW CLUB** (43-33-84-30), 21 h 30 :  
S. Guérin, B. Vasseur.

**SUNSET** (42-61-46-60), 23 h : D. Max-  
lags/K. Chahin quartet.

## Les concerts

Salle Gaveau, 20 h 30 : V. Diaz-Frenot (Mozart, Debussy, Albéniz).  
Théâtre du Lierre, 20 h 30 : Cycle acoustique.  
Ecole Akacienne, 18 h 45 : Quatuor Arcana (Haydn).  
Comédie des Champs-Élysées, 20 h 30 : Quatuor Roussel (Ravel).  
Salle Cortot, 20 h 30 : Trio TH. Diette, S. Rodesco, T. Vartel (Bartok, Debussy, Prokofiev).

### En région parisienne

**CRÉTEIL**, Maison des arts (48-99-90-50), 20 h 30 : Eden.  
**SAINT-DENIS**, Théâtre G.-Philippe (42-43-17-17) : Salle J.-M.-Serreau, 20 h 30 : les Ensorcelés.  
**VINCENNES**, Th. D.-Sorano (48-08-60-83), 21 h : la Poudre aux yeux.

**Le Monde Informations Spectacles**  
**42-81-26-20**

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
(de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)  
**Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club**

**Lundi 12 janvier**

# cinéma

**Les films américains (\*) sont intervertis aux  
mises de trains non (\*\*\*) avec mise de dis-  
cussion.**

**La Cinémathèque**

**CHAILLOT (47-04-24-26)**  
20 h 30. An avant-première: La messe  
en saisi, de Niemi Melrose (Voist).

**BEAUBOURG (43-78-35-57)**  
**Hommage à la Cinéma-thèque**  
90 ans: Pendant le 7e guerre mondiale : La  
démarche du capitaine de Germain  
au cours de cinéma; 17 h. Le grand blond  
avec une chemise noire, de F. Robert;  
19 h. La raison du plus fou, de Y. Reich-

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU**  
**SALLE GARCIA (42-78-37-39)**  
**Cinéma et Plateau**  
14 h 30. L'instituteur de la nomenclature,  
de S. Teyroba; 20 h 30. Le fûil de cha-  
se, H. Goshou; 20 h 30, Kaseki/Les fonties,  
de M. Goshou;

**JULIETT O'LEARY (43-25-59-83); Pagoda:**  
7 (47-05-12-15); Gaumont Opéra,  
47 (47-42-06-33); Gaumont Colisée, 83  
(43-59-29-46); 14-Juliet Bastille, 116  
(43-57-00-81); Revue-Montparnasse,  
15° (45-44-25-02); 14-Juliet Bougre-  
noise, 15° (45-75-79-79).

**CHARLOTTE FOR EVER (P.) (43-31-31-32-36); Marignan, 83 (43-59-92-82).**

**LE CHEVALIER A LA ROSE (AIL.  
v.a.); Vendôme, 37 (47-89-57).**

**KATE SPEER (43-59-10-ADIEU (A.v.d.).**  
La Botte à film, 17 (46-22-44-21).

**LA COULEUR POURPRE (A., v.o.)**  
Chaplin (46-33-10-10)  
(43-26-79-17); V.F.; Ely, Lucania,  
83 (43-59-36-14); Lumière, 9 (42-46-49-07).

**COUPURE PRIVÉ (F.): Forum Orient-Express,**  
11° (43-33-42-06); George-V, 85  
(45-62-41-46); Parnassien, 143 (43-20-30-19).

**LES DEUX SEURS (Iran) (v.a.), Utopia, 34**  
**(46-24-84-55).**

## Les exclusivités

**AFTER HOUSES** (A. v.a.): Le Triomphe, (45-40-57-63);  
**ALJANTIK** (Ind., v.a.): République Cinéma, 11\* (48-05-51-33).  
**ALIENS, LE RETOUR** (A.v., v.f.): Lumière, 9\* (42-46-49-07).  
**AMERICAN WARRIOR II** (A.v., v.p.) : \* : Prince Edward, 15\* (42-33-42-26) ; George V., 6\* (45-62-41-46) ; Normandie, 4\* (45-63-16-16) ; V.F. Rex, 2\* (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14\* (42-37-50-51) ; Gaumont Opéra, 9\* (47-42-56-31) ; UGC Bobino, 13\* (43-26-34-44) ; Mistinguo, 14\* (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14\* (43-20-12-06) ; Comédie Caumartin, 15\* (45-57-39-33) ; Images, 19\* (45-22-47-94).  
**L'AMOUR SORCIER** (Esp., v.a.) : Studio 43, 9\* (47-70-63-08).  
**L'ANNÉE DU DRAGON** (A., v.a.) : Studio 43, 9\* (47-70-63-08).  
**ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS** (F.), 14-Juillet Odéon, 6\* (43-25-59-63) ; George-V, 6\* (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 14\* (47-42-56-31) ; Favette, 19\* (43-26-34-44) ; Montparnasse, 14\* (45-39-52-43) ; Gaumont Conventuel, 15\* (48-28-42-27) ; Pathé Alcyon, 18\* (45-22-47-94) ; Pathé Clésia, 14\* (43-27-50-51).  
**AUTOUR DE MINUIT** (Fr.-A., v.a.) : Cluny Palace, 6\* (43-25-19-00) ; Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08).  
**LES BAILEURS DU DÉSEIN** (Tunisien, v.a.) : Utopia, 3\* (42-36-84-65).  
**BASIL DETECTIVE** (Private, A., v.e et f.) : Forum Horizon, 15\* (45-08-57-57) ; Grand Rex, 4\* (42-36-84-65) ; UGC Montparnasse, 6\* (43-27-50-51) ; UGC Ermatinger, 8\* (43-63-16-16) ; UGC Bobino, 13\* (43-26-34-44) ; UGC Opéline, 14\* (43-26-34-44) ; Mistinguo, 14\* (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15\* (45-74-93-40) ; Napoléon, 17\* (42-67-63-42) ; Pathé Clésia, 18\* (45-22-47-94).  
**BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE** (Fr.) : Utopia, 3\* (43-26-84-65).  
**BIRDY** (A., v.a.) : Boîte à Livers, 17\* (46-22-44-21).  
**BOIS SAUSSES DE LIVERPOOL** (Ang., v.a.) : Forum Horizon, 15\* (45-08-57-57) ; Hauteclaire, 6\* (46-33-79-38) ; Margarin, 8\* (43-59-92-82) ; Montparnasse, 14\* (45-39-52-43) ; F.T. Galais, 19\* (45-18-03-03) ; Gaumont Parnasse, 14\* (43-35-30-40).  
**BRAZZIL** (Brit., v.a.) : Epée-de-Bois, 5\* (43-37-57-47).  
**CHAMBRE AVEC UNE FEMME** (Br., v.a.) : Utopia Champillon, 5\* (42-36-84-65).  
**DESCENTE AUX ENFERS** (Fr.), 14-Juillet Parnasse, 14\* (45-39-52-43).  
**Pavos**, 15\* (45-54-46-85).  
**DÉSORDRE** (Fr.) : Luxembourg, 6\* (46-33-77-77).  
**DEUX FLICS À CHICAGO** (A., v.a.) : UGC Bobino, 13\* (43-26-34-44).  
**DOUBLE MESSIONS** (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6\* (46-33-10-82) ; République Cinéma, 11\* (48-05-51-33).  
**EN DIRECT DE L'ESPACE** (A., v.f.) : UGC Bobino, 13\* (43-26-34-44).  
**L'ÉTAT DE GRACE** (Fr.) : Forum Arc-en-ciel, 15\* (42-97-53-74) ; Impérial, 9\* (42-47-72-52) ; Saint-Germain-Huchette, 9\* (46-33-63-20) ; UGC Montparnasse, 6\* (45-39-52-43) ; George-V, 6\* (45-62-41-46) ; Mercury, 14\* (45-62-41-46) ; UGC Gare de Lyon Basilin, 19\* (43-43-01-59) ; Favette, 19\* (43-26-34-44) ; Parnasse, 14\* (43-35-30-40) ; Convention, St-Chesles, 17\* (45-79-39-33) ; Pathé Clésia, 18\* (45-22-47-94).  
**DOWNS BY LAW** (A., v.a.) : Gaumont Halles, 15\* (42-97-70-70) ; Gaumont Opéra, 14\* (47-42-56-31) ; Les Nouveaux des-Arts, 6\* (43-26-49-18) ; Colisée, 9\* (43-59-29-46) ; 14-Juliet Basilin, 19\* (43-43-01-59) ; Gaumont Parnasse, 14\* (43-35-30-40).  
**L'ENTRÉE DU SOLEIL** (Jap., v.a.) : 14-Juliet Parnasse, 17\* (43-26-84-65).  
**FAUBOURG SAINT-MARTIN** (Fr.) : Utopia Champillon, 5\* (42-36-84-65).  
**LA FEMME DE MA VIE** (Fr.) : Lahm, 14\* (42-37-50-51) ; UGC Biarritz, 8\* (43-35-30-40) ; Gaumont Parnasse, 14\* (43-35-30-40).  
**LES FUGITIFS** (Fr.) : Gaumont Halles, 15\* (40-26-12-21) ; Gaumont Opéra, 2\* (42-47-60-33) ; Bretagne, 6\* (42-22-47-60) ; UGC Convention, 15\* (45-74-93-40) ; 22-78-80) ; 14-Juliet Odéon, 6\* (43-25-59-63) ; Ambassade, 8\* (43-59-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8\* (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8\* (43-35-30-40) ; Nation, 12\* (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon Basilin, 19\* (43-43-01-59) ; Basille, 11\* (43-42-16-80) ; Favette, 19\* (43-26-34-44) ; Gaumont La Rochelle, 10\* (43-30-18-03) ; Gaumont Alcia, 14\* (43-27-86-90) ; Gaumont Parnasse, 14\* (43-35-30-40) ; 14-Juliet Beugnonville, 19\* (43-43-01-59) ; Polygramme, 19\* (43-27-86-90) ; Maillot, 17\* (47-48-06-01) ; Pathé Wepler, 18\* (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20\* (46-36-10-90) ; Socorran, 19\* (42-47-60-33).  
**HOMME ET SE SECOURS** (A., v.a.) : Studio de la Harpe, 5\* (46-34-25-52).

## LES FILMS NOUVEAUX

**LE BEAUF**, film français de Yves  
Aumont et René Moriconi (12-  
08-57-57) ; Haneufeuille, (46-43-  
79-38) ; Marignan, 8 (43-59-  
92-82) ; St-Lazare Pasquier,  
(43-59-133) ; Faut pas se gêner  
(33-88) ; Maxville, 9 (47-70-  
72-86) ; Bastille, 11 (43-42-16-80) ;  
Nature, 12 (43-59-46-7) ;  
vestis, 13 (43-59-46-7) ;  
Monsieur-Patbé, 14 (43-20-  
12-06) ; Mistral, 14 (43-59-32-43) ;  
Gommes, 15 (43-59-32-43) ;  
42-27) ; Patbé-Clicly, 15 (45-22-  
46-21).

**COCA COLA KID**, film australien de  
Dusan Makajovic, v.o. : Cline-  
Beauchamp, 14 (43-59-32-43) ;  
UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;  
UGC Rotonde, 6 (45-74-44-94) ;  
UGC Marignan, 15 (45-62-28-22) ;  
UGC Montparnasse, 6 (45-74-  
94-94) ; UGC Boulevard, 15 (45-74-  
95-40) ; UGC Lyon Bastille, 11  
(43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13  
(43-36-33-44) ; UGC Convention,  
15 (45-74-03-40).

**EMMANUELLE V (\*\*)** , film fran-  
çais de Valérie Borowczyk ; Forum  
Horizon, 11 (45-08-57-57) ; St-  
Michel, 17 (43-36-76-17) ;  
Marignan, 8 (43-59-92-82) ; George V,  
8 (45-62-41-64) ; Maxville, 9 (47-  
70-72-86) ; La Bastille, 9 (47-70-  
72-86) ; France 1, 11 (43-42-  
16-80) ; Fawette, 11 (43-42-  
16-80) ; Mistral, 14 (45-39-  
52-43) ; Montparnasse-Patbé, 14  
(43-20-12-06) ; Gaumont-  
Paradise, 15 (48-28-42-27) ;  
Patbé-Clicly, 19 (45-72-46-01) ;

Gaumont-Gambetta, 20 (46-36-  
10-96).

**FIRESTARTER**, film américain de  
Mark Lester, v.o. : UGC Odéon, 6  
(42-25-10-30) ; UGC Emmapia, 8  
(45-63-16-16) ; v.f. : Maxville, 9  
(47-70-72-86) ; St-Michel, 17 (43-  
36-76-17) ; Gaumont-Paradise, 15  
(44-75-45-40) ; UGC Lyon-Bastille,  
11 (43-43-01-59) ; Miramar, 14  
(42-20-89-52) ; Secrétain, 19 (42-  
41-77-17).

**NOL DARLING N'EN FAIT QU'A  
SA TÊTE**, film américain de Spike  
Lee, v.o. : Gaumont-Halles, 11 (42-  
97-40-70) ; Gaumont-Opéra, 2 (47-  
42-60-33) ; St-Germain des Prés, 6  
(45-74-03-23) ; St-Augustin, 9 (43-  
62-26-48-18) ; Colisée, 8 (43-  
59-29-26) ; Eucural, 13 (47-07-  
28-04) ; Gaumont-Paradise, 14  
(43-20-12-06) ; Gaumont-Opéra,  
14 (43-27-78-50) ; Gaumont-  
Convention, 15 (48-28-42-27).

**PEGGY SUE S'EST MARIÉE**, film  
américain de Francis Coppola, v.o. :  
Gaumont-Halles, 11 (42-97-40-70) ;  
Gaumont-Opéra, 2 (47-42-60-33) ;  
St-Jacques, 10 (43-36-76-17) ;  
Gaumont Champ-Élysées, 8 (43-59-  
04-07) ; 14 Juillet-Bastille, 11 (43-  
57-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle,  
15 (45-75-79-79) ; Gaumont-  
Paradise, 14 (43-20-12-06) ;  
Gaumont-Alexia, 14 (43-22-7-  
64-50) ; Madoir, 17 (47-48-06-06) ;  
v.f. : Rex, 2 (45-36-83-93) ; UGC  
Montparnasse, 14 (45-74-44-94) ;  
UGC Lyon-Bastille, 11 (43-43-01-  
59-51) ; Images 18 (45-72-47-94).

**L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arr. v.o.) :**

Desnert, 14 (43-21-41-01).

**HIGHLANDER (A., v.a.)** : Grand Pavot, 15 (45-54-46-83) ; Tompeurs, 3 (42-72-94-56).

**HOWARD (A., v.f.)** : Convention Saint-Marie, 15 (45-79-33-00).

**JEAN-PIERRE LORENTZ (Fr.)** : Peran Ouest Express, 3 (43-32-32-56) ; Grand Mont Opéra, 2 (47-42-63-33) ; Publicité Elysée, 8 (47-70-26-73) ; Montparnasse, 10 (43-72-52-37) ; Convention Saint-Chrys, 15 (45-79-33-00).

**LE JOUR DES MORTS-VIVANTS (A., v.a.)** : UGC Emerte, 3 (45-63-16-18).

**LE JOUR DES MORTS-VIVANTS (A., v.a.)** : UGC Emerte, 3 (45-63-16-18).

**JUMPIN' JACK FLASH (A., v.a.)** : Cmi Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champé-Elysée, 3 (45-62-20-40) ; V.F. Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 10 (43-72-52-37) ; UGC Howard, 9 (45-49-95-40) ; UGC Gobelins, 13 (43-26-23-44) ; UGC Convention 15 (45-79-33-00).

47-54); 14-June: Beaugrabie, 15° (43-75-79-79).

**KAMIKAZE** (*v.f.*): Studio Contrepoint, p. (42-25-7837); UGC Odéon, p. (42-26-0916).  
**KANAKA**: Cécile, p. (42-26-0916).  
**(1908)**: Paramount Opéra, p. (47-42-5631); Miramar, Al.*a.v.o.* (43-20-89-52) Gaumont Convention, 15° (48-28-72-20), 14-Juillet Beaumarchais, 15° (48-28-72-70).

**LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER** (*A. v.o.*): Gaumont Halles, 15° (40-26-12-26); Gaumont Opéra, 2° (42-26-0916); Parisiens, 14° (42-26-0916); P.C., 15° (45-19-08); V.F.J.: Paramount Opéra, 15° (47-42-5631); Gaumont Alfia, 14° (43-27-84-50); Miramar, Al.*a.v.o.* (43-20-89-52).

**LA LÉONDE DE LA FORTERESSE D'OURSRAU** (Sov. v.a.): Cosmos, Gf. (45-44-28-80).

**LE MAL D'AIMER** (Fr.-J.) : Forum Orient Express, 11° (43-23-42-62); Studio de la Harpe, 5° (46-34-25-52); P.C., 15° (45-19-08); Parisiens, 14° (43-20-32-02).

**MANNON DES SCENES** (Fr.): Forum Horizon, 11° (45-08-57-57); Bretagne, Gf. (42-26-37-97); 14-Juliet Odéon, Gf. (43-25-7837); Gaumont Convention, 15° (48-28-72-20); Gaumont Opéra, 2° (42-26-0916); Publicis Champagne-Elysées, 8° (47-20-76-23); Francia, 9° (47-70-33-88); Maxville 9° (47-70-72-86); Nation, 12° (43-20-46-67); Fauvette, 13° (43-31-60-66); P.C., 15° (45-19-08); Parisiens, 14° (43-20-32-02); Montparnasse Pathé, 14° (43-20-10-26) Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Mailloir, 17° (47-48-06-06); P.C., 15° (45-19-08).

**MALVAUX SANG** (Fr.). Ciné Beauvoir, 3° (42-71-52-36); Saint-Germain-des-Prés, Gf. (42-22-87-23); UGC Danco, Gf. (42-25-10-30); UGC Biarritz, 9° (45-62-30-28); UGC Rotonde, Gf. (45-74-74-50); UGC Boulogne-Billancourt, 9° (45-40-95-40); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27).

**MÈLO (FR.)**: 14-Juliet Odéon, Gf. (43-25-7837); 14-Juliet Paradox, Gf. (42-26-59-83).

**MÉMOIRES DU TEXAS** (*A. v.o.*) : Rotonde, Gf. (45-74-94-94).

**MISSION** (*A. v.o.*): Forum Arc-en-Ciel, 11° (42-97-53-74); Lucernaire Gf. (45-44-57-34); Parisiens, 14° (43-20-32-02); P.C., 15° (45-19-08).

**MON AMI IVAN LAPCHINE** (Sov. v.a.): Épiée de Bois, 5° (43-37-57-47).

**MY BEAUTIFUL LAUNDETTE** (Brit. v.a.): Cinocoches, Gf. (46-33-10-82).

**NELF SEMAINES ET DEMIE** (\*)(*A. v.o.*): Triomphe, Gf. (45-62-45-76).

**NOIR ET BLANC** (Fr.): Ciné Beauvoir, 3° (42-71-52-36).

**LE NOM DE LA ROSE** (Fr. v.a.) : Forum Horizon, 11° (45-08-57-57); Ciné Beaubourg, 17° (42-71-52-36); Haute-fueille, Gf. (46-33-79-38); UGC Danton, Gf. (42-25-10-30); Pagode 7° (47-05-12-31); Margarine, Gf. (45-89-82-83); UGC Normandie, Gf. (45-16-16-16); Juliette Bastille, 11° (43-57-90-84); Kinopanorama, 15° (43-06-50-50); PLM St Jacques, 14° (45-89-08-42); Biennestien, 14° (45-89-08-42); P.C., 15° (45-19-08); 14-Juliet Beaumarchais, 15° (48-28-72-20); Escorial Panorama, 13° (47-07-38-24); Mailloir, 17° (47-22-46-01); V.F.J.: Rex, 2° (42-36-83-93); Impérial, 2° (47-42-72-52); Paramount Opéra, Gf. (47-42-5631); P.C., 15° (45-19-08).

## PARIS EN VISITES

## MARDI 11

- Le musée d'Orsay, 9 h 30, 1 me de Bellechasse.
- Expositions - Les ors hélisténiques de Tarente, 15 h 30, 158, boulevard Haussmann (M. Hager).
- Les salons de ville, 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (AITEC).
- Les collections du musée Lambrét-ner, 14 h 30, 54, boulevard de la Reine, à Versailles (B. Masson).
- Le musée d'Orsay, 10 h 15, métro Opéra, 15 h 30, marches (Paris passion).
- Exposition Jean Arp, 15 heures, 11, avenue du Président-Wilson (P.V. Jaslet).
- Les temples et le quartier du Temple, 14 h 30, métro Temple (M. Jaslet).
- Documents et messages postaux de Césaire à l'Aéropostale, 15 heures, 34, boulevard de Vaugirard (Approche de l'art).
- Les jardins du village de Saint-Germain-des-Près, l'abbaye, ses caves, 14 h 30, église Saint-Germain-des-Près (Vieux Paris).
- La somptuosité parisienne des Invadés à l'Arc de triomphe, 14 h 30, métro Invalides (V. de Langlade).
- Les collections d'art de l'école de l'art, 14 h 30, métro d'Orléans, tour de l'enceinte de Philippe Auguste, l'histoire de la Réforme et l'assassinat de Coligny, 14 h 45, métro Louvre, temple de poche (M. Baassant).
- La musique de Paris, 14 h 15, place du Palais-de-Justice (S. Rojman).
- Hôtels, églises et ruines de Paris, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

## CONFÉRENCES

Maison de l'Europe, 35-37, rue des  
Francs-Bourgeois, 20 h 45 : « Critique  
de la magie ordinaire » (M. B. Lam-  
bert).

1981: 1982 de 1981: 12 (43-43-01-58) -

GALATIE, 13° (45-80-18-03) : Fauvette,  
14° (43-51-56-86); Montparnasse; Pathé,  
14° (43-50-12-06); Gaumont Alésia, 14°  
(43-57-84-20); Gaumont, 14° (43-59-  
22-46-01); Public Works, 14° (43-59-  
22-46-01); Secrétains, 15° (42-41-  
77-99); Gambetta, 20° (43-56-10-36).

A UN VOLÉ CHARLIZ SPENCER  
(fr.) : Forum Horizon, 15° (45-08-  
57-57); Impérial, 2° (47-42-57-12); St.  
Louis, 15° (45-33-53-19); Gaumont,  
Gaumont-Ambassade, 15° (43-59-18-08).  
George-V., 15° (45-62-41-46); Gaumont-  
Parvaise, 16° (43-55-30-40); Gaumont-  
Convention, 15° (42-28-42-27).

COUT OF AFRICA (A., v.a.) : Publicité  
Matignon, 15° (43-59-31-97).

CRIMINAL MINDS (U.S.A.) : Studio Original  
Express, 15° (42-33-42-26); Rex, 2° (42-  
36-43-93); UGC Normandie, 15° (45-63-  
16-16); UGC Bonnevillards, 9° (43-59-  
22-46-01); UGC Coblentz, 13° (43-56-  
32-34); Montparnasse, 14° (43-57-  
52-37).

PÉRIN CENTRAL (Fr.) : République  
Cinema, 11° (48-05-31-39); Ciné Bessy,  
11° (48-05-31-39).

LA PUEBLETEIA (Fr.) : Ciné Beaulieu,  
3° (42-71-52-36); George-V., 15° (45-62-  
41-46); Parisiennes, 14° (43-50-12-06).  
Racine Odéon, 9° (43-26-18-22).

LE REBEL (A., v.a.) : Parisiennes, 14°  
(43-50-12-06).

RECHERCHE SUSAN, DÉSÈSPÉ-  
MENT (A., v.a.) : Studio Galandé  
(h.s.p.), 5° (45-54-72-11).

LES ÉTOILES DE LA MER (Fr.) : LE DÉSEST  
ET L'ENFANT (Sov., v.f.) : Cosmos, 6°  
(45-44-28-80).

MAROSA LUXEMBURG (AIL, v.a.) : Les  
14-Juillet Parvaise, 15° (43-58-30-08).

LA ROSSE POUPÉE PAR CAIRE (A.,  
v.a.) : Grand Préville, 15° (43-58-83-93).  
Châtelet-Victoria, 11° (42-36-12-83).

LE SACRIFIÈRE (France-Suéd., v.a.) :  
Bonaparte, 9° (43-26-12-12); Triomphe  
et Victoria, 11° (43-26-12-12).

SARRAQUINO (Fr.) : Cinochea (h.s.p.),  
6° (46-33-10-82).

SCANDALEUSE GILDA (\*\*\*) (ail., v.f.) :  
Arcades, 2° (42-35-54-58); Montparnasse,  
14° (43-57-52-37).

SID ET NANCY (\*) (A., v.a.) : Utopias,  
5° (42-84-84-65).

LE SIXIÈME JOUR (Egyptien, v.a.) :  
Epée de bois, 5° (43-37-57-47).

SOULEVÉ DE NUIT (A., v.a.) : Temples,  
11° (43-26-12-12).

STOP MAKING SENSE (A., v.a.) :  
Escorial Puozanna (h.s.p.), 13° (47-07-  
28-04).

STRANGER THAN PARADISE (A.,  
v.a.) : Arcades, 2° (42-35-54-58).

TERRIER JAUNE (Chin., v.a.) : Utopias,  
5° (42-84-84-65).

THE ACTRESS (A., v.a.) : Action Chris-  
tine, 6° (43-29-11-30).

THÉRÈSE (Fr.) : Saint-Amand-des-Arres,  
15° (43-30-20-25); Lucernaise, 6° (45-44-  
57-34).

THE SHOP AROUND THE CORNER  
(A., v.a.) : Action Christine, 6° (43-29-  
11-30).

TRISTE HOMME (Fr.) : George-V., 15°  
(45-62-41-46).

TOP GUN (A., v.a.) : Marignan, 6° (43-  
59-22-46-01); Parisiennes, 14° (43-50-  
12-06); Paramount Océra, 9° (47-42-  
56-31).

LA VERIFICATION (Sov., v.a.) : Epée de  
bois, 5° (43-37-57-47).

LA VÉRITABLE HISTOIRE AEL Q  
(Chin. v.a.) : Studio 43, 9° (47-07-  
28-04).

WANDA'S CAFE (A., v.a.) : Forum, 11°  
(42-37-53-74); Hanteufeuille, 6° (46-33-  
33-18); Elysées Lincoln, 6° (43-59-  
22-46-01); UGC Bonnevillards, 15° (45-  
75-79-79); v.f.j. : Rex, 2° (42-36-  
43-93); François, 9° (47-43-73-88);  
Fauteuil, 13° (43-51-56-86); Galaxie, 13°  
(43-51-56-86); Montparnasse Parvaise, 14°  
(43-50-12-06).

**HEINER MÜLLER**

1927  
Paysage en 3 acts  
MONTY



**"PAYSAGE SOUS SURVEILLANCE"**

*Mise en scène: Jean-Jacques de Jean-François Peyret. Avec: Evelyne Dadi, André Wilms  
théâtre: Philippe Herault, Théâtre Nicky Racti.  
et le Quatuor Entescu.*

20 h le 12 Janvier au 12 Octobre 1987 48 31 0 65 4 PHAC

**DU 13 JANVIER AU 14 FEVRIER**  
THEATRE OUVERT NOUVEAU THEATRE D'ANGERS  
**ARROMANCHES**  
Daniel Besnehard / Claude Yersin  
avec Françoise Bette et Andrée Tainsy  
THEATRE OUVERT / JARDIN D'HIVER - LOC. 42 62 59 49



**Mamma Bèa**

18h 30

mardi 13 mercredi 14  
vendredi 16 samedi 17

PRIX UNIQUE 48 F  
4274 2277



FRANCE									
AMCOC	10	3							
HABRITY	.....	5	C	N	D				
ROBESPAE	.....	0-18	N	D					
BOULANGER	.....	-4	13	N					
WEST	.....	1	N						
CARIN	.....	3-11	D						
CHERBOURG	.....	-1	10						
CLERMONT-FERR.	.....	-6	15						
DOON	.....	-7	16	D					
CHATELAIN-BLANC	.....	-7	13	D					
LILLE	.....	-8	13	D					
CHONGES	.....	-7	15	D					
LYON	.....	-4	13	D					
MARSEILLE-MA.	.....	-1	10	D					
MAINTY	.....	-3	10						
MAISON	.....	-3	10						
NICE	.....	9	1	N					
PARIS-MONTM.	.....	-6	12	N					
PAUL	.....	-1	7	D					
VERMOREL	.....	-4	11						
PERRE	.....	-4	11						
STRASBOURG	.....	-6	16						
STRASBOURG	.....	-10	15						

ÉTRANGER									
ALGER	.....	15	-3						
ANTWERP	.....	9	-12						
ATHENS	.....	14	11						
BANGKOK	.....	34	23						
BELGRADE	.....	13	-1	N					
BELGIUM	.....	15	9						
BREXIN	.....	-13	-12						
BRUSSELES	.....	-10	-14	D					
LE CAIRE	.....	18	7						
COPTAGHIAN	.....	-14	-16	T					
DARJIL	.....	25	17	D					
DELHI	.....	15	9						
DESHVA	.....	16	8						
OSERVE	.....	-1	-14	N					
BOMBING	.....	21	14	D					
STANBUL	.....	11	9						
STANBUL	.....	12	3	D					
LESUNNE	.....	12	3	D					
LOVANS	.....	-3	-9						
LOS ANGELES	.....	26	6						
LUTHERBOURG	.....	-12	-17						
MAHIDI	.....	9	-2						
MARRASCOIT	.....	19	12						
MEXICO	.....	27	5						
MILAN	.....	1	-4						
MONTREAL	.....	27	-5						
MOSCOW	.....	27	-5						
NARBON	.....	26	14						
NEW-YORK	.....	6	2						
OSLO	.....	-16	-17						
PALMA-DE-MAJ.	.....	12	1						
PELIN	.....	2	-13						
PRAGUE-PRAGUE	.....	27	25						
RANGOON	.....	13	23						
SINGAPOUR	.....	20	23						
STOCKHOLM	.....	20	-23	</					



# « Services »

## Colloque de la revue «Droit social» sur le nouveau droit de licenciement

Le prochain colloque organisé par la revue *Droit social* dirigée par le professeur Jean-Jacques Dupeyron aura pour thème le nouveau droit de licenciement pour motif économique et se tiendra le 30 janvier à l'université de Paris-II (1).

Le matin, sous la présidence de M. Dominique Balmay, délégué à l'emploi, le professeur Michel Desparx retracera l'histoire de l'accord à la loi. Le professeur Xavier Blanc-Jouvan traitera des licenciements individuels, et le professeur Bernard Teyssie de l'information et de la consultation des représentants du personnel. Le professeur Gérard Couturier abordera les mesures d'accompagnement et le plan social.

L'après-midi, sous la présidence de M. Gabriel Mignot, directeur de l'UNEDIC et ancien délégué à l'emploi, d'autres intervenants précéderont le champ de la nouvelle réglementation. Le rôle et l'intervention de l'administration seront évoqués par le professeur Yves Gaudonnet. Les conventions de conversion prévues par l'accord interprofessionnel seront examinées par le professeur Lyon-Caen, et le professeur Jacques Normand exposera les évolutions possibles pour le contentieux.

(1) Colloque *Droit social*, le 30 janvier à l'université Paris-II, 92, rue d'Assas, Paris 75006. Renseignements : *Droit social*, 3, rue Soufflot, 75005 Paris. Téléphone : 43-25-15-25 ou 43-29-21-40 postes 445 et 538.

## LOTTO N°1 TIRAGE DU MERCREDI 7 JANVIER 1987

16 19 20 33 36 39 32

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR SAMEDI 10 JANVIER 1987 A 20 H 35  
VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES POUR LES DEUX TIRAGES DE LA SEMAINE PROCHAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	12 694 840,00 F
5 BONS N° + complémentaire	22 184 370,00 F
5 BONS N°	1 840 7 350,00 F
4 BONS N°	88 716 155,00 F
3 BONS N°	1 771 481 11,00 F

## LOTTO SPORTIF N°2

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 CADIX	MAJORQUE	9 ATLANTA	FIORENTINA
2 SEVILLE	F.C. BARCELONE	10 BRESCIA	JUVENTUS
3 ATHLETIC BILBAO	OSASUNA	11 EMPOLI	COMO
4 VALLADOLID	REAL SOCIEDAD	12 MILAN AC	UDINESE
5 REAL MADRID	BETIS	13 NAPLES	ASCOLI
6 ESPANOL	SARAGOSSA	14 ROMA	AVELLINO
7 MURCIA	ELIJON	15 TORINO	SAMPDORIA
8 LAS PALMAS	ATLETICO MADRID	16 VERONE	INTER MILAN

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 11 Janv. 1987 : 4 8 10 12 13 14 15

loterie nationale		
TRANCHE N°1 DU SUSPENSE		
1 SEUL BILLET POUR LA SEMAINE - DU SUSPENSE TOUS LES JOURS		
RÉSULTATS COMPLETS		
CETTE LISTE NE TIEN PAS COMPTE DES CUMULS ÉVENTUELS		
DATES DU TIRAGE	NUMÉROS OU TERMINAISONS	MONTANT DES LOTS
LUNDI 5 JANVIER 1987	089 320 823	1 000 000 F 1 500 F
MARDI 6 JANVIER 1987	026 519 282	1 000 000 F 1 500 F
MERCREDI 7 JANVIER 1987	189 336 751	1 000 000 F 1 500 F
JEUDI 8 JANVIER 1987	321 551 867	1 000 000 F 1 500 F
VENREDI 9 JANVIER 1987	211 370 757	1 000 000 F 1 500 F
SAMEDI 10 JANVIER 1987	286 822 559	1 000 000 F 1 500 F
	(2) (1) (5) (4) (0) (8)	5 000 000 F
	064 188	1 000 000 F
	018 939	50 000 F
	054 104	50 000 F
	061 147	50 000 F
	063 834	50 000 F
	065 239	50 000 F
	103 045	50 000 F
	152 191	50 000 F
	186 513	50 000 F
	282 567	50 000 F
	215 038	50 000 F
	219 539	50 000 F
	278 916	50 000 F
	281 314	50 000 F
	286 894	50 000 F
	306 300	50 000 F
	379 439	50 000 F
	339 881	50 000 F
	341 382	50 000 F
	347 329	50 000 F
	389 228	50 000 F
	140	1 500 F
	5	100 F

# Le Carnet du Monde

## Naissances

M<sup>me</sup> Jacqueline GATTI-MONTAIN, M. Claude DOMENACHE, sont heureux d'annoncer la naissance de

Emmanuel, le 26 décembre 1986.

Ambassade de France à Tel-Aviv.

## Décès

Augustin, son fils, Claire Bartoli-Condoumies, son épouse, René et Henri Bartoli, ses parents, André Bouchéras, grand-mère, Michèle et Daniel Bonnetière, Marc et Marie-Hélène Bartoli, Danièle et Bertrand Mantel, Romane et Géry Montier, ses frères et sœurs et leurs enfants, Denise et Georges Carter, leur famille, Et leurs amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean BARTOLI, journaliste,

survenu le 1<sup>er</sup> janvier 1987, à l'âge de trente et un ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, à Montefranco, le 6 janvier.

Une messe sera célébrée le samedi 17 janvier, à 18 heures, au convent des dominicains Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, à Paris-13.

20, rue des Orchidées, 75013 Paris.

M<sup>me</sup> Evelyne Bigon et ses enfants, M<sup>me</sup> veuve Elisabeth Bigon, M<sup>me</sup> veuve Florentine Loustau, M. et M<sup>me</sup> Gaston Bigon, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Bigon et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Bigon et leurs enfants, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert BIGOU,

survenu le 7 janvier 1987, à l'âge de trente-neuf ans.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

7, résidence Esbette, Chemin Lafitte, 64140 Billère.

M<sup>me</sup> Henriette Brode, ses enfants, Christiane, Georges et Didier, Ainsi que les familles parentes, alliées et amies,

font part du décès de

M. Jacques BROID, (1908-1987).

La messe de sépulture sera célébrée en l'église Saint-Paul, à Grange-Canal, le lundi 12 janvier 1987, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> André Busnel, son épouse, Robert et Catherine Jandelle, Didier et Marianne Stephan, Charles et Béatrice Luyt, ses enfants,

Constance, Guillaume, Léa, Marjolaine, Charles-Edouard, Thomas et Timothée, ses petits-enfants,

M. Michel Duché, son beau-frère, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André BUSNEL, ingénieur ESPCI,

survenu le 9 janvier 1987, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 janvier, à 15 h 45, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

22, boulevard Flandrin, 75116 Paris.

son rayon GRAND TAILLEUR

Coque "CRÉATION", 3 essayages en janvier, le costume 4.950 F

62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>

Tél : 43.29.44.10

PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

M. Paul COLLOWALD, son épouse, Isabelle, sa fille, et Thierry Wachters, son gendre, Claire, sa petite-fille,

ont la profonde douleur de faire part du décès, survenu le 9 janvier 1987, de

M<sup>me</sup> Paul COLLOWALD, née Marguerite Meyer.

Les obsèques auront lieu le mardi 13 janvier, à 10 h 30, en l'église du Christ-Ressuscité, rue de Palermo, Esplanade, Strasbourg.

50, avenue Winston-Churchill, 1180 Brunelles.

M<sup>me</sup> François-Xavier Deloison, née Marie-Louise Digomes, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Michel Deloison et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Guy Deloison et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Philippe Deloison et leurs enfants,

Le docteur et M<sup>me</sup> Thierry Binoche et leurs enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Rémi Delaporte et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants,

ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. François-Xavier DELOISON,

survenu subitement le 9 janvier 1987, dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 janvier, à 8 h 30, en la basilique Sainte-Clotilde, 23 bis, rue Lacaze, à Paris-7<sup>e</sup>, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité au cimetière d'Olvet (Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Solferino, 75007 Paris.

M<sup>me</sup> Pierre Devauchelle, son épouse, M<sup>me</sup> Georges Devauchelle, ses enfants, Robert, Bernard, Philippe et Anne, Ses petits-enfants, Sa famille et ses amis,

font part du décès de

Pierre DEVAUCHELLE, ingénieur général de l'armement (généraliste CR), officier de la Légion d'honneur,

survenu le vendredi 9 janvier 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 13 janvier, en l'église de Saint-Vigor-le-Grand (Calvados).

9, rue de l'Eglise, Saint-Vigor-le-Grand.

M. et M<sup>me</sup> Olivier Moal et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Claude Moal et leurs enfants, M. Jean-Pierre Granger, Les familles Danjov, Le Meulais, Porcaux,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et tante,

M<sup>me</sup> veuve Gaston GRANGER, née Marie-Thérèse Ponceire,

endormie dans la paix du Seigneur, le 1<sup>er</sup> janvier 1987, à Vendôme.

L'Hermite, 28230 Clécy.

L'Association pour la recherche de syphilis en sciences humaines

a le regret d'annoncer le décès, survenu le 6 janvier 1987 à Toulouse, de son président, le

professeur Raymond LEDRUT,

qui était également directeur de la revue *Espaces et sociétés*.

Jean-Pierre Buisson, Jacques Chabolle, Daniel Dudes, François et Martine Dujarric de la Rivière, Daniel Hamel, Olivier de la Barre, Jean-Philippe Larameau, Edouard Ledne, Alain et Geneviève Mallart, Claude Quintard, François Rengold, Geneviève Rigot, Jean-Claude Saltiel, Roger Schmutz, Renaud et Martine Segalen, Jacques et Béatrice Singer, Jean et Madeleine Stolz,

Les conseils d'administration des sociétés :

Groupe des industries de la construction électrique (GICEL), Vendôme gestion, Investiparc, Gestion et investissements, guilmet SA, Alliance financière Mallart SA, Financière alliance Tocqueville, Groupe Novalliance,

ont la douleur de faire part de la mort tragique de

M<sup>me</sup> Marguerite MOULENE, leur amie, associée, conseil et commissaire aux comptes,

Ille associant à cet hommage le souvenir de

Michel GUILLAIS-AURAY.

M<sup>me</sup> Emmanuel Rain, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Etienne Rain, M. et M<sup>me</sup> Serge Allain et leurs enfants,

Le professeur et M<sup>me</sup> Jean-Didier Rain et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Dominique Rain et leurs enfants,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Emmanuel RAIN, conseiller d'Etat honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre du Mérite.

Les obsèques seront célébrées le mardi 13 janvier 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas d'Aquin.

L'inhumation dans le caveau de famille aura lieu dans la plus stricte intimité.

74, rue de l'Université, 75007 Paris.

Les membres du conseil d'administration de l'hôpital Saint-Joseph, Le directeur général, La communauté des Filles de la charité de l'hôpital, Le corps médical, Et l'ensemble du personnel,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Emmanuel RAIN, conseiller d'Etat honoraire,

commandeur de la Légion d'honneur, grand officier dans l'Ordre national du Mérite,

président du conseil d'administration de l'hôpital Saint-Joseph de Paris.

Ses obsèques auront lieu le mardi 13 janvier 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris-7<sup>e</sup>.

Hôpital Saint-Joseph, 7, rue Pierre-Larousse, 75014 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 9 janvier 1987 à Grasse, de

M<sup>me</sup> Antoinette ZARRAB, née Lapeyre.

De la part de : Son mari, le professeur Massoud Zarrabi, Son fils, le docteur Christian Zarrabi et son épouse, Elisabeth, Ainsi que ses enfants, Florence, Eléonore et Ariane, Et sa fille, Corinne Zarrabi.

50, chemin du Servan, 06130 Pignatier, Domaine de Clavary, 06810 Auribau.

Avis de messes

Une messe sera célébrée le vendredi 16 janvier 1987, à 19 h 15, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sévres, à la mémoire de

Père Jean-Claude DIETSCH (s.j.), décédé à Douai, le 20 décembre 1986.

Soutenances de thèses

Université Paris-III, mardi 13 janvier, à 9 heures, salle Benjamen, M<sup>me</sup> Ghislaine Tesson : « Etude phonologique et phonétique des semi-voyelles en français parisien. »

Université Paris-IV, mercredi 14 janvier, à 14 h 30, salle des Actes, M<sup>me</sup> Raoul-Hong : « Le dialogue chez Pascal. De la forme dialoguée à la dialectique. »

Université Paris-IV, vendredi 16 janvier, à 10 heures, salle Louis-Liard, M<sup>me</sup> Marie-Blanche d'Arneville, née Champouilly : « La France des jardins et des espaces verts entre 1789 et 1870. »

Université Paris-I, lundi 12 janvier, à 9 h 30, salle Appartement Dossat (centre Panthéon), M. Hassan Gencel : « L'opposabilité des contrats en droit français et égyptien. »

Université Bordeaux-III, vendredi 16 janvier, à 14 h 30, salle des Actes, M. Yvanick Tardieu : « L'œuvre de George Lamming, écrivain antillais engagé. »

Université Paris-IV, mardi 19 janvier, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Eugenio Lozano-Badia : « Etude sur la formation des suffixes dans les langues indo-européennes. »

Université Paris-IV, mercredi 21 janvier, à 14 heures, salle des Actes, M. Joachim Belling Mbaraga : « Les réalisations de l'OCIL et les organismes associés. En matière de logement à l'aide du 1<sup>er</sup> de participation obligatoire des entreprises à l'effort de construction dans la région Ile-de-France. »

Notre abonné, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prie de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## Christian Dior

Afin de préparer sa rénovation pour le 40<sup>e</sup> Anniversaire La Boutique du rez-de-chaussée est en travaux Jusqu'au 21 Mars 1987

Du 12 Janvier au 28 Février 1987 SOLDES EXCEPTIONNELS

PRÊT À PORTER FÉMININ ET ACCESSOIRES  
HAUTE FOURRURE  
PRÊT À PORTER FOURRURE ET CUIRS  
PRÊT À PORTER MONSIEUR ET ACCESSOIRES  
CADEAUX  
BABY DIOR  
LINGE DE MAISON

30, Avenue Montaigne PARIS

## CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal.

7, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 08. (tél. MONPAR 850 675). Renseignements. Tél. 42-47-95-03.

ou au MONDE PUBLICITÉ la veille avant 16 h 5, rue Montpensier, 75007 Paris. Tél. 206 138. Renseignements. Tél. 45-65-81-82.

Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques ..... 69 F Abonnés (avec justificatif) ..... 60 F Communications diverses ..... 72 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

## SOLDES du 5 au 17 janvier

Prêt-à-porter Cravates - Ceintures Maroquinerie

15, rue de la Paix, PARIS-2<sup>e</sup> 42-61-57-58





## Le Monde CADRES

### débattez avec assurance...

Vous avez le goût des responsabilités et de l'animation des hommes. Vous aimez les qualités commerciales et de gestion.

Le GROUPE VICTOIRE, Assurances Abeille Paix, recherche pour renforcer son équipe d'inspecteurs du cadre I.A.R.D. des

### JEUNES DIPLOMES de l'Enseignement supérieur

(Ecoles de Commerce, Maîtrise de Gestion, Sciences Economiques, Droit) ayant le goût du terrain, motivés par une profession en pleine évolution et par un Groupe susceptible de leur offrir des perspectives de carrières intéressantes et variées.

Postes à pourvoir dans différentes régions de France après un stage de formation rémunéré.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. IC2 à Madame Imbert 52, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

cafax

### Rejoignez une entreprise en marche...

#### Ingénieur implantation industrielle

De formation supérieure (Arts et Métiers, T.P., Ingénieur mécanicien), vous avez une expérience de l'entreprise industrielle et de l'implantation de nouveaux matériels.

Vous serez rattaché au Responsable du service engineering.

Lieu de travail : 45300-Phitviers. (Réf. II/1)

#### Pharmacien

Rattaché au Directeur des laboratoires, vous serez chargé des études de pharmacocinétique des produits en développement pharmaceutique ou vétérinaire.

Agé d'environ 35 ans, vous avez une expérience de la fonction.

Lieu de travail : 45300-Phitviers. (Réf. PP/2)

#### Ingénieur optique

Agé d'environ 35 ans, vous serez chargé de la mise au point de nouveaux implants intraoculaires.

Vous avez une expérience dans le domaine de quelques années.

Lieu de travail : 45300-Phitviers. (Réf. IO/3)

**3M**  
**SANTÉ**

POUR CES TROIS POSTES, L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE. Nous vous offrons une entreprise dynamique, des rémunérations motivantes pour des candidats de valeur désirant évoluer dans des postes à responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. du poste choisi à 3M SANTÉ - Direction des Ressources Humaines - 40, rue Gabriel-Crié - 92245 MALAKOFF Cedex.

**WATERMAN**

LA QUALITE



USINE de MONTES

LEADER DANS LA FABRICATION D'INSTRUMENTS A ECRIRE, notre entreprise (600 personnes, 260 MF de CA) affirme une croissance constante. Nos résultats sont brillants et nos objectifs, pour assurer l'avenir, ambitieux : optimisation des moyens, accroissement des performances, de la qualité, de la participation de chacun... Nous renforçons à nouveau notre potentiel humain en intégrant

### 3 JEUNES INGENIEURS

Après formation complète dans notre entreprise à travers les services techniques et de production, nous vous confierons une mission adaptée aux centres d'intérêts que vous aurez démontrés et à nos besoins organisationnels croissants.

Nous souhaitons rencontrer des candidats "autonomes", curieux, désireux d'acquies une expérience appréciable dans une unité de production et motivés par l'opérationnel.

De formation Ingénieur généraliste ou électromécanique ou chimie... vous devez être libérés des O.M. et disponibles.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, prétentions à la Direction du Personnel - WATERMAN - B.P. 35 44802 SAINT-HERBLAIN Cedex.



**L.E.R.S.**

Société de recherche pharmaceutique du Groupe Synthelabo, recrute pour son département Secrétariat Général et Programmes un

## Responsable des dossiers d'enregistrement

Cette nouvelle position susceptible d'évolution a été ouverte en raison de l'expansion rapide de nos activités d'enregistrement. Le candidat :

- assistera le chef du groupe dossiers en prenant en charge la préparation des documents nécessaires au dépôt des dossiers en France ou à l'étranger.
- procédera à cette préparation et au suivi du dossier enregistrement, en liaison avec les autres services de la société et avec ses filiales étrangères.

Lieu de travail Paris 13<sup>ème</sup>.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 3094, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



## ALIMENTAIRE Directeur général Le dynamisme de la PME, la puissance d'un grand groupe.

Nous sommes la filiale d'un groupe de premier plan, fortement implanté en France et à l'étranger, qui poursuit son développement et sa diversification.

Nous recherchons un véritable "patron", d'emblée opérationnel et évolutif.

Sa mission : Il dirigera une société (C.A. actuel : 40 MF) récemment rachetée par le groupe, dont l'avenir est prometteur. Cette société est dotée de ses propres moyens sur les plans industriel, commercial et de gestion. Il animera un personnel actif et qualifié et il mettra en place des structures légères et performantes, lui permettant d'élargir rapidement ses responsabilités à d'autres activités.

Son profil : Diplômé d'une grande école, il aura 8 à 10 ans d'expérience professionnelle et il aura déjà assumé la direction d'un centre de profits à caractère industriel et commercial dans le domaine des produits de grande consommation. Ses compétences financières et commerciales seront solides et il aura un tempérament actif et réalisateur, créatif et entreprenant. Poste motivant et rapidement évolutif.

Ville centre France

Rémunération : 400 000 F +

Ecrire sous réf. XH 237 CC  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

**Lafarge  
Coppee**

L'univers des matériaux  
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'industrie française (ciment - matériaux - biotechnologies), présent dans le monde entier (2/3 du chiffre d'affaires et la moitié de l'effectif à l'étranger), renforce sa vocation internationale et étoffe ses équipes.

### • LE GROUPE OPÉRATIONNEL INTERNATIONAL

recherche un

### Ingénieur d'affaires

de valeur - Mines, ECP, AM - (ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise dans l'industrie de process en fabrication et/ou études, ingénierie), capable de valoriser nos techniques de Bangkok à Caracas.

Le titulaire du poste devra collaborer au projet. L'objectif est la maîtrise d'une présence technique dans de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique du Sud et la poursuite d'une politique active de développement en Asie du Sud-Est. Il assurera :

- la négociation et la gestion de contrats d'assistance technique,
- un rôle d'audit et de diagnostic dans le domaine technique.

Entrepreneur et négociateur, sa réussite dans ce poste lui ouvrira de larges perspectives dans le groupe.

Poste à Paris

réf. GR 266 AC

### • LAFARGE FONDU INTERNATIONAL

Premier producteur mondial de fonts aluminés recherche un

### Ingénieur MINES, ECP, AM...

débutant ou 1 ou 2 ans d'expérience acquise de préférence dans une industrie de process et désireux d'apporter nos techniques dans notre usine "phare" de Dunkerque.

La solide formation, l'expérience enrichissante qu'il aura acquises, associées à ses qualités d'animateur, son goût pour la technique lui permettront d'évoluer vers des responsabilités opérationnelles importantes en France ou à l'étranger.

Ecrire en précisant la référence  
Discrétion absolue

réf. HS 267 AC

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**



**L'Européenne de Banque**

Le développement de notre activité dans le secteur immobilier nous conduit à rechercher un

## Rédacteur crédits promoteurs

CLASSE V OU VI

Vous développerez un portefeuille de clients promoteurs, gèrerez les dossiers existants, et assurerez l'étude, la mise en place et le suivi des concours et des participations.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience obligatoire d'environ 5 ans des opérations de financement immobilier acquise soit dans une banque ou un établissement financier spécialisé, soit dans une société de promotion immobilière.

Vous avez des aptitudes pour les contacts commerciaux et le sens de l'organisation. Vous aimez le travail en équipe et votre expérience de l'encadrement vous sera nécessaire pour animer une unité de gestion.

La classification et la rémunération seront fonction de votre expérience et de votre potentiel.

Déplacements en France à prévoir.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à L'EUROPÉENNE DE BANQUE - Direction des Relations Humaines, 91 rue Laffitte 75009 Paris.



Le Monde  
CADRES

**NORD DE LA FRANCE**  
Importante Société Industrielle, à vocation internationale, spécialisée dans la transformation de produits destinés à l'automobile, désire engager

un **DIRECTEUR COMMERCIAL**

Sa mission :  
- les négociations commerciales de haut niveau et l'animation de la force de vente ;  
- la gestion de l'administration commerciale ;  
- l'interface entre le client et les services techniques de la société ;  
- la supervision des achats des matières premières.

Son profil :  
- diplômé d'une école d'ingénieurs ou de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ...)  
- âgé de 35-40 ans environ ;  
- il pratique couramment l'allemand et possède une bonne maîtrise de l'anglais ;  
- il peut justifier d'une expérience confirmée en matière de négociations et de contacts technico-commerciaux à tous les niveaux.

un **DIRECTEUR ADMINISTRATIF**

Sa mission :  
- la comptabilité générale et analytique ;  
- le contrôle de gestion et les études économiques ;  
- la trésorerie et les relations avec les organismes financiers.

Son profil :  
- de formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO, ...)  
- âgé de 35-40 ans environ ;  
- familiarité avec la fiscalité et le droit français, il possède une solide expérience exercée dans un service financier en milieu industriel.

un **JEUNE INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE**

pour son Département MÉTHODES, CONTRÔLE, RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

Il sera chargé de missions et d'études d'amélioration et de mise au point du processus de fabrication et des produits. Il deviendra notre spécialiste en revêtement électrolytique.

Si l'une de ces offres vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., détails et prétentions), en précisant le poste choisi et la référence LM 630 à l'attention de UNIVERSAL COMMUNICATION 122, chaussée de la Hulpe, 1050 BRUXELLES, qui transmettra vos lettres à la Société.

L'un des leaders de l'agro-alimentaire français coté au R.M. de la Bourse de Paris recherche

**UN CADRE JURIDIQUE**

Vous avez une maîtrise de droit avec une spécialisation en droit des affaires. Vous êtes autonome, polyvalent, animé d'un esprit d'équipe acquis au cours d'une première expérience en entreprise. Vous êtes basé à Paris. Vous conseillez les différents services de l'entreprise et vous participez au règlement des dossiers litigieux. Salaire en fonction de la première expérience : 150 KF et +.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 081 à notre Conseil :

**Cabinet ASCOM SA**  
3, avenue de Porchefontaine  
78000 VERSAILLES

ASCOM REJOINT LES COMPÉTENCES À L'ENTREPRISE

**LYON**

Une grande banque régionale recherche pour son service organisation et méthode un

**ORGANISATEUR**

• Ce sera l'expert de la méthode MERISE pour l'ensemble de ses services. Il assistera les responsables et les équipes de réalisation dans leur méthodologie de conception, de suivi et de cohérence des projets.

• Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (BAC + 4) ayant 1 à 2 ans de pratique de MERISE pour la conduite de projets importants sur gros systèmes.

Adresser lettre + C.V. + prétentions au

**Cabinet Bertrand Bissuel**  
6, RUE DU PLAT • 69022 LYON • TEL. 78 38 36 36

**TRANSPORTS - EXPÉDITIONS - PROGRAMMATION**  
RÉGION SUD-EST

Nous sommes une Société du groupe SAINT-GOBAIN, notre usine de 450 personnes, fabriquant de la grande série, est un outil performant, aux investissements renouvelés. En raison d'une promotion, nous recherchons le

**RESPONSABLE T.E.P.**  
Transports - Expéditions - Programmation

Ingénieur ou gestionnaire, ouvert à la technique et à l'informatique, vous avez 30 à 40 ans, une expérience industrielle qui vous a amené à animer, coordonner, gérer des services aux effectifs importants. Vous prendrez avec nous une nouvelle dimension.

Vous aurez à appliquer vos qualités de rigueur, de créativité, de meneur d'hommes dans une entreprise où le travail se fait en équipe.

Vos effectifs : 100 personnes. Votre tonnage : 80.000 T/an. Vos expéditions : 100 véhicules par jour.

Si vous souhaitez faire le lien entre la technique, le commercial et le client, merci d'adresser votre candidature sous référence 861101 à notre Conseil, Madame Claude FAVEREAU, qui vous garantira réponse et confidentialité.

58, avenue de Suffren, 75015 PARIS.

**Une équipe jeune et de haut niveau rattachée au Directeur de la Comptabilité et du contrôle de gestion**

- Un X, ECP, Mines... réf. KV 270 CM
- Un ESSEC, ESCP, Expert Comptable réf. LW 271 CM

Un groupe du secteur tertiaire, puissant, dynamique et diversifié (CA 13 milliards) recrute, au sein de la société mère, une équipe de deux Cadres de haut niveau, qui sera rattachée au Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion.

Leur première mission sera de faire profondément évoluer les services comptables : analyse des procédures actuelles, élaboration de méthodes plus performantes, développement de l'informatique, tant dans le domaine des gros systèmes que dans celui de la micro-informatique et de la bureautique.

Tous deux auront une première expérience professionnelle et de préférence une bonne connaissance du secteur bancaire ou assurances.

L'un (1 à 2 ans d'expérience) apportera des compétences acquises en organisation et informatique, l'autre (3 à 5 ans d'expérience) en comptabilité et fiscalité. La réussite dans cette mission permettra à ces candidats de premier plan d'accéder rapidement à des responsabilités à la mesure de leur valeur, dans la société mère et dans le Groupe.

Postes à Paris.

Écrire en précisant la référence.

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Chef de service informatique**

Une société industrielle de 1<sup>er</sup> plan (5 usines en France), faisant partie d'un groupe européen, leader mondial dans sa branche, recherche son Chef de service informatique.

Il animera et gèrera l'ensemble des centres informatiques (celui du siège et ceux des usines) qui développent des applications tant dans le domaine des grands systèmes que dans celui de la micro-informatique et de la bureautique.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école (d'ingénieur ou de gestion), ayant au minimum 10 ans d'expérience au sein d'entreprises industrielles et ayant déjà assumé la responsabilité d'un service informatique ou d'un service études important.

Il aura l'habitude de travailler sur du matériel IBM (séries 38 et 43).

À ses solides compétences techniques seront associées de réelles qualités d'animateur et de pédagogue lui permettant de faire progresser ses équipes et d'être reconnu comme un interlocuteur avisé par des "utilisateurs" de haut niveau.

Poste à Paris.

Écrire sous réf. SD 277 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**MONTPELLIER**  
**Jeune chef de service commercial**

Une société performante de prestations de services pour le grand public et les collectivités locales, filiale d'un grand groupe français, leader européen, recherche son Responsable Commercial.

Rattaché au Directeur de la société, il sera mis en place par le titulaire actuel du poste qui a une promotion dans le groupe. Il élaborera et mettra en œuvre la politique commerciale en assumant des responsabilités complètes (ventes, marketing, relations extérieures).

Il animera une équipe de 8 personnes.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation ESC ou équivalente,
- 5 ans d'expérience ventes et/ou marketing,
- de solides qualités de dynamisme et de contact.

Réelles perspectives d'évolution dans le groupe.

Écrire sous réf. VG 280 CM

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**X, MINES, ECP**  
**Diriger un département de conseil en informatique et organisation**

Un des premiers cabinets conseil de France, ayant une activité diversifiée et internationale, recherche le Directeur de son département informatique et organisation : diagnostic et audit, élaboration de schémas directeurs, choix des solutions et des moyens, établissement des cahiers des charges...

Il s'agit d'un département, géré en centre de profits, qui comprend une équipe étoffée de consultants de bon niveau et auquel le Cabinet a la volonté d'imprimer une forte croissance favorisée par un marché porteur.

La réussite dans ce poste implique d'apporter une réelle valeur ajoutée à cette équipe grâce à d'indéniables compétences de manager, en particulier le candidat retenu sera un animateur de talent, un moteur du développement commercial et un garant de la rigueur de la gestion.

Ces qualités auront été exercées et prouvées au cours d'une dizaine d'années d'expérience professionnelle, acquise soit dans un cabinet conseil, soit comme chef de projets informatiques importants chez un utilisateur ou un constructeur.

Poste de premier plan pour un candidat désirant faire une grande carrière de conseil.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 450.000 F. +

Écrire sous réf. EP 265 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Chef de Service marketing et ventes**

Un grand Groupe français leader (prestations de services destinées au grand public) recherche le Chef de service Marketing et ventes de l'une de ses filiales implantée dans l'Est de la France.

Cette filiale à taille humaine veut se donner les moyens de faire face aux nouvelles opportunités de son marché. Le responsable recherché dans cette perspective, directement rattaché au directeur, aura une activité complète, impliquant réflexion et action sur le terrain :

- étude de marchés,
- élaboration de produits,
- promotion des ventes,
- communication, image de marque, relations extérieures.

Ce poste conviendrait à un jeune ESC, désireux de valoriser une première expérience de quelques années, et capable d'assumer une responsabilité globale. Dynamisme, capacité de contact, rigueur et imagination lui permettront de s'affirmer dans ce poste.

Réelles perspectives d'évolution de carrière dans le Groupe.

Poste ville est France

Écrire sous réf. BM 263 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Un secteur d'avenir les céramiques techniques**

La Société des Céramiques Techniques, filiale d'un groupe international de tout premier plan, offre un poste d'

**Ingénieur process pour créer et animer un laboratoire**

Au sein du département "membranes", il sera chargé d'animer le laboratoire de développement applications et d'assurer l'assistance technique aux clients.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (chimiste ou industries alimentaires), ayant déjà une bonne expérience des techniques de séparation acquise en développement ou en production, connaissant parfaitement l'anglais (et si possible une autre langue étrangère), témoignant de solides compétences techniques conjuguées à un excellent sens du contact.

Poste Sud-Ouest

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F. +

Écrire sous réf. WH 281 CM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**De Jeunes Commerciaux pour la vente de logiciels financiers.**

Diplômés Grande Ecole + 1<sup>ère</sup> expérience.

Recevoir nos prospectus, responsables financiers de haut niveau. Leur faire la démonstration des performances de nos produits, et les convaincre de leurs qualités. Voici la mission que nous vous proposons.

Jeune diplômé d'une Grande Ecole (HEC, ESSEC, SUP DE CO, ESCA, IEP...), vous avez, si possible, suivi une option "Gestion Financière".

Votre première expérience (1 à 2 ans) acquise dans une banque, une direction financière, ou dans la vente (de préférence de logiciels ou produits financiers) vous a permis de faire la preuve de votre sens des contacts et de la négociation.

Vous souhaitez aujourd'hui valoriser ces qualités dans une entreprise performante.

Chez CONCEPT, vous bénéficierez, de plus, d'une rémunération très motivante, et de réelles perspectives d'évolution liées à la volonté de développement du groupe.

2 postes sont à pourvoir à notre siège social (Paris - Ouest). Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à notre conseil

IRCOM DÉVELOPPEMENT - 3, rue du JAVÉLOT - 75013 PARIS.

Réponse et discrétion assurées.

15 ans d'expérience dans la conception et la réalisation des logiciels financiers les plus performants ont fait du groupe CONCEPT le n°1 français de l'informatique financière (taux de croissance 80% par an depuis 1983, 1986 : 40 Millions de francs de CA et un bénéfice net de 10%). Notre fort développement s'appuie sur des bases solides : la récente augmentation de capital (de 500 000 F à 30 MF) ainsi que la prise de participation du Groupe THOMSON (30%) en sont la preuve.

Notre croissance s'accroît dans le respect de nos deux valeurs fondamentales : "Qualité et Service".





## Le Monde CADRES



### Un établissement de crédit... à part entière...

Les Caisses d'Épargne et de Prévoyance constituent le plus grand réseau collecteur d'épargne en France. Depuis la « déréglementation » de 1984, elles ont maintenant les compétences pour devenir des établissements de crédit à part entière, au service des particuliers, de l'initiative locale et du développement économique. La Caisse d'Épargne et de Prévoyance d'Evry-Corbeil, 9<sup>e</sup> sur 420, dispose de 315 p. 81 agences et exerce son activité auprès de 96 communes, représentant une population d'environ un million d'habitants. Les potentialités de son développement en parts de marché sont réelles. Encore est-il nécessaire qu'elle puisse vous accueillir, vous, son nouveau

### Patron du réseau

pour l'aider à atteindre ses objectifs : gagner dix points de pénétration dans les années qui viennent. Aidé régionalement et nationalement par la SOREF et la CENCEP pour ce qui est des produits nouveaux et en général de l'adaptation de l'offre à la demande des produits financiers, vous disposerez, sous l'autorité de la Direction Générale, d'une infrastructure efficace pour démultiplier votre action de promotion et d'animation de nos agences. Bien sûr, vous êtes diplômé d'études supérieures, exercez votre activité dans le domaine bancaire et/ou financier, et trouverez chez nous la possibilité de mettre pleinement en valeur votre potentiel commercial et vos qualités relationnelles. A bientôt !

### Chef du service gestion financière

Sous l'autorité du Responsable du Département Financier, à la tête de deux chefs de section et de trois agents administratifs, vous serez à actualiser les procédures administratives, les dispositions d'ordre légal, réglementaire ou comptable. Vous devrez également élaborer les comptes de résultats et les bilans annuels, et en commenterez les écarts. Vous optimiserez les relations financières avec les organismes du réseau (trésorerie, placements...). Jeune ESC, option finance-compta, vous disposez d'une expérience d'environ 3 ans, acquise au sein d'un établissement financier. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence choisie.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



### CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE

Chef de Réseau de 400 Caisses d'Épargne et 21 Sociétés Régionales de Financement  
La Direction Juridique et Fiscale recrute

### JURISTES

#### • RESPONSABLE DU SECTEUR PRODUITS ET SERVICES

Vous serez le responsable, dans le domaine juridique, du secteur des produits et services du réseau (épargne, crédit, comptes, produits divers). Vous disposerez, pour cela, d'une équipe de 4 juristes spécialisés. De formation supérieure 3<sup>e</sup> cycle, option Droit des Affaires ou Droit bancaire, vous avez au moins 5 ans d'expérience au sein d'un réseau financier. Vous avez donc de sérieuses connaissances sur l'activité et les produits bancaires, ainsi que sur la pratique du crédit aux entreprises. (Réf. LMJ/RPS)

#### • SPECIALISTE ACTIVITÉS BANCAIRES

Vous participerez à la mise en place des activités bancaires, élaborerez leur réglementation. Vous apporterez assistance et conseil au Réseau. De formation supérieure 3<sup>e</sup> cycle, option Droit des Affaires ou Droit bancaire, vous bénéficiez d'environ 3 ans d'expérience au sein d'un établissement financier. Vous avez de solides connaissances de la pratique bancaire (comptes chèques, cartes, valeurs mobilières...). La connaissance des produits d'assurance et de prévoyance serait un atout. (Réf. LMJ/AB)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence choisie au :

CENCEP - 5, rue Masseran - 75007 PARIS

### Compagnie Européenne d'Accumulateurs

### TECHNICO- COMMERCIAL FRANCE



1<sup>er</sup> fabricant français d'accumulateurs au plomb - 2 500 personnes - CA 1,2 milliard  
CLICHY (Paris d'Asnières) :

28 ans minimum, de formation ingénieur ou école de commerce, vous avez une expérience de vente technique d'équipements ou de composants aux industries. Des connaissances de base en anglais seraient appréciées.

Nous vous proposons :  
au sein de notre Division Batteries Industrielles **FULMEN** - dans le cadre de son développement, la responsabilité COMPLETE - sur les plans technique et commercial - des ventes en France à des constructeurs et clients nationaux d'engins de manutention et de stockage.  
Vous relèverez du Directeur des Ventes et serez en relation étroite avec le marketing et la force de vente en agence.  
Vous serez chargé notamment de :  
• analyser les données du marché, étudier les besoins techniques des constructeurs et des entreprises utilisatrices ;  
• élaborer, mettre en œuvre les moyens nécessaires au développement des ventes et assurer le suivi commercial sur le terrain à tous les stades ;  
• négocier les contrats avec les constructeurs et les clients nationaux.  
Cours déplacements 3 jours environ par semaine.  
PERSPECTIVES CERTAINES DE PROGRESSION.

Nous vous remercions d'être, sous réf. CET 70 M, en indiquant votre salaire actuel à notre Conseil Richard BÉNAÏQUE - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Vous êtes assuré d'une réponse et d'une discrétion absolue.

### GEO prima Femme Actualité Loisirs

PRISMA PRESSE, filiale française d'un groupe de communication de renom international est devenue, en quelques années, l'un des leaders de la presse magazine grâce à la réussite commerciale de ses titres et à ses méthodes de gestion.

Soucieux de valoriser ces atouts, nous cherchons à développer une gestion dynamique de notre personnel (400 personnes en 1987) basée sur une politique ambitieuse de formation et de communication.

### Responsable formation/recrutement H/F

Vos missions :  
• Optimiser l'expression des besoins.  
• rechercher et mettre en œuvre les solutions adaptées.  
• élaborer le plan de formation et assurer son application.  
• conduire des actions d'animation et d'information interne.  
• participer activement aux recrutements et à la gestion des carrières.

Votre profil :  
Titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac + 4), âgé d'au moins 28 ans, vous justifiez d'une expérience complète de la fonction auprès d'une population à majorité cadre.  
Professionnel de la formation, votre rigueur méthodologique et votre ouverture d'esprit vous permettent également de vous imposer à tous les niveaux de la hiérarchie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence RFR LM, en précisant votre salaire actuel à :

Dominique THULLEZ, Directeur du Personnel - PRISMA PRESSE - 6, rue Daru - 75008 Paris

PRISMA PRESSE

### RÉGION BRETAGNE

ÉTABLISSEMENT FINANCIER : 166 SALARIÉS

POSTE A POURVOIR :

### Président d'un Directoire de 3 membres et responsable direct du département financier

#### DÉFINITION DE LA FONCTION

Outre la présidence du Directoire, le candidat retenu aura la responsabilité de l'ensemble de la Direction Financière dans toute l'acceptation du terme et notamment :

- tableau Ressources-Emplois et analyse financière ;
- fiscalité, gestion de la trésorerie ;
- supervision de la comptabilité générale et du contrôle ;
- organisation d'une comptabilité analytique.

#### PROFIL DEMANDÉ

- Formation supérieure.
- Expérience souhaitée : 5 ans minimum dans un poste de responsabilité.

L'expérience d'une Direction Financière sera appréciée.

Les candidats à ce poste voudront bien envoyer une courte lettre manuscrite indiquant, outre leurs motivations, leurs conceptions de fonctionnement d'un Directoire.

Ils y joindront un curriculum vitae complet et les références détaillées de leur passé professionnel.

Les candidatures devront être adressées avant le 10 février 1987 (date de la poste faisant foi) à :

M. le Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance

CAISSE D'ÉPARGNE DE RENNES

12, avenue Janvier

B.P. 552 - 35006 RENNES CEDEX

DISCRÉTION ASSURÉE.

*L'évolution du succès de notre client,  
de niveau international, est due à la part importante  
qu'il détiend sur un marché en progression et sur lequel  
la position de leader est à portée raisonnable.*

La Direction Informatique renforce sa structure Etudes dans le cadre d'un schéma directeur de grande importance.  
Elle veut s'adjoindre des informaticiens d'expérience, motivés pour ce challenge.

### ANALYSTES PROGRAMMEURS

Possédant une expérience similaire G. COS 6 et si possible G. COS 8 et ayant déjà opéré en bases de données.

Ils ont eu, de préférence, une expérience de grande distribution.

Réf. 50338

### ANALYSTE SENIOR

Ayant au moins cinq ans d'expérience dans un poste similaire, connaissant des systèmes G. COS 6 - G. COS 8 et ayant conduit des projets d'analyse en grande distribution.

Réf. 50340

### CHEF DE PROJET

Ayant conduit des projets dans la grande distribution, familier des systèmes G. COS 6/G. COS 8 et sachant travailler en bases IDS 2.

Réf. 50341

Les postes sont à pourvoir dès janvier 1987 dans grande ville universitaire proche de Paris. Les conditions de rémunération et les possibilités d'évolution peuvent être très motivantes pour des cadres de valeur.

La confidentialité est garantie et les candidats seront reçus très rapidement au Cabinet.

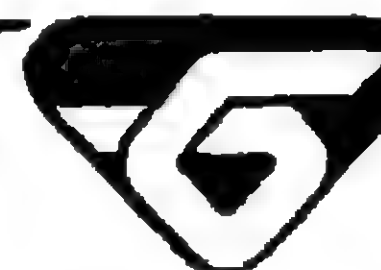
Envoyez votre dossier sous la référence choisie.



CONSULTANTS

Nous garantissons la qualité  
de collaboration offerte  
par nos clients

16, rue Jacques Dulud - 92200 NEUILLY



### PAULSTRA hutchinson

recherche pour son activité AERONAUTIQUE (à Levallée)

### UN JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT PRODUIT.

Il aura pour principales responsabilités :

- d'étudier, mettre au point, suivre le développement des produits en liaison avec les bureaux d'études des clients et les services internes de l'usine,
- de concevoir, calculer de nouvelles pièces de haute technicité à plus long terme afin d'assurer la croissance de l'activité aéronautique sur le plan international.

Ce poste nécessite une formation Ingénieur Grande Ecole, une première expérience industrielle, la maîtrise de l'Anglais et un fort potentiel.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 121 M à PAULSTRA-SNC Département Recrutement - 2, rue Balzac 75008 PARIS.



**BANK OF AMERICA**  
recherche pour sa succursale de Paris 800 :  
**RESPONSABLE  
DU SUPPORT-CLIENTELE  
ELECTRONIC-BANKING**

Diplômé(e) d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, Sup. de Co. Paris) ou titulaire d'une MAGE, vous avez une connaissance approfondie de la micro-informatique, notamment dans le domaine des Télécom. et un goût prononcé pour les contacts commerciaux. Une première expérience d'un ou deux ans des produits d'électronique banking destinés aux grandes entreprises est un plus.

Vous aurez la responsabilité :  
- d'adapter les produits BOA aux spécificités du marché,  
- de fournir le support technique aux sociétés clientes.

Les conditions de rémunération sont très compétitives. Envoyer un dossier complet (C.V. + photo + lettre de candidature) à :  
M. GINDRE - BANK OF AMERICA  
43-47, avenue de la Grande Armée  
75016 PARIS - Tél. : 45.01.54.12 poste 225.

Pierre Lichou

**Jeune cadre comptable**



La Société BOUSSOIS, filiale de PPG, premier groupe verrier mondial recherche un jeune Cadre Comptable.

Assistent du Chef de Service Comptabilité Générale, il collaborera à des travaux concernant la fiscalité, la justification des comptes généraux, des immobilisations, l'évolution des procédures.

Ce poste conviendrait à un candidat BTS, DUT et/ou certificat comptable du DECS, ayant de préférence une première expérience professionnelle (acquise en entreprise ou en cabinet), disposant de connaissances en micro-informatique et témoignant de qualités de rigueur et de contact. Connaissances de l'anglais souhaitées. Réelles perspectives d'évolution dans la société.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. CN 264 AM  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**Chef de projets informatiques  
confirmé et de très bon niveau**

Une société industrielle de 1<sup>er</sup> plan, filiale d'un puissant groupe International recherche un Chef de projets informatiques.

Diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingénieur, il aura au minimum 5 ans d'expérience informatique et il devra être capable d'encadrer une équipe et de piloter le développement de l'ensemble des applications de gestion (comptabilité, contrôle de gestion, finances, gestion commerciale, personnel...). Il travaillera sur du matériel IBM (séries 38 et 43) mais également dans le domaine de la micro-informatique et de la bureautique. La réussite dans ce poste qui, par sa polyvalence, permet d'acquérir une riche expérience, implique outre de solides compétences techniques, de réelles qualités de contact d'organisateur et d'animateur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. TE 278 AM  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**Chef de service  
entretien et travaux neufs**

Une usine à taille humaine (130 personnes) faisant partie d'un grand groupe international, un des leaders mondiaux dans le domaine des métaux non ferreux recherche son Chef de service entretien et travaux neufs.

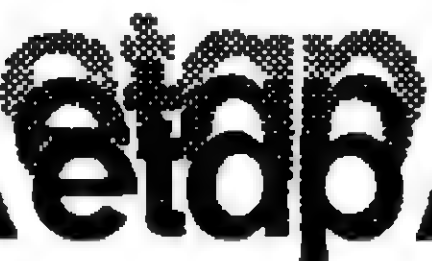
Collaborateur direct du Directeur de l'usine, il jouera un rôle moteur dans le développement et la maintenance de l'outil industriel. Il animera et gèrera le service entretien et il sera responsable de l'étude et de la réalisation d'importants investissements.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, IDN, INSA, ENSL...) ayant environ 5 ans d'expérience industrielle, des connaissances techniques polyvalentes et de solides compétences en électronique et électricité. Il sera créatif, animateur, bon gestionnaire, et son bon potentiel lui ouvrira de larges perspectives d'évolution dans ce groupe.

Ecrire sous réf. UF 279 AM  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**ELECTRONIQUE**

Une société française, leader dans la maintenance d'appareillages et systèmes de mesure, filiale d'un grand groupe, offre des situations évolutives à des cadres dynamiques, compétents et autonomes.

**Deux Chefs d'agence**

- Grenoble  
- Toulouse

réf. NY 273 CM  
réf. OZ 274 CM

Diplômés d'une école d'ingénieurs, ils auront de solides connaissances électroniques et une expérience d'environ 10 ans acquise dans des fonctions techniques ou commerciales et impliquant l'animation de techniciens dans la maintenance et l'après-vente. Ils témoigneront de qualités marquées de gestionnaire et de sens commercial.

**Un cadre technico-commercial**

- Rhône-Alpes

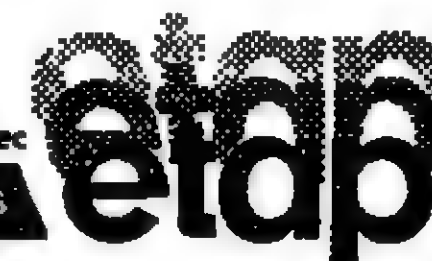
réf. PA 275 CM

Rattaché au Directeur Commercial, il aura une formation IUT-BTS électronique, une expérience de 5 à 10 ans acquise dans la vente ou l'après-vente et témoignera de solides aptitudes commerciales. Pour ces trois postes, la connaissance de l'anglais est souhaitable. La société assure à ses collaborateurs une formation permanente de haut niveau leur permettant d'être à la pointe de la technique.

Ecrire en précisant la référence.  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**GROUPE Fim-fimotel**  
22, place Vendôme, 75001 Paris

RECRUTE POUR SON DÉPARTEMENT  
PROMOTION DE CLINQUES

**ASSISTANT FINANCIER**

POSITION CADRE

CHARGÉ DE :

- Etudes financières et juridiques dans le cadre de créations, regroupements et transferts d'établissements.
- Négociation de contrats avec la clientèle médicale.
- Mise en place et suivi des financements avec les établissements bancaires.

PROFIL :

- Diplômé enseignement supérieur ou bancaire.
- Expérience bancaire indispensable, de 5 à 10 ans, dans les domaines cités.
- Étude de crédits destinés aux PME/PMI
- Négociation commerciale.

C.V. photo et salaire actuel à M. POIGNAND

**RESPONSABLE DE PROGRAMMES  
SAVOIR INVESTIR**

SA d'ILM d'importance nationale (1350 personnes), nous disposons d'un parc de 100 000 logements. Rigueur dans la gestion et sens de l'investissement fondent notre santé financière et notre développement : 2000 constructions locales neuves ou de réhabilitation par an. Au sein d'une équipe de 12 responsables de programmes, vous serez chargé de la maîtrise d'ouvrages dans tous ses aspects : juridiques, financiers et techniques. De formation supérieure (technique et/ou financière ou de gestion), vous avez une expérience confirmée de cette fonction. Vous êtes capable de travailler en véritable investisseur conscient d'une nécessaire rentabilité...

Adressez-nous lettre manuscrite et C.V. sous référence NL/RP à :  
FFF - 159, rue Nationale - 75640 PARIS CEDEX 13



**Responsable d'un centre d'exploitation.**

Nous sommes la C.G.E.A., filiale de la Compagnie Générale des Eaux. Notre groupe privé de Service Public à caractère industriel est largement implanté en métropole, comme dans certains départements d'Outre-Mer.

Gestionnaire d'un centre de profit, vous veillerez à la bonne exécution des contrats passés avec nos clients : les collectivités, dans les domaines des transports en commun ou de la collecte des déchets industriels et ménagers. Vous maintiendrez les meilleurs contacts avec les élus locaux et garantirez sur votre secteur un service sans faille. Ainsi, vous détiendrez la clé du renouvellement ou de l'extension de nos contrats.

Ingénieur ou diplômé d'une école de commerce, vos premières années d'expérience vous ont convaincu que vous êtes un homme de terrain. Déjà complet malgré votre jeune âge, vous avez compris que vos qualités de gestionnaire, de commercial et surtout d'animateur (une centaine de personnes) seront largement mises à l'épreuve. Si vous êtes très mobile géographiquement, les consultants de Sirca qui nous assistent dans cette recherche vous parleront des possibilités importantes de développement de carrière au sein de notre groupe. Ecrivez leur sous référence 648 775 M au 64, rue La Boétie, 75008 Paris.



Membre de Syntec

**Jeune Sup de Co  
vivez la gestion sur le terrain**

Diplômé d'une école supérieure de commerce en poche, vous souhaitez mettre à profit votre formation dans une entreprise qui va de l'avant qui bouge. Devenez le véritable bras droit du responsable de l'une de nos agences. Vous assurerez l'ensemble des tâches administratives, comptables clients-fournisseurs, tâches juridiques ou fiscales, gestion du personnel... Vous aimez l'initiative, la variété et la multitude des responsabilités ne vous font pas peur. Vous intégrerez dans un premier temps l'une de nos filiales (Sud-Ouest, Nord-Picardie) et évoluerez au sein de notre groupe (17000 personnes, 150 implantations en France et à l'étranger).

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous réf. M 21 à  
Service Recrutement Formation  
39 rue du Colisée  
75008 Paris



LA FILIALE FRANÇAISE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL MONDIAL recherche pour l'un de ses sites industriels de province un

**directeur des ressources  
humaines**

De formation supérieure, vous êtes un solide professionnel de la fonction, habitué aux entreprises cherchant à valoriser leurs ressources humaines et vous êtes passionné par cette démarche de motivation fondée sur la participation et la communication.

Vous avez développé en 10 ans d'expérience vos qualités d'organisateur, d'entraîneur, de négociateur et de conseiller en milieu industriel très évolutif. La langue anglaise vous est familière.

L'importance du Groupe garantit votre évolution en fonction de vos résultats.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence GB5 à  
MUTATIS - 22, rue Royale, 75008 PARIS.

RECRUTEMENT ET FORMATION



## Le Monde CADRES

### Notre Directeur Commercial... Un professionnel de la banque

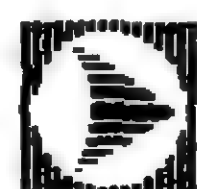
350 000 +

Crédit Agricole de l'Indre, avec plus de 500 personnes, 100 000 clients très diversifiés nous représentons une part de notre marché local que nous évaluons à 60 %... il nous reste 40 % à conquérir.

Très proche de notre Directeur Général, vous êtes l'homme de cette conquête à travers notre réseau de 25 agences que vous encadrez et animez. Votre mission est de bâtir notre stratégie, concevoir notre plan d'action commerciale et fixer nos objectifs. Evidemment, vous êtes l'homme de l'application sur le terrain. Vous serez aussi, parmi nous, de ceux qui conçoivent et pensent notre banque de demain ; en ce sens, vous redéfinissez notre politique de distribution, modernisez et optimisez nos moyens. La promotion de notre image et notre communication sont bien sûr aussi de votre ressort.

La trentaine HEC, ESSEC, SC PO... vous nous apportez votre expérience d'une direction commerciale ou d'un centre de profit dans le domaine bancaire. Votre envergure et votre enthousiasme font de vous un stratège, un gagnant... un futur manager. A l'aise dans le court comme dans le long terme, vous êtes homme d'action autant que de réflexion. Pour ce poste basé à Chateauroux, il est évident que les perspectives d'évolution sont réelles.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence B 1350 M - 24 rue Eugène Flachat 75017 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec



SEDOC, filiale d'un des premiers groupes industriels français, est spécialisée dans la réalisation de documentation industrielle de matériels de haute technicité et confirme sa vocation d'aide à la communication technique.

Pour poursuivre notre développement, nous recherchons des

### LE VECTEUR PRIVILEGE DE TOUTE COMMUNICATION TECHNIQUE

## Ingénieurs Commerciaux

Ingénieurs Grandes Ecoles ou Ecole de Commerce, âgés de 30 ans minimum, ayant de bonnes connaissances en informatique et pouvant justifier de 3 à 5 ans d'expérience de la vente de produits et de services.

Les principaux marchés qu'ils auront à développer sont :

L'INFORMATIQUE, L'INSTRUMENTATION MEDICALE ET LE NUCLEAIRE.

Après une période de formation à nos produits et à nos techniques, les candidats retenus se verront confier, sous l'autorité de notre Directeur des Ventes, la responsabilité d'un secteur d'activité.

Les rémunérations seront négociées en fonction du profil et de l'expérience des candidats retenus. Ceux-ci devront pouvoir se libérer rapidement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (C.V. + photo + salaire actuel), sous la référence LM/1001, à l'attention de Bernard G. ALLEN, qui étudiera avec une totale discrétion toutes les candidatures qui lui seront adressées au

**CABINET BOTH**  
Département Sélection Recrutement  
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

## CHEF · D · E · P · R · O · D · U · I · T · S

### Produits chimiques pour applications industrielles

Nous sommes une très importante entreprise multinationale à la renommée internationale. Nos principales activités concernent les marchés pétroliers et ceux de la chimie fine. En France, sur ces secteurs, nous occupons l'une des toutes premières places, et notamment dans le domaine des lubrifiants pour des applications industrielles.

Notre expansion nous conduit à proposer aujourd'hui le poste de Chef de Produits pour cette gamme. Vous couvrirez tous les aspects classiques de la fonction : étude et lancement des produits, promotion, packaging, coordination technique et commerciale, etc... mais aussi la formation de nos réseaux de vente, homologation

des produits et mise en place d'un service complet d'assistance.

Ce poste conviendrait à un professionnel confirmé de la fonction D à 4 années d'expérience de formation Sup de Co ou Ingénieur. Son expérience doit s'être développée dans le même contexte de produits, ou bien dans le domaine de produits consommables aux applications industrielles.

Les conditions proposées (salaires + avantages liés à la fonction) ainsi que les perspectives d'évolution variées au sein du groupe sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, accompagné de la rémunération souhaitée, sous référence 102 H, à notre Conseil NEMESIS 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

**NEMESIS**

### LA MER, LE SPORT TOUTE L'ANNEE A 60 KILOMETRES DE BORDEAUX

Notre association de tourisme en expansion souhaite confier la direction de ses villages de CARCANS-MAUBISSON (800 lits) à un PROFESSIONNEL CONFIRME

## DIRECTEUR HF

Sa préoccupation majeure sera l'accueil et la satisfaction de la clientèle. Outre l'animation d'une équipe de permanents et de saisonniers, il sera chargé de l'organisation et de la gestion de ces villages. Formation et techniques hôtelières appréciées et solide expérience similaire indispensables. Logement de fonction sur place.

Faire parvenir lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à : PROMOVAC - 110, avenue de la Jallière - 33075 BORDEAUX.



**Oxygène**  
Villages de vacances

### Société financière à vocation régionale implantée à Paris

recherche pour sa Direction Financière

## LE RESPONSABLE ADJOINT DE SON DÉPARTEMENT COMPTABLE ET FISCAL

Mémorialiste ou titulaire d'un DECS avec expérience de 2 ou 3 ans acquise dans une banque ou un établissement financier

Spécialisé dans la comptabilité et la fiscalité des entreprises financières

Ecrire avec C.V. photo + prétentions à SOREFI Ile-de-France et Outre-Mer M<sup>re</sup> PETIT, Service du Personnel 7, rue Mornay, 75004 PARIS.

### SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES Paris 7<sup>e</sup> recherche pour faire face au développement de son activité

## • Chefs de Mission • Réviseurs Confirmés

Ces postes conviendraient à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience de l'audit en cabinet.

Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variés et auront de réelles possibilités de promotion, de prises de responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à No 64133 PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS, qui fera suite.

## BANQUE PARIS - 9<sup>e</sup> Cadre expérimenté

Dans la synergie du Crédit Commercial de France, notre banque développe une importante clientèle d'entreprises et de particuliers. Ce contexte de forte expansion nous conduit à rechercher pour notre service exploitation un CADRE EXPERIMENTE.

Notre mission consistera essentiellement à développer notre fonds de commerce d'entreprises. A la trentaine, BAC + 4, vous mettez votre sérieux et votre efficacité au service de la banque : 5 ans d'expérience réussie vous ont permis d'en faire la preuve.

Grâce à nos structures souples, votre évolution sera fonction de votre réussite à ce poste. Contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERS ou 45.02.15.74. Elles vous informeraient et vous conseilleraient rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - Précisez la réf. 472).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature à ALLO-CARRIERS, sous la réf. 472/LM - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

0145.02.15.74

## GROUPE SYSECA

Porteur d'un groupe industriel de taille internationale, SYSECA est un groupe de sociétés de services et d'ingénierie en informatique qui couvre l'ensemble des domaines d'application de l'informatique (900 collaborateurs, une structure nationale avec 7 implantations régionales, une présence à l'international, 350 MF de C.A.).

Nous sommes spécialement bien implantés dans le Sud-Est de la France (Grenoble, Lyon, Marseille, Toulon...) et recherchons pour notre Bureau de LYON :

### responsable commercial

Vous développerez la vente de nos produits et de nos services, notamment sur matériel Digital :

- gamme de progiciels,
- systèmes de gestion de bases de données,
- informatique documentaire,
- produits clés en main,
- assistance technique.

Vous négociez, auprès des dirigeants des entreprises lyonnaises, les solutions et prestations préparées avec les responsables de nos services techniques.

Nous vous offrons un support efficace et de haut niveau vous permettant de réaliser des objectifs motivants et rémunérateurs.

Nous comptons sur votre professionnalisme et votre personnalité pour concrétiser avec nous les services que nous rendons au niveau régional.

Merci d'adresser votre candidature à SYSECA SELECTION, 315, Bureau de la Colline - 92213 St-Cloud Cedex, sous la référence M122 ou de téléphoner au 46.02.70.47 poste 7835. Discretion assurée.

**SYSECA SELECTION**

Nous recrutons pour des Entreprises à Technologies Avancées, engagées dans des projets nationaux ou européens, plusieurs ingénieurs, appelés à prendre des responsabilités étendues dans les domaines :

### ETUDES - ESSAIS - DEVELOPPEMENT

**FCM**  
Profil : Ingénieur mécanicien ou électromécanicien, 1 ou 2 ans d'expérience études développement ou fabrication en micro-mécanique ou micro-électronique.  
Poste : responsable de la mise en service d'une unité de fabrication en petites séries de capteurs péliodaires et de la production de produits en Barage et AISA.  
Basé à Mulhouse. Voyages fréquents. Anglais courant indispensable.

**CMH**  
Profil : Ingénieur en Physique, 3 à 5 ans d'expérience chûtes de mesures de puls l'acquisition jusqu'à la restitution, connaissances en traitement numérique du signal.  
Poste : responsable de l'équipe de traitement informatique.  
Basé à Toulon.

**CVI**  
Profil : Ingénieur mécanicien, expérience calculs éléments finis.  
Poste : responsable études et calculs dynamiques de structure.  
Basé à Lyon.

**DEM**  
Profil : Ingénieur électronicien, 3 à 5 ans d'expérience études, développement, fabrication d'ensembles micro-électroniques, pratique des mesures, bonne connaissance du traitement numérique du signal.  
Poste : responsable des projets comportant conception et réalisation d'ensembles électroniques.  
Basé à Lyon.

**MEI**  
Profil : Ingénieur mécanicien, 2 à 3 ans d'expérience calculs, études et recherches sur les phénomènes vibratoires.  
Poste : responsable projets touchant de nouvelles techniques d'amortissement des structures.  
Basé à Lyon.

Votre candidature (CV, photo, prétentions) sera traitée confidentiellement.

**BERNARD MIGNOT CONSEIL**  
145 Chemin de Choulans - 69005 LYON

## Débutez votre carrière dans l'univers des media

Société spécialisée dans le traitement des média, rattachée à un grand groupe de communication, recherche un(e) jeune chargé(e) d'étude, diplômé(e) Ecole de Commerce ou Sciences Eco (économétrie) pour assister la Direction Média dans :

- La synthèse des études d'audience sur les média,
- le suivi des nouveaux média,
- l'élaboration des stratégies.

Ce poste exige : Une bonne culture générale, un réel intérêt pour l'informatique et les statistiques, une certaine passion pour le monde de la communication, une bonne aptitude à communiquer.

Pour un premier contact, merci d'envoyer CV + photo sous référence 2281 M à :

**SOURCES**  
118, rue St-Honoré - 75001 Paris, qui trans. en toute confidentialité



Le Monde  
CADRES

Recrutement de cadres  
et de dirigeants

Psychologue confirmé

Un des premiers cabinets français de conseil en ressources humaines renforce son équipe et recherche un psychologue confirmé capable de prendre la responsabilité de diagnostics par examens psychologiques approfondis.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation de psychologue (maîtrise et/ou psycho-pro) et une spécialisation solide dans les techniques projectives,
- une première expérience de recrutement acquise en cabinet ou en entreprise,
- de réelles qualités de contact, de bonnes capacités de rédaction et un sens prononcé du travail en équipe.

Poste à Paris  
Ecrire sous référence 5.758 à Publipanel 1, rue Falguière - 75015 PARIS, qui transmettra.

Direction  
générale

La filiale (200 personnes - 2 usines) d'un groupe régional, leader européen dans la transformation des métaux et qui a su, tout à la fois, conquérir un segment de marché très vaste dans une discipline pourtant traditionnelle comme le tréfilage et développer une technologie avancée dans la production par laminage à froid de petits profils destinés à une large gamme d'utilisations industrielles, recherche son directeur général adjoint, successeur, sous peu, du directeur général actuel. Ingénieur de formation, la quarantaine forgée à l'expérience de direction, il se chargera de l'organisation et du développement commercial notamment à l'export (40 %), parachèvera l'industrialisation et participera activement aux nouveaux projets d'industrialisation. La pratique de l'allemand et de l'anglais favorisera la réussite dans une fonction à très large autonomie d'action (poste à pourvoir dans les Vosges à proximité d'une grande ville). Ecrire à JF JARDINI en précisant la référence A/6881M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur  
technico-commercial

Filière d'un groupe industriel important, cette société fabrique et commercialise des équipements hydrauliques. Installée à Albert, près d'Amiens, elle jouit d'une réelle notoriété et d'une position de leader national sur un marché très diversifié : industries lourdes, travaux publics, marine, off-shore... Directement rattaché au directeur général, ce nouvel ingénieur technico-commercial aura la responsabilité d'un secteur à fort potentiel. Il bénéficiera d'une grande autonomie dans la négociation et le suivi des affaires. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'en moins de 28 ans, ingénieur de formation. Il devra justifier d'une expérience réussie de la vente de biens d'équipements ou de produits techniques. Combattivité et goût de la vente constitueront de réels facteurs de réussite. Composée d'un fixe important et d'un intéressement, la rémunération sera proposée en fonction des compétences. Elle pourra être comprise entre 190 et 260.000 francs. Ce poste, basé à Albert, nécessite des déplacements fréquents. Ecrire à JB DE GANDT en précisant la référence A/4847M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CABINET INTERNATIONAL

recherche

JURISTES HAUT NIVEAU

DOCTEURS EN DROIT ou E.N.A. ou équivalent  
environ 30 ans.

4 ans minimum d'expérience professionnelle  
anglais courant (parlé et écrit).

Adresser C.V. à FRESHFIELDS  
14, avenue Gourgaud, 75017 PARIS.

Ingénieur  
Arts et Métiers ou équivalent

Vous avez une expérience de production d'une dizaine d'années. Nous sommes un laboratoire international connu pour la qualité de ses produits et pour la réussite de sa recherche. Nous vous proposons le poste de :

Responsable du service entretien

dans notre unité d'Evreux. Vous aurez la responsabilité de la maintenance et de l'évolution de nos machines de fabrication et de conditionnement, d'assurer les normes thermiques et climatiques nécessaires à la production. Vous dirigerez une équipe de 60 personnes. La souplesse dans les rapports humains, la rigueur dans le travail et le dynamisme sont des qualités indispensables. Si vous êtes intéressé, adressez lettre, CV, photo et prétentions à M. SALOU, Chef du Personnel. BP 3531, 27035 Evreux Cedex.

LABORATOIRES  
Glaxo

Patio-Informatique

déjà n° 1 de la distribution du système d'exploitation PICK  
pour micro-ordinateurs

recherche

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

ayant le goût des négociations à haut niveau avec des  
sociétés d'importances nationales.

UN COMPTABLE

minimum 2 ans d'expérience, pour prendre la  
responsabilité de la comptabilité de deux sociétés.

Envoyer C.V. détaillé + prétentions sous n° 8.259 M  
LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7.

CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

La Direction Administrative et Financière de CAP SOGETI EXPLOITATION recherche son

Responsable  
comptabilité  
générale

De formation DECS et/ou Ecole de Commerce vous avez 9/3 ans d'expérience en entreprise ou dans un cabinet d'audit. Vous intégrerez une équipe jeune et performante. Vous bénéficierez d'une autonomie où vous exprimerez vos qualités avec des perspectives d'avenir dans une Société et un Groupe à forte croissance. Adresser lettre manuscrite et CV à Agnès MESNAGE, CAP SOGETI EXPLOITATION, 207, rue de Bercy, 75587 Paris Cedex 12.

CAP SOGETI EXPLOITATION

Pour unité basée Paris-Nord  
groupe multinational  
renforce son potentiel commercial  
ET RECRUTE

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

- Rattaché à la direction générale.
- Participe à l'élaboration des objectifs.
- Met en œuvre tous les moyens pour les réaliser.
- A l'expérience de la vente de produits techniques aux utilisateurs et prescripteurs.
- Présent sur le terrain.
- Anime, forme et contrôle l'équipe de vente dont il a la responsabilité.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + prétention  
sous n° 8.256 LE MONDE PUBLICITÉ,  
5, rue de Montessuy, Paris-7.

Notre service informatique central recherche un

Ingénieur système BULL

de formation supérieure, ayant quelques années d'expérience sur les systèmes G COS 8. Sa parfaite maîtrise des logiciels DAM - TP et IDS - 2 lui permet d'animer une petite équipe système qui est chargée de trouver la meilleure adéquation entre les besoins de ses partenaires et les possibilités de logiciels de bases de données et transactionnels. Ses responsabilités englobent l'ensemble des logiciels de base d'un bi DPS 8/70. Le système compte déjà plus de 300 terminaux et connaît une forte évolution.

CROUZET : • 5 500 personnes

- des activités diversifiées mettant en œuvre des technologies de pointe.
- Une implantation internationale et 50 % du C.A. réalisés à l'étranger.

Le poste est à pourvoir à Valence

Crouzet

Nous vous remercions d'adresser votre  
candidature sous référence ISB  
au responsable du recrutement  
25, rue Jules-Vérine  
26027 Valence cedex.

Société de conseil communication  
PARIS

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF  
ET COMPTABLE

E.S.C. ou équivalent + 3 ans expérience

Envoyer C.V. + photo + prétentions à :  
R.S.L.  
64, rue du Rocher, 75008 PARIS  
à l'attention de Thibault Leclec.

DETECTER DE NOUVEAUX TALENTS...  
L'AFFAIRE D'UN  
JEUNE CHARGE DE RECRUTEMENT

La synergie d'un groupe novateur - Campenon Bernard Construction - la jeunesse d'une équipe, une structure souple, 400 personnes, engendrent chez BATEG un état d'esprit enthousiaste et dynamique. Autant d'atouts pour un avenir serein, à fortiori quand le BTP s'apprête à redevenir le fer de lance de notre économie. Ces perspectives nous vaudront d'élargir considérablement nos effectifs.

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur, vous maîtrisez les techniques du recrutement depuis au moins 2 ans. Cette expérience va vous donner des atouts pour assister efficacement nos responsables opérationnels dans leur recherche de nouveaux collaborateurs (surtout des ingénieurs). Bref un excellent tremplin, à vivre dans un environnement très formateur, élargissant votre champ d'intervention en gestion des ressources humaines. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à BATEG, Service du Recrutement, 31 Av. de l'Europe, BP 300, 78143 VELIZY CEDEX.

BATEG

ENSEMBLE POUR UN DEVENIR

dgi LA DIRECTION GENERALE  
DES IMPOTS

recrute par voie de concours des

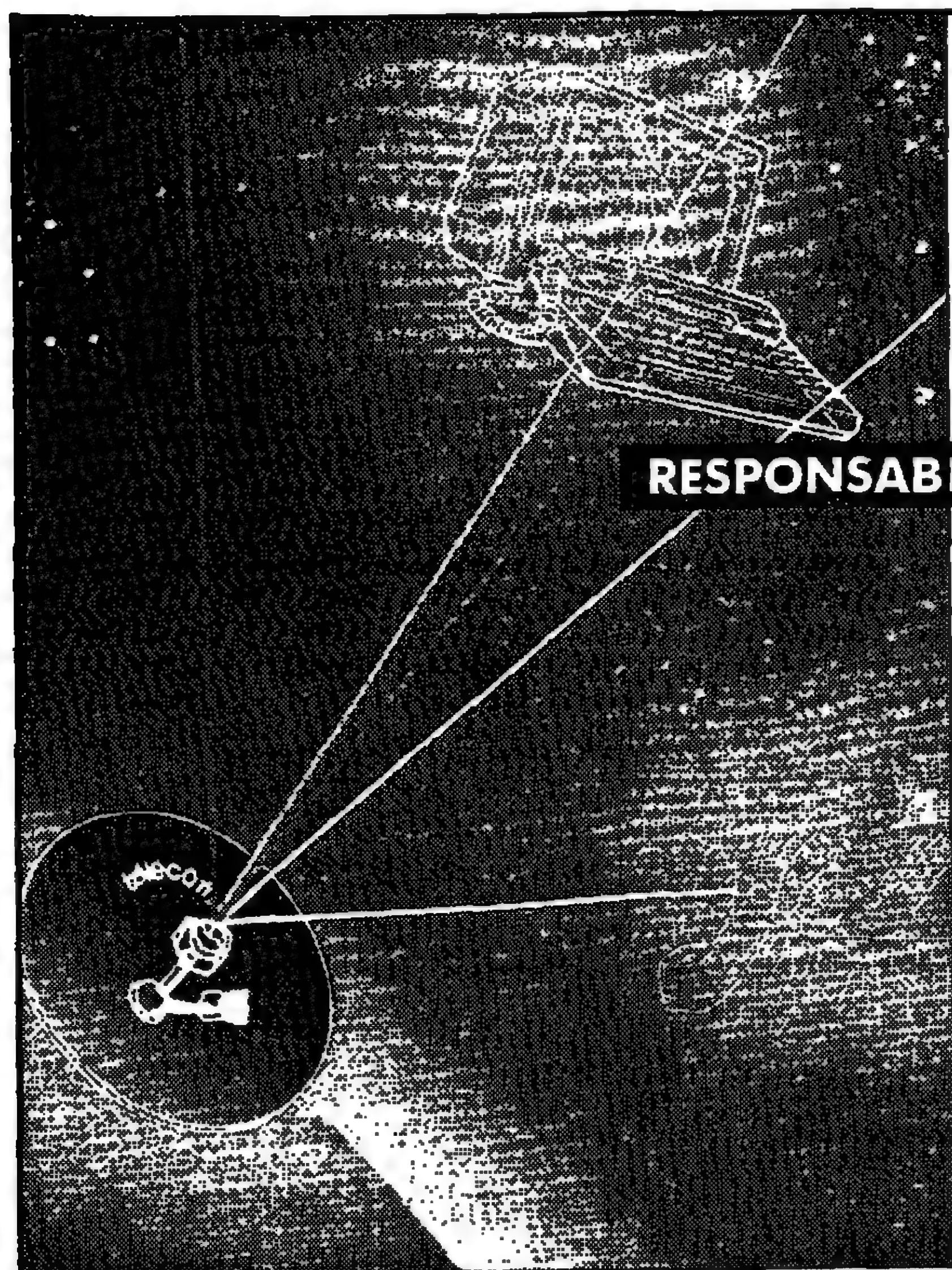
Programmeurs  
de système  
d'exploitation,  
diplômés de l'enseignement supérieur

épreuves : 20 et 21 Mai 1987  
clôture des inscriptions : 2 mars 1987.

Renseignements et inscriptions :  
• Paris et les départements de la région Ile-de-France : Centre  
d'Etudes de Paris, 15 rue Scribe 75436 Paris Cedex 09.  
Tél. 42.66.93.46 poste 326 ou 47.42.10.00. en permanence.  
• Autres départements :  
Directions des Services Fiscaux.



## Le Monde CADRES



**TELECOMMUNICATIONS**  
Direction Générale des Télécommunications  
Service des Grands Comptes

Dans le cadre du développement de sa stratégie commerciale, la Direction Générale des Télécommunications crée des postes de

### RESPONSABLE GRANDS COMPTES

chargé de développer les opportunités commerciales et de promouvoir l'usage de services des Télécommunications auprès des grandes entreprises. Ces postes sont destinés à des ingénieurs et à des commerciaux diplômés d'une grande école ayant déjà acquis une première expérience commerciale ou technico-commerciale dans les secteurs de l'informatique ou de la communication d'entreprise. Représentant la Direction Générale des Télécommunications sur le plan national et international, chargé d'entretenir des relations de haut niveau, l'ingénieur Télécom Grands Comptes est un développeur d'affaires, un diplomate, coordinateur, animé par un excellent esprit d'équipe. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature qui sera traité confidentiellement : lettre manuscrite, CV, photo (retournée), prétentions, au Service des Grands Comptes - Direction Générale des Télécommunications - 20, avenue de Ségur, 75700 PARIS CEDEX.

DE GRANDS PROJETS POUR DE GRANDS METIERS

### VOTRE CARRIERE ET LE CRÉDIT DU NORD

La Direction des Études  
Industrielles recrute

## un ingénieur diagnostic Entreprises (HEC - ESSEC - SUP de CO - EDHEC)



### Mission :

Il aura pour fonction d'établir des diagnostics d'Entreprises, en général PME, sous l'angle humain, commercial, technique et financier :  
- dans le cadre de la révision de nos concours ou de projets d'investissements,  
- dans une perspective commerciale  
- ou préalablement à une opération financière.

### Profil :

Diplômé d'une École Supérieure de Commerce de haut niveau, il disposera d'une expérience de 5 à 10 ans, de préférence :  
- dans le négoce,  
- la distribution  
- ou l'industrie des biens de consommation.

Intégré à l'équipe d'ingénieurs des études industrielles du Crédit du Nord, il aura vocation, à terme, à évoluer vers d'autres secteurs fonctionnels ou opérationnels de la Banque.

Les lettres de candidatures seront accompagnées d'un curriculum vitae complet, d'une photo, de la rémunération souhaitée, et adressées sous la référence RT/IDE à la DIRECTION DU PERSONNEL 6/8, bd Haussmann 75009 Paris.

Crédit du Nord

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE  
DISTRIBUTION DE PRODUITS INDUSTRIELS  
FILIALE D'UN GROUPE EUROPÉEN  
recherche pour son siège à Paris

## CADRE DE HAUT NIVEAU

En position d'adjoint à la direction générale il devra, dans un premier temps, prendre en mains la réorganisation administrative de la société en parallèle avec l'implantation de l'informatique. Il évoluera ensuite vers la direction administrative.

Pour être candidat il faut avoir une très bonne formation de base de type École Supérieure de Commerce (Finance-Comptabilité), une connaissance poussée de l'organisation, de l'informatique et de tous les moyens modernes de gestion ainsi qu'une assez longue expérience professionnelle (10 ans environ), si possible dans le domaine industriel.

ALLEMAND et ANGLAIS courants vivement souhaités.

Envoyer CV, détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous réf. 2670).

DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

comes

### CAMEROOUN (DOUALA)

Nous sommes une PME de 350 personnes, spécialisée dans la CONSTRUCTION de BATIMENTS individuels collectifs et industriels, d'OUVRAGES D'ART, GÉNIE CIVIL et T.P.  
Notre activité est en forte croissance et nous renforçons notre organisation.  
Nous recherchons notre

## DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Vous avez environ 35 ans, une formation supérieure d'INGÉNIEUR (ENPC, ESTP, ENTPE... ou autre), 5 à 8 années d'expérience dans le BTP, dont impérativement une partie acquise sur des chantiers en Afrique.

Vous avez fait vos preuves de gestionnaire rigoureux et d'animateur d'équipes efficace, et vous souhaitez valoriser cet acquis dans une fonction de direction générale.

Vous êtes bilingue français-anglais.

Nous offrons une rémunération attractive et tous les avantages liés à l'expatriation (logement, voiture, couverture sociale...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (avec prétentions et photo), sous référence 2301 M., à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une discrétion absolue.

20 rue Pergolèse 75116 Paris

ACTIMAN

Nous sommes une banque implantée en région parisienne.  
Afin d'assurer notre croissance, nous recherchons

## DES DIRECTEURS D'AGENCE

dont les trois principales missions seront :

- le développement de l'activité de leur point de vente ;
- l'animation et la motivation d'une équipe (4 à 15 personnes) ;
- la gestion d'un portefeuille de clients.

Les candidats retenus devront :

- posséder une formation supérieure générale (École de Commerce, Maîtrise de Gestion...) ou bancaire (ITB, CESP) ;
- avoir une expérience de 5 ans minimum dans l'exploitation comme Directeur d'agence, comme adjoint ou comme responsable d'un portefeuille de clientèle PME-PMI.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.

Envoyer C.V., photo et prétentions, s/réf. 4515, à

MEDIA BA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



GENERAL ELECTRIC PLASTICS FRANCE  
recherche

## Responsable Service Clients

### VOTRE MISSION :

- optimiser la gestion des commandes et des stocks.
- assurer les relations avec l'unité de production en Hollande.
- travailler en liaison étroite avec les services financiers de l'entreprise.
- négocier avec les clients pour tous les problèmes afférents à ce service.
- animer et motiver l'équipe administrative en place.

### VOTRE PROFIL :

- vous avez 30-35 ans et une formation SUPÉRIEURE DE GESTION.
- vous êtes avant tout un homme d'organisation et de communication.
- votre autonomie, votre fermeté de caractère et votre diplomatie vous ont permis de gérer des situations professionnelles d'une certaine complexité.
- vous avez une expérience de plusieurs années dans un rôle identique de préférence au sein d'une société industrielle et MULTINATIONALE.
- vous avez une bonne pratique de l'anglais et une mobilité pour des déplacements professionnels de courte durée.

### VOTRE POSITION :

Vous évoluerez au sein d'une équipe dynamique et performante dans une structure légère qui permet une rapidité d'action et de décision. Vous serez rattaché au DIRECTEUR GÉNÉRAL.

Situation géographique : EVRY.

Ecrivez-nous rapidement sous référence 87013 M en envoyant CV, photo et prétentions. Votre dossier sera traité confidentiellement.

CAPIC 18 Rue Volney, 75002 Paris

## LA MAISON DE VALERIE

Nous sommes une société  
de vente par correspondance  
en pleine expansion.

Nous recherchons pour notre Siège Social

## Un(e) Responsable de l'ensemble de nos accueils catalogues et expo-vente

Chargé de la mise en place et de l'organisation de notre nouveau réseau de ventes à distance (environ 70 personnes). Familiarisé avec l'utilisation de l'informatique, les candidats(es) de formation HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, devront posséder une expérience similaire de 5 ans.

Pour notre accueil catalogue de Paris

## Un(e) Jeune responsable

Chargé de l'encadrement de 30 personnes environ, (hôtesse, vendeuses, magasiniers, techniciens), il sera responsable de la surface de vente et du bureau téléphonique de prise de commandes.

De niveau HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, le candidat devra posséder une expérience similaire de 3 ans.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à  
MIV SERVICE - BP 4 - 41353 VINEUIL Cedex.

## DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Nous vous offrons la possibilité d'utiliser vos talents d'homme de marketing au sein d'une société industrielle de plus de 500 personnes.

Vous avez mis à l'épreuve vos qualités d'organisateur et vous possédez la formation nécessaire pour assurer une gestion rigoureuse (Sup de Co., HEC, ESSEC).

Attiré par la fonction commerciale, vous vous sentez de taille à la prendre en main depuis les orientations politiques jusqu'aux problèmes terrain.

Envoyez-nous C.V. et lettre manuscrite à GTIP SARL  
395, chemin de l'Hostellerie  
30000 NIMES.

## GROUPE SYSECA

SYSECA (350 MF de C.A., 900 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Pour rejoindre notre activité SYSTÈMES ET COMMUNICATION, nous recherchons

## ingénieurs commerciaux

Leur connaissance de l'environnement des télécommunications ou du génie logiciel, leur expérience commerciale d'au moins 3 ans dans le service informatique, leur permettront de bénéficier d'une large autonomie d'action.

À l'issue de la Direction Commerciale, il leur sera confié la responsabilité de secteurs de clientèle.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M121 à Groupe SYSECA, Direction du Recrutement, 315, boulevard de la Colline, 92213 St-Cloud Cedex.

SYSECA SELECTION











UNIVERS DE LA GESTION

Gestion prévisionnelle et formation

**Béghin Say**

Responsable du service gestion prévisionnelle et formation - Béghin Say, l'une des toutes premières multinationales agro-industrielles, réalise un chiffre d'affaires consolidé de 12 milliards de francs. Largement leader dans ses domaines d'activité, elle est actuellement le premier groupe sucrier européen. Elle recherche aujourd'hui le responsable de son service gestion prévisionnelle et formation pour l'ensemble des établissements de sa division sucre (2.800 personnes). Rattaché au directeur des affaires sociales, il développera une gestion prévisionnelle dynamique en créant les outils et les procédures adaptés. En outre, il élaborera, négociera et mettra en œuvre le plan de formation dont il assurera également le suivi. Cette double mission s'adresse à un candidat justifiant d'une solide expérience de la gestion prévisionnelle et de la formation professionnelle. Le poste est basé dans la banlieue sud de Lille et suppose de fréquents déplacements. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Ecrire en précisant la référence S/8145M. (PA Minut 36.14 code PA)

**PA**

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de gestion

H/F

**ALLERGAN**

Laboratoire pharmaceutique américain, leader sur le marché de l'ophtalmologie et filiale de SMITHKLINE BECKMANN recherche pour faire face à son développement en France un jeune contrôleur de gestion. Rattaché au directeur administratif et financier, ce diplômé de l'enseignement supérieur (ESF finances-comptabilité) pourra faire valoir une expérience réussie de la gestion anglo-saxonne informatisée (plans, budgets, contrôle des écarts, tableaux de bord, analyse financière), ainsi que de solides aptitudes à la communication positive avec les différents services de l'entreprise et la maison mère (anglais indispensable). Ce poste à responsabilité est à pourvoir à Strasbourg dans un cadre agréable, au sein d'une équipe restreinte, jeune, et particulièrement dynamique. Ecrire à JF JARDINI en précisant la référence A/6421M. (PA Minut 36.14 code PA)

**PA**

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.81.54

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Spécialiste clientèle entreprises

Banque - 200.000 F +

Parce que son image de marque repose sur l'excellente qualité des services rendus à la clientèle notamment industrielle et commerciale, cette banque de taille humaine, implantée au niveau national et international, souhaite renforcer ses structures commerciales à Strasbourg. Directement rattaché au directeur de l'agence, le professionnel recherché aura pour mission de visiter les grandes et moyennes entreprises de l'Eax de la France pour leur apporter produits et services utiles à leur plus grand essor économique. Gestionnaire d'un portefeuille existant, il s'attachera à développer le fonds de commerce au travers d'une prospection bien ciblée. Cette fonction, à large autonomie, nécessite une formation supérieure bancaire, la pratique réussie de ce secteur de clientèle ainsi que l'entregent commercial adapté aux contacts à haut niveau. Ecrire à JF JARDINI en précisant la référence A/6422M. (PA Minut 36.14 code PA)

**PA**

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.81.54

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Filiale d'un groupe français, banque privée parisienne, en pleine expansion, recherche son

**DIRECTEUR H/F du SERVICE JURIDIQUE**

Juriste confirmé, prenant en charge l'ensemble des problèmes juridiques de la banque, vous assurerez notamment :

- la rédaction des actes et formulaires,
- le conseil aux exploitants et à la clientèle,
- la surveillance des formalités d'assemblées,
- le contrôle des garanties et le contact avec les assureurs,
- la mise en place des procédures internes à caractère juridique,
- le conseil en matière de fiscalité,

et superviser le service contentieux composé de deux collaborateurs.

Ce poste nécessite :

- une solide formation en droit des affaires doublée d'une pratique d'au moins 5 ans et d'une connaissance des problèmes bancaires,
- une expérience bancaire.

Possibilités d'évolution et rémunération en fonction de la valeur du candidat.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. DSJ à :

BANQUE POMMER Direction du Personnel 85, rue de Courcelles 75008 PARIS.

**sanofi**

Le Directeur des comptabilités des activités de production et de distribution. 2 MMF de chiffre d'affaires. 1 800 salariés, cherche son

**Responsable de la Comptabilité Générale Bordeaux**

- chargé de l'établissement des comptes de résultats (bilan et tous documents sociaux et fiscaux),
- de l'établissement des liasses de consolidation du groupe (méthode anglo-saxonne),
- du suivi et de l'application des législations fiscales et sociales,
- de l'établissement des déclarations fiscales et sociales,
- de l'étude et du contrôle de l'application des procédures.

C'est un JURISTE FISCALISTE titulaire d'un DECS, d'une maîtrise de droit, ou d'un diplôme d'une école de commerce option comptabilité financière.

En cinq à six ans d'expérience dans un cabinet ou une grande entreprise, il a acquis une bonne maîtrise de la législation fiscale. Il est apte à diriger une équipe de vingt comptables.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 531, à Alain Voissière, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

**jacques tixier s.a.**

**Crédit Mutuel DE LOIRE ATLANTIQUE ET DU CENTRE-OUEST**

(même groupe de Crédit Mutuel français gérant plus de 5 milliards de crédits).

Vous avez appris à maîtriser parfaitement les techniques de crédits dans le cadre d'activités bancaires.

Nous vous proposons, à NANTES, la fonction d'

**ADJOINT AU DIRECTEUR DES CREDITS H/F**

- assister les Comités de crédits (Professionnels, Agriculteurs, Particuliers),
- assurer la gestion des risques et la récupération des créances en liaison avec les départements spécialisés,
- prendre en charge l'étude et la réalisation de financement des collectivités publiques ...
- exercer auprès des Caisses locales un rôle de Conseil, en contribuant à l'enrichissement de leurs compétences en matière d'engagements.

Vos qualités relationnelles et votre sens de la concertation vous permettront d'exprimer, tant à l'égard des Unifiés dont vous aurez la charge, qu'auprès du Réseau et des Organismes partenaires, un management ouvert et participatif.

De formation supérieure (Sciences Eco, IEP, Gestion...) + expérience bancaire, motivez votre candidature en adressant votre C.V. avec photo et rémunération actuelle sous référence 576M à notre conseil

**CDR/CAI**

CDR/CAI, La Guitaudière, bd Marcel Paul 44800 Saint-Herblain. Tél. 40.94.79.94. Réponse et confidentialité assurées.

**Tektronix**

TEKTRONIX FRANCE, CA 658 MF

Nous sommes la filiale Française d'un grand groupe Américain leader mondial dans le domaine de la mesure, de l'informatique graphique, des systèmes de test à de développement de microprocesseurs. Nous recherchons pour LES ULS (U) nos

**ASSISTANT CONTROLLER**

Rattaché au DAF, le candidat assurera une petite équipe de 6 personnes et aura la responsabilité :

- De toute la comptabilité générale et de la fiscalité.
- Du Reporting mensuel à la maison mère.
- De la gestion de la trésorerie liquidée sur ratios.

Vous avez de 28 à 32 ans, une formation type ESSEC, Sup de Co et quelques années d'expérience en comptabilité Anglo-saxonne. Vous parlez couramment l'Anglais, savez manager une équipe et vous êtes un fan de l'informatique, notamment de la micro. Nous vous offrons d'entrer dans notre équipe et de participer à notre constant développement où les perspectives d'évolution sont attractives.

Vous souhaitez prendre un nouveau Challenge, dans ce cas adressez une lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. TEK 10, à notre Conseil Patrick BRUNETEAU.

**International Management**

CONSULTANTS EN RECRUTEMENT FINANCIER

8, rue Georges-Ville, 75116 PARIS.

**Importante Société de Réassurance recherche l'adjoint au directeur financier**

350.000 +

Les placements et investissements sont faits en 25 monnaies

Mission : il participera au Comité Financier au cours duquel est définie la politique de gestion du PORTEFEUILLE TITRES. En liaison avec la Comptabilité, il devra surveiller la bonne marche du service titres et traiter les problèmes fiscaux relatifs aux valeurs mobilières.

Profil : le candidat retenu sera âgé de 35 ans minimum, issu d'une Grande Ecole (option finance), et justifiera de 5 à 10 ans d'expérience en gestion de valeurs mobilières dans une entreprise du secteur Banque/Assurances.

PATRIQUE DE LA LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE ET REELLES APTITUDES A EVOLUER EN MILIEU INFORMATIQUE. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M161, à notre Conseil (10 ans d'expérience)

**nu**

MICHEL JOUSSE, 13 rue Tronchet 75008 Paris

**CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE**

d'implantation internationale recherche pour ses bureaux parisiens

**COLLABORATEURS H/F De Haut Niveau**

Formation universitaire ou Grandes Ecoles appréciée.

Expérience souhaitée.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous référence 5141 M, à l'Agence AFFLUENTS, -49, av. Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Notre BANQUE PARISIENNE (260 personnes, quartier Etoile) est renommée pour la qualité du service rendu à une clientèle exigeante d'entreprises et de particuliers. Dans le cadre de sa croissance, elle recherche

**COMPTABLE HAUT NIVEAU**

Profil : 27 à 35 ans, vous avez le DECS et une expérience comptable d'environ 5 ans en secteur tertiaire (si possible bancaire ou financier). Une formation d'auditeur et une ouverture sur la micro-informatique seraient autant d'atouts supplémentaires.

Mission : sous la responsabilité du chef comptable, vous participerez à l'élaboration des procédures et aux différents travaux de la comptabilité générale conduisant à la production des bilans sociaux et fiscaux de notre Banque et de ses filiales.

Nous offrons : un salaire attractif et une réelle possibilité d'évolution pour un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence OB/LM1, à

**michel jouhannaud conseils**

40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

**Contrôleur de gestion "senior"**

Filiale d'un Groupe International de forte notoriété, notre développement et l'évolution de nos structures, nous conduisent à renouveler nos méthodes et moyens de contrôle de gestion.

Sous l'autorité de la Direction Générale et en étroite liaison avec nos différentes Directions, vous remplirez avec succès cette mission en pilotant avec rigueur et diplomatie : conception et mise en œuvre progressive.

Ce poste convient à un professionnel du contrôle de gestion, de formation supérieure (Grande Ecole de Commerce), âgé d'au moins 32 ans, possédant une bonne pratique de la comptabilité et ayant acquis son « métier » de préférence dans une multinationale à vocation commerciale.

Homme de communication, vos talents et votre connaissance de l'anglais assureront votre réalisation personnelle dans l'Entreprise.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 381 M.

**j. parichon**

38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tel. 45 63 03 10







UNIVERS DE LA GESTION



Important GROUPE FINANCIER privé (2500 personnes) spécialisé dans le financement des particuliers et des entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité en France. Notre CENTRE REGIONAL IMMOBILIER à Paris renforce son équipe de gestionnaires et recherche un

## Jeune Diplômé en Gestion ESCAE, Sciences Eco...

Vous serez chargé, en relation étroite avec notre réseau commercial, de l'étude, de l'appréciation et du montage de dossiers de financement immobilier pour les particuliers et les professionnels. Vous aurez également un rôle de conseil pour les dossiers de crédit promoteur. Débutant ou doté d'une première expérience, vous recherchez une fonction évolutive vous permettant d'utiliser vos compétences économiques, juridiques et comptables. La mobilité géographique est une condition nécessaire pour votre évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 7012 M à notre Conseil SENANQUE - 62 avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

ETABLISSEMENT FINANCIER  
DE 1<sup>er</sup> PLAN  
recherche pour son

## DEPARTEMENT OBLIGATAIRE

1

### OPERATEUR MATIF

A la table de négociations, il effectuera pour le compte des gérants de portefeuilles de l'établissement, le passage des ordres sur le MATIF. Il assurera également des relations "commerciales" avec les clients potentiels. Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (3<sup>e</sup> cycle en économie ou en mathématiques) d'un dynamisme incontestable, possédant un jugement rapide, sûr et motivé.

Réf : M/M

2

### GERANTS DE PORTEFEUILLES

Ils auront pour mission de gérer les portefeuilles obligataires domestiques des investisseurs institutionnels de l'établissement soit directement, soit par l'intermédiaire de SICAV. Pour ces postes nous souhaitons rencontrer deux diplômés de l'enseignement supérieur (3<sup>e</sup> cycle en économie ou en maths, Sup de Co) fortement motivés par l'intervention sur les marchés financiers.

Réf : G/M

Merci d'envoyer C.V., photo et lettre manuscrite, en précisant la référence choisie, sous le numéro 1987 à : CONTEXTE PUBLICITE - 30, avenue de l'Opéra - 75008 PARIS. CEDEX 01 qui transmettra.

## DURACELL

Filiiale de KRAFT Inc

### Contrôleur budgétaire

La Société par la qualité de ses produits, de sa stratégie, de sa publicité et de ses hommes, bien sûr... est un succès, vite et durablement, sur son marché. Mais toutes ses actions sont évidemment accompagnées d'une gestion rigoureuse. D'où l'importance du rôle du nouveau Contrôleur Budgétaire que nous recherchons pour se joindre à l'équipe de la Direction Financière.

En relation avec l'ensemble des services il étudie, prépare, détermine les budgets puis suit et analyse les résultats (écarts, commentaires...) de même, il est celui qui, en relation avec le headquarter assure le « reporting ». Enfin, il participe activement à la progression d'une information déjà performante.

Pour ce poste, à pourvoir rapidement, nous souhaitons un jeune diplômé d'enseignement supérieur (ES, Université...) possédant une expérience même brève, dans ce domaine (reporting, budgets...) vérou, si possible, dans une structure légère. Il est précis, relationnel et responsable.

La parfaite maîtrise de l'Anglais est nécessaire. Le poste est basé à Puteaux (92).



SEFOP, notre Conseil, remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous réf. CB 133 M



### CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

Chef du Réseau de 450 Caisses d'Epargne et 21 Sociétés Régionales de Financement. Le Centre d'Exploitation Titres et Cartes recrute le

### RESPONSABLE DE LA GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE

Vous assurerez les tâches suivantes : tenue de la comptabilité d'exploitation, et supervision des activités comptables des deux services de participation à l'élaboration des budgets de fonctionnement, d'investissement et de trésorerie, ainsi que le suivi de leur exécution et conception et mise en œuvre de moyens de contrôle de gestion. De formation supérieure BAC + 4 (DECS souhaité), vous pouvez justifier d'une expérience de 3 à 5 ans de la comptabilité bancaire. Vous savez utiliser l'informatique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre man., C.V., photo et prêt.) sous réf. LM/GFC au CENCEP - 5, rue Masseran - 75007 PARIS.



Société d'importance nationale, FFF construit environ 2000 logements par an, gère 25000 logements locatifs et réalise un CA de 2 milliards de francs. Appelé à d'autres fonctions, l'actuel

### chef service juridique

cherche son successeur. Celui-ci prendra peu à peu la responsabilité d'une équipe d'une dizaine de personnes dont 3 cadres auxquels sont confiés l'assistance juridique aux différentes sociétés du groupe, le suivi des affaires contentieuses, la gestion des assurances... Ce poste s'adresse à un Docteur en droit ayant une solide expérience des problèmes juridiques en entreprise et l'habitude de l'animation d'une équipe.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 1173 M à

INTERCARRIERES  
5, rue du Melier - 75009 Paris



1 200 personnes - 750 M C.A.

Leader dans la fabrication des mousses polyuréthane recherche

### RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE (150 KF +).

De formation BTS - DECS, vous avez acquis la maîtrise de l'ensemble des techniques comptable et fiscale et de leur application informatique.

Sous l'impulsion du Chef de Comptabilité et au sein d'une petite équipe, vous assurerez la responsabilité de la comptabilité générale de l'établissement, du suivi des comptes et des déclarations fiscales et sociales.

Position cadre - Avantages sociaux.

Votre potentiel déterminera votre évolution au sein de notre société.



Adresser lettre, C.V., photo à :  
Société RECTICEL  
Direction des Relations Humaines  
6, boulevard du Général Leclerc  
92115 CLICHY-LA-GARENNE.

Grande Maison de Champagne  
regroupant plusieurs filiales,  
recherche pour REIMS

### RESPONSABLE SERVICE JURIDIQUE

35 ans minimum, titulaire d'une licence ou capacité en droit, il (elle) a constitué son expérience professionnelle dans le notariat et/ou les services juridiques, dans les domaines bancaires ou des assurances pendant au moins 10 années.

Attaché à la Direction administrative, en liaison avec des Directions générales et financières, il sera chargé de :

- la gestion des marques,
- la tenue des dossiers contentieux (litiges commerciaux, litiges en droit du travail)
- relation avec le notariat pour actes concernant l'immobilier et le financier
- relation avec les greffes de tribunaux.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. 1525 M à notre Conseil :

Cabinet GENTILHOMME  
CONSEIL EN RECRUTEMENT  
8 rue Comille-Lamier BP 1035 - 51052 REIMS Cedex  
5 rue du Melier 75009 PARIS  
Qui vous donnera toute assistance.

## US BANK

Une des banques américaines les plus performantes recherche son

## Responsable du Département Nouveaux Produits

Paris FF 300.000 + bonus

Répondant directement au Directeur Administratif de la Banque dont il sera un des adjoints, il aura pour mission d'animer la cellule spécialisée dans le traitement de tous les nouveaux instruments financiers (Bonds, Matif, Futures, Options, Révéris...). Il aura à diriger une équipe de 4-5 personnes.

A environ 30 ans, vous avez une première expérience d'environ 5 ans dans ce domaine, acquise en banque, dans une charge ou dans un établissement financier. Votre expérience vous amènera à particulièrement bien connaître le marché domestique et vous parlez bien sûr l'anglais couramment. Vous souhaitez rejoindre une banque performante et active sur ces marchés en plein développement et qui pourra à terme vous offrir de nombreuses possibilités d'évolution de carrière.

Contactez Yves Boissonnet au (1) 40.70.00.36 ou envoyez sous réf 13734 MO un CV + tél + rém actuelle à Michael Page International, 19 Av. George V, 75008 Paris.



Michael Page International

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Une banque de taille moyenne, à capitaux étrangers, recherche un

## Exploitant institutionnels

Paris FF 350.000

Il aura pour mission, sous la responsabilité directe du Directeur du Département Financier, de développer une clientèle d'institutionnels et d'entreprises à qui il vendra les services et les produits de la Direction Financière. Ayant une bonne approche commerciale de ce type de clientèle, vous avez une solide connaissance des marchés acquis, soit dans la banque, soit dans une Compagnie d'assurances, et vous parlez couramment l'anglais.

Contactez Yves Boissonnet au (1) 40.70.00.36 ou envoyez, sous réf 13716 MO, un CV + tél + rém. actuelle à Michael Page International 19 Av. George V, 75008 Paris.



Michael Page International

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Une importante banque anglo-saxonne recherche un

## Analyste senior

Paris FF 200.000

Responsable d'une cellule de deux analystes juniors et répondant au Responsable du Service des Engagements, il devra animer son équipe et analyser les bilans des entreprises (clients ou prospects) pour évaluer les risques de la banque.

Ayant une bonne connaissance de l'analyse financière et de la comptabilité des sociétés et parlant couramment l'anglais, vous souhaitez avoir des responsabilités dans le département du crédit d'une banque dynamique ayant une clientèle importante.

Contactez Yves Boissonnet au (1) 40.70.00.36 ou envoyez, sous réf 13727 MO, un CV + tél + rém. actuelle à Michael Page International 19 Av. George V, 75008 PARIS.



Michael Page International

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

PARIS - LYON - TOULOUSE - BORDEAUX  
CONSEIL FINANCIER

### \* CONSULTANT

Clientèle : entreprises 100 à 1.000 salariés

28-35 ans, HEC - ESC - INP - CPA - ICG

Maitrise des instruments spécifiques : rentabilité

performances - efficacité sociale - stratégie. Système de

Promotion / Commercialisation

Statut indépendant possible à terme

J. COQUAND - 23, rue de Naples, 75008 PARIS.



UNIVERS DE  
LA GESTION**Assistant contrôle gestion  
ventes marketing**ESC - Dé. ou 1<sup>er</sup> exp.

Au sein de la Direction Financière d'un groupe alimentaire international à forte expansion (CA 22 Mds F), vous allez :

- **ASSISTER** le contrôleur de gestion Ventes/Marketing dans le cadre des prévisions.
- **PARTICIPER** à l'élaboration et au contrôle des budgets.
- **ANALYSER** les écarts, suivre les charges réelles, les engagements et établir les résultats mensuels.

C'est vous aussi, qui créez, gérez, faites vivre le fichier produits.

De formation ESC, vous possédez de bonnes connaissances en micro-informatique et parlez anglais. Votre sens inné des contacts humains se double d'un esprit de rigueur et de créativité.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3220, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Filiale d'un important groupe industriel, cette prestigieuse société de produits de luxe recherche pour l'une de ses divisions un

**Contrôleur de gestion**

Rattaché au Directeur de la division, il en sera le véritable adjoint pour tous les problèmes administratifs et financiers. Il assurera notamment le contrôle de gestion : analyses financières, élaboration et contrôle budgétaire, reporting avec la direction financière.

En liaison avec les services fonctionnels de la société (personnel, informatique), il en est l'interlocuteur privilégié pour la division.

De formation Ecole Supérieure de Commerce, vous avez acquis une maîtrise des techniques de contrôle de gestion et audit (3 ans d'expérience). Vous souhaitez évoluer vers une fonction polyvalente mais à dominante financière. Outre la rigueur et le sens de l'organisation indispensables, vos capacités de communication feront la différence.

Ecrivez-nous sous réf. 3412 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

**Animateur  
fonction prix de revient**

HF

**COMPAGNIE  
DES LAMPES**  
ETUDE MARCHE, DE LA RECHERCHE

spécialiste français de l'éclairage, fabrique et commercialise des produits destinés aux professionnels et au grand public. Avec 5000 personnes, nous réalisons un CA de 3 Milliards de francs dont 1/4 à l'export.

Dans un rôle d'assistance à nos huit usines et en relation permanente avec le contrôle de gestion du siège, vous serez chargé d'une mission large de coordination :

- De la définition des prix de revient industriels et des normes techniques budgétaires.
- De la préparation des réunions budgétaires.
- De l'assistance des centres industriels et de la direction en analyse de productivité et calculs d'aide à la décision économique.

• Vous serez également en contact étroit et permanent avec notre siège international basé à Eindhoven, (anglais indispensable).

De formation école d'ingénieur ou de commerce en spécialité gestion, vous avez à 25-30 ans, une expérience de préférence en contrôle de gestion ou en site industriel.

Ce poste vous amènera à de fréquents déplacements sur nos centres industriels.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et photo, sous réf. 1, à Pierre Dutot, CDLME, Tour Vendôme, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

Philips France, c'est 19 milliards de CA, 25000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'innovation. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières catégories mondiales d'électronique.

**PHILIPS**

Philips est déjà demain.

**CABINET DE COMMISSAIRES  
AUX COMPTES ET D'EXPERTISE  
COMPTABLE**

Solidement implanté auprès d'une clientèle de grandes ou moyennes Entreprises et de Groupes diversifiés, recherche :

**auditeurs H-F**

JUNIOR et SENIOR

Profil recherché : DECS minimum, expérience de 2 à 5 ans en Entreprise ou en Cabinet. Connaissance de l'informatique appréciée.

Conditions offertes : Travail varié, autonomie et responsabilité de dossiers selon expérience. Possibilité de formation au sein d'une équipe très performante.

Poste basé à Paris Saint-Augustin, avec quelques déplacements en province.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. M408, à notre conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

ARCO

**Mission INTERNATIONALE**

Important Cabinet de Conseil recherche pour mission de haut niveau dans société de développement rural en Afrique de l'Ouest

**UN CONTROLLER**

Pendant 2 ans, au sein d'un projet financé et encadré par les grands organismes internationaux qui consiste à optimiser la production agricole, ce collaborateur, rattaché au Directeur Général, sera responsable du budget, du plan de trésorerie, de la comptabilité analytique, du système d'information et de l'organisation.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce/Gestion (DECS apprécié), le candidat âgé de 35/40 ans a une expérience réussie de la fonction, en entreprise/cabinet, qu'il a en outre exercée pendant quelques années en Afrique.

En plus des connaissances techniques liées à sa fonction, il est doté d'une personnalité affirmée et d'un sens politique développé. C'est un homme de dialogue.

Après cette mission ponctuelle, des perspectives d'évolution intéressantes sont offertes au sein de ce cabinet en France ou à l'étranger.

Rémunération très attractive.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 219 à : PUBLICOP 32, rue Bessé 75009 PARIS, qui transmettra.

**EXPERT COMPTABLE**

Il sera chargé de :

- examiner le système comptable existant.
- Assister le département de l'hydraulique et les communes concernées par le projet dans la mise en place des procédures de comptabilité, de facturation et de recouvrement.
- former des comptables communaux.

Poste à pourvoir immédiatement pour une durée de 3 ans.

Expérience 10 ans souhaitée, notamment dans le domaine de la comptabilité des entreprises de service public.

Ecrire avec C.V., sous la réf. 4512/1102, à

MEDIA PA, 71, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS, qui transmettra.

**L'INSTITUT NATIONAL  
DES TELECOMMUNICATIONS**

recrute pour son

**ECOLE DE GESTION  
DES TELECOMMUNICATIONS**Enseignant  
Responsable de formation

La mission sera de développer et coordonner les enseignements de gestion de systèmes d'information et d'informatique de gestion assurés à l'Ecole.

Les candidats devront être titulaires d'un doctorat en économie en gestion, posséder de très solides connaissances en informatique de gestion, si possible bénéficier d'une expérience d'entreprise ou d'enseignement.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo et prétentions à I.N.T. Pièce C 104 9 rue Charles Fourier 91011 EVRY CEDEX

Nous sommes la filiale française d'un important Groupe U.S., leader mondial dans nos spécialités : les produits de très haute technologie. Dans le cadre du renforcement de nos structures, nous recherchons un

**Contrôleur  
de gestion**

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent).

Vous avez au moins deux ans d'expérience de la fonction dans une entreprise multinationale ou en cabinet d'audit. Vous parlez l'anglais.

Nous vous chargerons du contrôle de gestion des divisions commerciales françaises. Vous évaluerez les budgets dépenses et en assurerez le suivi ; vous établirez les prévisions trimestrielles et suivrez la rentabilité des lignes de produit. Vous assurerez l'interface entre les Responsables de Division et les services informatiques et comptables.

Pour ce poste basé à St-Quentin-en-Yvelines, la rémunération offerte est en rapport avec nos exigences.

Adressez lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé + photo, salaire actuel, sous réf. 80104/M, à notre Conseil qui vous garantira son entière discrétion.

**Staff Consultants**

91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

STRASBOURG  
PARIS  
LYON  
NEW-YORK**Didier Lamarthe**

MAROQUINIER

recherche, dans le cadre de son développement - doublement du CA en 4 ans -

**CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR**

Rattaché au Directeur Général, il lui sera demandé : • de créer et mettre en place des outils de gestion permettant une analyse des coûts, des prix de revient, de la production, • de suivre les budgets et les différents indicateurs de gestion, • d'optimiser les moyens informatiques existants. La variété des missions et l'univers de produit sont de nature à motiver un candidat suffisamment généraliste et adaptable, désireux d'intégrer une société à taille humaine, d'un niveau d'études supérieures type Ecole de Gestion, de Commerce ou équivalent.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous référence 203.PA.062 M, à notre Conseil Christiane JOUET.

13 bis, rue Henri Monnier  
75009 PARIS**FIDUCIAIRE JURIDIQUE  
ET FISCALE DE FRANCE**  
2 bis, rue de Villiers  
92309 LEVALLOIS-PERRET  
recherche pour son développement  
en Province**SPECIALISTES  
EN DROIT  
DES SOCIÉTÉS**

- PV d'Assemblées, Conseils.
- Constitutions, modifications statutaires.
- Expérience indispensable 5 ans minimum exigée.

Pour de plus amples renseignements, écrire ou téléphoner M<sup>me</sup> LÉCLERQ  
Tél. : 47.58.13.20 poste 1341.

Pierre Lichas

**COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE**

recherche

**FISCALISTE  
30 ANS ENVIRON**

Ayant expérience 6 ans minimum dans le domaine de la fiscalité des entreprises et des groupes de sociétés.

Bonne connaissance de la comptabilité, du droit des sociétés et de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à

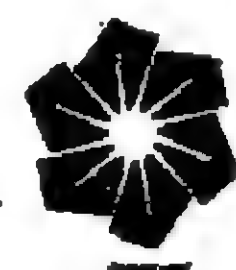
COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE,

Direction de la Fiscalité et du Droit

des Sociétés,

54, rue La Boétie,

75382 PARIS Cedex 08.



CONTRÔLE



UNIVERS DE  
LA GESTION

GRUPE INDUSTRIEL DE DIMENSION INTERNATIONALE

Spécialisée dans l'étude, la réalisation et la vente de produits technologiques complexes destinés à des applications industrielles de pointe, ce Groupe de 3 000 personnes exporte plus de 60 % de ses productions et connaît une expansion constante dans un contexte de résultats économiques favorables. Dans ce contexte de développement, nous proposons aujourd'hui trois fonctions :

2

JEUNES CONTROLEURS DE GESTION

Proche du terrain l'un sera basé à l'établissement principal de la Société mère, situé à 2 heures de PARIS dans une région agréable. Motivé par le contenu industriel de cet établissement, le candidat pourra, après quelques années réussies dans une fonction comprenant tous les aspects classiques du contrôle de gestion, prendre une responsabilité opérationnelle ou fonctionnelle au sein de la Direction des Fabrications. La présence sera donnée à un candidat diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur ayant une première expérience professionnelle dans l'industrie.

7

JEUNE CHEF COMPTABLE

Rattaché au Directeur Financier et basé à PARIS au Siège Social de la principale filiale (600 personnes, 600 Millions de Chiffre d'Affaires, 3 Usines en France et 2 en RSA), il aura des missions essentielles :  
• Etablir l'ensemble de la comptabilité générale avec une équipe légère à PARIS et des Services décentralisés en usine ;  
• Etudier et mettre en place un nouveau système comptable en vue de le rendre plus productif.  
Il participera étroitement au reporting et à l'ensemble de la vie de la Société dans un environnement très motivant. Le candidat est diplômé de l'enseignement supérieur et a une première expérience professionnelle dans un service comptable ou un cabinet d'audit.

Nous vous remercions d'adresser CV complet, lettre de motivation et rémunération souhaitée, sous la référence choisie à notre Conseil, NEMESIS, 10, rue de l'Écluse 75001 PARIS, qui transmettra votre dossier avec la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

DONNEZ DE L'AMPEUR  
A VOTRE CARRIERE

SODETEG S.T.A.I.

Spécialistes de l'ingénierie des systèmes sophistiqués d'automatique et d'informatique industrielles, nous sommes présents par nos réalisations dans 25 pays (60 % de notre CA à l'export). Afin de conforter nos équipes - 600 personnes dont 350 ingénieurs - et de poursuivre notre forte expansion tant dans le secteur public que privé, nous souhaitons intégrer un

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

HEC, ESSEC, ESCP, IEP.P

Rattaché directement au Chef d'un important centre de profit et en liaison avec la Direction Financière, vous serez responsable :  
- de l'audit des contrats d'ingénierie à l'export en relation avec les Ingénieurs d'Affaires.  
- du reporting.

L'environnement international de notre activité justifie l'acceptation de déplacements de courte durée.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste très évolutif, un jeune cadre au caractère affirmé ayant une première expérience industrielle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant la référence LMV/87 à la Direction des Affaires Sociales - Sandrine MANDIN - SODETEG S.T.A.I., 283, rue de la Minière, 78350 BUC.

THOMSON

CONTRÔLE DE GESTION "STRATÉGIQUE"  
DANS UN GROUPE INTERNATIONAL

4 000 personnes en France, 90 000 dans le monde... des activités qui couvrent plusieurs marchés et différents domaines industriels technique-ment très avancés... c'est dire l'importance du Contrôle de gestion au sein de notre Groupe. Nous souhaitons intégrer dans notre équipe "Contrôle de Gestion Filiale" un ou une

DIPLÔMÉ(E) DE GRANDE ÉCOLE

HEC, Sciences Po, Eco - FI, ISA

ayant de bonnes notions de contrôle de gestion, acquises au cours d'une première expérience professionnelle ou de stages.

À son sein d'une équipe de haut niveau, chargée de conseiller et assister la Direction Générale, ce nouveau collaborateur participera à l'organisation et à l'animation du processus budgétaire de la filiale française, à l'élaboration des hypothèses économiques, à l'analyse des budgets, plans et projets d'investissement des unités opérationnelles.

Ces premières responsabilités au sein de notre Groupe préparent à des évolutions dans la filière financière ou dans des activités diversifiées en France ou à l'étranger. Elles nécessitent donc un très bon niveau de formation et d'importantes qualités de communication.

Liens de travail : proche banlieue Ouest de PARIS.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous la référence 5270, à ADVOOM, 3, avenue des Termes, 75017 PARIS qui transmettra directement.

Audit opérationnel et informatique  
dans un groupe financier



Important GROUPE FINANCIER privé (2500 personnes), spécialisé dans le financement des particuliers et des entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité.

Notre département AUDIT recherche un jeune AUDITEUR INTERNE.

Dans une petite équipe collégiale de 5 personnes vous interviendrez dans des missions très variées d'audit informatique et d'audit opérationnel à caractère plus général touchant l'ensemble des activités de notre groupe. La diversité des missions qui vous seront confiées implique une compétence informatique et une ouverture à tous les domaines de la gestion d'entreprise.

De formation supérieure, grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez une première expérience réussie de 2 ou 3 années dans une fonction d'auditeur informatique, organisateur ou chef de projet dans un cabinet ou une grande entreprise. Vous trouverez dans notre équipe de structure très horizontale, un climat propice à exprimer vos qualités et au sein d'un groupe performant, des perspectives de carrière très ouvertes.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 7011/M à notre Conseil SENANQUE - 62 avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

TOURS

FISONS

Jeune Directeur  
Administratif et Financier

A 28 ans environ, titulaire du DECS, vous avez acquis une solide expérience au milieu industriel.

Responsable de votre fonction gestion, vous animez une équipe de 6 personnes et assurez :

• Comptabilité, trésorerie, • Prix de revient, • Contrôle de gestion.

• Plan et Budget, • Gestion des stocks, • Informatique.

Administrateur du personnel (60 personnes), • Reporting Division et Groupe.

Rattaché au Directeur Général France, vous évoluerez dans le cadre d'une organisation et d'une stratégie internationales. De bonnes bases d'anglais sont indispensables.

Merci d'adresser votre CV avec lettre manuscrite, photo et prêt, sous réf. 2978 à LHM Tourisme/Airbus 51, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Banque privée quartier Opéra

recherche pour son

SERVICE DES ENGAGEMENTS

1 GRADÉ (H. ou F.) CLASSE III ou IV

- La personne recherchée est âgée d'environ 30/35 ans.
- Elle est à la recherche d'une expérience d'environ 3 ans dans un poste similaire au sein d'une banque importante, de préférence en agence.
- Elle a une très bonne pratique de la mise en place des crédits, du suivi administratif des engagements et dans l'ensemble des opérations administratives découlant d'une clientèle d'entreprises.

Adressez lettre de candidature (Avec présentations) ainsi que C.V. et PHOTO à : O.S.P. 64, rue LA BOETIE, PARIS-8 en rappelant sur l'enveloppe - Service D - qui transmettra.

La filiale française (CA FF 3 milliards) d'un important groupe américain dans le secteur de la haute technologie recherche son

Directeur des  
services comptables

Région parisienne

FF 350-400k

Ses responsabilités principales seront :

- La supervision de la comptabilité générale, analytique et du reporting
- La mise en place de nouveaux systèmes informatiques sophistiqués
- La collaboration étroite avec les autres départements financiers
- L'animation et la formation d'une équipe d'environ 50 personnes

Le candidat souhaité aura :

- Une expérience similaire dans une société américaine
- Une bonne connaissance des outils informatiques
- Un anglais courant

De réelles perspectives d'évolution seront offertes à un candidat dynamique et flexible.

Veuillez contacter Ivor Alex au (1) 40.70.00.36 ou envoyer votre C.V. + tél. + rém. actuelle à Michael Page International, 19 Av. George V - 75008 Paris, en mentionnant la réf. 1223.

FTP

Michael Page International

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Notre client, leader de l'étiquetage de France (250 M FF CA) recherche pour son siège, le responsable du service

Trésorerie  
Comptabilité Clients

Paris Ouest

200 KF

Il devra principalement diriger une équipe de 5 personnes, gérer et optimiser la trésorerie du groupe et superviser le traitement des factures et des relances.

De formation DECS ou équivalent, vous avez une première expérience de la fonction et êtes familiarisé avec l'utilisation de la micro informatique. Vous devez, en outre, avoir un très bon niveau d'anglais.

Veuillez contacter J. Lancelotti au (1) 40.70.00.36 ou envoyer un CV + tél. + rém. actuelle à Michael Page International, 19 Av. George V - 75008 PARIS sous réf. 13738 JL.

FTP

Michael Page International

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Notre client, la filiale française du premier groupe mondial d'adhésifs recherche son

Contrôleur de  
Gestion

Paris Ouest

200/250 KF

Le jeune candidat aura la responsabilité du reporting du contrôle budgétaire... et pour première mission, la mise en place d'un système de gestion du prix de revient des unités industrielles.

De formation ESC ou équivalent, vous devez posséder, outre un très bon niveau d'anglais, une expérience de plus de deux ans dans le contrôle de gestion ou l'audit, et si possible en milieu industriel.

Veuillez contacter Jérôme Lancelotti au (1) 40.70.00.36 ou envoyer un CV + tél. + rém. actuelle à Michael Page International, 19 Av. George V, 75008 PARIS, sous réf. 13723 JL.

FTP

Michael Page International

Spécialiste en recrutement financier  
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Nous sommes un Cabinet d'Expertise en risque industriel travaillant exclusivement pour les compagnies d'Assurances, dans le cadre de règlement de sinistres. Notre équipe comprend trois ingénieurs et un juriste souhaite intégrer un

CHARGÉ DE MISSION  
HEC, ESSEC, SCIENCES PO, ESC...

possédant une expérience professionnelle d'environ 3 ans dans le domaine de l'audit et du contrôle de gestion et une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand. Dans un premier temps, vous assisterez les responsables de dossiers pour acquiescer les techniques de l'assurance et du règlement des sinistres, puis très rapidement vous négociez directement.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 401/M à CURRICULUM, « l'Atelier » 6, Passage Lathuille 75018 Paris, qui transmettra.



UNIVERS DE  
LA GESTION

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES  
D'EMPLOIS

Colgate-Palmolive (5,5 milliards de francs de CA) connue par ses marques : Axion 2, Gama, Paic, Ajax, Soupline, Calines, Tendresse, Cadum, Cléopatra, Tonigencyl... recherche un(e)

Chargé d'études  
de marchés confirmé HF

- de formation psycho, socio, ESC et/ou titulaire du DESS en études de marchés et d'opinion.
- ayant acquis dans un important institut d'études une expérience des techniques qualitatives et quantitatives ainsi qu'une pratique des produits de grande consommation.

- possédant un bon niveau d'anglais écrit et oral.
- cherchant à développer sa carrière dans une importante entreprise qui utilise la panoplie complète des techniques d'étude dans une approche intégrée de la recherche marketing.

Si cette opportunité vous attire, écrivez sous référence LM/12, à Colgate-Palmolive, Direction de l'Emploi et de la Formation et des Conditions de Travail, 55 Bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cedex.



COLGATE-PALMOLIVE

JEUNES  
DIPLOMES...

Réalisez vos ambitions chez un leader

Nous sommes un organisme privé de premier plan, spécialisé dans la garantie des crédits inter-entreprises. Pour poursuivre notre développement, nous souhaitons intégrer dans nos équipes régionales de jeunes diplômés débutants ou possédant 2 ou 3 années d'expérience dans le domaine financier.

Formé à nos méthodes, vous rechercherez et analyserez les informations permettant une décision de crédit et prendrez ainsi la responsabilité de l'appréciation d'un tissu régional d'entreprises.

Si vous êtes mobile géographiquement et attiré par le domaine financier ; si vous avez le goût des contacts, de l'analyse, le sens de l'organisation et des responsabilités et la volonté d'agir avec une grande autonomie, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 37/2026 A à :

EGOR BANQUES ET SERVICES  
19, rue de Berli - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

## MANAGER

multiples réussites dans la Direction de sociétés commerciales et petits centres de production dans secteurs de pointe :

Informatique Editoriale  
Arts graphiques  
CAD/FAO  
Informatique  
ElectroniqueANGLAIS COURANT  
PRET POUR NOUVEAU DEFIEcr. sous le n° 8.246  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montesson, Paris-7.ANIMATEUR DE VOCATION  
Possédant solide expérience (10 ans)

## PRODUITS FRAIS

affilié à une connaissance terrain de tous les circuits GMS, recherche dans une société volontaire à taille humaine responsable des ventes France, dans une équipe de direction dévouée d'élargir un portefeuille de la vente à sa structure de production.

Ecrire sous le n° 8537  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montesson, Paris-7.

## TRAVAUX REDACTIONNELS

F. 45 a. 3 cycle format, lettres, hist. de l'art, socio., arts plast., droit, sup. cult., presse, édit., ch. piques ou rempl., perm., correction, rédaction, docum., relat. pub., en entreprise ou partic. 45-65-40-45.

RÉSIDENCE PÉKIN 40 a. ETUDES SUPERIEURES, études propositions emploi. Chine, Ind. BANANGH, 17, rue Clément-Ville, 34000 Montpellier.

J.F. 22 ans, ch. emploi dans journalisme, relat. public. ques/presse ou tout secteur communication. Libre de suite. Ecrire sous le n° 8255  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montesson, Paris-7.

Licence Droit affaires, étud. maitr. droit affaires et inst. droit comparé, bon angl., not. al. ch. empl. de dom. jurid. 10-15 h/semaine. Th. Bernard, 45, rue de la Harpe, 75005.

## DIRECTION ACHATS

Homme 31 ans  
Définition politique  
Achats BUDG. 10 MF.  
Sélection, négociations, fournisseurs.  
gestion inform. stocks, 4 ans relations coètes, Recrut. estimation pers., diversité région Paris poste  
Ecrire sous le n° 8257  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montesson, Paris-7.

23 a., licencié en hist. et lettres en lettres a gardé de ses classes préparatoires le goût du travail et de l'écriture. Eud. toutes propositions. Tél. : 42-70-43-31.

J.F. 27 a., maitr. socio D.E.A. d'études latino-américaines, enseignement hist.-géo, linguistique, portugais, ch. poste ou rempl. édit., secteur culturel, press., maison de production (ind.). Eud. des propositions. Tél. : 42-06-10-05 (soir. al. al.).

## J.F. 33 ANS ASSISTANTE

rédacteur en chef hebdo., sp. : secour. réd., report., conf. de pr., musique.  
1) Collaboration dans journal état. ou à l'ordre (entrepreneur, secrétaire).  
2) Poste attaché presse ou assist. dans milieu cult., idéol. cinéma.  
Anglais lu, parlé, écrit. Ecr. Sylvain Carlier, 32, rue Charles-de-Gaulle, 75009 Paris. Tél. : 34-89-15-13.

secrétaires

## Secrétaire

Grand groupe industriel français également implanté aux Etats-Unis (C.A. : 2,5 milliards de francs), nous recherchons pour notre DIRECTION COMPTABLE une Secrétaire de haut niveau.

Vous avez une formation BTS de secrétariat et une expérience réussie dans un poste similaire. Vous possédez une bonne maîtrise de l'anglais et de l'allemand et de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Pour ce POSTE DE CONFRANCE, vos qualités personnelles : excellente présentation, disponibilité, discrétion, ainsi que votre sens des relations humaines seront décisives pour mener à bien votre mission. Nous vous offrons une rémunération attractive et des avantages sociaux.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, sous la réf. 4496/LM, à

Communiqué

71, avenue Victor-Hugo  
75116 PARIS, qui transmettra.

Un très important groupe d'assurances IARD et VIE, recherche pour son siège prochainement situé en banlieue EST

3 CHARGÉS (ÉES)  
D'ÉTUDES JURIDIQUES

débutants ou avec une première expérience

Intégrés à notre équipe juridique, en fonction de leurs motivations, de leur qualification, ils se verront confier des missions telles que : • études de textes législatifs, de jurisprudences, de réponses ministérielles • participation à la rédaction d'articles, d'études, d'analyses dans des revues juridiques internes • travailler à la constitution d'une base de données juridiques.

Ces postes conviennent à des candidats, titulaires d'une maîtrise de droit éventuellement complétée par une spécialisation en assurance, ayant le goût du droit, soucieux de s'intégrer à une équipe, appréciant un travail basé sur la qualité et la confiance.

Si cette proposition vous intéresse, adresser lettre manuscrite motivant votre candidature, CV, photo et prétentions à notre conseil sous référence CEJM.1



cefophe

10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

marc forget  
et associésRESPONSABLE  
CONTROLE BUDGETAIRE  
CONTROLE DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier, vous aurez en charge la gestion et le développement de la fonction budget et contrôle de gestion : responsable de l'établissement des budgets et des tableaux de bord, de l'analyse des activités et des prix de revient, vous aurez à mettre en œuvre et gérer les procédures, et à participer à l'évolution du système d'information et de gestion.

Vous animer une équipe d'assistants de gestion.

Diplômé d'études supérieures (ESC ou équivalent), vous avez une expérience dans la fonction d'au moins 5 ans, et une aptitude marquée pour animer et pour proposer des innovations.

La connaissance de l'informatique est un atout.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence DF/06 à Annie-Paule SANVITI - CAM - pièce 3206 - 4, rue Berthollet - 94110 Arcueil.



INFORMATIQUE DE LA CAISSE DES DEPOTS

DES OPPORTUNITES POUR DE  
JEUNES DIPLOMES ESC...

La synergie d'un groupe novateur - Campon Bernard Construction - la jeunesse d'une équipe, une structure souple (400 pers.), engendrent chez BATEG un état d'esprit enthousiaste et dynamique. Et la reprise du BTP un chiffre d'affaire croissant ! Cela justement nous amène à renforcer nos équipes, notamment au sein de nos Directions Financières et de Production. Des postes très formatifs sont proposés, dans un environnement informatisé de jeunes ESC. Certains vous feront toucher de près à la trésorerie, d'autres au contrôle de gestion. Et dans tous les cas, ils comportent les plus belles perspectives d'évolution pour des jeunes candidats qui, à notre image, aiment relever les défis permanents !

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions au Service Recrutement, BATEG, 31 Avenue de l'Europe, BP 300, 78143 VELIZY CEDEX.



ENSEMBLE POUR UN DEFI PERMANENT

IMPORTANTE SOCIETE  
DE SERVICES

recherche un

Cadre administratif et  
financier international

Basé en Région Parisienne, et rattaché à la Direction Afrique, il se déplacera sur toutes nos filiales en Afrique pour effectuer des missions ponctuelles, des remplacements pour favoriser la circulation d'informations au niveau administratif et financier (comptabilité, trésorerie, budgets, informatique).

Agé d'environ 28 ans, diplômé ESC + DECS, vous avez une première expérience professionnelle réussie de 2 à 3 ans dans un cabinet d'expertise comptable ou au sein de la Direction Financière d'une société.

Une bonne connaissance de l'anglais et une grande mobilité sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. 18940 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01.

capitiaux  
propositions  
commercialesENTREPRISE DE PRODUITS  
CHIMIQUES DE R.F.A.

## PARTENAIRE SUR

pour distribuer sur le marché français UN NOUVEAU PRODUIT DE PROTECTION pour la soie (non toxique, prix avantageux), qui connaît déjà un grand succès en ALLEMAGNE.

Correspondance souhaitée en langue allemande.

TELEX : R.F.A. 823841 Bufo.

En vue retraite cédant cabinet juridique bordelais avec ou sans association temporaire. C.A. : 88 : 1 million. Expér. content. cult. Formes spéciales. Ecr. n° 64.114, PROJETS, 12, r. des Pyramides, Paris-14.

représentation  
demandesDirecteurs des ventes indépendantes (free lance) recherchent produits intéressants à diffuser. Ouverts à toutes propositions. Ecrire sous le n° 8.928  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montesson, Paris-7.

## ligneroset

leader français du mobilier contemporain de haut de gamme recherche un

## Cadre juridique HF

spécialisation : droit du travail

Interlocuteur immédiat de la Direction Générale, il assumera des responsabilités regroupées selon 4 axes principaux : l'aspect juridique de la fonction personnel (contrats de travail, analyse et suivi des textes, conseil auprès des chefs de service, définition de l'ordre du jour et organisation des réunions du comité central et des comités d'établissements...), la représentation de la Société auprès d'organismes paritaires ou consulaires, des missions de secrétariat général (contrats civils et commerciaux, instruction et suivi des contentieux, dépôt des brevets, modèles et dessins...), la supervision de la mise en place de techniques nouvelles de participation (cercles de qualité, boîte à idées...).

Outre une solide formation juridique, du niveau minimum de la maîtrise et une expérience garantissant une connaissance pratique et approfondie du droit du travail, ce poste exige un sens affirmé de la communication et du dialogue social.

Poste à pourvoir au Siège de la Société, à 60 km à l'EST de LYON dans la campagne de l'AIN.

Ecrire au Cabinet GATIER, 32, rue Barrière, 69006 LYON, sous réf. 009/LM.

Mission de Conseil  
Opérationnel  
pour Jeunes Financiers

Faire de la gestion et de la finance sur le terrain, être en contact avec les réalités quotidiennes tout en s'appuyant sur une technique solide : telle est l'opportunité que vous offre Duquesne Purina (1 milliard de CA, 8 usines, 550 personnes en France), filiale du groupe américain Ralston Purina.

Vous serez le conseiller de gestion rattaché à une Direction Régionale, responsable de la gestion des risques clients d'une division. Vous assisterez nos concessionnaires dans leurs problèmes de gestion et de financement et nos commerciaux dans le choix de leurs stratégies de développement.

Nous recherchons des candidats de formation supérieure (ESC ou maîtrise + DECS), ayant de préférence une première expérience de gestion. Qualités de contact, mobilité, disponibilité seront des atouts déterminants dans notre choix.

Des postes seront proposés dans plusieurs régions. Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel s/p. M60001 NM à TEG, ou de téléphoner pour un premier contact au 45.55.91.38.

TEG  
113 rue de l'Université  
75007 PARIS.







**Le Monde a déjà consacré  
plus de 35 000 pages  
à l'économie.**

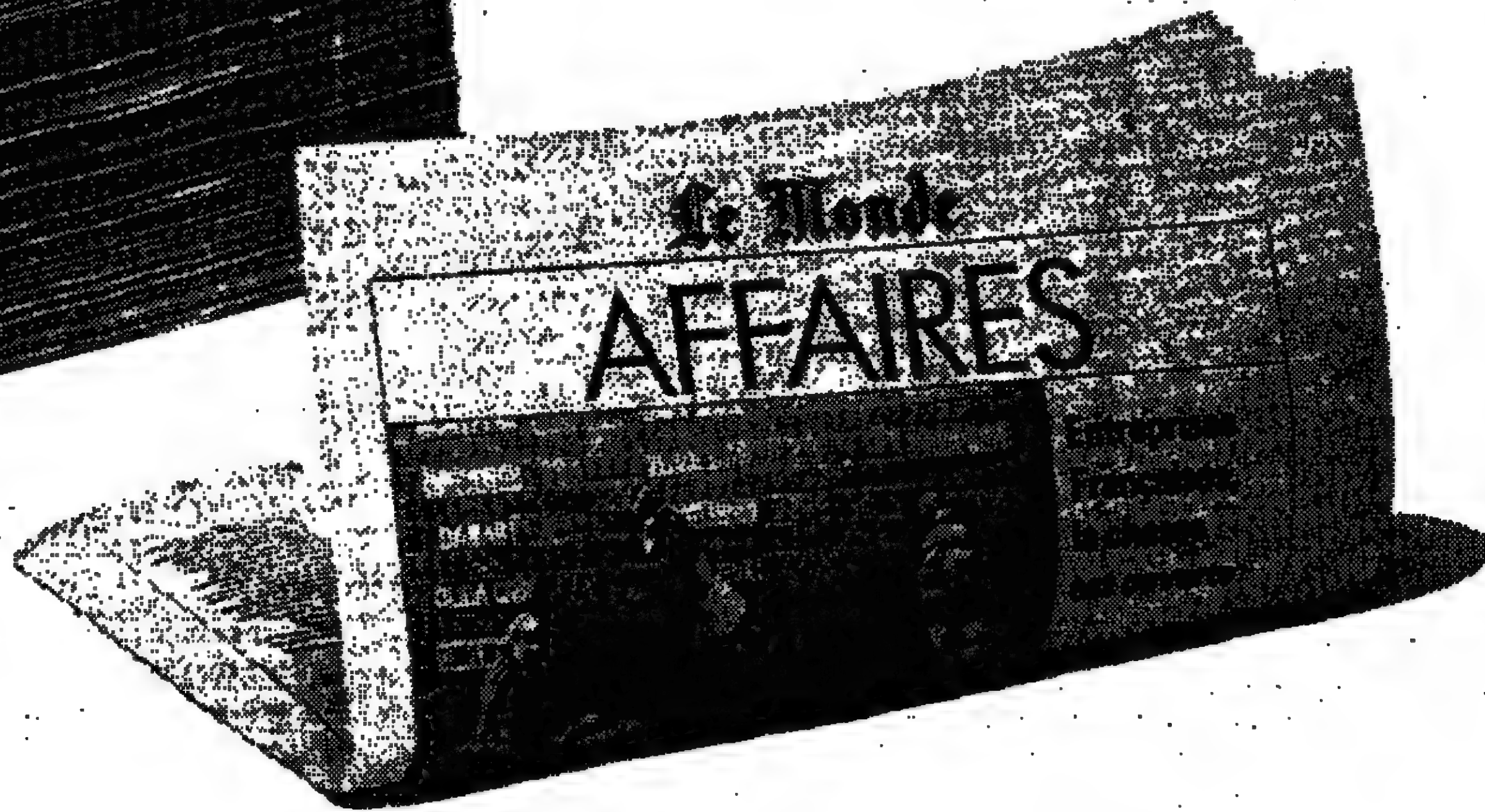
**Alors, pourquoi créer  
un supplément affaires ?**

*Pour des générations de dirigeants, de décideurs, de chefs d'entreprise, Le Monde constitue le journal de référence. Et, avec ces dernières années, plus de 1 200 pages consacrées à l'économie, en France et à l'étranger, Le Monde accorde une place essentielle au fait économique. Aujourd'hui, le rôle moteur des entreprises est unanimement reconnu et prend de plus en plus valeur d'exemple : plus personne ne conteste qu'un musée, une commune ou une équipe de football doivent être gérés comme une entreprise. C'est pourquoi Le Monde a décidé de lancer un nouveau supplément, Le Monde Affaires.*

*Chaque semaine, avec un regard neuf, un style clair et des articles sans complaisance, Le Monde Affaires racontera l'aventure des entreprises et des hommes qui la vivent.*

*Le supplément Le Monde Affaires sera en vente sans supplément de prix chaque vendredi après-midi avec le quotidien Le Monde.*

**Le Monde**



**Chaque vendredi\*, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.**

*\* Numéro de vendredi, daté samedi.*



# Le Monde ECONOMIE

## PÉRIPLE AU PAKISTAN

### Un immense tapis vert sur le désert

LES retombées de la guerre d'Afghanistan deviennent de plus en plus néfastes au Pakistan, comme l'ont montré les récents troubles à Karachi à propos de la drogue. Quant au cabinet, il vient d'être remanié pour trouver une plus grande cohésion.

Ces signes et bien d'autres annoncent une nouvelle phase délicate dans l'histoire du Pakistan. Or, quelle que soit l'importance des facteurs politiques, il paraît opportun de voir comment vit le vaste monde rural.

A partir de Téhéran, le décor ne va plus changer : plateaux tirant sur la steppe, déserts de sable ou de cailloux coupés d'oasis avec leurs peupliers alignés le long des canaux. Rose-mauve au petit matin à Ispahan, les montagnes se renfroignent noires dans le Baloutchistan. Ainsi défilent 3 000 kilomètres jusqu'à Karachi.

Changement de cap, nous abordons le Sind, puis le Pendjab en direction du nord. Nous voici saisis d'un sentiment étrange : les tons gris et beiges du désert, les sables, le relief tourmenté, c'est fini. A perte de vue, un paysage plat et vert, champs de coton, rizières, bananeraies et palmiers. Relativement étroit dans le Sind, le tapis vert posé sur le désert s'élargit au Pendjab, avant de buter contre les premiers escalliers de l'Himalaya.

Les canaux principaux qui partent de l'Indus et des rivières du Pendjab se divisent en de multi-

ples embranchements totalisant 61 000 kilomètres, desservant dans les 10 millions d'hectares. Les premiers aménagements hydrauliques sont déjà présents vers 3000-2000 av. J.-C. dans la civilisation de l'Indus. D'autres canaux sont construits aux époques hindoue et musulmane. Mais ce sont les Anglais qui créent les systèmes actuels, d'une ampleur sans précédent.

Après avoir connu une première phase d'expansion à la fin

**Karachi a été le théâtre d'émeutes en décembre dernier, mais les campagnes continuent de se moderniser.**

par GILBERT ÉTIENNE (\*)

du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, Sind et Pendjab démarrent à nouveau depuis les années 60. Les réseaux de canaux s'étendent, les puits tubés à pompe fournissent un complément d'irrigation. De nou-

velles variétés de blé, de riz, de coton, d'engrais chimiques, de pesticides, emboîtent le pas. La production de céréales augmente de 150 % en vingt-cinq ans (1960-1985), le coton fait encore mieux, tandis que la population double. Le Pakistan couvre non seulement ses besoins, en céréales, mais il exporte environ 1 million de tonnes de riz par an.

#### Mutations au Sind

Ces performances trop peu connues ne suscitent néanmoins aucun triomphalisme au sein du gouvernement et de l'administration, car les prochaines étapes s'annoncent fort délicates. Elles masquent d'ailleurs des écarts sensibles entre Sind et Pendjab, du fait des habitants et de la nature, ce qui n'est pas sans conséquences politiques dans un pays dont la nationalité doit se consolider.

Alors que les réfugiés venus de l'Inde ont fait la fortune de Karachi en y créant industries, banques, réseaux de grand com-

(\*) Professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales.



## LA SNCF EN CRISE

### Une nouvelle bataille du rail et de la route

**Le partage actuel entre les différents modes de transport est artificiel.**

par ÉMILE QUINET (\*)

Ce qui paraît plus fondamental, c'est une transformation des mentalités et des modes de communication au sein de l'entreprise. C'est beaucoup plus difficile, c'est plus coûteux, c'est aussi plus long, cela peut prendre une génération au moins ; mais, comme le dit la publicité, la SNCF tout est possible.

Ces considérations ne sont pas propres à la SNCF ; même si elles s'appliquent avec une acuité particulière, on les retrouve dans tous les grands organismes publics. Le point de vue externe est plus spécifique : il tient à la situation de l'entreprise dans son marché, situation qu'on pouvait dire la publicité, à la SNCF tout est possible.

Cela pourra paraître choquant aux nombreux voyageurs qui ont connu de longs délais d'attente, aux entreprises qui ont souffert dans leurs approvisionnements et leurs débouchés, mais, dans l'ensemble, la vie économique a finalement moins pâti qu'on aurait pu le penser de cette quasi-interruption du chemin de fer (1).

Certes, il y a eu des difficultés, mais elles sont dues pour une large part à la soudaineté et à l'imprévisibilité de la crise, et à l'improvisation des transports de remplacement. Et il est exceptionnel qu'on usager fermement décidé à effectuer un déplacement n'ait pas pu en trouver les moyens.

Ce résultat paradoxal — ne dit-on pas que le gouvernement, au début des événements, escomptait de vives réactions de mécontentement des usagers ? — vient en fait confirmer une situation bien connue des spécialistes des transports, à savoir la surabondance des capacités. Si l'on considère cette hypothèse comme acquise — des études à venir plus complètes seront nécessaires pour en certifier l'exactitude — et si l'on pousse le raisonnement, plusieurs questions viennent à l'esprit.

La première, dont l'enjeu est à court terme, concerne l'étendue

des pertes causées par cette grève. Que de plusieurs côtés on ait intérêt à mettre en évidence leur ampleur, c'est certain. Mais comment les mesurer objectivement ?

Remarquons d'abord que leur montant n'est pas le même vu par l'entreprise, et vu par la collectivité. Pour la SNCF, c'est essentiellement la diminution de recettes due au trafic perdu. Pour la collectivité, ce sont en gros les dépenses supplémentaires liées à l'immobilisation des marchandises bloquées en cours de transport au début de la grève, les manques à gagner liés aux transports qu'on n'a pas pu effectuer, et les surcoûts des moyens de remplacement utilisés.

Mais ces surcoûts sont-ils élevés ? Cette question, à laquelle la réponse pourrait bien être négative, renvoie à un problème de fond classique en politique des transports, et que les événements récents conduisent à poser de nouveau, celui du partage du trafic entre les différents modes de transport.

#### Distorsions

On sait que le partage actuel est artificiel, en ce sens que, si l'Etat supprimait toutes les barrières réglementaires actuelles — en particulier les licences et la TRO (tarification routière obligatoire) pour le transport de marchandises, les contraintes au transport par autocars sur longue distance pour les voyageurs, — le partage modal s'infléchirait en faveur de la route, en raison de sa meilleure combinaison prix-qualité de service.

Cela serait-il un bien ou un mal pour la collectivité ? Les pouvoirs publics ont-ils tort ou raison de freiner le développement de la route ? Ce n'est pas aussi évident qu'il paraît, car les prix de transport actuellement pratiqués ne reflètent pas les véritables coûts pour la collectivité. Des distorsions importantes existent d'un mode à l'autre concernant notamment le niveau des taxes, en particulier des taxes sur l'énergie, et la

(\*) Professeur à l'École nationale des ponts et chaussées.

proportion selon laquelle sont payées les dépenses d'infrastructure.

Que conclure à partir de ces considérations que leur rapidité rend fortement simplifiées et qui posent plus de questions qu'elles n'en résolvent ? D'abord le partage du trafic entre les modes n'est pas une donnée intangible qu'il faille forcément respecter parce qu'elle serait naturelle et bonne. A-t-elle cessé de se modifier depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ?

A la suite des événements actuels, la part de marché de la SNCF va certainement connaître une diminution à la fois grave, à la mesure de la durée de l'interruption de service, et durable par accoutumance aux transports de remplacement. Ce recul sera malheureusement plus marqué que les marchandises, secteur où la position financière et commerciale de l'entreprise est déjà critiquée.

Face à cette diminution, il convient de se garder de toute position doctrinale. En d'autres termes, on aurait peut-être pensé à un renforcement de la réglementation protégeant le rail ; maintenant la tendance inverse est plus probable. Une certaine dose de libéralisation paraît nécessaire pour une meilleure répartition modale et aussi peut-être pour stimuler le dynamisme de la SNCF.

Toutefois il faut savoir jusqu'où aller loin et vérifier notamment si les conditions de concurrence entre modes de transport sont harmonisées, si les interventions financières de l'Etat (taxes ou subventions) sont correctement ajustées.

Ce n'est qu'en considération de ces éléments qu'une action peut être menée sagement sur la réglementation. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de la situation présente, que, face d'un malaise social, elle puisse conduire à remettre à l'ordre du jour les conditions et les limites d'ordre économique d'une libéralisation, qu'une panne de la SNCF puisse signaler une éventuelle erreur d'aiguillage de la politique des transports.

(1) Cette opinion, comme d'ailleurs l'ensemble des présentes réflexions, concerne les transports interurbains, à l'exclusion des déplacements suburbains, pour lesquels la réalité est tout autre.

merce, l'intérieur du Sind est resté dominé par les notables locaux, qui détiennent des milliers ou des centaines d'hectares. Ils ont incarné pendant longtemps l'image classique des grands féodaux, exploitant leurs fermiers sans montrer beaucoup d'esprit d'entreprise. De surcroît, les périmètres irrigués, qui font tache d'huile après l'achèvement à Sukkur d'une majestueuse digue de dérivation sur l'Indus (1932), souffrent d'une salinité plus meurtrière qu'au Pendjab.

En 1967, dans les campagnes autour de Tatta et d'Hyderabad, un chétif coton donnait de très médiocres rendements. Les rizières étaient mal entretenues. Beaucoup de petits paysans vivaient dans des conditions précaires. En 1985 et 1986, les choses ont changé.

Les notables, qui continuent à peser lourd, sont en train de se muer en gentlemen-farmers. Ils prennent une part plus active à l'exploitation de leurs domaines et financent, ce qu'ils ne faisaient

pas auparavant, une partie des produits utilisés par leurs métayers. Quant aux propriétaires-exploitants, eux aussi se mettent aux nouvelles semences. Rizières, champs de coton, voient leurs rendements s'accroître. Les bananeraies rapportent gros, comme la culture des fleurs destinées aux marchés de Karachi.

La salinité reste un problème très sérieux. Il faut renforcer les mesures de drainage, ce qui n'est pas une petite affaire. De plus, dans certains districts, il est exclu d'améliorer l'irrigation par puits tubés à pompe, car la nappe phréatique est saumâtre. Toutefois, en 1967, les rendements pouvaient tomber en dessous des 1 000 kg/ha de riz décortiqué. Le blé dépassait rarement ce chiffre, le coton égrené variait entre 100 et 200 kg/ha. Aujourd'hui, le riz cote à 1 500-2 000 kg/ha comme le blé, tandis que les champs de coton à 300 kg/ha ou plus sont fréquents.

(Lire la suite page 39.)

## Le « sayyed »

BARBE blanche finement taillée en collier, chemise flottante sur son shalwar (sorte de pantalon bouffant), Anwar Ali Shah nous sert le thé sous la véranda de son bungalow près de Hyderabad. Notable par excellence — c'est un sayyed ou descendant du Prophète — il se trouve à la tête d'une nombreuse famille, quelques fils ici, d'autres à Karachi, un gendre ministre...

Ses 800 ha irrigués portant du blé, du coton et de la canne à sucre. Depuis quelques années, il a fait planter 40 ha de bananiers dont s'occupe un gros fermier qui supporte tous les coûts. Notre sayyed encaisse 25 000 roupies par ha, le fermier en gagne 7 500 net.

Dans les étables ruminent quatre-vingt-sept têtes de bétail, buffettes à 5-10 litres de lait par jour — un bon rendement — versé à Karachi. Bref, des gains élevés grâce à la modernisation du domaine, mais aussi une dizaine d'enfants qui, à la mort d'Anwar Ali, devront se contenter de plus petites surfaces.

#### Un « hari »

Plus loin quelques paillettes au toit brillant à la suite de l'orage. A l'intérieur, des lits en corde avec cadre de bois, une meagre batterie de cuisine, l'uni-

que lampe à huile suspendue au-dessus du seuil, quelques vêtements de rechange, des couvertures.

Des journaliers. « C'est vrai, les salaires augmentent, mais les frais aussi », remarque l'un d'eux. Hommes et femmes sont alertes. Vivent-ils un peu mieux aujourd'hui qu'hier ? Il est difficile de le dire. Au moins ne sont-ils pas accablés par un dénuement quasi total.

Plus loin encore un hari (métayer) de dix-huit ans, l'œil malicieux. Aslam reçoit le quart du riz qu'il cultive pour un propriétaire moyen de 10 ha. Après la moisson il va travailler à Hyderabad, ce qui lui permet de s'en tirer assez bien et d'apporter à ses parents une partie de ses économies.

Ne pourrait-on rapprocher les extrêmes par une réforme agraire ? Ce serait certes plus concevable qu'en Inde, où les grandes propriétés dépassent rarement 5 à 15 ha. Mais le rapport des forces politiques ne semble pas prêt de changer : aujourd'hui comme sous Bhutto, les fils de l'Assemblée provinciale du Sind sont pour la plupart de grands propriétaires qui ne vont pas voter une nouvelle loi agraire. Quant à la législation actuelle de 60 ha irrigués comme plafond, elle n'est guère appliquée, d'autant plus que les notables peuvent partager, sur le papier, leur domaine entre leurs nombreux enfants.

## orientations SERVICE

**Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :**

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_  
Niveau d'études actuel \_\_\_\_\_

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Ecoles Normales
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Supérieures Complètes
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées
<input type="checkbox"/> Vets, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Gestion Financière	<input type="checkbox"/> Gestion Pluri-disciplinaire
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles d'Ingénierie	<input type="checkbox"/> Notariat-Restoration
<input type="checkbox"/> 3 <sup>e</sup> Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Accueil	<input type="checkbox"/> International
<input type="checkbox"/> Administration Militaire - Commissariat	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimique
<input type="checkbox"/> Aéronautique et Spatial	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Marché de l'Art
<input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics	<input type="checkbox"/> Pans Médicaux
<input type="checkbox"/> Chimie	<input type="checkbox"/> Préfecture Déléguée
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Sécurité
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Sacro-Saint, Bureautique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Concours Administratifs	<input type="checkbox"/> Spécialisation Textile, Mode
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance	<input type="checkbox"/> Tourisme
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Transports

Handwritten signature and date: 13/01/87



## Une raison d'espérer

هكذا من الأصل



## Un immense tapis vert sur le désert

(Suite de la page 37.)

La hausse de la production favorise évidemment grands et moyens propriétaires, mais les petits paysans et les manoeuvres agricoles ne restent pas entièrement en marge. Il faut ajouter que, par rapport à de vastes régions de l'Inde, les densités rurales sont sensiblement moins lourdes. Les images de réelle misère sont relativement rares.

A l'époque britannique, le Pendjab — du persan signifiant « les cinq rivières » — était devenu le grenier à blé de l'Empire et un très gros producteur de coton grâce aux canaux interconnectant les cinq rivières de la province, grâce aussi à une remarquable administration et à une non moins remarquable paysannerie musulmane, hindoue ou sikh.

Après le terrible drame du partage du Pendjab entre l'Inde et le Pakistan en 1947, l'exode des sikhs et des hindous, l'arrivée des réfugiés musulmans, le Pendjab pakistanais démarre à nouveau. D'autres canaux sont construits, les puits tubés à pompe se multiplient, apportant un précieux complément d'irrigation. Les grands propriétaires, de longue date authentiques gentlemen-farmers, poussent l'exploitation de leurs domaines, de manière directe avec des ouvriers agricoles ou indirecte en soutenant leurs métayers.

Beaucoup plus nombreux que dans le Sindh, les moyens propriétaires ne mettent pas longtemps à adopter les innovations techniques telles que pompes, semences, engrais. Les tractors se multiplient. Le riz, qui jouait un rôle modeste, gagne du terrain à la mousson (juillet-septembre). Le blé (novembre-avril) progresse, comme le coton et la canne à sucre.

L'agriculture n'est pas seule à bouger. L'opulente Lahore, capitale du Pendjab, a bien changé depuis 1952-1953. Les petites voitures à cheval sont submergées par le flot des automobiles, des autobus et des camions. Les nouveaux quartiers avancent vers les campagnes. Sheikhupura, petite ville en 1964, abrite aujourd'hui quelques grandes usines et une myriade de petites entreprises : garagistes, électriciens, mécaniciens, tailleurs... Sur les grandes routes, le trafic augmente et les minibus japonais, avec leurs grappes d'hommes, de femmes, d'enfants, s'en vont cahotant sur les pistes jusqu'aux villages les plus éloignés.

Mêmes tendances dans le district de Multan. « C'est en 1964 que mon père a acheté son premier tracteur », me dit Hussain Gardezi, un jeune propriétaire. A l'époque, il fallait aller à la ville de Multan à 30 kilomètres pour trouver des pièces de rechange. Aujourd'hui, un bon garage existe à Kabirwala (13 kilomètres) et ici, à deux pas, un mécanicien a ouvert boutique pour les petites réparations.

Zones de peuplement relativement récent à la suite des travaux d'irrigation, les districts du Pendjab pakistanais ne sont pas encore trop lourdement peuplés. Les densités maximales se situent autour de 300-400 habitants au kilomètre carré, rarement plus, contre 600 à 800, voire 1 000 dans les plaines

de l'Inde. Ce phénomène explique en partie la faible proportion de paysans sans terre, beaucoup d'entre eux détenant de 5 à 10 hectares.

### Jusqu'à la Chine

Alors que l'aride Baluchistan ne compte que 12 habitants au kilomètre carré, les collines dans le nord-ouest du Pendjab et dans le pays pathane à la frontière sont plus peuplées grâce à des pluies un peu moins chiches. Les vallées s'ouvrent entre la caillasse, avec un blé à 600-1 000 kg/ha, faute d'irrigation.

Chaqwal, 50 000 habitants, grossit sur le plateau avec son bazar où les boutiques de casseroles en aluminium, de transistors et les garages prolifèrent. L'agriculture ne permet pas à tous de vivre décemment, c'est pourquoi la région est de longue date une pépinière de soldats. Plus récemment, les hommes sont partis pour le Golfe et l'Arabie saoudite, laissant leurs familles au village. Environ le tiers de la population active travaille au-dehors.

Vie dure, familles séparées, il n'existe guère d'autre solution. Le manque d'irrigation empêche les cultures de pousser. Au coin de la rue, deux frères et un cousin récupèrent la ferraille et l'expédient à Lahore (500 km) sur leur camion acheté d'occasion. Ainsi, ils s'en tirent à peu près, car leurs 2 hectares de blé (2 000 kg en tout) ne pourraient les faire vivre.

Dans le Nord-Ouest, on retrouve de beaux ensembles irrigués : la plaine de Peshawar et celle du Swat. Ici aussi, que de changements par rapport aux premiers itinéraires il y a plus de trente ans ! Les bazaris entendent les cultures s'améliorer. Et la route se poursuit plus avant, en plein cœur du Karakorum, jusqu'à la frontière chinoise. Au-delà de Hunza, avec ses cultures en terrasses, ses vergers aux fruits succulents, ses petits vignobles, la pomme de terre gagne du terrain et part en camion jusqu'à Islamabad, à 600 km.

### A Islamabad

Il est temps de grouper les pièces du puzzle dans les ministères d'Islamabad : la pression démographique devient lourde. La propagande contraceptive, une des plus timides de l'Asie, ne mord guère dans les campagnes et peu dans les villes. Ainsi les prochaines étapes de la croissance s'annoncent-elles très délicates.

Par rapport à tous les autres pays asiatiques, le Pakistan jouit d'un gros atout avec environ les trois quarts des cultures sous irrigation (11 millions d'hectares sur 14). Mais le système de canaux ne répond plus aux besoins d'une agriculture condamnée à devenir toujours plus intensive. L'entretien des systèmes laisse à désirer, les pertes par infiltration atteignent jusqu'à la moitié de l'eau.

Les puits tubés (200 000 unités) ne peuvent pas servir d'appoint partout. De très gros travaux sont donc nécessaires.

Depuis plus de vingt ans, divers projets sont en cours pour lutter contre la salinité. Ici aussi, les prochains investissements s'annoncent lourds. Le renouvellement des semences, un meilleur usage des engrais, des traitements antiparasitaires plus efficaces (surtout pour le coton et le riz), représentent d'autres tâches complexes indispensables pour pousser les rendements du blé et du riz, d'environ 2 000 kg/ha actuellement, à 3 000-4 000 kg/ha dans un premier stade. L'emploi consti-

me aussi un élément majeur dans la lutte contre la pauvreté.

A l'heure actuelle, environ 10 % de la population active travaille à l'étranger, principalement dans le Golfe et en Arabie saoudite. Pour le moment, les retours sont peu nombreux, mais ils risquent d'augmenter à long terme. De plus, en matière de routes et d'électrification rurale, toutes deux capitales pour l'expansion des économies locales et pour la création d'emplois, le point de départ actuel est bas comparé aux régions avancées de l'Inde. Toutefois, comme en Chine et en Inde, les horloges du Pakistan sonnent l'heure de la raison.

GILBERT ÉTIENNE.

### Coutume et théologie

Dans le nord du Pendjab, Hassan est propriétaire de 4 ha bien irrigués, donnant 2 500 kg/ha de blé, puis de riz à 2 000 kg/ha. C'est plus qu'il n'en faut pour nourrir sa femme et leurs sept enfants. Le surplus est vendu, ainsi que le coton couvrant 1 ha. Les 10 litres de lait de deux bufflons sont entièrement consommés.

Tout va bien. Mais que se-t-il se passer quand les quatre fils et les trois filles se partageront le domaine ? Même si deux garçons trouvent du travail en dehors de l'agriculture, la vie s'annonce difficile. Ne serait-elle pas mieux d'avoir moins d'enfants ? La question ne choque pas, sans pourtant accocher.

Les paysans ont une vague idée des techniques contraceptives, mais « Khuda ki marzi », c'est le bon plaisir de Dieu. Le mullah du cru intervient en disant que la limitation des naissances est contraire au Coran ce qui

n'est pas exact. Le plus grand théologien de l'islam, l'imam Al Ghazali, avait déclaré au onzième siècle déjà que le coût interrompu (act) était chose permise. Le mullah n'est visiblement pas un lecteur assidu de Ghazali.

A plusieurs reprises se répètent les mêmes discussions dans d'autres villages. Les hommes ont beau être conscients de l'inconvénient d'avoir trop d'enfants, ils ne sont pas prêts d'agir en conséquence. Quant au gouvernement, il entreprend certes des efforts de propagande, mais de manière modeste, hésitant à indisposer les mullahs auxquels il faudrait mieux faire connaître l'authenticité théologique islamique.

Les lendemains risquent d'être pénibles : 95 millions d'habitants en 1985, 150 millions en 2005, en cas de recul de la fécondité de 6,3 enfants à 4,0 ; 171 millions avec une baisse à 5,6 seulement.

**87** Entrons chez PARIBAS avec **NIVARD, FLORNOY**  
Agents de Change  
20, boulevard Montmartre, 75009 PARIS  
(1) 42.46.82.82

**QUE ?**  
CHOISIR

JANVIER 87

**ENQUÊTE**  
**OÙ ACHETER**  
**MOINS CHER ?**  
2281 grandes surfaces  
400 000 prix

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Télécommunications du Sénégal  
**SONATEL**

a décidé d'implanter un Réseau Public de Transmission de Données à Commutation par Paquets au SENEGAL.

Pour la phase initiale de ce réseau, elle lance un appel d'offres international pour la fourniture et l'installation de ces équipements.

Quel que soit leur pays de provenance, les matériels proposés par les soumissionnaires devront respecter les normes définies ou acceptées par l'Union Internationale des Télécommunications.

Les équipements, travaux et services objet du présent appel d'offres seront regroupés en lots.

Les adjudications seront faites par lot.

#### LOT 1 : RESEAU

Il est composé de COMMUTEURS, CONCENTRATEURS et d'un CENTRE DE GESTION.

Les matériels de test et de mesure, l'énergie et l'aménagement des bâtiments et de l'environnement font aussi partie de ce lot.

#### LOT 2 : MODEMS UTILISATEURS

Ils seront proposés en deux variantes :

variante 1 : modem Bande de Base partout où c'est possible.

variante 2 : modem téléphoniques (série V du CCITT).

Chaque variante comprendra aussi les équipements de ligne (amplificateurs, correcteurs, etc.).

La fourniture et l'installation sont demandées pour chaque lot.

Les dossiers d'appel d'offres seront délivrés aux lieux ci-dessous contre paiement par chèque libellé à l'ordre de la SONATEL d'une valeur de 100 000 FCFA, à compter du :

**MARDI 13 JANVIER 1987**

#### SONATEL

6, rue Wagene Diouf  
DAF Département des marchés et contrats, 3<sup>e</sup> étage  
BP 68, DAKAR. - Tél. : 23-10-23 ou 21-42-42,  
SÉNÉGAL, TLX : 1298 SG, FAX : 22 14 82

OU

#### FRANCE CABLES ET RADIO

24, rue des Jâneurs  
4<sup>e</sup> étage  
75002 PARIS. - Tél. : 42-33-44-02,  
FRANCE, TLX : 214233F,  
FAX : 42-36-75-20.

Les offres seront déposées devant la commission de réception le **LUNDI 6 AVRIL 1987 à 9 heures** à la salle de conférence de la SONATEL, 4<sup>e</sup> étage à DAKAR.

Le directeur général de la SONATEL.

## les atouts pour gagner.

### ■ Le programme international : ESLSCA plus MBA en 3 ans.

Grâce aux accords conclus avec des universités nord-américaines, tout étudiant « reçu au concours » peut en 3 ans, sans allonger la durée normale de ses études, obtenir un MBA (master in business administration) et le diplôme ESLSCA visé par le Ministère de l'Éducation.

\* Pace University (New York), University of Connecticut (Storrs), Université d'Ottawa (Ottawa), Accord identique avec Sophia University (Tokyo).

### ■ Une pédagogie intégrée à la vie des affaires :

Le dirigeant des prochaines années sera à la fois technicien et négociateur, organisateur et homme d'action, décideur et homme de dialogue. Une coopération permanente, entre le corps professoral et les dirigeants d'entreprises, 106 cours, de « vrais stages », garantissent les débouchés immédiats et expliquent le salaire moyen d'embauche (140 000 francs par an).

### ■ Une vie associative et culturelle intense :

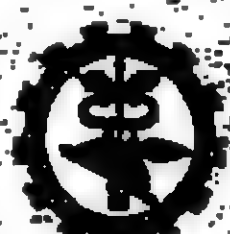
Paris est le campus de l'ESLSCA. Les contacts sont directs avec les responsables économiques, politiques, sociaux. À travers 42 associations et activités, chaque étudiant gère « son projet ». Car si la culture est essentielle à la réussite professionnelle, une pédagogie de l'initiative suppose d'abord un « vouloir entreprendre ».

**eslsca :**

1986 : 37 ans d'expérience, 4 500 anciens élèves, 3 200 candidats au concours, 240 admis, 1 600 offres d'emploi.

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État - 1, rue Bougainville 75007 PARIS FRANCE - (1) 45.51.32.59





## La chronique de Paul Fabra

**A** QUOI sert le SME et ses savants mécanismes d'ajustement ? Tout s'est passé comme si chacun des principaux protagonistes avait essayé de forcer le main à l'autre. « SME sans coopération » était le titre éloquent donné par notre confrère britannique *Financial Times* à son éditorial de jeudi dernier. Pour les Allemands, les Français n'avaient qu'à s'en prendre à eux-mêmes, et à leurs graves, pour expliquer la faiblesse de leur monnaie. Pour le chef du gouvernement français, Jacques Chirac, « les autorités » d'outre-Rhin — (entendez le gouvernement du chancelier Kohl, d'un côté, et le très influent Bundesbank (Institut d'émission), de l'autre), — n'avaient tout simplement « pas joué le jeu ».

Le moins qu'on puisse dire, mais on l'a sans doute oublié, est que la vigueur de tels propos n'était pas un nouveauté. Au mois de mars 1985, quand on négociait à Bruxelles la troisième dévaluation du schelling, le ministre de l'économie et des finances de l'époque, Jacques Delors, avait déjà, lui aussi, pour souché d'arracher aux Allemands la plus forte réévaluation possible du DM afin de limiter à aussi peu de choses que possible sur le papier la dévaluation du franc. Comme Gerhard Stoltenberg, ministre des finances de Bonn, et le président de la Bundesbank, Karl Otto Poehl, se faisaient tirer l'oreille, celui qui devait par la suite devenir président de la Commission européenne les avait publiquement qualifiés de « gens arrogants et incompréhensibles ». C'est dire qu'il ne faut pas attacher à ce genre de propos de circonstance, fussent-ils regrettables, plus d'importance qu'ils n'en ont.

Il serait surprenant que la coopération franco-allemande ait beaucoup à souffrir de la controverse qui oppose depuis le début de l'été dernier Edouard Balladur aux « autorités » de Bonn. Notre ministre avait essayé à l'époque d'obtenir d'elles qu'elles consentent à faire baisser les taux d'intérêt en Allemagne. Avec une main plus lourde, le secrétaire américain au Trésor avait cherché à forcer la même décision. On a beau jeu, aujourd'hui, à Paris, de faire remarquer que, si les responsables allemands avaient, pendant qu'il en était encore temps, suivi le conseil qu'on

leur prodiguait, il aurait sans doute été possible de faire l'économie de cette nouvelle tourmente monétaire. Mais les Allemands n'ont peut-être pas tout à fait tort de penser qu'il eût été prématuré de procéder à une diminution de leurs taux, déjà les plus bas du monde, Suisse et Japon exceptés. Si l'argument statistique mis en avant par eux n'était guère convaincant (le « dérapage » de la masse monétaire par rapport à des objectifs arbitrairement fixés), il est des éléments plus sérieux — accumulation de l'endettement, y compris dans les pays réputés « sages » et « vertueux » — qui militent contre un abaissement accéléré, obtenu au forcing, des conditions du crédit.

**C**ES joutes laissent une impression de léger découragement par lequel il serait dangereux de se laisser gagner. Cela est dû au soupçon que l'on a, sans oser le discuter sur la place publique, que les épreuves à répétition subies par le franc sont peut-être rendues inutilement plus pénibles par l'appartenance au SME. Rien n'est plus absurde que de souffrir par routine. La question se pose parce que le SME est manifestement à nouveau entré dans une phase de son histoire où les risques d'agitation sont très élevés.

La raison en est bien connue. Le dollar n'a probablement pas encore terminé sa course descendante. Autrement dit, les monnaies européennes (et sans doute aussi la japonaise, malgré l'accord américano-japonnais de stabilisation du 31 octobre 1986) doivent pour un certain temps encore continuer globalement à se valoriser par rapport à la devise des États-Unis. Or il est bien connu que les grimpeurs ne sont pas tous aussi bien entraînés pour affronter l'escalade. Quand le dollar ne cessait de monter et que, par conséquent, les monnaies européennes s'affaiblissaient collectivement, celles-ci gardaient beaucoup plus facilement leur cohésion.

## A quoi sert le SME ?

Très opportunément, le Fonds monétaire vient de publier une étude sur les conséquences du fonctionnement du SME (1). Elle fait suite à un rapport qui avait été établi par les mêmes auteurs sur le même sujet en 1983. Il est clair que, à la question posée plus haut, il ne peut y avoir de réponse absolue puisque personne ne peut prouver, dans une affaire aussi complexe, où un grand nombre de considérations entrent en ligne de compte, dont certaines plus politiques qu'économiques ou monétaires, si les choses se seraient mieux ou plus mal passées pour les pays membres en l'absence du SME.

Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt viennent de décider de relancer ensemble l'idée d'une unification monétaire de l'Europe. Ce n'est pas sur le terrain du militantisme que les quatre économistes patronnés par le FMI se sont placés. Il n'empêche que leur enquête, dont l'objectif consistait à établir un bilan scrupuleux des résultats acquis, est de nature à donner des satisfactions aux deux pères fondateurs du SME mis en vigueur en mars 1979. Ils sont en droit d'y trouver comme une justification de l'œuvre qu'ils avaient de concert entreprise en bravant le scepticisme d'une bonne partie de l'opinion et de la plupart des experts.

Les taux du change des huit pays dont les monnaies sont liées par des parités officielles — France, RFA, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Italie — (le lire dispose d'une marge de fluctuation beaucoup plus large autour de la parité que les autres devises du SME) ont déjà connu avant ce week-end dix ajustements, dont certains de caractère général et d'autres de portée limitée, ne rendant pas déséquilibré que d'une ou deux devises à la fois. L'instabilité aurait-elle été plus ou moins grande si ces pays n'avaient pas été conclus ?

Après comparaisons minutieuses d'une part, avec l'évolution subie par les mêmes

monnaies au cours de la période antérieure à mars 1979 et, d'autre part, avec les changements de valeur constatés sur les monnaies (européennes ou non) restées après cette date extérieures au Système, nos auteurs arrivent à la conclusion suivante : « Il apparaît que la variabilité des taux de change des monnaies du SME a diminué depuis l'introduction du système. » Non seulement, précisent-ils, leur nouvelle enquête a porté sur une période plus longue (1979-1986 au lieu de 1979-1983), mais les méthodes qu'ils ont mises en œuvre pour apprécier la « variabilité » ont été affinées. De cet approfondissement, il n'est pas résulté une plus grande incertitude d'interprétation. Au contraire, écrivent-ils, la conclusion à laquelle ils étaient déjà arrivés en 1983 s'est trouvée « confirmée et renforcée ».

**E**N ce qui concerne la « convergence » entre les performances des différentes économies, les auteurs font un constat prudent d'où il ressort que des progrès ont été accomplis en matière d'inflation et de politique monétaire. L'appartenance au SME a pu aider à réduire les « différentiels » de hausse des prix. Le rapprochement s'est opéré dans le sens d'une plus grande stabilité pour tous : l'inflation a diminué dans tous les pays, y compris en Allemagne, où elle était au point de départ la plus faible. Il est banal de le constater aujourd'hui, mais une pareille évolution n'était pas prévue, ni annoncée, par tout le monde. Il est très important que les faits aient démenti, les craintes exprimées, avec plus ou moins de bonne foi, par la Bundesbank, qui avait tendance à présenter le SME comme un mécanisme à travers lequel serait « importée » l'inflation des autres.

Ainsi qu'il est de bonne guerre, et conforme en tout cas à une autre tradition française bien établie, Edouard Balladur, comme pour essayer de détourner l'attention des difficultés (passagères) du franc, a parlé la semaine dernière du renforce-

ment du SME. Parmi les suggestions faites figure l'idée que « chaque banque centrale, au lieu d'avoir seulement des dollars dans ses réserves, en ait un certain pourcentage dans les monnaies des divers partenaires européens ». A moins de prendre d'infinies précautions, les avantages d'une telle solution risqueraient d'être compensés par beaucoup d'inconvénients.

**B**ORNONS-NOUS à remarquer que les appréhensions allemandes n'étaient pas vaines parce que le traité avait posé des règles très strictes, et que celles-ci ont été respectées. Certes, il peut paraître irritant que les Européens ne reconnaissent pas à leurs propres monnaies un privilège qu'ils accordent au dollar. Mais ce qu'il faut éviter par-dessus tout, c'est que le SME ne devienne subitement une source d'inflation qui se superpose aux sources nationales.

Pour soutenir le franc, la Bundesbank et l'Institut d'émission des Pays-Bas viennent d'acheter d'importantes quantités de devises étrangères (francs, livres, couronnes danoises et... dollars) sur leurs marchés des changes respectifs. Du même coup ont été mis en circulation des deutschemarks et des florins, dont la création ne répondait à aucune nécessité de la production. Le seul moyen pour empêcher que les interventions forcées sur les marchés des changes ne viennent alimenter ou relancer l'inflation est d'écarter, comme le font actuellement les règles contraignantes du SME, la réorption intégrale de ces réserves intertemporelles par l'obligation, faite aux pays dont les monnaies respectives ont été temporairement soutenues, de rembourser intégralement le soutien ainsi reçu. Faut-il de quoi, l'aide momentanée aurait toutes les chances de se transformer en crédits permanents et jamais soldés, caractéristiques de tout processus inflationniste.

(1) *The European Monetary System: Recent Developments*, par Hans Ungerer, Owen Evans, Thomas Mayer, Philip Young. International Monetary Fund, Washington. Décembre 1986.

## Notes de lecture

par Alfred Sauvy

DAISAKU IKEDA  
et AURELIO PECCEICri d'alarme pour le XXI<sup>e</sup> siècle

Une rencontre pour le moins pittoresque, en partie sous forme de dialogue entre le célèbre président (disparu il y a deux ans) du Club de Rome et le président de Soka Gakkai International, société laïque, bouddhique, de caractère éducatif et culturel. La publication en français a été suivie des versions japonaise, anglaise, allemande, italienne et espagnole. Le russe n'est pas mentionné, l'ouvrage s'adressant d'ailleurs au monde non soviétique.

Le Club de Rome avait publié, rappelez-le, son deuxième rapport (à rédaction et documentation si imparfaites), au moment où les médias annonçaient, tous les jours, une nouvelle façon de mourir pour l'humanité. Des reconnaissances moins alarmistes (notamment le troisième rapport, dû à M. Tinbergen), jointes aux difficultés économiques qu'on appelle la « crise » ont quelque peu détourné l'attention depuis.

Deux soucis majeurs : il faut réduire la consommation d'énergie (bien que soit envisagée la fusion de l'atome) et diminuer le nombre des naissances. Sur ce point, cependant, les auteurs n'ont pas bien saisi l'esprit des opposants au Congrès mondial de Bucarest, en 1974. « Le meilleur contraceptif, c'est le développement », avait dit M. Bahr, représentant de l'Algérie, précédemment pour combattre le thème américain visant directement la réduction des naissances.

Les travaux récents et l'ouvrage combien plus rassurant de Julian L. Simon, *L'Homme notre dernière chance*, ne sont pas mentionnés ici, non plus que, en sens inverse, les risques de changement de climat, rendus possibles, selon l'Office météorologique mondial de Genève, par la lente accumulation progressive du gaz carbonique dans l'atmosphère. Commentaires précis et élargissants sur la menace de la déperdition de la forêt tropicale, d'ici moins d'un demi-siècle.

L'homme, conclut Ikeda, n'a pas encore pris conscience de sa véritable nature. Un important sujet de réflexion, une curieuse rencontre de deux hommes, bien éloignés du départ, une lecture de poids.

★ PUF Paris, 1986, 22 cm, 203 pages, 85 F.

DANIELLE ALLERES

Industrie cosmétique.  
Art-Béauté-Culture

Rencontre plaisante et rare entre la beauté et la chimie. Évocateur involontaire de la métallurgie, qui tient, dans la littérature économique, bien plus de place, tout en suivant un chemin inverse.

Il ne s'agit cependant pas d'une industrie nouvelle : un rappel historique, bien alimenté, nous présente de multiples épisodes : mission de Moïse, documents d'Hippocrate, de Dioscoride et de bien d'autres, jusqu'à Paracelse, en passant par le Coran et le Kamasutra. Cléopâtre est ici, aussi fidèle au rendez-vous qu'Albert le Grand.

Le second chapitre, pièce maîtresse, est consacré au « tissu industriel ». Nombreux chiffres significatifs, quelques abus, peut-être, des proportions au détriment des dimensions effectives. Significatif, le chemin parcouru depuis un quart de siècle : forte réduction du personnel manuel, au profit du service commercial. Et bientôt, trois fois plus de cadres que d'ouvriers. Bien moins de monde pour produire, bien plus pour vendre, mouvement caractéristique de notre temps, mais peu favorable, semble-t-il, à notre nourrice PIB.

Une belle réussite, l'exportation. Dans combien de secteurs économiques la France tient-elle le premier rang mondial ? 11 milliards d'exportations, soit sept fois plus qu'importations. Quelles répercussions se manifestent, en seconde vague, par la consommation des personnes actives de cette industrie ? Si minime est la recherche en France sur ce terrain si fertile qu'il soit, que la question n'est même pas posée. Elle le sera un jour.

Quelques affiches à défaut de ... pages parfumées ; un jour viendra.

★ Economica, Paris 1986, 24 cm, 320 pages, 145 F.

JOËLLE AFFICHARD-  
JACQUELINE FOURASTIÉ, etc.

## Des mesures

Compter n'est rien ; nous pouvons compter sans mesurer, mais, dès que nous entendons procéder à des mesures nous entrons dans un domaine redoutable qui évoque bien des noms, notamment celui d'Osier Morgenstern.

Les présentateurs de ces études, Jean-Louis Besson et Maurice Comte, restent un peu trop en surface, lorsqu'ils citent le « ce qui nous éclairait nous empêchait de voir » d'Edgar Morin, ou même lorsqu'ils emploient le mot *démensure*, assez contestable et à faible espérance de vie. Ne jouons-nous pas perpétuellement avec les mots ? Et ne jouons-ils pas plus encore, F. Dubet dans *Les Modèles modérément-ils ?* ou J.-L. Besson et Odile Jourdain dans *Le Nombre et son ombre*, alors même que des exemples sont fournis ?

Vient, selon le même jeu, *Une mesure sans mesure*, de Paul Rousset, sur le redoutable indice des prix : la consommation. Mais, cette fois, le sujet est pris, si l'on ose dire, à la gorge, bien déposé et présenté. Ça peut toutefois paraître la philologie, lorsqu'on termine l'indice est ajouté pieusement l'épithète « vrai » ?

Il n'y a pas d'objectivité ni de neutralité absolues, fait observer M. Violle. Sans doute, comme la vertu, l'objectivité s'a-t-elle ses degrés. Pourrait-on cependant être cités des modèles de rigueur exemplaires. En cette matière, comme en tant d'autres, c'est l'utilisation finale de l'instrument qu'il faut retenir. Il arrive que des erreurs se compensent, mais elles n'ont que rarement cette... malice.

Regrettons un peu que n'ait été porté, sur la table de dissection, l'indice de la production industrielle, qui eût son heure de pointe et soulèverait naguère des débats subtils sur l'indice « mécanique » et le plausible.

★ Presses universitaires de Lyon, 1986, 20 cm, 331 p., 110 F.

MARIO DEHOVE  
et JEAN MATHIS

## Le système monétaire international.

Un tour de force : dans l'imposante bibliothèque sur le sujet, ce traité, en récit se déroulant, ne dit rien de la simplicité (un accès facile serait signe de déformation), mais par une description « impitoyable » des événements survenus depuis le grand jour d'ingénuité en 1944. Les personnes sont, la plupart du temps, égarées.

Juillet 1944. Rome est prise et Paris va tomber. C'est le moment de construire du neuf, sans revenir à l'étalon or, dont la rigidité a été responsable de l'ampleur de la grande crise des années 30. Sans mettre d'accord les gladiateurs, l'Anglais Keynes et l'Américain White, les accords de Bretton Woods semblent instituer une période de paix monétaire, encore renforcée par le rôle... maternel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

S'il est vrai que les monnaies heureuses n'ont pas d'histoire, bien rare est la bêtise monétaire à cette époque : en dépit de l'aide Marshall (refusée par les pays de l'Est), les aventures se précipitent : au début, le dollar, « franc comme l'or », devient la « monnaie des monnaies » ; mais les crises se succèdent autour de lui. Le franc ne fait, lui, que reprendre ses faiblesses d'entre les deux guerres, mais le livre sterling ne va guère mieux.

Pour couronner le tout, la guerre malheureuse du Vietnam finit par entraîner le roi dollar lui-même, qui, en 1971, abandonne la parité avec l'or adoptée par Roosevelt. A la suite du premier choc pétrolier, qui n'arrange rien, est décidé, à la Jamaïque en 1976, un nouveau système, incapable lui aussi de surmonter la contradiction fondamentale.

L'endettement du tiers-monde est encore aggravé par l'arrêt de la hausse des prix. Et les murs du FMI de retentir désormais du mot « rééchelonnement », sans entendre dire, par contre, que le véritable nom de ce qui est appelé « balance des paiements » est, comme on disait jadis, avec plus de justesse et de modestie aussi, « balance des comptes ».

Nous pouvons regretter que les auteurs n'aient pas mentionné — fût-ce pour la critiquer — la suggestion formulée par Pierre Mendès France d'une monnaie émise sur un panier de matières premières mondiales. A tout le moins, les pays du tiers-monde y auraient-ils trouvé quelques dédommagements.

Un précieux instrument.

★ Dunod, Sciences économiques. Paris 1986. 24 cm, 271 pages, 96 F.

RAYMOND VACQUIER

## Au temps des factoreries (1900-1950)

Le temps aidant, l'époque et le système coloniaux perdent peu à peu leur mauvaise réputation et voient s'adoucir les rigueurs qui les ont marqués. Il est encore malaisé, toutefois, de parler du « bon vieux temps ». C'est quelque peu, cependant, dans cet esprit qu'est décrite ici la vie économique et commerciale en Afrique occidentale et équatoriale.

Pas de statistique, peu de chiffres même ; c'est, avant tout, un témoin qui rapporte ses souvenirs et les souvenirs d'amis. La façon de vivre est évoquée plus que décrite par des anecdotes. Des photographies de paysages, mais peu de documents.

Deux parties dans ce grand « reportage » : Les organes du commerce colonial et Les opérations. Les Français sont loin d'être les seuls à pratiquer là-bas le

commerce. Au grand nombre d'Africains, hommes et femmes, s'ajoutent des Libano-Syriens (cinq mille pour la seule AOF en 1930, familles comprises), et d'autres. Bien rares les industries, pas de véritables usines.

Les négriers n'ont pas cessé toute activité : quelques ventes, ici ou là, d'hommes, femmes, enfants. Racisme vivace, sans distinction claire entre hérédité et milieu.

★ Karthala, Paris 1986. 24 cm, 400 pages, 150 F.

ROSE TORE

Afrique subsaharienne :  
de la crise au redressement

Un objectif, le titre, non un résultat. En novembre 1984, s'est tenue à Paris une importante réunion sur l'Afrique subsaharienne (en bon français, au sud du Sahara), à laquelle ont participé des représentants qualifiés de l'université du Sussex, de l'OCDE et de l'université de Clermont-Ferrand, ainsi que des Africains. Les résultats n'ont été publiés que tardivement et distribués plus tardivement encore.

Si l'accord a été facile sur la pauvreté et le faible degré de développement, les divergences se sont élevées moins sur les moyens à mettre en œuvre que sur les priorités à adopter. Trop souvent, l'accent est mis sur un diagnostic peu compromettant, tel que l'insuffisance des dépenses budgétaires ou le niveau trop faible (pour le producteur) des prix.

Aucun des participants ne semblait connaître le proverbe chinois : « Donne à un homme un poisson, il mangera pendant un jour ; apprends-lui à pêcher, il mangera toute sa vie. » M. Lipton (Sussex) est le seul à avoir évoqué la question de l'enseignement agricole. Nous sommes loin des frères des hommes, comme aussi de René Dumont.

Plusieurs intervenants, des femmes surtout (Margaret Wolfson, Caroline Allison) ont dénoncé l'accident démographique (invitant un peu trop spécialement la conférence mondiale de Mexico) et préconisé la limitation des naissances. D'une façon aussi fruste que classique, en particulier sans préciser que le moyen spécifique, l'expérience l'a montré, est moins une limitation directe à utiliser des contraceptifs que l'enseignement de la planification.

Déjà contestée, l'utilité de réunions aussi vastes reste en question. L'effet sur les populations intéressées semble moins intense qu'une action directe, plus difficile à réaliser, il est vrai.

★ Centre de développement de l'OCDE. Paris 1985. 22,5 cm. 373 pages, 90 F.

ALAIN GIRARD

L'Institut national  
d'études démographiques.  
Histoire et développement

Ce jeune quadragénaire attendait son historien et, plus heureux que d'autres, l'a trouvé. Nous revivons la Fondation des problèmes humains d'Alexis Carrel, sa transformation en INED, après la Libération, approuvée par le général de Gaulle, les tâches proposées et les travaux réalisés.

Multidisciplinaire, l'Institut a pour base l'analyse démographique, science solide grâce à laquelle les chercheurs peuvent pénétrer divers domaines, allant de la Génétique de population aux Structures familiales, en passant par l'Histoire des doctrines, la Gérontologie et d'autres branches encore, parmi lesquelles, en bonne place, l'économie.

★ Éditions de l'INED, 27, rue du Commandeur, Paris (14<sup>e</sup>). 22 cm. 253 pages, 75 F.



## Le réaménagement du système monétaire européen La rançon d'un dollar faible

(Suite de la première page.)

Bien plus, le mark s'était montré particulièrement faible entre le mois d'avril et le début de l'été, au point d'obliger la Banque de France à le soutenir massivement, et de soulever les récriminations du président de la Banque fédérale d'Allemagne, très mécontent de voir sa devise si peu appréciée. Tout commença à changer au début de l'été, lorsque la baisse du dollar, ralentie pendant quelque temps, reprit à cadence rapide.

Jusqu'alors, le reflux de la devise américaine à partir de ses sommets de février 1985 s'était effectué sans danger pour la cohésion du SME, à la grande surprise des milieux financiers internationaux, pour qui un tel reflux devait, inévitablement, mettre à mal cette cohésion. Mais, à l'automne dernier, ces pronostics se vérifièrent avec l'écroulement d'une mini-tempête monétaire dans la première quinzaine de septembre. La spéculation à la hausse du mark fut telle, déjà, que la Banque de France dut consacrer près de 8 milliards de marks en quelques jours (25 milliards de francs) à stopper la hausse de la devise allemande à Paris.

Les dirigeants américains, semaine après semaine, distillaient des phrases assassines sur la nécessité de faire encore baisser le dollar pour tenter de rééquilibrer une balance commerciale américaine au déficit vertigineux.

En ce même mois de septembre, on le sait, les Douze se réunirent un beau dimanche au château de Gleneagles et décidèrent d'intervenir de concert pour éviter que les soubresauts du dollar ne provoquent artificiellement des tensions trop vives entre les monnaies de la CEE. Comme le relevait la semaine dernière notre correspondant à Bruxelles, les Allemands n'avaient pu qu'approuver la position ainsi prise, puisqu'elle leur donnait des arguments pour refuser la baisse de leurs taux d'intérêt que réclamaient les Etats-Unis. Mais il leur fut reproché de ne pas renvoyer l'ascenseur, c'est-à-dire de ne pas intervenir vigoureusement pour freiner la chute du dollar.

### L'esprit de Gleneagles

A vrai dire, le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, tout en affirmant, à plusieurs reprises, que le cours du dollar vis-à-vis du mark était revenu à un niveau correspondant aux données économiques, ne croyait pas vraiment à l'efficacité d'interventions massives effectuées à contre-courant des tendances de fond sur les marchés.

Ce scepticisme foncier, qui s'étendait et s'étend toujours au principe des « zones cibles » (target zones) pour des parités moné-

taires, chères aux Français, a introduit dans le dispositif de défense de la CEE une fissure béante par laquelle la poussée américaine s'est frayé un chemin. Comme le rappelait la semaine dernière M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, « l'esprit de Gleneagles est mort » et la conséquence en a été que le grand vainqueur de la dernière crise du SME sont les Etats-Unis. Le réajustement péniblement élaboré lundi matin à Bruxelles va, indirectement, renforcer encore le mark par rapport aux monnaies du monde entier et surtout par rapport au dollar. En outre, la réévaluation de la devise allemande, en risquant d'affecter les exportations de la RFA, effectuées à 50 % sur la CEE, pourrait amener le gouvernement de Bonn à donner un petit coup de pouce à

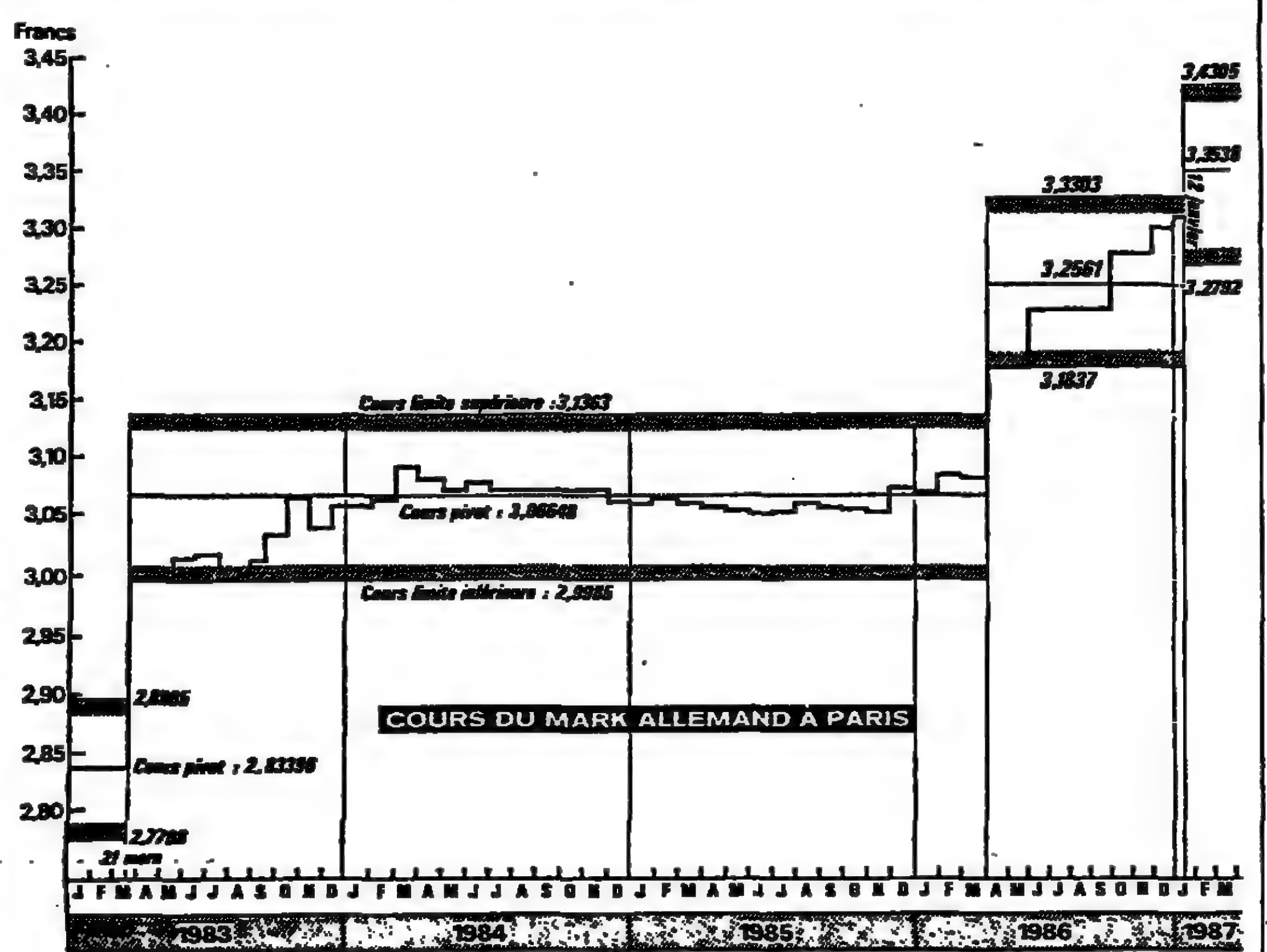
lars), annonces qui a causé une pénible surprise après la timide amélioration enregistrée depuis le mois d'août. Pour ne rien arranger, M. James Baker, secrétaire américain au Trésor, a laissé entendre que le déficit commercial de décembre pourrait être aussi élevé que celui de novembre. C'est dire que, face à un congrès à majorité désormais démocrate et porté au protectionnisme, la Maison Blanche ne serait pas fâchée de voir les cours du dollar fléchir encore. Faudrait-il encore réévaluer le mark ?

### Un accord de stabilisation ?

Est-il possible, alors, d'obtenir de Washington la signature d'un accord de stabilisation des parités analogue à celui signé le 31 octo-

bre) pour empêcher la monnaie américaine de rechuter au-dessous de 158 yens, seuil théorique de résistance plus ou moins fixé par l'accord ? Cette intervention, elle l'a faite toute seule, sans le concours de la Réserve fédérale des Etats-Unis, comme si Washington laissait aux autres la charge de stabiliser les cours.

A vrai dire, on peut, non moins valablement, se demander quelle est désormais la confiance que peuvent accorder les Européens à une administration américaine dont la crédibilité vient d'être dangereusement ébranlée et qui, depuis des années, n'a brillé ni par sa cohérence ni par son discernement. En février 1985, alors que le dollar atteignait ses sommets, on pouvait entendre le sous-secrétaire américain au Trésor, M. McNamara se féliciter de cette



une croissance menacée d'effondrement en 1987.

A défaut d'un abaissement des taux d'intérêt outre-Rhin, rejeté par une Bundesbank à cheval sur ses principes (gare à l'inflation suscitée par un gonflement trop rapide de la masse monétaire), la deuxième tranche d'allègement d'impôts prévue pour 1988 pourrait être avancée. Ainsi, l'Allemagne aurait, en définitive, accepté de se plier à la volonté américaine de lui voir jouer les locomotives.

Le réajustement ne règle pas pour autant le problème du dollar. Celui-ci paraît toujours orienté à la baisse, surtout après l'annonce d'un déficit record de la balance commerciale des Etats-Unis en novembre (19 milliards de dol-

bre dernier entre les Etats-Unis et le Japon en échange de nouvelles diminutions des taux d'intérêt nippons ? En attendant que les conditions en soient remplies (stimulation des économies européennes par baisse des taux ou toute autre mesure), on peut valablement se demander si de tels accords sont vraiment efficaces et durables.

A Tokyo, les milieux officiels redoutent que l'accord du 31 octobre ne soit que temporaire, surtout si l'énorme excédent commercial du Japon sur les Etats-Unis ne se réduit pas rapidement. A la fin de la semaine dernière, la Banque du Japon n'a-t-elle pas dû effectuer la plus grosse intervention de son histoire (2,5 milliards de dollars en une

envoie qui, à ses yeux, reflétait la vigueur et la prospérité des Etats-Unis. Quelques mois après la réunion du Plaza à New-York, Washington et ses partenaires décident de faire baisser le dollar pour éviter la ruine de pans entiers de l'économie américaine.

On peut se demander, enfin, quelle est la nature profonde de la politique à long terme de la RFA. Suffisamment puissante pour se débarrasser toute seule vis-à-vis des Etats-Unis, et pour supporter encore un recul supplémentaire du dollar, elle peut être tentée ou de faire régner son hégémonie sur l'Europe ou de l'abandonner à son sort.

FRANÇOIS RENARD.

## De difficiles négociations

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Ce furent onze heures de tractations laborieuses qui ont surtout porté sur des questions d'image, d'ancrage-propre. Ce réajustement était d'un genre particulier puisque, contrairement à ceux qui l'avaient précédé, il résultait beaucoup moins de la divergence des performances économiques des pays participant au SME que de la très forte pression à la hausse qui s'exerçait sur le deutchmark en raison de la chute du dollar. Pour faire face à ce défi externe, la solution idéale pour M. Edouard Balladur aurait été que le mark soit réévalué de 3 %, suivi, à la rigueur, par le florin, dont on sait qu'il lui est très lié, mais que les autres monnaies ne bougent pas. La démonstration aurait ainsi été donnée que les remous qui agitent le marché depuis quinze jours étaient provoqués par l'offensive déchaînée contre le dollar et par l'absence d'interventions des autorités allemandes, mais ne pouvaient pas être imputées à des divergences constantes dans la conduite des politiques économiques et sociales.

On sut samedi que la Belgique et le Luxembourg, qui ont la même monnaie, ne se satisfaisaient pas de ce scénario. Les Belges, depuis qu'ils ont dévalué en février 1982, font de la défense de leur monnaie un des axes principaux de leur politique d'assainissement économique et financier. Ils entendaient que le réajustement témoigne de la très bonne santé de celle-ci. Ils étaient confortés dans ce sentiment par les Luxembourgeois, dont la place financière, désormais principale source de richesse du pays, supporte mal tout décrochage par rapport au mark.

### Riposte technique

M. Marc Eyskens, le ministre belge des finances, demanda donc que le franc belge soit réévalué de 1 %. Cette requête, provenant d'un pays dont la monnaie, du fait de l'endettement extérieur, n'a pratiquement jamais décollé de son cours plancher depuis le réajustement d'Ottomarmen en avril dernier, pouvait agacer mais elle avait sa logique, et donc sa justification. L'économie belge, grâce à une politique d'austérité rigoureuse, est en effet en voie de net redressement. Mais le gouvernement est un gouvernement de coalition : laisser dévaluer le franc belge aurait pu effectivement ouvrir la porte à tous les dérapages. Les Français et les Italiens, bien que réticents, étaient prêts à entendre ce raisonnement.

Cependant, voilà que la course à la bonne note conduisait les Danois, puis même les Irlandais, à se précipiter à leur tour de leurs succès économiques pour réclamer, comme les Belges, une réévaluation de 1 %. On se dirigeait tout droit vers une situation où tous auraient révalué ! Bref, c'était la farce, et le blocage. Les

ministres s'en sortirent en relevant encore la note donnée aux Belges : il fut convenu qu'ils réévalueraient de 2 %, étant entendu que, dans ces conditions, les Danois et les Irlandais, incapables de suivre, se résigneraient à conserver leurs parités anciennes. « Voilà que nos travaux ont pris fin comme prévu et comme voulu, le franc français n'a pas dévalué », put annoncer alors M. Balladur.

Ces chahuteries sur la nouvelle grille n'avaient guère laissé le temps aux ministres de parler de l'essentiel, c'est-à-dire d'analyser les raisons pour lesquelles les monnaies du SME avaient réagi tellement en désordre aux attaques contre le dollar et d'envisager les moyens d'y remédier. « Nous venons de mettre fin à une crise du SME, tournons la page, j'ai confiance dans l'avenir. Tout ceci démontre que les mécanismes et le fonctionnement du SME doivent être améliorés. J'ai l'impression qu'une prise de conscience s'est produite dans ce sens. Il m'a semblé que les propositions n'étaient pas les mêmes qu'il y a quinze jours », a commenté, optimiste, le ministre français des finances.

M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, a estimé lui aussi que ce qu'il a appelé « la riposte technique à la spéculation » était appropriée, mais que pour avoir un effet durable il convenait qu'elle s'accompagne d'un « renforcement du SME, de notre ligne de défense contre les ouragans venus de l'extérieur ».

An reste, a-t-il ajouté, « cette concentration renforcée pourra se manifester dès demain », indiquant ainsi avec quelle attention les participants de la réunion de Bruxelles s'apprêtaient à suivre dans les jours à venir la réaction des marchés, c'est-à-dire la cote du dollar et la manière harmonieuse ou encore divergente dont évolueraient les monnaies du SME par rapport au billet vert. Cependant, M. Gehrard Stoltenberg, le ministre allemand des finances, n'a, sauf erreur, rien déclaré qui vaille engagement pour l'avenir : « Le réajustement de la grille de parités a occupé l'essentiel de notre temps, nous avons évoqué le problème du dollar, mais sans trouver de recette », a-t-il remarqué. Loin d'être étonné.

Comme prévu à Fontainebleau en 1984, la réévaluation du deutchmark et du florin, dont il faut neutraliser les effets pour maintenir l'unité des marchés agricoles, entraînera la création dans les pays n'ayant pas révalué, notamment en France, de montants compensatoires monétaires (MCM) négatifs. Ceux-ci jouent comme des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation, et génèrent donc des agriculteurs. Le gouvernement, soucieux de ne pas voir se réveiller la colère des producteurs bretons, a demandé avec insistance que ces nouveaux MCM ne soient pas appliqués au porc et à la volaille. Aucune promesse n'a été faite, mais il a été indiqué que la commission examinerait le dossier et ferait des propositions pour la prochaine réunion des ministres de l'Agriculture, les 19 et 20 janvier, à Bruxelles.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Des conséquences agricoles difficiles à gérer

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Le réajustement auquel il vient d'être procédé aura, en termes d'échanges, des conséquences négatives pour les agriculteurs français, mais leur ouvrira probablement la perspective agréable de relèvement des prix plus sensible que celle dont peuvent espérer bénéficier leurs concurrents allemands, hollandais et belges.

Comme prévu en 1984 à Fontainebleau, la réévaluation du mark, du florin et du franc belge n'entraînera pas l'application dans ces pays de montants compensatoires monétaires (MCM) positifs. Ceux-ci, qui jouent comme des taxes à l'importation et des subventions à l'exportation, se sont révélés en effet trop difficiles à supprimer. Pour la faire, il faut baisser les prix agricoles dans les pays qui les appliquent, ce qui, politiquement, n'est pas évident. La RFA et les Pays-Bas traînent encore quelques MCM positifs, qu'ils se sont engagés à supprimer en 1987.

A la place, pour neutraliser les effets sur les échanges des réévaluations monétaires, on a imaginé de créer des MCM négatifs dans les pays dont la monnaie se trouve, de facto, dépréciée par rapport à celles

des partenaires ayant révalué. Des MCM négatifs, d'un montant d'environ 3 %, vont donc venir s'ajouter, en France, en Italie, en Irlande, au Danemark, au Royaume-Uni, en Grèce, en Espagne et au Portugal aux MCM déjà existants. Ces MCM négatifs, qui jouent comme des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation, sont très mal ressentis par les agriculteurs français. En juin, M. François Guillaume a obtenu, non sans mal, que les MCM négatifs applicables au porc soient supprimés, et, en septembre que ceux applicables aux œufs et à la volaille soient suspendus. M. Edouard Balladur a insisté dimanche pour que l'on poursuive dans la même voie, autrement dit que de nouveaux MCM négatifs ne s'appliquent pas au porc, aux œufs et à la volaille. Il n'a obtenu aucune promesse mais néanmoins un signe qui témoigne que cette requête sera prise en considération : la Commission européenne va examiner d'ici à lundi quel sort réserver à ces produits politiquement sensibles.

La suppression totale ou partielle des MCM négatifs entraîne dans les pays qui les appliquent un relèvement des prix garantis. Encore faut-il que la Commission, ainsi que les ministres des Douze, donnent leur

aval à une telle opération. Et l'expérience des derniers mois montre qu'ils le font avec de plus en plus de réticences. Il a été entendu dimanche que le démantèlement des MCM français pourrait avoir lieu dans le cadre de la fixation des prix européens applicables en 1987-1988. Une indication qui prête déjà à divergences d'interprétation. Les Français expliquent qu'elle signifie qu'ils pourront, au 1<sup>er</sup> avril prochain, démanteler leurs MCM et donc relever les prix payés à leurs agriculteurs, même si les prix communs n'ont pu être fixés à temps. Les Allemands sont convaincus au contraire que les Français ne seront autorisés à procéder à cet ajustement agricole que lorsqu'un accord d'ensemble sur les nouveaux prix aura pu être trouvé.

La préoccupation des Allemands est exactement inverse de celle des Français. Ils veulent éviter que ceux-ci les privent d'un relèvement de prix en se ralliant à des propositions de gel des prix communs, mais en jouant, pour satisfaire leurs propres producteurs, sur le démantèlement des MCM. Le réajustement, qui vient d'être décidé dimanche contribuera à rendre plus ingérable encore la politique agricole commune.

Ph. L.

## Onze changements depuis la création du SME

Depuis sa création le 13 mars 1979, le système monétaire européen (SME), dont le mécanisme de stabilisation des changes lie entre elles les devises de huit pays de la CEE, a fait l'objet de onze réajustements de parités.

Les monnaies du SME (1) sont liées par des parités fixes dites cours pivot, autour desquelles elles peuvent fluctuer de 2,25 % en hausse ou en baisse, sauf pour le lire italienne dont la fluctuation peut atteindre 6 % (en hausse ou en baisse).

— 23 Septembre 1979 : réévaluation du mark de 2 % ; dévaluation de la couronne danoise de 3 %.

— 29 Novembre 1979 : dévaluation de la couronne danoise de 5 %.

— 22 Mars 1981 : dévaluation de la lire italienne de 6 %.

— 4 Octobre 1981 : réévaluation du mark et du florin néerlandais de 5,5 % ; dévaluation du franc français et de la lire de 3 %.

— 22 Février 1982 : dévaluation du franc belge-luxembourgeois de 8,5 % et de la couronne danoise de 3 %.

— 12 Juin 1982 : réévaluation du mark et du florin de

4,25 % ; dévaluation du franc français de 5,75 % et de la lire italienne de 2,75 %.

— 21 Mars 1983 : réévaluation du mark de 5,5 %, du florin néerlandais de 3,5 %, de la couronne danoise de 2,5 % et du franc belge-luxembourgeois de 1,5 % ; dévaluation du franc français et de la lire italienne de 2,5 % et de la livre irlandaise (punt) de 3,5 %.

— 20 Juillet 1985 : dévaluation de la lire de 6 % ; réévaluation de toutes les autres devises de 2 %.

— 6 Avril 1986 : réévaluation du DM et du florin de 3 % ; dévaluation du franc belge-luxembourgeois et de la couronne danoise de 1 % ; dévaluation du franc français de 3 %.

— 2 Août 1986 : dévaluation de la livre irlandaise de 8 %.

— 11 Janvier 1987 : réévaluation du deutchmark et du florin de 3 %, du franc belge-luxembourgeois de 2 %.

(1) Ces monnaies sont le deutchmark, le franc français, le franc belge-luxembourgeois (la Belgique et le Luxembourg étant liés par une union monétaire), la lire italienne, le florin néerlandais, la livre irlandaise et la couronne danoise.

**CRÉATEURS D'ENTREPRISES**  
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS  
A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS  
Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique  
Permanence téléx  
Rédaction d'actes  
et constitution de sociétés.  
**GEICA/42-96-41-12**  
55 bis, rue du Louvre, 75002 Paris



## Social

### L'évolution des conflits sociaux dans le secteur public

#### Tendance à l'apaisement

Le climat va-t-il s'apaiser dans le secteur public en ce début de semaine ? La tendance au cours du week-end était plutôt à la détente : samedi et dimanche, la circulation des trains, des métros et des autobus a été proche de la normale ; il n'y a pas eu non plus de coupures de courant malgré le froid, les basses de production EDF ayant été faibles (6 200 mégawatts).

Ce mouvement devait se poursuivre, lundi, à la SNCF et à l'EDF. A la SNCF, 55 dépôts sur 88 ont repris le travail ou décidé de le faire, et, selon la direction, les retours individuels continuent dans les autres dépôts : 15 % de l'ensemble du personnel, 25 % seulement des conducteurs, restaient en grève dimanche soir. A EDF, à la suite des nouvelles propositions de la direction (une augmentation de 0,4 % au titre de 1986 et une de 1,7 % au 1<sup>er</sup> juillet prochain au titre de 1987), après la signature de l'accord par la CFDT et la CGC, FO et la CFTC ont pris une position de principe favorable à la signature et à la reprise du travail : le conseil de la fédération CFDT a confirmé samedi soir la position du bureau, même si l'accord « ne règle pas les questions de fond touchant à la perte du pouvoir d'achat ». FO attend la signature de la CFDT pour s'engager. La CFDT se prononcera définitivement en fonction des assemblées générales prévues ce 12 janvier.

Cette volonté d'apaisement a été formulée par M. Edmond Maire au journal de TF1 dimanche midi. Appelé à l'« apaisement social », il a repris les positions prises par la commission exécutive de la CFDT, appelant à l'arrêt des grèves à EDF, exprimant « sa conviction que le maximum possible a été atteint » à la SNCF et constatant que « la reprise du travail s'étend ». Pour la RATP, où « la situation reste bloquée du fait de l'intransigence de la direction », la confédération a préconisé un « service minimum » sur chaque ligne par accord entre les syndicats et la direction.

Cette détente reste cependant précaire. Le syndicat CFDT de la RATP, en grève comme la CGT et les conducteurs autonomes du métro, a indiqué qu'il « n'a pas été consulté » sur cette proposition, et la RATP va rester un « noyau dur » de la grève, comme certaines régions de la SNCF (Sud-Est, Sud-Ouest). Surtout, la CGT continue à tenir ferme pour l'action, aussi bien à la SNCF qu'à la RATP ou à EDF. « L'action est à l'ordre du jour, tous les jours et partout », a affirmé M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, qui s'en est pris

vigoureusement à « ceux qui prétendent un prétendu « apaisement social », à plus forte raison s'ils sont syndicalistes, comme les dirigeants de la CFDT », et qui « prétendent en réalité les renoncements, l'abandon ».

#### « Convergence des luttes »

Les cégétistes à EDF comme à la SNCF entendent être les derniers à reprendre le travail, affirmant qu'ils sont les seuls à défendre les travailleurs. Si la CGT peut difficilement penser à une généralisation du mouvement, elle souhaite en tout cas que les grèves actuelles tiennent jusqu'à ce que d'autres conflits prennent le relais, par exemple dans la fonction publique : toutes les fédérations ont demandé à M. Hervé de Charette, leur ministre de tutelle, l'ouverture de négociations, mais la CGT a d'ores et déjà lancé un appel à l'action, soulignant dans une lettre au ministre « la convergence des luttes de tous les salariés du secteur public et national ».

Cette attitude n'est cependant pas incompatible avec une certaine souplesse : la fédération CGT de l'énergie a ainsi suggéré d'éviter les coupures à EDF, « en raison des conditions climatiques », et le dirigeant des cheminots CGT, M. Georges Lanoue, a indiqué que, « quelle que soit la décision des cheminots [pour la grève ou pour la reprise du travail], la CGT reste à leurs côtés ».

La tendance à l'apaisement est largement due au souci d'éviter les incidents avec les « usagers », notamment les commerçants. Cependant, les syndicalistes, à leur tour, se sont élevés contre les manifestations des usagers contre les grèves. M. Edmond Maire a condamné « l'exploitation qui en est faite par certains responsables politiques ». Il a jugé « particulièrement dangereuses » les manifestations prévues ce lundi. M. Krasucki, de son côté, a dénoncé la « haine anti-ouvrière et antisyndicale ». « La CGT, a-t-il dit, place tous les travailleurs en lutte sous la protection du monde du travail. Elle appelle tous les démocrates à se dresser au cri de liberté ».

Du côté du gouvernement, on ne souhaite pas non plus que les manifestations dégénèrent. M. Philippe Séguin, ministre des Affaires sociales, l'a exprimé lundi matin : « Dans la mesure où les manifestations sont encadrées, cela n'est pas condamnable. » Cela étant, ajoutait-il, « la situation a évolué » entre-

temps. M. Alain Juppé avait déjà considéré samedi les contre-manifestations comme un petit jeu extrêmement dangereux, « contraire à l'intérêt du gouvernement ».

G. H.

#### A Marseille, une grève chasse l'autre

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

Après celle des marins puis des dockers, une nouvelle grève, décidée par le personnel administratif et technique, perturbe, depuis le mardi 6 janvier, les activités du Port autonome de Marseille. Ce mouvement a pour origine un plan de réduction des effectifs annoncé en octobre dernier et visant à supprimer trois cents postes sur la base de départs volontaires. Les forces de l'ordre sont intervenues, samedi, pour dégager les installations des terminaux pétroliers de Fos-sur-Mer et de Lavera, qui étaient occupés par les grévistes. Les opérations de chargement des navires ont ainsi pu reprendre avec le concours du personnel non gréviste et des employés d'une entreprise privée.

Deux pétroliers ont ainsi pu décharger leur cargaison destinée à la société du pétrole sud-européen (SPSE), qui était au bord d'une rupture de ses approvisionnements (1). Le dépôt commun des quatre raffineries de l'étang de Berre a également pu être réapprovisionné. Les syndicats CGT et CFDT du port ont vivement réagi à ce « coup de force » en informant les communes du secteur de Fos des « graves dangers » que feraient peser, selon eux, les opérations de manutention effectuées avec des effectifs réduits ou non qualifiés.

Les organisations patronales du port avaient, de leur côté, organisé, en fin de semaine, à deux reprises, des rassemblements de protestation contre « l'entrave à la liberté du travail », en soulignant : « Seul le port de Marseille est touché, les autres grandes plates-formes portuaires françaises ayant repris normalement et totalement leur activité ».

G. P.

(1) D'une longueur de 760 kilomètres, le pipeline sud-européen dessert de Fos à Karlsruhe (RFA) sept raffineries et une unité de distillation.

#### Quelques vérités

Le conflit en voie de résorption à la SNCF laissera bien des blessures, et il n'est pas un des protagonistes qui puisse se féliciter des résultats de son action.

La SNCF aura perdu beaucoup plus de 1,5 milliard et peut-être 2 milliards de francs, en trois semaines de paralysie. Elle a durablement découragé nombre de ses clients, qui se tourneront plus souvent vers la route pour se déplacer ou acheminer leurs biens. D'ores et déjà, le budget 1987, qui prévoyait de réduire le déficit de la Société nationale de 3,3 milliards de francs à 2,1 milliards de francs, ne semble pas devoir être respecté, trop de paramètres ayant été bouleversés par la grève. Le gouvernement continuera-t-il à demander à la SNCF de compenser ce nouveau déficit par huit mille suppressions d'emplois par an et par un nouveau recul de sa masse salariale ? Les cheminots supporteraient-ils ce tour de vis ?

A poursuivre une logique exclusivement financière, le cercle où se trouve plongée la SNCF est parfaitement vicieux, chacune de ses réactions de défense aboutissant à l'enfoncement un peu plus. Construit-elle un TGV, pourtant très rentable ? Son endettement (80 milliards de francs) et ses frais financiers (10 milliards de francs) s'en trouvent inexorablement alourdis. A quoi servirait d'atteindre l'équilibre financier en 1989, comme le prévoit le contrat de plan, si le personnel y parvenait démolissant et le matériel hors d'âge ?

#### Un outil exceptionnel

Le conflit confirme quelques constats. La première est destinée à ceux qui, se sont étonnés de faire passer la SNCF pour un exemple de déficit et d'inefficacité. Les chemins de fer français représentent un outil exceptionnel qui se classe parmi les meilleurs exploitants ferroviaires de la planète.

C'est vrai en termes de productivité : au classement des unités de trafic par agent, la SNCF est au deuxième rang européen derrière la Suède, mais, dans l'ordre, devant les Pays-Bas, la Finlande, la Suisse, l'Espagne, le Danemark et la RFA. C'est tout aussi vrai en termes de rentabilité : on a parlé des 3,3 milliards de francs de déficit de la SNCF prévus pour 1986. La Bundesbahn s'est estimée heureuse, en 1985, de passer en dessous d'un déficit de 10 milliards de francs. Dans un autre pays à l'économie florissante, le Japon, les JNR avouent un endettement proche de 1 000 milliards de francs, à comparer aux 80 milliards de francs dus par la SNCF.

La deuxième constatation concerne le gouvernement. Qu'il soit de droite ou de gauche, il s'est toujours comporté comme un actionnaire abusif qui intervient indûment dans la gestion quotidienne et qui refuse de faire son devoir de bailleur de fonds. La Société nationale est chaque année obligée d'attendre le bon vouloir du ministre de l'économie pour connaître les augmentations tarifaires sur lesquelles elle pourra compter pour boucler son budget et les hausses de salaires qu'elle pourra attribuer à son personnel. Ainsi dépouillée des outils de gestion économique et sociale, elle se voit sommée par le gouvernement libéral d'adopter un comportement d'entreprise, en fait de faire accepter par ses salariés des budgets de carême.

Pas plus que les autres acteurs, le personnel n'évitait une remise en cause de ses comportements. Il aura rêvé d'une « autre politique » ferroviaire inspirée de l'optimisme d'un Charles Fiterman, ancien ministre communiste des transports, il lui faudra bien admettre que le rail recule partout dans le monde et qu'en moins de dix ans le trafic marchandises de la SNCF est tombé de 70 milliards de tonnes-kilomètres par an à 50 milliards.

Cela veut dire que le monopole du chemin de fer n'existe plus,

puisque la voiture, le poids lourd et l'avion sont désormais capables d'offrir un confort, une rapidité et des prix parfaitement concurrentiels. Hors d'une amélioration des mentalités, point de salut. Le cheminot ne peut plus se contenter d'attendre le client. Il lui faut s'adapter aux besoins de celui-ci. Cela s'appelle une mentalité commerciale.

#### Un minimum de participation

La direction de la Société nationale devra, quant à elle, revoir dans le détail son organisation et son fonctionnement.

Il n'y a pas que le personnel d'exécution qui devrait prendre exemple sur les voisins du secteur privé. Il faut que les responsables de la SNCF abandonnent la manie hiérarchique qui leur fait croire que, en appuyant sur un bouton, les changements réputés nécessaires seront répercutés jusqu'aux moindres agents de voie et jusqu'à la secrétaire débutante. Tous les managers leur diront qu'une entreprise moderne repose sur un minimum de participation et d'adhésion du personnel à un projet élaboré en commun. Aucun salaire au mérite ne peut avoir cours sans l'aval des syndicats. Aucun gain de productivité sans un minimum de motivation. Aucune réforme sans enthousiasme.

Puisqu'on ne débat pas à 290 000, n'est-il pas temps de réunir quelque chose comme ces fameux groupes d'initiatives pour le progrès et la qualité créés par la direction de façon tellement maladroite qu'elle a donné l'impression d'ordonner à tous les cheminots de dialoguer dans les équipes, les brigades et les chantiers.

On ne règle pas la vie sociale de la SNCF comme on fait circuler dix mille trains par jour ou bien comme on corrige l'effet de lacet du bogie d'un TGV lancé à 350 kilomètres à l'heure.

ALAIN FAUJAS.

### L'amère victoire des vaincus

(Suite de la première page.)

Mais s'ils ne sont pas victorieux, ces cheminots ne rentrent pas tout à fait en vaincus. Ils ont ébranlé l'ortogèse de la SNCF comme elle ne l'a jamais été, au risque de préfigurer encore un peu plus sa situation économique, mais en l'obligeant à revoir tout un système de gestion sociale trop taylorisé, trop centralisé, trop archaïque. Même s'ils savent que leur système de rémunération, devenu inadapté, devra être révisé, ces cheminots ont obtenu le retrait de la grille « au mérite », quelques valorisations de primes et quelques petites améliorations de conditions de travail.

A l'avenir, surtout, la direction de la SNCF sera obligée d'être plus attentive à la moindre tension sociale pour éviter un nouvel embrasement. Sa gestion sociale est-elle jamais sous surveillance.

Du côté du gouvernement, il y a également des vainqueurs et des vaincus. Vainqueur, le gouvernement l'est sur sa politique salariale 1987. Inévitablement, mais elle n'a jamais été véritablement au centre d'un conflit de la SNCF. Si A. Chirac a tenu bon sur ses directives pour cette année - quitte à s'en tenir sur celles de 1986 pour l'EGF - il a pourtant dû concéder un dans les entreprises publiques où ont négocié « à chaud » - NCF, RATP, EGF - on s'en est tenu à l'hypothèse maximale de sa recommandation - soit une augmentation de 3 % de la masse salariale - et non aux 2 % souhaités, une que la contrepartie exigée - ne amélioration de la productivité se trouve pour autant acquise.

Hésitant, parfois absent et souvent maladroît dans sa gestion d'un conflit qui a fait apparaître, même à ces temps de libéralisme, l'étrange d'une entreprise nationale, il lui a échappé le projet de grille salariale dont M. Doullingues fut l'idéologue. Dans le bilan du gouvernement, la défaite le dispute à la victoire.

An premier abord, il ne fait pas autre guère de doute que les syndi-

cats sont les grands vaincus de cette importante grève. Le constat est paradoxal alors que M. Edmond Maire se réjouit d'un tel « réveil social » et que M. André Bergeron a pu vérifier, d'une certaine façon, la justesse de ses mises en garde sur les risques d'« explosion » sociale.

#### Les syndicats surpris

Comme l'écrit l'éditorialiste de *Syndicalisme Hebdo*, organe de la CFDT, « les syndicats non plus n'avaient pas vu venir la grève des cheminots, et ce n'est pas offensant personne que de redire qu'ils ont tous pris le train en marche ». « Son démarrage n'est pas d'origine syndicale », concède M. Jean Bernard. Et le président de la CFDT ajoute, ce qui devrait alimenter la réflexion d'un gouvernement si peu préoccupé d'avoir une politique sociale en direction des salariés : « La rapidité

et l'ampleur de l'extension de la grève s'expliquent certainement par le profond climat de mécontentement dû à l'immobilisme social ».

Etrange situation pour les syndicats ! Ils ont été aussi surpris que la direction de la SNCF par l'éclosion du conflit. Ils ont vu surgir, dans une entreprise pourtant bien syndiquée, des « coordinations » qui, le 10 janvier au matin, en plein élan du mouvement, leur demandaient ensemble de manifester avec elles en pressant « tous les cheminots de rester unis dans la grève ».

Ils n'ont maîtrisé ni la grève ni les négociations, ne se prononçant à la fin du conflit que par sous-entendus ou, localement, en sous-main. Si la grève des cheminots est une formidable mise en garde pour la direction de la SNCF et pour un gouvernement perçu à cette occasion comme trop « clientéliste » dans ses générosités, c'est aussi un très

sérieux avertissement pour les syndicats.

La CGT n'est pas davantage épargnée par les rudes leçons de la grève des cheminots. Elle aussi a été à la traîne, se montrant aussi réticente à soutenir les grévistes au départ qu'elle ne l'est aujourd'hui pour cesser la bataille ou observer un armistice. Finalement, la CGT a enfin vu maître la bourgeoisie sociale qu'elle appelait de ses vœux depuis deux ans, ce qui pouvait justifier ses analyses sur la montée en puissance de l'action revendicative, mais ce n'est qu'une ombre consolatrice car elle n'en a pas été le chef d'orchestre.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1947 à partir de Renault et en 1953 à partir des PTT, elle n'a pas réussi à étendre et à généraliser le mouvement, ce qui ne s'explique pas seulement par son affaiblissement et par celui du PCF. L'exemple de la SNCF est justement là pour montrer que les salariés ne partent pas en grève au coup de sifflet, la fleur à la moustache, même si le « tous ensemble » est sifflé « démocratiquement » par des assemblées de syndiqués... Ni les PTT, ni Renault, ni même les arsenaux n'ont mordu à l'hameçon cégétiste. A la RATP, la grève, très corporative, dure principalement en raison de la participation des autonomes.

A EGF, l'impopularité du mouvement a fait lâcher prise au bout de trois jours à des syndicats comme FO et la CFDT, plus intéressés par une démarche contractuelle que conflictuelle. Même en plein « réveil social » - celui-ci ne touchant pas encore le secteur privé - la CGT a du mal à sortir de son isolement.

#### « Une source de stimulation »

Le jaillissement du spontanéisme social est donc d'abord une défaite pour un syndicalisme qui n'arrive pas à surmonter son déclin. Mais d'un tel revers il peut sortir une victoire. La grève de la SNCF donne en effet aux syndicats un tremplin pour repartir du bon pied.

#### Estimez-vous heureux...

Pour presque chacun d'entre nous, le travail est une nécessité. Comment ferions-nous pour vivre sans cette pays, aussi modique soit-elle, qui vient renflouer nos fonds en fin de mois ? De cette obligation de travailler, presque une malédiction si l'on en croit le Dieu de la Bible - « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » - la Constitution française a fait un droit, conférant à cet acte toute sa dignité. « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi », lit-on dans le préambule de 1946.

Il fut un temps où l'Eglise catholique, en parlant de devoir d'Etat, soulignait l'importance du travail quotidien. Et Péguy, plus humaniste que chrétien, a chanté les vertus de l'humble artisan récompensé dans sa besogne par le sentiment de la tâche bien faite. Le temps passant, le travail est devenu un statut social, ce qui exclut encore plus d'en écar-

ter quiconque, et d'abord les jeunes, pour qui il représente le droit d'entrée dans le monde des adultes ou dans la vie active, comme on dit si justement. Et le chômage est ressenti comme une injustice faite à ceux qui en sont les victimes.

C'est cette idée qu'il faut garder en tête afin d'éviter toute invasion de zéro, invasion qui se produit dès lors que l'on fait du travail non plus un droit mais un privilège. « Avoir un emploi, c'est non pas avoir de la chance, mais être, relativement, privilégié », déclarait M. Chirac le 6 janvier à Europe 1. Un sentiment qu'exprime aussi M. Barre le lendemain à « l'heure de vérité » sur Antenne 2. Comme si la garantie de l'emploi était devenue quelque chose de suspect dont ceux qui en bénéficiaient devraient se faire pardonner.

FRANÇOIS SIMON.

revendications. Il a ainsi l'occasion de repenser ses structures, de veiller à une meilleure articulation entre elles, et surtout de rechercher de nouvelles solidarités entre ses membres. Cela nécessite aussi pour lui d'être plus à l'écoute des syndiqués et des salariés, quitte à faire le tri dans leurs revendications.

Enfin, la longueur de la grève de la SNCF et la paralysie, économiquement préjudiciable, qu'elle a provoquée ne peuvent pas conduire la syndicalisation à faire l'économie d'un débat sur les formes de conflit, pour éviter à l'avenir de mettre dans le même sac des usagers qui n'y peuvent rien et une direction d'entreprise.

Si les syndicats ne renouvellent leur armentaire à propos d'un conflit dont ils n'étaient pas les vrais acteurs, ils peuvent donc aller plus loin dans leur nécessaire renouveau. Ils le peuvent d'autant plus que cette grève constitue une sévère leçon pour tous les propriétaires de l'affaiblissement syndical. Si M. Chirac et surtout M. Seguin ont, à plusieurs reprises, souligné, comme MM. Mauroy, Fabius et Barre avant eux, que la présence de syndicats « forts et responsables » était une arde obligation, d'autres dans l'actuelle majorité ont joué les Don Quichottes contre des syndicats jugés toujours trop « puissants » et présentés comme des sources de sclérose ou de blocage. Leur erreur est aujourd'hui démontrée.

Nul ne peut se réjouir d'un affaiblissement du syndicalisme dont le conflit à la SNCF a présenté l'occasion. Le gouvernement, et aussi le patronat, ont aujourd'hui tout intérêt à aider les syndicats à avoir une audience supérieure à leur représentativité réelle, pour ne pas manquer d'interlocuteurs en cas d'épreuve. Un tel calcul devrait conduire M. Chirac à ne pas sacrifier le social sur l'autel de l'économie et à relancer une concertation décidément bien mal en point. Les vaincus d'aujourd'hui seront peut-être alors les vainqueurs de demain.

MICHEL NOBLECOURT.



# Social

## et les manifestations d'usagers mécontents à Paris et en province

### « La grève, ça suffit »

Deux manifestations étaient prévues ce lundi 12 janvier à Paris pour protester contre les grèves dans le secteur public. La capitale prend ainsi le relais de la province, où des usagers mécontents ont défilé, samedi, dans plusieurs villes, le plus souvent à l'appel de partis politiques de la majorité.

Le cortège le plus important a réuni, à Bordeaux, samedi, dix mille personnes derrière M. Jacques Valade, sénateur et président du conseil régional de la Gironde, plusieurs élus RPR-UDF et des chefs d'entreprise.

A Marseille, malgré le froid et la pluie, trois mille cinq cents personnes sont descendues dans la rue à l'appel du RPR et de l'UDF, avec, à leur tête, MM. Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional, et Maurice Toga, député des Bouches-du-Rhône. Les bérets rouges de nombreux membres d'associations de parachutistes et des drapeaux tricolores apportaient une touche de

couleur au défilé. En Lorraine, un petit millier de personnes ont manifesté à l'appel de parlementaires de la majorité, derrière une unique banderole sur laquelle on pouvait lire : « La grève, ça suffit ». On trouvait, aux côtés d'artisans et de petits industriels, des commerçants qui avaient été invités à baisser leur rideau pendant une demi-heure.

Dans le Nord et la région Rhône-Alpes, des rassemblements moins nombreux ont été signalés. En Alsace, les présidents des chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture et des métiers, ont signé un communiqué commun exigeant la fin des mouvements.

Alors que, à gauche, protestations et mises en garde se sont multipliées pendant le week-end contre ces rassemblements, deux autres manifestations devaient se dérouler lundi après-midi, à Paris. La première, à l'appel du Front national, devait avoir lieu à l'Opéra. La seconde, à

l'appel des élus parisiens de la majorité, était prévue derrière M. Jacques Toubon, place du Palais-Royal.

L'Union fédérale des consommateurs (UFC-Que choisir) engage de son côté les usagers « à ne pas céder aux appels, d'où qu'ils viennent, à manifester dans la rue leur mécontentement ». « Pour manifester leur indignation », elle appelle les usagers à présenter aux services publics « les justificatifs de leurs manques à gagner » liés aux mouvements.

Pour la première fois, des incidents ont été signalés ce lundi matin 12 janvier devant le siège de la CGT à Montreuil : à l'initiative de M. Alain Robert, conseiller général de cette ville et ancien secrétaire général d'Ordre nouveau, des militants du RPR se sont heurtés à des salariés de l'organisation syndicale. Un député RPR de Seine-Saint-Denis, M. Eric Raoult, a été légèrement blessé à la tête, selon les policiers.

### M. Fabius : pas de lutte contre l'inflation sans justice sociale

M. Laurent Fabius a affirmé le dimanche 11 janvier au « Club de la presse d'Europe 1 », que « la lutte contre l'inflation demeure une nécessité absolue », mais doit se faire « sur une base de justice sociale, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui ». « Il ne faut pas, a-t-il continué, que les salariés aient l'impression de perdre du pouvoir d'achat ». Il a ajouté qu'« il aurait été judicieux de maintenir des classes de ratissage ». M. Fabius a jugé que l'organisation de manifestations d'usagers mécontents est « un mouvement irresponsable ».

Dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche à l'élection présidentielle, l'ancien premier ministre pense que « la plus grande probabilité » est que l'Assemblée nationale soit dissoute. Néanmoins, il ne juge « pas opportun d'enfermer le futur président de la République dans

une nécessité de dire qu'à coup sûr cela se passera ainsi ».

Le député de Seine-Maritime a suggéré, pour prendre son importance au Parlement, que les questions d'actualité ne soient plus hebdomadaires mais quotidiennes, et qu'une commission d'enquête ou de contrôle puisse être créée à la demande de soixante députés ou sénateurs, comme c'est le cas pour la saisine du Conseil constitutionnel.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a dénoncé, le samedi 10 janvier, le « double langage » des dirigeants du RPR à propos des mouvements sociaux. De son côté, M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, a jugé, dimanche, que M. Jacques Chirac « enlève l'hypocrisie et joue double jeu » et condamne les manifestations d'usagers qu'il qualifie de « manifestations de haine de classe ».

M. André Billardon, député socialiste de Seine-et-Loire, juge, lui, que les appels à ces manifestations « sont autant de provocations qui menacent la paix civile ». Selon lui, M. Chirac, en les soutenant, « prend (...) le risque de ne pas apparaître comme le chef de gouvernement de tous les Français ».

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, invité dimanche du « Grand jury RTL-Le Monde », a souligné qu'à la différence du gouvernement actuel les gouvernements de gauche avaient demandé des efforts « parfois sérieux » au monde du travail mais « en ne bousculant pas trop l'impératif de la justice sociale ». « Le gouvernement aurait grand tort », a continué le député du Rhône, « de considérer que le problème est réglé » parce que les conflits entrent dans une phase d'apaisement.

Selon lui, « s'il y a aujourd'hui tendance à la reprise, sans que, pour autant, le dialogue social ait abouti à des résultats, la suite est dangereuse ». A propos du rôle des syndicats, M. Poperen a affirmé : « Un membre qui ne sert pas s'atrophie (...). Nous avons eu à faire, en effet, à des membres, à des corps, qui, depuis neuf mois, ont été tenus pour quantité négligeable ».

### Les navires de Brittany Ferries restent à quai

Un conflit social paralyse l'activité de la société maritime bretonne Brittany Ferries dont le siège est à Roscoff. Depuis une semaine les car-ferrys sont à quai — quatre sont à Saint-Malo, un à Caza — et le directeur général, M. Christian Michielini, refuse de réarmer ses navires tant qu'un accord social n'aura pas été signé.

En fait, le conflit oppose la direction et la CFDT, seul syndicat influent chez les marins de la compagnie. Le directeur général refuse de négocier avec les responsables nationaux du syndicat des marins CFDT et ne reconnaît comme interlocuteurs valables que les délégués syndicaux de la compagnie.

Pour améliorer les résultats financiers, M. Michielini — qui va passer commande d'un nouveau car-ferry (400 millions de francs) dans les semaines qui viennent — demande à ses marins des efforts et notamment de renoncer à certains avantages acquis : « Nos marins passent actuellement deux cent trois jours par an chez eux et cent soixante-deux à bord. Nous leur demandons de travailler sept jours de plus. En échange, nous leur assurons la garantie de l'emploi et le maintien du pouvoir d'achat », déclare la direction générale.

Quant au personnel saisonnier, il lui est proposé une garantie classique relevant de la sécurité sociale et non du statut spécifique du marin.

En riposte, la CFDT a demandé au préfet de la région Bretagne le blocage de tous les fonds publics dont bénéficie la compagnie bretonne.

Ernest Saunders abandonne « temporairement » la présidence de Guinness. — Impliqué dans le scandale qui ébranle actuellement la City (un délit d'initié lors de la reprise de Distillers par la firme brassicole Guinness, opération montée par Morgan Grenfell) le Monde du 1<sup>er</sup> janvier 1987), M. Ernest Saunders, le président de Guinness, a annoncé qu'il « se tiendrait » à l'écart de ses fonctions durant la durée de l'enquête déclenchée par le ministère britannique du commerce et de l'artisanat.

### Les manifestations d'usagers

#### M. Juppé : « Un petit jeu dangereux »

M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, invité de l'émission « Les cahiers du médiaparc », le Matin de Paris, sur 98,8 MHz, le samedi 10 janvier, a déclaré, selon le Matin, que les « contre-manifestations » sont « un petit jeu dangereux, contraire à l'intérêt du gouvernement ». M. Juppé a accusé le Front national de « jouer la politique du pire ».

Toujours selon le Matin de Paris, M. Juppé estime que « Jacques Chirac, qui a le sens de l'humour, est dans l'incapacité de régler des problèmes de personnes », alors qu'« il y a des cas où il faut, pourtant, changer des gens, parce qu'ils ne font plus l'affaire à un certain poste ». Le ministre délégué au budget a refusé de préciser son propos. Le trait de caractère qu'il a observé chez le premier ministre est « peut-être un défaut pour un homme politique qui a de hautes responsabilités », a déclaré M. Juppé.

Interrogé sur les chances respectives de MM. Chirac et Raymond Barre à l'élection présidentielle de

1988, M. Juppé a répondu : « Soyons comme la tortue, attendons les dernières semaines précédant l'élection pour juger. Je suis tout à fait confiant ».

#### M. Toubon : « un nouvel équilibre »

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a confirmé, lundi matin, sur Europe 1, le maintien de la manifestation projetée pour le même jour au Palais-Royal à 17 heures. Il a précisé que celle-ci était due « à l'initiative des clubs parisiens de la majorité et à celle de la Confédération générale des PME et de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, ainsi que de tous les usagers ».

Il a ajouté : « Il faut trouver dans notre démocratie économique et sociale un nouvel équilibre entre les partenaires. Il faut que puissent s'exprimer aussi bien ceux qui défendent le droit de grève que ceux qui défendent le droit de travailler, de circuler, de se chauffer ».

### Selon un sondage IPSOS « le Point »

#### Les agents des secteurs publics sont considérés comme des « salariés privilégiés »

Si la crise sociale se poursuivait, 55 % des Parisiens seraient favorables à l'organisation d'élections générales dans les semaines à venir, 39 % ne le souhaitant pas. Tel est le principal enseignement du sondage réalisé par IPSOS et publié, le lundi 12 janvier, dans l'hebdomadaire le Point (1). Cette solution recueille les faveurs de 55 % de sympathisants de la droite (42 % s'y opposent) et 56 % de partisans de la gauche (37 % n'étant pas d'accord).

En outre, 50 % des sondés se déclarent favorables à « une modification, dans un sens restrictif, de la loi concernant le droit de grève dans le service public », 40 % s'y opposent. Néanmoins, 57 % estiment que les agents du service public doivent avoir le droit de grève à n'importe quelle date, à condition d'avoir

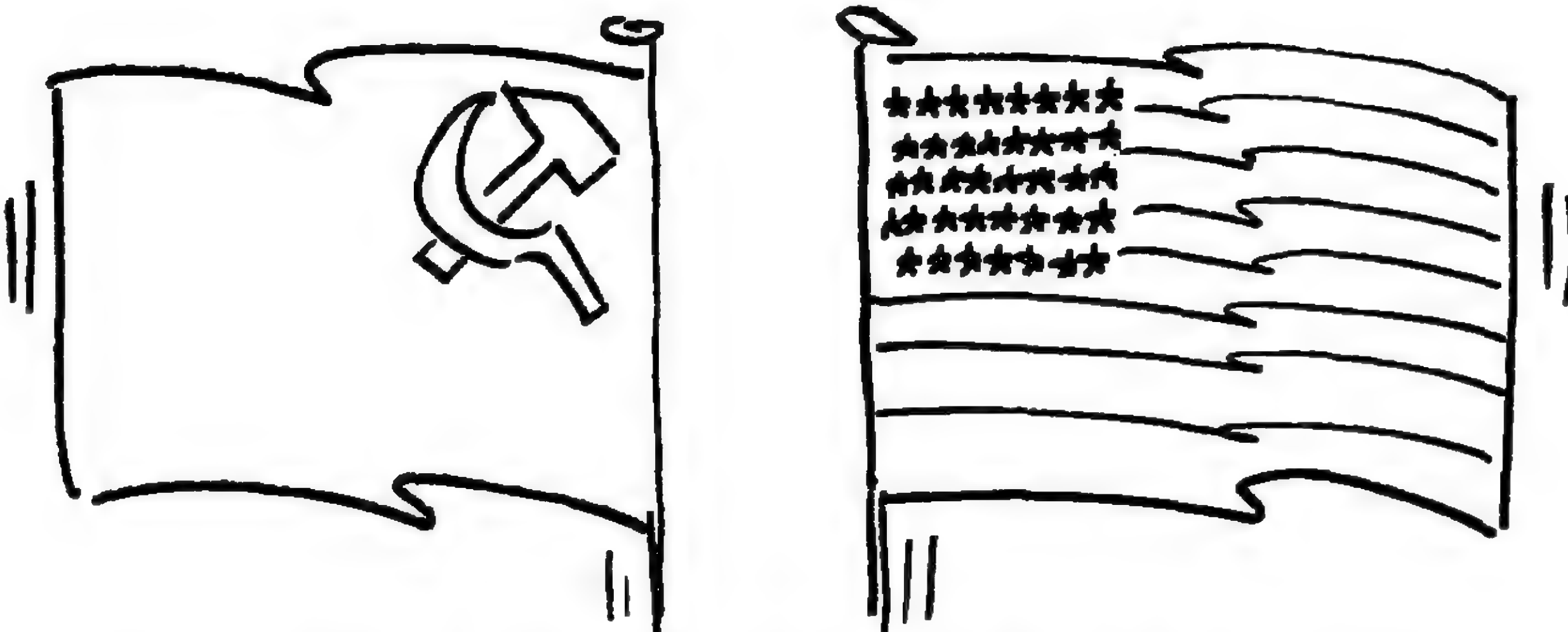
déposé un préavis, 40 % leur refusant cette possibilité. Compte tenu de leur garantie d'emploi, des conditions de travail et de salaire, les agents du service public sont considérés comme des « salariés privilégiés », selon 59 % des avis recueillis (38 % ne le pensant pas).

Enfin, 49 % des personnes interrogées donnent raison au gouvernement lorsqu'il refuse de « céder aux demandes d'augmentation de salaires dans le service public », sous peine de « mettre en danger le redressement économique du pays ».

(1) Sondage réalisé par téléphone le 7 janvier, auprès d'un échantillon représentatif de 800 personnes.

WANG

CA



## Comment les faire communiquer ?

Si les grands de ce monde intégraient les systèmes de communication Wang dans leurs négociations, ils feraient un grand pas vers la paix et la simplicité des échanges. Quand un ordinateur Wang rencontre un ordinateur IBM c'est l'entente parfaite. Il aime aussi rencontrer Bull, Burroughs, Sperry, NCR. L'Aéroport de Paris, Chargeurs Réunis, la Chase Manhattan Bank, le Crédit Agricole, l'Unédic l'ont vérifié. En prenant Wang, l'entreprise protège son investissement informatique d'origine et peut continuer à se développer. Chaque fois, Wang rend l'opération transparente pour l'utilisateur final. Chaque écran communique sous SNA... et/ou WSN. Il traite toutes les applications informatiques en place et les nouvelles : celles de « Département », ainsi que télex, télécopie et vidéotex, sans oublier traitement de texte et messagerie. Wang assure aussi le monitoring et le contrôle central de réseau. Si vous recherchez de telles solutions, pensez à ces quatre mots simples : Avec Wang ça marche.



Appelez le 48.97.06.06 ou écrivez à Wang France S.A., Evelyn Mayard - Service Marketing, Tour Gallieni 1, 78180, avenue Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex.

WANG

AVEC

MARCHE

\*SNA : marque déposée IBM. - ... Autres protocoles d'autres constructeurs. - \*WSN : Wang Systems Networking.





# SAINT-GOBAIN

Pour le compte de la  
**République Française**

**Offre Publique  
de Vente en France  
de 20 160 000 actions**

**Placement  
International  
de 5 040 000 actions**

Banque Nationale de Paris		Lazard Frères et Cie		Lazard Frères et Cie		Banque Nationale de Paris	
Crédit Commercial de France	Kleinwort Benson Limited	Crédit Suisse First Boston Limited	Deutsche Bank Capital Markets Limited	Crédit Commercial de France	Kleinwort Benson Limited		
Crédit Lyonnais	Société Générale						
Banque Indosuez	Caisse des Dépôts et Consignations						
Crédit Industriel et Commercial de Paris	Banque Paribas						
Caisse Nationale de Crédit Agricole	Caisse Centrale des Banques Populaires						
Morgan et Cie SA	Banque Worms						
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	Compagnie Financière						
Crédit du Nord	Banque Rothschild et Associés						
Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet	Banque Demachy et Associés						
Banque Stern	Banque Générale du Phenix						
Banque pour l'Industrie Française	Pallas						
Banque Industrielle et Mobilière Privée	Union de Garantie et de Placements						
Européenne de Banque	Ofivalmo						
Sofinamm	Investimo						
Compagnie Interprofessionnelle de Placements Financiers	Axa Banque						
Financière Cardif	Société Centrale d'Etude et de Réalisation de Placements - SCERP						

Conseillers de la République : Crédit Commercial de France et Kleinwort Benson Limited

Conseillers de la Compagnie : Banque Nationale de Paris et Lazard Frères et Cie

Ces actions ayant été intégralement souscrites, cet avis n'apparaît qu'à titre d'information seulement.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le 31 décembre 1986, la valeur liquidative de la SICAF « Valeurs de France », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 344,57 F.

A la même date, l'action de Valeurs de France cotait 346 F (342,50 F le 15 décembre 1986).

L'ACTIF DE LA SICAF ÉTAIT COMPOSÉ COMME SUIT :

- Obligations : 14,43 %
- Titres intermédiaires (1) : 24,67 %
- Actions : 33,29 %
- Disponibilités (2) : 25,79 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissements, bons de souscription d'actions et d'obligations.

(2) Produit de la récente augmentation de capital actuellement placé en SICAV CT et en attente d'investissements.



**« L'OBLIGATION HYPOTHÉCAIRE SIMPLE ET GARANTIE »**

Depuis le 30 décembre 1986, les emprunts de la Caisse de refinancement hypothécaire 10,90 %\* sont regroupés et négociés en Bourse sur une ligne qui devient, après les emprunts d'Etat, la ligne la plus importante de la cote dépassant 8 milliards de francs.

Les emprunts CRH 7 % 1986 seront regroupés le 30 juin 1987, après détachement de leur coupon, et formeront ainsi une ligne unique ayant un encours supérieur à 5 milliards de francs.

\* Décembre 1985-Mars 1986 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> série.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE  
VEUVE CLICQUOT - LOUIS VUITTON

L'offre publique d'échange proposée par Louis Vuitton aux actionnaires de la Société Veuve Clicquot a rencontré un très large succès, puisque les actions apportées à l'offre (76 %) combinées avec celles déjà détenues par Louis Vuitton (19 %), représentent 95 % du capital de Veuve Clicquot.

L'intégration de Veuve Clicquot au Groupe Louis Vuitton va donc pouvoir s'effectuer dans les meilleures conditions, et laisse augurer d'un développement harmonieux de l'ensemble, qui bénéficiera des effets de synergie et de dynamique du Groupe, dans le respect de l'identité et de l'image prestigieuse

de chacune des sociétés le composant.

En échange de leurs titres, les actionnaires de Veuve Clicquot ont demandé à recevoir pour les trois quarts, des obligations convertibles et, pour un quart, des actions de Louis Vuitton dans les conditions proposées par l'offre d'échange.

En conséquence, Louis Vuitton présentera à une Assemblée Générale Extraordinaire qui sera tenue en février prochain, une proposition d'émission de 470 123 obligations (convertibles en cinq actions chacune) et de 958 116 actions nouvelles. Nous rappelons que le capital de Louis Vuitton comporte à l'heure actuelle 6 215 163 actions.

LOUIS VUITTON



science - morale - droit

Dr Marie-Louise BRIARD,  
Pr Claude BRUAIRE,  
Pr Jacques CÉLIS,  
Mgr Jacques JULLIEN,  
Pr Catherine LABRUSSE-RIOU,  
Pr Xavier THEVENOT  
et Emmanuel HIRSCH.

162 p. 94 F

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE  
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation  
(en millions de francs)

ACTIF	31 déc.
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	422 448
dont :	
Or	218 318
Disponibilités à vue à l'étranger	109 326
ECU	75 272
Autres en Fonds de stabilisation des changes	20 532
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	32 987
dont :	
Concours au Trésor public	25 200
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	182 371
dont :	
États étrangers	72 439
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RÉCÉP- TION DU FECON	73 581
5) DIVERS	11 895
Total	723 244

PASSIF	31 déc.
1) BILLET EN CIRCULATION	218 378
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 737
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	60 724
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	88 949
dont :	
Comptes courants des établissements autorisés à la constitution de réserves	45 751
5) ECU À LIVRER AU FECON	70 844
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	263 057
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	16 814
Total	723 244

CONTRACTION DES COMMANDES  
À LA CONSTRUCTION MÉCANIQUE

EN RFA

En termes réels, les entrées de commandes enregistrées par le secteur ouest-allemand de la construction mécanique ont continué de diminuer en novembre. Elles ont baissé de 7 % en ce qui concerne les commandes à l'export, celles émanant d'Allemagne même, affichant pour leur part une contraction de 8 %.

Globalement, précise la Fédération patronale VDMA, les nouvelles commandes de janvier-novembre s'inscrivent en baisse de 8 % en termes réels par rapport aux onze premiers mois de 1985, avec une chute de 13 % pour les commandes à l'exportation et une stagnation en ce qui concerne la demande intérieure.

Pour les responsables du secteur de l'étranger, la sensible détérioration des commandes s'explique d'évidence par la revalorisation du deutschemark et par la dépréciation du billet vert, qui a entraîné sérieusement la compétitivité des firmes ouest-allemandes dans toute la zone dollar.

Il reste qu'au début de 1986, les experts avaient mis sur une conjoncture intérieure nettement plus favorable. Le ralentissement observé à ce niveau depuis le début de l'été ne laisse pas que de préoccuper les chefs d'entreprise, sans toutefois les pousser à un pessimisme exagéré.

Cette attitude modérée s'explique aisément si l'on considère que, dans plusieurs compartiments, la situation reste particulièrement favorable. C'est le cas notamment pour les fabricants de machines d'imprimerie, d'équipements destinés au textile et aux plastiques ainsi que pour les firmes de machines-outils, de bureautique et d'informatique. Dans ces segments, il n'est pas rare, en effet, que le plan de charge implique des délais de livraison dépassant les douze mois.

(Afp.)

CHANGES

Dollar : 6,34 F ↓

La baisse du dollar s'est poursuivie sur les marchés des changes au profit du yen et, surtout, du deutschemark, toujours recherché au lendemain de l'aménagement du SME, coté plus de 3,32 F à Paris, où les taux d'intérêt sont restés élevés.

	9 jan.	12 jan.
FRANCFORT	9 jan.	12 jan.
Dollar (en DM)	1,928	1,909
TOKYO	9 jan.	12 jan.
Dollar (en yen)	158,18	157,50
MARCHÉ MONÉTAIRE (offets privés)		
Paris (12 jan.)	9 %	
New-York (9 jan.)	5 7/8	

INDICES BOURSISERS

PARIS

	8 jan.	9 jan.
Indice 100 : 31 déc. 1986		
Valeurs françaises	182,3	
Valeurs étrangères	182,6	
C* des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	487,9	487,2

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

	8 jan.	9 jan.
Industrielles	2 002,25	2 005,90

LONDRES

(Indice Financial Times)

	8 jan.	9 jan.
Industrielles	1 372,50	1 384,4
Mines d'or	319,6	324,9
Fonds d'Etat	85,21	85,31

TOKYO

	8 jan.	9 jan.
Nikkei	18 778,74	18 818,36
Indice général	1 902,48	1 902,48

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 janvier

	Janv. 87	Mars 87	Jun 87	Sept. 87
Dernier	106,85	106,70	106,65	106,65
Précédent	106,45	106,30	106,25	106,25

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PARIBAS VA LANCER UN FONDS D'INVESTISSEMENT EN VALEURS FRANÇAISES. — Paribas va lancer à Londres un fonds d'investissement en valeurs françaises pour permettre aux investisseurs britanniques de « profiter des opportunités d'investissement découlant du programme de privatisation du gouvernement français ». Ce fonds, doté d'un capital de 14,5 millions de livres sterling, permettra 15 millions de parts ordinaires au prix unitaire d'une livre. Elles seront offertes aux particuliers à hauteur de 25 %, les investisseurs institutionnels devant se voir proposer 75 %

du total. Baptisé « Paribas French Investment Trust », ce fonds sera investi en bonne partie en valeurs cotées à Paris et sur les Bourses régionales.

DARTY : CHIFFRE D'AFFAIRES EN PROGRESSION. — Le chiffre d'affaires hors taxe consolidé des trois premiers trimestres de l'exercice 1986-1987 (1<sup>er</sup> mars au 30 novembre) s'est élevé à 3 920 862 000 francs, en progression de 18,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Une collection de guides intimes sur les villes les plus romantiques d'Europe. L'imagination d'un écrivain (Michel Butor, Julien Green...) et la précision d'un guide détaillé. 2 coffrets de 8 guides à réserver dès maintenant chez votre libraire (prix de lancement du coffret 250 F).

AMSTERDAM - ATHÈNES - BERLIN - BUDAPEST - COPENHAGUE  
DUBLIN - EDMBOURG - FLORENCE - GENÈVE - LISBONNE  
LONDRES - ROME - SÉVILLE - STOCKHOLM - VENISE - VIENNE

EN LIBRAIRIE OU CHEZ L'ÉDITEUR  
4, rue d'Enghien - 75001 PARIS

Toutes ces Obligations sont vendues. Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



aerospatiale

ECU 75.000.000  
Obligations 7% 1986-1992

Crédit Lyonnais

Chase Investment Bank Limited

Mitsubishi Finance International Limited

Banca Commerciale Italiana  
Banque Indosuez  
Commerzbank Aktiengesellschaft  
IBJ International Limited  
Lloyds Merchant Bank Limited  
Nippon European Bank S.A.-LTCB Group  
Swiss Bank Corporation International Limited

BankAmerica Capital Markets Group  
Banque Internationale à Luxembourg S.A.  
Credit Suisse First Boston Limited  
Istituto Bancario San Paolo di Torino  
Merrill Lynch Capital Markets  
Shearson Lehman Brothers International  
Tokai International Limited

Banque Bruxelles Lambert S.A.  
Banque Nationale de Paris  
Den norske Creditbank (Luxembourg) S.A.  
Kleinwort Benson Limited  
Morgan Stanley International  
Société Générale  
Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Décembre 1986



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Les développements de l'Argentine. — La visite de M. Raimond au Brésil et en Argentine. 4 Le conflit du Golfe. 5 République Sud-africaine : nouvelles restrictions sur la presse.	8 Le congrès du MRG. 9 Réformes administratives : les projets du gouvernement. <b>DÉBATS</b> 2 Leçons du tumulte.	11 Un produit contraceptif permet de tuer le virus du SIDA. <b>SPORTS</b> 14 Jeu à XIII : les violences dans le championnat de France.	15 Séminaire, de Respighi à Palermo. — Cinéma : Emmanuelle 5. <b>COMMUNICATION</b> 16 Comment la DGT a cassé le plan câble.	41 Le réaménagement monétaire européen. 42-43 L'évolution des conflits sociaux dans le secteur public. 45-47 Les marchés financiers.	Radio-télévision ..... 18 Annonces classées .. 20 à 35 Carnet ..... 19 Météorologie ..... 18 Mots croisés ..... 18 Loto, Loto sportif ..... 19 Spectacles ..... 17	● Grèves : manifs en direct ● Dakar : gagnez votre moto ● Voile : le salon au quotidien Bourse, Immobilier, Télémarketing, Météo. 36.15 Tapez LEMONDE

## Nouveau différend entre Paris et Canberra

## Le consul d'Australie à Nouméa déclaré « persona non grata »

Le consul général d'Australie en Nouvelle-Calédonie, M. John Dauth, a été déclaré « persona non grata » par le gouvernement français. Le ministre des affaires étrangères a informé l'ambassadeur d'Australie à Paris de cette décision le vendredi soir 10 janvier, en précisant que M. Dauth avait eu « un comportement contraire aux usages diplomatiques ». L'intéressé a été prié de quitter le territoire dans un délai d'un mois.

Le ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, a regretté, dimanche, cette mesure, qu'il a jugée

« unilatérale et injustifiée ». Il a ajouté : « Le gouvernement australien rejette tout argument selon lequel M. Dauth et ses collaborateurs auraient agi de façon autre que professionnelle et hors du cadre des fonctions consulaires telles que définies par la convention de Vienne. L'Australie a toujours préféré chercher à mettre un terme aux désaccords récents par un dialogue paisible, et il est désormais difficile d'imaginer comment ce dernier geste de la France peut avoir un effet constructif ».

M. Hayden a néanmoins écarté tout « processus de représailles » : « Il nous est

très facile d'embarrasser la France dans la région et les instances internationales, mais nous n'en ferons rien », a affirmé le ministre.

Ce nouveau différend a également été évoqué par le premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. David Lange, qui a notamment déclaré : « La France semble adopter une attitude extrêmement brutale, presque autoritaire, et par là contraire à la norme prévalant dans le Sud-Pacifique, sur tout ce qui peut représenter une dissidence ou une déviation par rapport à la position de son gouvernement ».

## Une cible toute désignée

NOUMEA  
de notre correspondant

Bon émissaire ou diplomate un peu trop zélé ? Dans l'escalade qui oppose ces dernières semaines les diplomates français et australiens, M. Dauth, trente-neuf ans, considéré par Canberra comme l'un de ses meilleurs diplomates, apparaissait d'avance comme une cible toute désignée. Il le savait lui-même fort bien. Depuis les propos tenus à la mi-décembre par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, qui avait dénoncé son « attitude absolument intolérable qui relève de l'ingérence », il ne se faisait guère d'illusions sur la longévité de sa mission calédonienne, commencée en mai dernier.

Officiellement, on observe le mutisme le plus complet sur les raisons qui ont pu motiver une telle décision. Le haut commissaire de la République française à Nouméa, comme le Quai d'Orsay à Paris, se retranche derrière la convention de Genève qui régit le statut du personnel diplomatique et ne s'estime pas tenu d'expliquer en quoi les activités du consul relèvent d'un « comportement contraire aux usages diplomatiques ». Cette circuleration dissimule mal, cependant, le vrai motif de la mauvaise humeur française : le représentant de Canberra en Nouvelle-Calédonie aurait noué des relations privilégiées avec le FLNKS, indésirable au plus haut point pour le gouvernement à un moment où le mouvement indépendantiste est en crise ouverte avec M. Pons.

M. Dauth rejette évidemment le procès qui lui est fait officieusement, en expliquant qu'il entretenait « des contacts en milieu indépendantiste comme en milieu loyaliste ». De tempérament fonceur, cet homme de relations publiques au

tutoiement facile, ancien chef de mission au Pakistan et au Nigéria, qui fut aussi en poste à Londres, où il exerça en particulier les activités de secrétaire de presse du prince de Galles, aurait-il mal apprécié la marge de manœuvre que lui assignait le contexte calédonien ?

Ses liens avec des dirigeants indépendantistes ? Il les qualifie de « visites de courtoisie normales » : il s'était déplacé à Hienghène pour rendre visite à M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, mais, le rendez-vous étant manqué, il avait reçu le chef indépendantiste un peu plus tard à sa résidence à Nouméa. Les deux autres dirigeants de l'état

major indépendantiste, MM. Léopold Jorédié et Yvéné Yelwéné, ont également eu droit à cette invitation privée, en compagnie de l'ambassadeur australien à Paris, qui était de passage à Nouméa.

Aux yeux des autorités françaises, M. Dauth a probablement aggravé son cas en accordant des subventions, sur des fonds du consulat affectés au développement — ainsi que l'Australie le fait dans le Pacifique sud — au centre culturel de Hienghène, la commune de M. Tjibaou, ainsi qu'à un réseau de ramassage scolaire à Maré, une commune de tendance LKS (Libération kanake et socialiste, indépendantiste modéré). Mais ces financements

n'avaient rien d'occulte : le haut commissariat en était informé en bonne et due forme.

Alors ? De source officielle, on laisse entendre que d'autres éléments — beaucoup plus sérieux mais non précisés — mettant en cause certains des collaborateurs de M. Dauth, permettent d'accroître sans aucun doute la thèse de l'ingérence.

Il apparaît, enfin, que l'Australie est surtout coupable, aux yeux du gouvernement, d'avoir aidé le FLNKS à obtenir, à l'ONU, l'inscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires à décoloniser.

FRÉDÉRIC BOBIN.

## Les grèves dans les services publics

## Les perturbations restent fortes à la RATP

Les grèves continuent ce lundi 12 janvier dans le secteur public. Mais la situation était très différente selon les secteurs.

● A LA SNCF, le retour à la normale se poursuivait. Sur les grandes lignes (rapides et express), le trafic était normal sur les réseaux Paris-Est, Paris-Saint-Lazare et Paris-Lyon (y compris les TGV), sauf sur Marseille et Montpellier et au-delà, desservis à 50 % seulement. A Montparnasse, le trafic était assuré à 70 %. A Paris-Nord, il était normal vers Calais, à 50 % sur le reste du réseau. A Paris-Austerlitz, il devait être de 50 % jusqu'à Bordeaux et Brive, de 30 % au-delà vers Toulouse et Tarbes d'un côté, Bayonne de l'autre. Sur la banlieue parisienne, la circulation était normale sur les gares Saint-Lazare, Montparnasse et Paris-Lyon, de 80 % de l'Est et de 75 % sur Paris-Nord et sur la ligne C du RER.

En effet, moins d'une trentaine de dépôts restaient en grève ce lundi, et concentrés surtout sur trois « noyaux durs » : le littoral méditerranéen (Marseille, Montpellier, Nice), le Sud-Ouest (Toulouse, Tarbes, Bayonne, et d'autre part, Angoulême et Saintes), enfin, la région lilloise. Mais dans cette dernière zone la « coordination régionale » a appelé dimanche 11 janvier au soir les cheminots à « suspendre » la grève ce lundi 12 dans l'après-midi et 25 % des conducteurs avaient déjà individuellement repris le travail selon la SNCF. Dans l'ouest, après la décision des conducteurs de Sotteville-lès-Rouen, longtemps un bastion de la grève, de reprendre le travail, ne restaient plus guère en grève que les dépôts d'Argentan, du Mans et de Nantes.

● A EDF-GDF, la consultation des militants CFDT s'est déroulée toute la matinée du 12 janvier. Le résultat n'en est pas encore connu. De son côté, la fédération FO a conditionné sa propre signature à un engagement identique de la part de la CFDT.

La direction d'EDF-GDF considérera comme acquis l'accord intervenu le 9 janvier au soir si quatre organisations syndicales le ratifient — la CFDT et la CGC l'ayant déjà paraphé.

Seule la CGT reste donc actuellement en grève et organise également des assemblées générales ce 12 janvier. La fédération CGT de l'énergie appelle à la poursuite de l'action pour

vingt-quatre heures mais précise que le mouvement ne se traduira pas par des baisses de production. D'autres formes de lutte sont recherchées, comme déjà la semaine dernière autour de Paris, à Pau ou à Reims où le tarif de nuit a été appliqué à été appliqué toute la journée. La CFTC préconise également de bloquer la facturation ou de ne pas couper le courant à la suite d'impayés.

● A la RATP, la situation reste bloquée. Aucune négociation n'est prévue entre les syndicats et la direction. La CFTC, FO, les Autonomes — hormis les conducteurs — et les Indépendants diront, mardi 13 janvier, s'ils signent l'accord salarial prévu par une hausse de 2,98 % des rémunérations en 1987. Le trafic était toujours très affecté, le 12 janvier par les arrêts de travail : on décomptait environ deux bus sur trois en moyenne ; dans le RER, un seul train circulait par intermittence sur la partie centrale de la ligne A (Saint-Germain-en-Laye/Marne-la-Vallée) et deux sur la ligne B (gare du Nord-Saint-Rémy-lès-Chevreuse). Enfin, dans le métro, une rame sur deux en moyenne assurait le service, la ligne 11 (Les Lilas-Châtelet) étant paralysée et une ligne 7 (Villiers/Anvers/Levallois) fonctionnant avec un train sur dix.

## L'Europe prise dans les glaces

Le temps s'est brusquement refroidi depuis le 10 janvier. Le thermomètre a encore descendu le 11 et de nouveau dans la nuit du 11 au 12 janvier. Le 12, très tôt dans la matinée, les températures oscillaient de -17°C à -19°C à Luxembourg, Mulhouse et Colmar, de -13°C à -15°C à Strasbourg, Paris-Le Bourget, Paris-Orly, Lille, Nancy, Lyon et atteignaient -12°C à Paris-Montsouris.

Même dans le Midi, le thermomètre a indiqué -11°C à Montpellier, -10°C à Marseille et à Nîmes. En outre, ce froid inhabituel est rendu insupportable au sens propre du terme par un vent extrême-orienté, violent : le 11 janvier le vent soufflait en moyenne à 150 kilomètres à l'heure avec des rafales à 185 km. Arbres cassés et pylônes renversés ont obligé à interdire la circulation sur les routes côtières.

Le froid très intense règne depuis plus d'une semaine sur l'URSS d'Asie et d'Europe et sur presque toute l'Europe : -40°C à -50°C en Sibérie, -25°C (au maximum !) à Moscou, -30°C à -33°C la nuit, et -25°C à -22°C en Pologne, -25°C à -20°C dans le nord de l'Allemagne, etc.

Cette situation inhabituelle par sa durée et son intensité s'explique par la présence d'un puissant et grand anticyclone sur la Scandinavie et le nord de l'URSS. Ces hautes pressions engendrent des vents glacés soufflant du nord et de l'est. Et une

## Remaniements dans les services d'information de FR3

De nouveaux remaniements viennent d'intervenir dans les services d'information de FR3. Gilles Vaubourg, rédacteur en chef de FR3-Ile-de-France depuis deux ans, quitte ses fonctions et est remplacé par Philippe Dessaint, actuellement chef du bureau régional d'information (BRI) de Reims. Fernand Tavares, jusqu'à présent chef du service politique de « Soir 3 », lui succède à Reims, tandis qu'André Heil, aujourd'hui à FR3-Ile-de-France, prend, par intérim, la tête du service politique de « Soir 3 ».

Ces changements sont consécutifs, selon la direction de FR3, à un examen approfondi des conditions de fonctionnement et de répartition des tâches entre l'information nationale et les services d'information Paris-Ile-de-France. Gérard Saint-Paul, adjoint au directeur de l'information de FR3 et Jean-Claude Turjmann, directeur de Paris-Ile-de-France, devant « organiser la coordination et la complémentarité des différentes éditions d'information ».

« J'ai choisi de parler, sans le moindre esprit de polémique, pour deux raisons. D'abord parce que mon éviction ne repose sur aucun critère objectif et professionnel.

Ensuite et surtout parce que les grandes lignes de la restructuration de FR3 ne me semblent correspondre ni à l'intérêt de l'entreprise ni à celui du public.

— Que vous reproche-t-on ?

— Comment le savoir ? Le seul motif invoqué tient au fait que Christian Bernadac a eu l'impression, lors de notre premier et unique entretien, que je n'adhérais pas à son projet. Un grief pour le moins Jérôme. D'abord, parce que cet entretien était sans objet, mon interlocuteur confirmant dès la première phrase les rumeurs indiquant le non de mon successeur. Ensuite, parce que M. René Han avait déjà présenté son remplaçant il y a plusieurs mois, sans toutefois obtenir la signature de la présidente d'alors.

— Mais il est évident que la responsabilité de l'information dans une ville aussi sensible politiquement que Paris implique une mission particulièrement délicate et très exposée. Alors, je ne comprends pas, ou plutôt je comprends trop bien.

— Que voulez-vous dire ?

— Vouloir instaurer, comme l'a confirmé Christian Bernadac, une conférence unique pour les rédactions de Paris-Ile-de-France, « Soir 3 » et le 19 h-20 h, avec un seul et même responsable pour chapeauter l'ensemble, va à l'encontre de la mission régionale de la station Ile-de-France. C'est une initiative qui relève d'une stratégie de recentralisation, voire de mise au pas. En aucun cas d'une volonté de fabriquer une télévision de proximité plus proche des habitants.

— Alors qu'il faudrait renforcer les moyens du journal-vitrine d'Ile-de-France, augmenter le nombre de caméraman (actuellement cinq équipes de tournage pour un bassin de 10 millions d'habitants), multiplier peut-être les points de diffusion dans les huit départements de la région ou encore tenter de vraies expériences de télévision locale, l'obsession de la recentralisation est une aberration, qui rappelle une mauvaise époque. Elle permet à l'évidence de laisser le champ libre à toutes les expériences de télévision privée sur Paris et sa région. Démar-

## Radicaux de quoi...

Mon Dieu, mon Dieu, où on va là ? A quelle époque on vit, dites-moi ? Comment on peut encore s'intéresser au froid, aux grèves, au franc, avec ce qui se passe au MRG ? Vous savez pas ce que c'est, le MRG ? Vous avez la cervelle gelée ou quoi ? C'est le parti, pardon, je me trompe, c'est le Mouvement des radicaux de gauche. Il y a des radicaux de droite, mais c'est pas ceux-là. Ceux-là, c'est les clowns déguisés en cardinaux qui s'envoient des insultes, des noms d'oiseaux, au palais des papes à Avignon, il y a deux, trois mois.

Ils ont remis ça pendant le week-end. A Montpellier. Seulement, ce coup-là, c'est pas de la rigolade. C'est grave, très grave. Ils sont au bord de la scission. Forcément, ils sont trois à vouloir faire président. Et il y a qu'un fauteuil. Occupé depuis deux ans par un certain Doublin. Les autres le lui avaient laissé. Bien obligés. Ils pouvaient plus faire président parce qu'ils faisaient ministre. C'est des pots à mon Mimi. Maintenant qu'ils font plus ministre, ils sont été remplacés par des copains à mon Jacquot, ils voulaient refaire président.

Enfin, pas exactement. Ils voulaient faire président sans faire président en mettant un président, ce n'est pas tout à fait vrai, à la place du président. L'ennui c'est que le président en place, lui, veut pas arrêter de faire président.

Vous me suivez, là ? Si il y en a un qui n'a pas compris, il lève le doigt et je recommence ! Bon, alors, enchaînons : après la proclamation des résultats, les deux candidats battus... Ah oui, excusez-moi, j'oubliais de vous dire : le président qui veut pas arrêter va continuer, il a été réélu, et les deux outsiders ont piqué une grosse colère. Hou ! Qu'ils étaient fâchés ! Ils ont trébuché, fumé : magouilles et compagne ! Truqué, le vote ! Puisque c'est comme ça, on s'en va. En claquant la porte. Pour faire quoi ? Devinez ? Président, à tour de rôle, d'un nouveau parti.

Non, je vous jure, j'invente pas. Il va être très important : 40 % des mille cinquante-deux personnes qui ont pris part au scrutin. Ça fait combien, j'ai pas ma calculatrice. Faudra compter avec sur l'échiquier politique. Plus on est de fous...

CLAUDE SARRAUTE.

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 12 janvier

La hausse continue :  
+ 1,47 %

La Bourse de Paris a confirmé ses bonnes dispositions le 12 janvier en séance du matin, gagnant 1,47 %. Parmi les plus fortes hausses, on notait Jean Lefebvre (+ 7 %), la Redoute (+ 3,5 %), Peugeot (+ 3,5 %), Bancelier 2,7 % et Valéo (+ 2,7 %). En repli figuraient Synthelabo (- 1,4 %), SGE (- 0,6 %) et Simco (- 0,4 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Première cote	Deuxième cote
Accor	494	504	500
Agence France	2130	2180	2150
Air Liquide	888	898	898
Banque Paribas	1148	1158	1150
Bouygues	2450	2480	2510
Bouygues	1255	1275	1275
B.S.N.	4829	4850	4845
Carrefour	3840	3840	3850
Chemin de fer	1870	1870	1885
Club Méditerranée	701	707	718
Colson National	1486	1510	1528
Compt. (S.A.)	3312	3325	3336
ELF-Automobile	327	329	330
Elf-Saatchi	3740	3780	3800
Elf-Saatchi	1378	1401	1412
Elf-Saatchi	2700	2730	2755
Elf-Saatchi	1620	1620	1630
Elf-Saatchi	2321	2355	2380
Elf-Saatchi	1076	1076	1080
Elf-Saatchi	3312	3312	3350
Elf-Saatchi	1333	1333	1346
Elf-Saatchi	1029	1040	1041
Elf-Saatchi	1210	1240	1252
Elf-Saatchi	788	780	775
Elf-Saatchi	805	815	815
Elf-Saatchi	3236	3240	3270
Elf-Saatchi	1549	1555	1565
Elf-Saatchi	430	430	440
Elf-Saatchi	2310	2310	2315
Elf-Saatchi	618	623	632

A B C D E F G

## Chronologie de décembre

La publication de la chronologie du mois de décembre 1986 est exceptionnellement reportée. Elle paraîtra dans le Monde dans dimanche 18-19 janvier.

Le numéro du « Monde » daté 11-12 janvier 1987 a été tiré à 458 658 exemplaires



## Marchés financiers

## BOURSE DE PARIS

## 9 JANVIER

**Cours relevés**  
à 17 h 30

Règlement mensuel										Composition									
Compagnons	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Compagnons	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Compagnons	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -		
1835	4,5 % 1873	1820	1820	1820	- 1,34	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
628	A.E.L.E. 35	4460	4400	4400	- 1,34	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1227	G.C.F. 35	1182	1182	1182	+ 0,25	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Chad. Lys. T.P.	1124	1122	1134	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
2070	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
628	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
1210	Blackpool T.P.	2600	2818	2822	+ 0,84	2500	Danet S.A.	2400	2380	2260	- 1,08	1770	Martel	1640	1630	1640	+ 0,06		
12																			

**Comptant** (sélection)

## Second marché

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations																			
Chem. Ill.	884	880	d	Mécat Déployé	464	450		A.B.P.A. ....	1345	1320	Dauphin D.T.A.	2660	2701	Mohr	334 90	310			
Comp. 7 1/2 1973	8870			Comp. ....	247 70	247 70		Am. Canadien	121	120	Am. Canadien	22	22	Am. Canadien	310	310			
Comp. 8,80 7 1/2	124 20	6 593		Comp. ....	94	102		A.S.E. ....	1050		Dawell	1040	1082	Dauphin-Lyonnais	429	432			
8,80 7 1/2 73/53	102	4 887		Comp. ....	487	495		Astral	100	100	Dauphin	850	845	Dauphin	800	804			
10,80 8 7/8 74/84	104 50	3 787		Comp. ....	285 70	285 70		Alcan	450	450	Dauphin-Astracens	850	840	Dauphin	800	804			
13,25 8 1/2 80/80	106 10	6 023		Comp. ....	3084	3080		S.I.C.M.	800	810	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
13,80 8 1/2 81/81	303 42	2 252		Comp. ....	850	850		ALP	100	110	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
13,80 8 1/2 81/81	1140	1180		Comp. ....	864	864		ALP	100	110	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
15,80 8 1/2 87/87	104 80	6 598		Comp. ....	300	300		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
15,80 8 1/2 87/80	118 50	18 087		Comp. ....	291	298 50		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
16 5/8 juil. 82	119 80	9 425		Comp. ....	740	740		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
16,80 8 1/2 juil. 83	118 10	12 820		Comp. ....	1225	1225		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
16,80 8 1/2 juil. 83	122 30	9 734		Comp. ....	728	728		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
17,20 8 1/2 oct. 84	114 20	8 142		Comp. ....	840	835		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
17,20 8 1/2 oct. 84	118 10	8 234		Comp. ....	1144	1150		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
17,20 8 1/2 oct. 84	118 10	8 142		Comp. ....	1144	1150		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
Étrangères																			
Comp. 7 1/2 1973	8870			Comp. ....	464	450		A.B.P.A. ....	1345	1320	Dauphin D.T.A.	2660	2701	Mohr	334 90	310			
Comp. 8,80 7 1/2	124 20	6 593		Comp. ....	247 70	247 70		Am. Canadien	121	120	Am. Canadien	22	22	Am. Canadien	310	310			
8,80 7 1/2 73/53	102	4 887		Comp. ....	94	102		Astral	100	100	Dauphin	850	845	Dauphin	800	804			
10,80 8 7/8 74/84	104 50	3 787		Comp. ....	487	495		Alcan	450	450	Dauphin-Astracens	850	840	Dauphin	800	804			
13,25 8 1/2 80/80	106 10	6 023		Comp. ....	3084	3080		S.I.C.M.	800	810	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
13,80 8 1/2 81/81	303 42	2 252		Comp. ....	850	850		ALP	100	110	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
13,80 8 1/2 81/81	1140	1180		Comp. ....	864	864		ALP	100	110	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
15,80 8 1/2 87/87	104 80	6 598		Comp. ....	300	300		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
15,80 8 1/2 87/80	118 50	18 087		Comp. ....	291	298 50		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
16 5/8 juil. 82	119 80	9 425		Comp. ....	740	740		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
16,80 8 1/2 juil. 83	118 10	12 820		Comp. ....	1225	1225		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
16,80 8 1/2 juil. 83	122 30	9 734		Comp. ....	728	728		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
17,20 8 1/2 oct. 84	114 20	8 142		Comp. ....	840	835		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
17,20 8 1/2 oct. 84	118 10	8 234		Comp. ....	1144	1150		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			
17,20 8 1/2 oct. 84	118 10	8 142		Comp. ....	1144	1150		Alcan	450	450	Dauphin-Ch. convert.	3400	3400	Dauphin	3400	3400			

## SICAV

## 9/1

[illegible]

**Hors-cote**

[illegible]

## Droits et bons

## Cote des changes

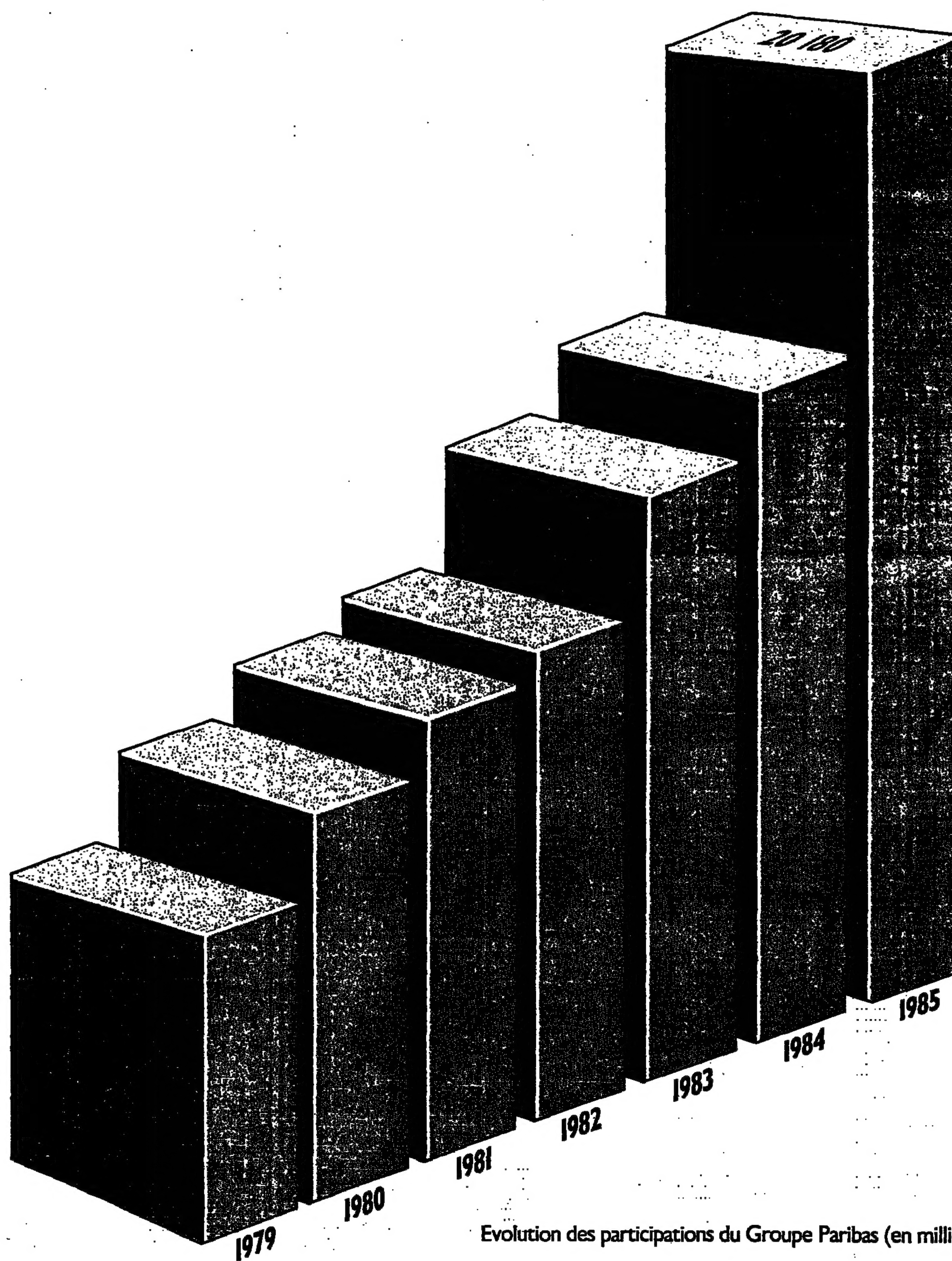
## Marché libre de l'or

[illegible]

**MINITEL**  
La gestion en direct  
de votre portefeuille perso  
30.16 Tapex LEMONDE plus



*Madame, Monsieur,  
Ce que nous appelons une opportunité,  
votre conseil financier l'appellera peut-être une chance.*



Evolution des participations du Groupe Paribas (en millions de F)

*Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Paribas.*

**GROUPE PARIBAS** 

Une note d'information (visa C.O.B. n° 86-449 du 19.12.86) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.

Téléphonez au (1) **46.24.11.11** ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris.

هكذا من الأصل